

FAMINE ET TRANSFERTS  
FORCÉS DE POPULATIONS  
EN ETHIOPIE  
1984-1986

---



**PRISES DE PAROLE PUBLIQUES**

**Dans la même collection, *Prises de Parole Publiques de MSF* :**

- *Camps de réfugiés salvadoriens au Honduras 1988*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004]

- *Génocide des Rwandais tutsis 1994*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004]

- *Camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie 1994-1995*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004]

- *Violences du nouveau régime rwandais*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004]

- *Traque et massacres des réfugiés rwandais au Zaïre - Congo 1996-1997*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [août 2004]

- *Famine et transferts forcés de populations en Éthiopie 1984-1986*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2005]

- *Violence contre les Kosovars albanais, intervention de l'OTAN 1998-1999*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2006]

- *MSF et la Corée du Nord 1995-1998*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2008]

- *Crimes de guerre et politiques de terreur en Tchétchénie 1994-2004*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [juin 2010]

- *Somalie 1991-1993 : guerre civile, alerte à la famine et intervention « militaro-humanitaire » de l'ONU*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2013]

**Comité éditorial :** Laurence Binet, Françoise Bouchet-Saulnier, Marine Buissonnière, Rebecca Golden, Michiel Hofman, Simone Rocha, Jacqui Tong, Rafa Vilasanjuan - **Directrice d'Études (coordination du projet - recherche - entretiens - traduction de l'anglais en français - rédaction/editing) :** Laurence Binet - **Transcription des entretiens :** Laurence Binet, Françoise Courteville, Pascale Donati, Jonathan Hull, Mary Sexton - **Saisie des documents :** Cristelle Cabioch - **Correction/préparation de copie :** Valérie Levesque - **Design/layout :** †graphite - **Recherche documentaire :** Céline Zigo - **Conception et suivi du site internet :** Sean Brokenshire.

**Remerciements à Rony Brauman pour ses conseils.**

**Projet du Conseil International du mouvement Médecins Sans Frontières - La mise en œuvre et la gestion du site <http://speakingout.msf.org> sont déléguées à la section australienne de MSF.**

# AVANT-PROPOS

Les « Etudes de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières » ont pour origine le souhait exprimé par le Conseil international du mouvement MSF, à la fin des années 1990, de mettre à disposition des volontaires du mouvement, un document sur le « témoignage ».

Le document souhaité devait être simple et accessible à tous et servir de référence aux volontaires pour comprendre et se réapproprier la culture de prise de parole de l'association.

Il ne devait pas prendre la forme d'un manuel idéologique ou technique (guide-line) le témoignage ne se limitant pas à l'application mécanique de préceptes et de procédures, mais impliquant la compréhension des dilemmes inhérents à l'action humanitaire.

Le projet a été confié par le Conseil international à une directrice d'études, qui travaille avec un comité éditorial, composé de personnalités de MSF choisies par le Conseil international, pour leur expérience et leur compétence. Les membres de ce comité siègent « intuitu personae », indépendamment de leur section d'origine.

Confronté aux difficultés de définition du terme témoignage, le comité éditorial a privilégié l'étude des prises de paroles publiques de MSF comportant un dilemme, donc une prise de risque. Il a choisi une vingtaine de cas d'étude à partir des listes proposées par les différentes sections opérationnelles de MSF.

La source principale d'information de ces études réside dans la mémoire écrite et orale de MSF. Celle-ci est restituée via la recherche de documents datant de l'époque traitée et la conduite d'entretiens avec les protagonistes des événements sélectionnés.

Les personnes interviewées sont choisies après consultation des sections opérationnelles impliquées dans le cas étudié. Ces acteurs présentent alors à la fois leur récit des événements et leur appréciation sur la manière dont Médecins Sans Frontières a réagi. Ils s'expriment dans la langue de leur choix, avec l'appui d'un traducteur si nécessaire. Les entretiens sont enregistrés puis transcrits.

Les documents sont recherchés et exhumés des archives des différentes sections impliquées, et dans la mesure du possible, dans celles des médias.

Ces travaux de recherche sont soumis à des contraintes d'ordre pratique et financier: localisation et volonté des interviewés de s'exprimer, existence, qualité et quantité de documents d'archives.

Le montage principal qui décrit les faits sur un mode chronologique, est composé d'extraits de documents et d'entretiens, reliés entre eux par de courts textes. Les extraits de documents ont été privilégiés pour établir les faits. A défaut, les entretiens sont parfois amenés à jouer ce rôle. Ils apportent également un éclairage humain sur le vécu des événements et des éléments d'analyse de la part des protagonistes.

Ce texte-montage principal est précédé d'une ou plusieurs cartes, de la liste des abréviations utilisées, de celle des personnes interviewées et des rapports MSF cités, et d'une introduction qui présente le contexte des prises de parole publiques concernées et les principaux dilemmes auxquels elles ont tenté de répondre.

La méthodologie adoptée permet de restituer les débats et les dilemmes rencontrés sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Il est complété par une chronologie détaillée, qui resitue les actions et prises de paroles de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Destinée à aider le lecteur à se repérer, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

Chaque étude de cas, rédigée à l'origine en français et traduite en anglais, est disponible dans les deux langues <sup>1</sup>.

Ces études de cas, dont la vocation est essentiellement pédagogique ont été longtemps réservées aux seuls membres de l'association. Désormais, dans un souci de renforcer cet objectif pédagogique, elles sont mises gracieusement à la disposition du public, sur le site internet [www.speakingout.msf.org](http://www.speakingout.msf.org), sur les sites francophones et anglophones des diverses sections de MSF et sur Google book.

Bonne lecture !

Le comité éditorial.

Septembre 2013

# SOMMAIRE

**Abréviations** ..... page 6

**Carte** ..... page 7

**Introduction** ..... page 8

**Personnes interviewées et leur fonction au moment des événements** ..... page 10

**Famine et transferts forcés en Ethiopie (1984 - 1986)** ..... page 11

**Chronologie des événements (1973 - 1986)** ..... page 118

# ABRÉVIATIONS

<b>AICF</b>	Action internationale contre la faim	<b>FLPT</b>	Front de libération du peuple du Tigré
<b>AP</b>	Associated press	<b>IRC</b>	International rescue committee
<b>AFP</b>	Agence France Presse	<b>LSF</b>	Liberté Sans Frontières
<b>BBC</b>	British Broadcasting Corporation	<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>CA</b>	Conseil d'administration	<b>ONU</b>	Organisation des Nations unies
<b>CDC</b>	Comité de direction collégiale	<b>OUA</b>	Organisation de l'Unité Africaine
<b>CEE</b>	Communauté économique européenne	<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial
<b>CICR</b>	Comité international de la Croix-Rouge	<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>CIEL</b>	Comité des intellectuels pour l'Europe des Libertés	<b>PTE</b>	Parti des travailleurs éthiopiens
<b>CRCA</b>	Compte-rendu du Conseil d'administration	<b>RAF</b>	Royal Air Force
<b>CRDA</b>	Christian relief and development agency	<b>RFI</b>	Radio-France international
<b>DERG</b>	Comité militaire provisoire de l'Ethiopie socialiste (acronyme en langue amharique)	<b>RRC</b>	Relief and rehabilitation commission (Commission de secours et de réhabilitation)
<b>FAO</b>	Food and agriculture organisation - Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation.	<b>SCF</b>	Save the children fund
<b>FPLE</b>	Front populaire de libération de l'Erythrée	<b>URI</b>	Upper respiratory infection (Infection des voies respiratoires supérieures)



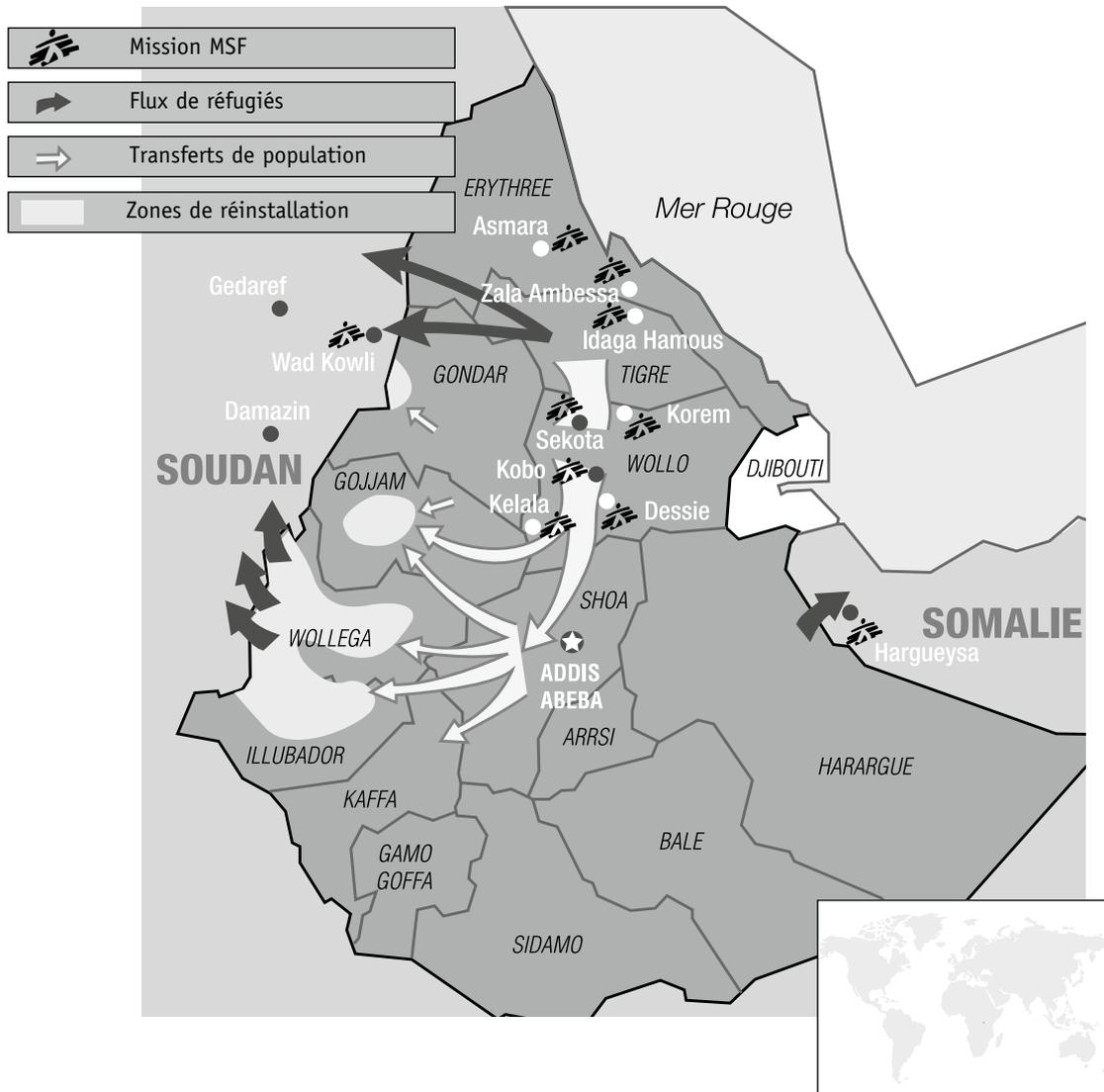
Extrait des archives de MSF ou d'articles de presse.



Extrait d'entretiens menés en 2000 avec des acteurs et/ou témoins des évènements.



Cliquez et retrouvez la vidéo en cliquant sur le numéro correspondant dans la liste de référence.



# INTRODUCTION

En 1983, dans les provinces du Nord de l’Ethiopie, commence une famine qui va toucher des millions de personnes. Cette famine est le résultat des effets conjugués d’une sécheresse, qui sévit depuis deux ans dans l’ensemble du Sahel, de la guerre d’Erythrée, et de la politique de collectivisation forcée de l’agriculture menée depuis plusieurs années par le régime pro-soviétique du colonel Mengistu.

Des dizaines de milliers de paysans fuient avec leurs familles vers les centres de distribution de vivres, mis en place par les autorités. Ces dernières attendent toutefois que soit célébré l’anniversaire de la révolution, en septembre 1984, pour reconnaître officiellement l’existence de la famine. L’élan de solidarité suscité alors par la médiatisation de cette catastrophe permet de mobiliser auprès des bailleurs de fonds et des citoyens du monde occidental un volume d’aide internationale sans précédent.

Mais cette aide est en partie détournée par le régime éthiopien et utilisée pour transférer de force des populations des hauts-plateaux arides et rebelles du Nord vers les plaines plus fertiles et plus contrôlables du Sud du pays. Attirés par la faim vers les centres de distribution de vivres, les paysans sont chargés et transportés vers le Sud comme du bétail dans des camions souvent réquisitionnés auprès des organisations de secours, au détriment de l’acheminement de l’aide vers le sud. Les conditions du voyage sont effroyables et, à l’arrivée, rien n’est prévu pour leur réinstallation dans des régions infestées de paludisme. Au minimum, en 1985 100 000 personnes meurent au cours de ces opérations de réinstallation.

A partir d’avril 1984, les équipes de MSF France ouvrent des programmes médicaux dans la région du Wollo, près des centres de distribution de Korem, puis de Kobo (septembre 1984), de Kelala et de Sekota (juin 1985). Leur travail est régulièrement entravé par la pression des autorités pour le transfert vers le sud. A plusieurs reprises, les équipes se voient interdire de soigner certaines catégories de populations, de distribuer des couvertures et sont témoins des rafles opérées par l’armée éthiopienne parmi la population des camps. Les périodes d’accélération des transferts alternent avec des périodes de suspension.

En octobre 1985, après avoir essuyé plusieurs refus d’autorisation pour l’ouverture d’un centre de nutrition thérapeutique à Kelala, qui aurait évité la mort de plusieurs milliers d’enfants, MSF France dénonce publiquement ce refus, l’utilisation de l’aide internationale pour les transferts forcés de population et les conditions désastreuses dans lesquelles se déroulent ces derniers. Dans les jours qui suivent, MSF France est expulsée par le gouvernement éthiopien.

La majorité des autres organisations de secours intervenant en Ethiopie, dont certaines en accord sur le fond avec l’analyse de MSF, ne prennent pas position publiquement.

Certaines d’entre elles critiquent cette position, considérée comme « politique ». Bob Geldof, instigateur et porte-parole de *Band Aid*, organisateur du « Concert du siècle » pour l’Ethiopie, se range à leurs côtés. En 1986, suite à son expulsion, MSF France poursuit en Europe et aux Etats-Unis une campagne d’explication qui est largement reprise par la presse. Les autorités éthiopiennes suspendent provisoirement les opérations de transferts, mais accentuent la politique de collectivisation.

De son côté, MSF Belgique dont les équipes interviennent à Idaga Hammous dans le Tigré depuis mars 1985 et à Zala Ambessa depuis l’été 1985 et n’ont pas été témoins des transferts forcés, ne se positionne pas et continue à développer ses programmes avec l’accord des autorités éthiopiennes. MSF Hollande, créée en septembre 1984, qui intervient auprès des réfugiés éthiopiens en Somalie, ne se positionne pas non plus.

A la même époque, les sections belge et française rompent leurs liens en raison d'un désaccord sur Liberté Sans Frontières, un cercle de réflexion créé par la section française. MSF Belgique lui prête des intentions politiques, en lien avec l'analyse que porte MSF France sur la situation éthiopienne.

Ces événements, qui se déroulent dans le contexte d'une mobilisation humanitaire et d'une médiatisation sans précédent, placent MSF devant une série de dilemmes inédits :

- Que faire lorsque l'on estime que l'aide est retournée contre les populations auxquelles elle est destinée ?
- MSF peut-elle mettre en danger, par sa dénonciation, l'opération internationale de secours à l'Ethiopie ?
- En prenant de telles positions, MSF peut-elle courir le risque de remettre en cause sa propre existence, et par là-même le reste de son action ?

# PERSONNES INTERVIEWÉES ET LEUR FONCTION AU MOMENT DES ÉVÉNEMENTS

<b>Rony Brauman</b>	Président de MSF France, interviewé en 2000
<b>Georges Dallemagne</b>	Directeur des opérations de MSF Belgique, interviewé en 2000
<b>Pierre Harzé</b>	Responsable de programme Ethiopie MSF Belgique, interviewé en 2000
<b>Philippe Laurent</b>	Directeur général de MSF Belgique, interviewé en 2000
<b>Claude Malhuret</b>	Directeur général de MSF France, interviewé en 2000
<b>Brigitte Vasset</b>	Coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France, interviewée en 2000

## FAMINE ET TRANSFERTS FORCÉS DE POPULATIONS EN ETHIOPIE - 1984-1986

En septembre 1974, l'empereur Haïlé Sélassié d'Ethiopie est renversé, en grande partie à cause de sa négligence vis-à-vis de la famine qui sévit dans le pays et a emporté 200 000 de ses administrés en deux ans. Après quelques années de turbulence « révolutionnaire » qui s'achèvent par la terreur du printemps 1977, le colonel Mengistu Haïlé Mariam qui dirige le DERG (Comité militaire administratif provisoire) s'applique à remodeler la société éthiopienne à l'image du système communiste de l'Union soviétique, dont il devient l'allié cette même année. [voir chronologie p.118]

Les militaires au pouvoir concentrent tous leurs moyens sur le conflit rampant avec la Somalie au sujet de la province de l'Ogaden, sur la guerre de sécession menée par l'Erythrée depuis plus de vingt ans et sur le soulèvement autonomiste dans la région du Tigré. Le sort de la population rurale est donc soumis aux seuls intérêts des citoyens, de l'armée et de la structure d'Etat. La terre est collectivisée, la production agricole est soumise à des taxes voire réquisitionnée. Organisés en associations étroitement contrôlées par le régime, les paysans démotivés et découragés assistent à la chute constante de la production agricole qui ne leur laisse aucune marge de manœuvre et augmente leur vulnérabilité à la sécheresse.

En 1983, la famine réapparaît dans les régions du Nord (Wollo, Tigré), de l'Est (Harargué) et de l'Ouest (certaines zones du Wollega et de l'Illubabor.) Le régime autoritaire de Mengistu concentré sur les efforts de guerre, la constitution d'un parti des travailleurs et la préparation des célébrations du dixième anniversaire de la révolution la néglige. Il autorise cependant la RRC (Commission de secours et de réhabilitation), organisme gouvernemental créé en 1974 pour coordonner les secours aux victimes de la famine, à ouvrir des centres de distributions de grains dans les régions les plus touchées. En mars 1984, la RRC lance un appel à l'aide qui se heurte à la méfiance des bailleurs de fonds internationaux.



«Ethiopie : sur les routes de la sécheresse - Dans un camp de la faim aux confins du Tigré». Bernadette Colson. *La Croix* (France), 15-16 avril 1984 (en français).

### Extrait :

«*Plus jamais ça !*» Plus jamais une famine meurtrière comme celle qui en 1973-1974, tua 200 000 personnes dans le Tigré et le Wollo. Et précipita la chute d'Haïlé Sélassié. Au lendemain de la Révolution, le Comité militaire provisoire de l'Ethiopie socialiste (DERG), « déterminé à améliorer le niveau de vie des Ethiopiens et à produire assez de nourriture pour la masse », créa une Commission gouvernementale d'aide et de réhabilitation - Relief and rehabilitation commission (RRC). Son objectif : venir immédiatement au secours des personnes affectées par la sécheresse, coordonner et distribuer l'aide nationale et internationale, réinstaller les sinistrés dans d'autres zones, prendre des mesures pour prévenir et minimiser le désastre. [...]

Notre but est Korem, un bourg à 630 kilomètres d'Addis-Abeba, situé à l'extrême nord du Wollo, près de la frontière du Tigré, où se trouve un centre de distribution de vivres pour les gens touchés par la sécheresse.

[...] Un camp de réfugiés de la faim, voilà où l'on m'introduit. Un peu en dehors du village, ils sont plus de 10 000 à attendre, parfois depuis trois mois, qu'on puisse donner à chacun 21 kg de céréales pour un mois. Il a plu le jour précédent. Dans ce pays de montagnes (plus de 2 000 mètres d'altitude), la température tombe brusquement quand le soleil se couche. Ils ont passé la nuit dans la boue et le froid, à grelotter dans leurs haillons. Maintenant, ils ont trop chaud sous le soleil.

D'où viennent-ils ? Leurs villages sont inaccessibles par la route. Ils ont parcouru à pied 160 kilomètres parfois pour rejoindre le centre de distribution. 60 576 personnes, dont 26 000 enfants de moins de 8 ans, viennent de Sagota, 5 382 de Dahana, 25 531 de Wofia, les chiffres du responsable local de la RRC (Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation) sont précis. Mais tous ces gens ont été enregistrés par leur association de paysans, créée au lendemain de la révolution par la réforme agraire. Ils se sont mis en route après avoir obtenu l'autorisation de leurs autorités locales, désespérant d'attendre les pluies en vain. Ils ont quitté leur village quand ils n'avaient plus

rien : plus de bêtes à vendre pour s'acheter des graines, plus de graines et même plus un vêtement intact pour se couvrir. Il y a un mois, 5 000 nouveaux sinistrés arrivaient chaque jour à Korem. Aujourd'hui, ils sont encore 2 000 par jour.

[...] Les secours viennent de la capitale par remorques. Les seuls véhicules que nous avons croisés sur la route du nord sont ces camions chargés de céréales, et portant souvent le label bleu des Nations unies. Mais ils ne formaient pas les convois exceptionnels qu'on peut attendre d'une situation d'urgence.

Le leitmotiv des Ethiopiens qui m'accompagnent : «*Nous n'avons pas assez de céréales ; l'aide internationale est encore insuffisante pour notre peuple.*» Si l'Ethiopie «marxiste-léniniste» s'arme à l'Est, elle regarde du côté de l'Ouest pour obtenir de l'aide.

En fait, il y a des céréales dans le pays, estime la mission de la FAO à Addis-Abeba. Mais 150 000 tonnes seulement ont pu être distribuées dans les zones affectées, faute de moyens logistiques. L'essence, les pièces de moteur des camions, les routes manquent terriblement. Avant la révolution, l'Ethiopie ne comptait que 8 000 kilomètres de routes pour une superficie de 1,25 million de km<sup>2</sup>. Le réseau routier s'est étendu depuis, mais le terrain est si accidenté qu'une seule route pénètre le Wollo et le Tigré jusqu'en Erythrée à l'extrême nord du pays.

A Korem, les conséquences de tout cela se font sentir cruellement. Le centre de distribution n'a pas de réserves de céréales. Les sacs de grains sont disposés en tas, à même le sol, dès qu'un camion arrive jusque là. Ils sont protégés par des soldats ou des miliciens en armes qui assurent le service d'ordre à coups de bâton. Quand une distribution commence, la foule se précipite. Elle prend une allure de horde sauvage. Un vieillard se roule par terre pour réclamer du grain. Il s'accroche à mes jambes quand je passe près de lui. Un autre recueille, grain par grain, du maïs tombé d'un sac. Un groupe de paysans qui vient d'arriver au centre, reste digne. Mais on sent bien qu'à bout de patience, eux aussi auront un comportement d'animal.

Le centre de distribution de Korem est bien organisé, mais comment ses responsables peuvent-ils être efficaces sans moyens ? Un poste de santé existe, mais il n'y a pas de médicaments, pas de médecins (juste deux infirmiers). Il n'y a pas non plus suffisamment de couvertures pour ceux qui souffrent de pneumonie ni de chiffons pour nettoyer les nouveau-nés. Chaque jour, à Korem, quelques enfants naissent, mais huit personnes meurent.



«Du bon usage de la famine». François Jean, **Rapport Médecins Sans Frontières**, octobre 1986 (en français).

#### Extrait :

[...] La situation s'aggravant, la RRC (Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation) lançait, le 30 mars 1984, un appel pressant aux donateurs occidentaux pour la fourniture de 450 000 tonnes d'aide alimentaire.

Cet appel ainsi que la tournée entreprise par le responsable de la RRC (Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation), Dawitt Wolde Giorgis, dans la plupart des pays occidentaux ne produisirent pas les effets escomptés : de mars à août 1984, les nouveaux engagements pris par la communauté internationale ne dépassent pas 87 000 tonnes de céréales. Outre l'hostilité des Etats-Unis à l'égard du régime du colonel Mengistu et les réticences des donateurs à accroître leur contribution, ce médiocre résultat reflète le scepticisme des pays occidentaux à l'égard des demandes réitérées de la RRC (Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation). Un scepticisme encore renforcé par les évaluations contradictoires leur parvenant sur la situation en Ethiopie. Ainsi, au début de l'année 1984, la délégation de la CEE à Addis-Abeba faisait-elle savoir à Bruxelles qu'aucune pénurie n'était prévisible dans l'immédiat et évoquait l'existence d'un stock de 200 000 tonnes de céréales dans les entrepôts de l'AMC. Stock également mentionné par la mission d'experts de la FAO (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) qui, en février 1984, évaluera, compte tenu des tonnages déjà promis par les donateurs et des problèmes logistiques, l'aide requise à 125 000 tonnes seulement.

[...] Le moins que l'on puisse dire est que le régime ne semblait pas soucieux d'appuyer les efforts faits par la RRC pour sensibiliser les pays occidentaux à la dégradation dramatique de la situation dans le Nord du pays. Il disposait pourtant d'une tribune idéale avec la réunion, en juin 1984 à Addis-Abeba, de la dixième session ministérielle du Conseil mondial de l'alimentation. Dans son discours d'ouverture, après avoir évoqué pêle-mêle l'archaïsme de l'agriculture africaine, la détérioration des termes de l'échange, le refus des pays développés de parvenir à un accord sur les prix des produits agricoles, le colonel Mengistu souligne les efforts déployés par l'Ethiopie pour sortir du «féodalisme et de l'arriération». La situation du pays est toutefois à peine mentionnée au terme d'un long développement sur la réforme agraire et le plan décennal : «*L'Ethiopie souffre actuellement de la grave sécheresse qui frappe la plupart des pays africains et la situation continue de se détériorer. Le gouvernement révolutionnaire a pris des mesures concrètes et immédiates pour réhabiliter les victimes d'une sécheresse résultant de conditions climatiques globales anormales.*»

Ce sera la seule évocation publique de la sécheresse par le colonel Mengistu avant son rapport au congrès constitutif du parti, le 6 septembre 1984.

**Depuis le début des années 1980, la section française de MSF organise des missions chirurgicales clandestines en Erythrée et au Tigré et des activités chirurgicales et de kinésithérapie auprès des Tigréens réfugiés dans les camps du Soudan. En février 1984, elle peut enfin réaliser, dans plusieurs régions d'Ethiopie atteintes par la sécheresse, la mission exploratoire pour laquelle elle demande une autorisation depuis deux ans.**

En avril 1984, une équipe de cinq volontaires MSF ouvre un programme dans le camp de Korem situé dans la province du Wollo, l'une des régions du Nord de l'Ethiopie les plus atteintes par la famine. Constitué autour d'un centre de distribution de nourriture organisé par la RRC (Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation), ce camp accueille à l'époque plusieurs dizaines de milliers de personnes chassées de leurs terres par la guerre et la faim. Situé à 600 kilomètres au nord d'Addis-Abeba, sur un plateau aride à 3 000 mètres d'altitude, il est accessible après une heure et demi de piste qui monte de la grande route reliant la capitale éthiopienne à Mekele, celle de la province érythréenne en sécession. La piste d'atterrissage la plus proche, celle d'Alamata située à une vingtaine de kilomètres, est régulièrement fermée à cause du conflit. Le camp est situé dans une zone contrôlée par le Front de libération tigréen, en rébellion contre le gouvernement central. La nuit, les équipes de secours sont donc cantonnées à plusieurs kilomètres du camp dans un *compound* surveillé par l'armée.

A cette époque, MSF n'exerce encore que des activités médicales. Ce sont les équipes de l'organisation britannique *Save the children fund* (SCF) qui prennent en charge les activités nutritionnelles. La nourriture arrive en quantité insuffisante. Chaque jour, les volontaires MSF et leurs collègues de la Croix-Rouge éthiopienne accueillent 200 à 250 personnes à la consultation médicale. 150 adultes et 50 enfants sont hospitalisés. Pour soulager ces affamés, l'équipe n'a que des médicaments.



**Rapport moral**, assemblée générale 1984 de MSF France, mai 1984 (en français).

#### Extrait :

[...] Déjà en butte aux irrédentismes somali et érythréen, l'Ethiopie doit affronter une nouvelle lutte armée, celle du Tigré, cependant que les dommages causés par la sécheresse entraînent à l'intérieur de son territoire d'importants mouvements de population en quête de nourriture. Dans ce contexte difficile, une mission exploratrice était effectuée au début de cette année. Elle a pu se rendre, avec le concours du gouvernement, en de multiples endroits du pays, une première équipe est maintenant à pied d'œuvre dans la province du Wollo où se trouvent regroupés, en raison de l'intensité particulière de la sécheresse dans cette région, plusieurs dizaines de milliers de personnes. Là aussi, d'énormes difficultés logistiques viennent compliquer l'assistance à ces réfugiés de la faim.



**Rapport Médical de l'équipe de MSF à Korem**, 14 mai 1984 au 14 mai 1984 (en anglais).

#### Extrait :

Commentaires :

Nous nous devons d'insister :

- Sur le taux élevé de malnutrition et spécialement pour les patients âgés. La plupart du temps nous sommes incapables de les sauver car leur degré de malnutrition est trop élevé.

- Sur les cas d'hépatite: nous les avons isolés dans une tente. La plupart du temps ils arrivent très tard et le taux de mortalité s'élève à 50%.

- Sur le nombre élevé de cas de dysenterie. L'approvisionnement en eau est suffisant mais un nombre important de gens puise encore son eau dans la petite rivière. L'hygiène individuel est très faible. Les nouvelles latrines sont terminées mais il faudra en construire d'autres.

L'éducation à la santé est concentrée sur l'approvisionnement en eau, l'utilisation des latrines et l'hygiène individuelle doit être améliorée.

Certains URI [*upper respiratory infection* = infections respiratoires des bronches], assez fréquentes semblent être résistantes au traitement par la pénicilline.

Typhus : le programme d'épouillage doit être continuer sans relâche. Ce sera l'une de nos priorités.



**Rapport médical de l'équipe de MSF à Korem**, 7 juin 1984 au 7 juillet 1984 (en anglais).

#### Extrait :

+ Décès :

- 95 cas :

- 41 décès dans les 24 heures,
- 27 décès dans les 3 jours,
- 27 décès après 3 jours.

- Age des patients :

0-5 ans	8
6-9 ans	8
10-15 ans	3
16-45 ans	22
> 45 ans	54

- Causes de décès (il peut y avoir différentes causes) :

malnutrition	48
dysenterie	38
URTI	20
PUO	12
neurologie	2
blessures	2

+ moyenne de durée de séjour :

2387 jours pour 239 patients déchargés ou référés :  
10 jours

b) Commentaires:

- Pendant les deux dernières semaines, les admissions ont augmenté en raison du travail des jeunes volontaires dans les abris.

Le nombre de cas de dysenterie augmentant, nous avons isolé certains des patients des abris dans une tente. La plupart d'entre eux ont dans un deuxième temps été référés dans la salle d'hospitalisation.

Presque 50% des décès ont lieu dans les 24 heures. Quand ils arrivent à l'hôpital c'est déjà trop tard. Nous espérons faire baisser ce nombre, grâce au travail des jeunes volontaires qui suivent quotidiennement les patients dans les abris. Pour ceux qui vivent en plein air, le problème reste grave. Plus de 50% des décès sont des patients de plus de 45 ans. Cette population de personnes âgées est la plus en danger et il est très difficile de la traiter à temps.

La salle d'hospitalisation est toujours pleine et accueille deux patients par lit. Nous avons besoin d'un assistant médical de toute urgence.



**Rapport médical de l'équipe de MSF à Korem,**  
1<sup>er</sup> juillet 1984 au 30 juillet 1984 (en anglais).

#### Extrait :

[...]Commentaires :

La population des personnes âgées est toujours la plus en danger. La plupart d'entre eux souffre d'une maladie aggravée par une longue période de malnutrition et ne se remettent pas. Le nombre de patients mourant dans les 24 heures a baissé. Ceci peut être mis en relation avec une amélioration des services médicaux fournis dans les abris. A l'inverse le nombre de patients décédés après trois jours a augmenté. La salle d'hospitalisation est vraiment surpeuplée, avec 2 à 3 patients par lit. Ceci va nous amener à ouvrir une salle d'admissions.



*Au début MSF n'avait pas d'activités de nutrition. La nutrition, à l'époque, on ne connaissait pas. C'est en 1986, en Ethiopie et auprès des réfugiés éthiopiens au Soudan qu'on a appris que la nutrition c'était important et que l'eau c'était important. On a créé les postes de «madame nutrition», «madame vaccination et de monsieur eau». Avant on ne connaissait pas ces activités, on ne faisait que de la médecine. On a vu les activités nutrition de SCF [Save the children]. C'était bien, donc on a appris à faire de la nutrition. A la fin de la mission, on a commencé à faire nous-même de la nutrition à Kélala.*

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France.

**En mai, l'assemblée générale de MSF France adopte une résolution créant «un centre de recherche sur les questions de développement, des Droits de l'homme et**

**des droits des peuples ». Sous une présentation délibérément neutre, ce projet se veut en réalité polémique, avec pour objectif de remettre en question les théories du tiers-mondisme. En 1985-1986, il va occuper un rôle central dans les débats internes du mouvement MSF, notamment en raison du lien que certains voudront lui prêter avec l'analyse que porte MSF France sur la situation éthiopienne.**



**Assemblée générale, MSF France, mai 1984**  
(en français).

#### Extrait :

En ce qui concerne la réflexion sur les problèmes du développement, l'assemblée générale a adopté à une large majorité la résolution suivante :

- compte tenu de l'expérience collective de Médecins Sans Frontières acquise dans un grand nombre de situations riches d'enseignement,
- compte tenu de la volonté exprimée depuis plus de deux années d'approfondir la réflexion sur le contexte des interventions humanitaires.

L'assemblée générale décide de prendre l'initiative de la création d'un centre de recherche sur ces problèmes, notamment sur les questions de développement, des Droits de l'homme et des droits des peuples.

Médecins Sans Frontières décide de donner à ce centre, dont la personnalité morale et nominale sera distincte de celle de l'association, les moyens matériels nécessaires à son établissement. Ce centre devra réunir dans les meilleurs délais les concours qualifiés, notamment dans les domaines humanitaires, universitaire et financier, nécessaires à la réussite et à la diffusion des études qu'il entreprendra.

**En juillet, des déplacés du camp de Korem repartent chez eux, espérant cultiver leur terre à la faveur de la saison des pluies. Mais la pluie n'arrive pas. Un représentant du Programme alimentaire mondial visite le site de Korem et rapporte ensuite à la BBC, les taux de mortalité catastrophiques signalés par l'équipe MSF. Les autorités, qui préparent la célébration du 10<sup>e</sup> anniversaire de la révolution, exigent que MSF ne prononce pas le mot « famine ».**



**Rapport médical de l'équipe de MSF à Korem,**  
1<sup>er</sup> juillet 1984 au 30 juillet 1984 (en anglais).

#### Extrait : (conclusion)

Baisse du nombre des consultations externes qui doit être mise en relation avec la baisse de la population dans les environs. En juin, il y a eu une grosse distribution et les pluies ont incité les paysans à rejoindre leurs villages. Mais nous devons nous tenir prêts pour une nouvelle

augmentation : début août il y avait déjà de nouveaux arrivants, en particulier des enfants dans un très mauvais état de santé.

[...] Pour conclure, nous devons nous montrer vigilants. La situation générale s'est améliorée pendant le mois de juillet. Mais le manque de précipitations ainsi que la diminution des distributions de grain vont créer des difficultés ; pour les prochains mois, nous devons garder en tête la possibilité d'une arrivée massive de nouveaux déplacés.

 *En juillet, on attend la pluie, mais il ne pleut pas. On sait que s'il ne pleut pas, ça risque d'être grave. Avec SCF [Save the children] on se pose beaucoup de questions. On a pris l'habitude de regarder les champs et on sait que ça ne va pas. Mais on n'imagine pas à quel point. Il n'y a toujours pas de nourriture qui arrive. On avait très peu de visites extérieures mais un représentant du PAM est passé à Korem. Je lui ai dit : « famine » et quinze jours à trois semaines après, Tamrate le représentant de la RRC (Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation) me dit : « le grand chef veut te parler, parce que tu as dit famine ». Je descends à Addis et je vois le commissaire de la RRC, qui me dit « il ne faut pas parler de famine. Il n'y a que des problèmes de disette, des problèmes de malnutrition. Attention, il n'y a pas de famine ici ». Il ne faut pas oublier qu'à cette époque, ils préparent le 10<sup>e</sup> anniversaire de la révolution.*

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Éthiopie MSF France.

**Pendant l'été, les déplacés affamés sont arrivés de plus en plus nombreux à Korem. Début septembre, l'équipe MSF prévient les autorités qu'elle ne pourra pas maîtriser la situation si le flot de nouveaux arrivants s'accroît. Les taux de mortalité s'élèvent jusqu'à 25/10 000 et par jour. (le seuil de gravité est généralement considéré comme atteint à 2/10 000 et par jour).**



**Rapport médical de l'équipe de MSF à Korem, 8 août 1984 au 8 septembre 1984 (en anglais).**

#### Extrait :

Mais depuis fin août, un nombre important de nouveaux arrivants à Korem dont la plupart sont dans un mauvais état nutritionnel en particulier les enfants et les personnes âgées. Dans quelques semaines, en septembre, si aucune distribution importante de grains n'a lieu, la situation va devenir critique et nous ne serons pas en mesure de garder la situation sous contrôle. C'est notre problème principal et nous essayons de le résoudre avec les repré-

sentants de la RRC (Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation) et les autorités locales.

 *Si je me souviens bien, en août 1984, à Korem on avait 5, 10 décès par jour jusqu'à 15 parfois. En septembre, tous les jours ça montait : 15, 17, 20, 25 pour arriver à fin septembre à 100 par jour. Le matin on n'avait pas envie d'y aller. Le dispensaire se remplissait et se remplissait ! Les gens arrivaient, ils mouraient. Je pense qu'ils avaient mis toute leur dernière énergie à venir. Ils venaient de loin de 3, 5, 9 jours de marche. Ils avaient attendu jusqu'à la fin, ils avaient même vendu la porte en bois de leur maison ou bien l'encadrement des fenêtres et ils arrivaient. Ils mouraient devant nos yeux, car il n'y avait pas de nourriture. Avec Dominique, l'infirmière on avait l'impression d'être des bourreaux. Quand les gens étaient admis dans les korkoros [abris en tôles] au moins là ils avaient à manger. Comme il y en avait toujours qui arrivaient, il fallait vider les korkoros de ceux qui allaient mieux pour mettre ceux qui allaient plus mal. Et c'est nous qui étions chargées de cette tâche. Je me souviens que je mesurais le tour des bras des gens. Les adultes pour lesquels je n'arrivais pas à fermer, ceux qui avaient un bras plus gros que ça [elle forme un cercle avec son pouce et son majeur] ils allaient dehors... ils allaient dehors. Ceux qui avaient un bras moins gros que ça, ils allaient dedans. En même temps, il y a eu une explosion de shigelles [diarrhées sanglantes]. C'est à cette époque là aussi qu'a commencé une drôle de maladie. C'était du typhus. Puis la rougeole a débarqué. Enfin, il y avait la « totale » et les gens mouraient comme des mouches. (...) C'était insupportable ! On donnait des comprimés aux gens et ils mouraient de faim. Quand on racontait cela en rentrant à Addis, les gens avaient du mal à nous croire. Ils n'arrivaient pas à imaginer une telle situation.*

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Éthiopie MSF France (en français).

**Les équipes MSF doivent en permanence composer avec les autorités administratives pour pouvoir circuler et travailler. En septembre, MSF est autorisée à ouvrir une clinique pédiatrique à Kobo, à une cinquantaine de kilomètres de Korem mais pendant la première quinzaine de septembre, les quatre infirmières et médecins qui doivent y travailler et renforcer l'équipe de Korem restent bloqués à Addis, à attendre l'autorisation des autorités éthiopiennes.**

 *On a proposé d'ouvrir également un centre médical à Kobo. Les curés y faisaient un peu les distributions et nous on a proposé un centre médicalisé pour la malnutrition. Les gens ne restaient pas à Kobo.*

C'étaient plutôt des gens qui venaient chercher leur nourriture. Après ils repartaient chez eux. Parmi eux, il y avait des malnutris. [...] L'équipe supplémentaire de Kobo et l'équipe supplémentaire de Korem ont poireauté 15 jours, 3 semaines avant d'avoir leurs permis de circuler. Elles ont eu leur permis la veille ou l'avant-veille de l'anniversaire de la révolution. On n'avait aucun contact avec Paris, sauf une fois par mois quand je descendais sur Addis. Pour remonter de Addis à Korem il y a 620 kilomètres. Il fallait partir très tôt le matin mais surtout, on était obligé de s'arrêter à Dessié pour avoir le permis pour monter à Korem. Or à partir de Kobo, la route était fermée à 16h. Je me souviens que plusieurs fois les agents de la sécurité à Dessié m'avaient fait attendre exprès devant la porte pendant 3 heures. J'étais obligée de dormir à Kobo alors que c'est à une heure et demi de Korem.

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

**Le 12 septembre se déroulent les célébrations de l'anniversaire de la révolution au cours desquelles est constitué le Parti des travailleurs éthiopiens. Dans son discours, le chef de l'Etat éthiopien évoque rapidement « la sécheresse », pour mieux insister sur la nécessité selon lui de réorganiser les modes de production agricole. Conviés aux célébrations, les journalistes sont toutefois tenus à l'écart des sites où sévit la famine. Ils recueillent leurs informations auprès des diplomates et des organisations de secours qui leur font part de leurs interrogations sur la négligence du gouvernement éthiopien dans le traitement de la famine, ses dépenses pour la guerre et pour les célébrations.**



« Du bon usage de la famine. » François Jean, **rapport de Médecins Sans Frontières**, octobre 1986 (en français) pages 30 et 31.

#### Extrait :

[...] Tout au long de l'année 1984, aucune information sur la famine n'apparaît dans la presse éthiopienne et les habitants d'Addis-Abeba ne découvrent l'ampleur du drame qu'une fois passées les festivités du dixième anniversaire de la révolution. De même les journalistes occidentaux, alertés par les informations filtrant sur la situation dans le Nord, en dépit du silence imposé par le régime aux organisations humanitaires présentes sur place, se verraient systématiquement refuser l'accès aux provinces affectées. Ce fut le cas notamment des correspondants de la *BBC* et de l'*AFP* à Nairobi qui essaieront en vain, durant tout l'été, de se rendre dans le Wollo, ce fut le cas également des journalistes présents à Addis-Abeba pour les célébrations du dixième anniversaire qui n'auront d'autre issue que

d'interviewer des responsables d'organisations humanitaires bloqués eux-aussi dans la capitale pendant plusieurs semaines pour d'obscures raisons de sécurité.

[...] Une lecture attentive du discours fleuve prononcé lors de l'ouverture du congrès permet toutefois de déceler quelques allusions à la « sécheresse ». Une sécheresse qui doit être combattue avec une détermination toute révolutionnaire : « Des milliers de nos concitoyens ont perdu la vie en raison de sécheresses récurrentes (...) Notre slogan « plaçons la nature sous notre contrôle » doit être mis en pratique. Nous devons nous unir pour libérer l'agriculture des forces menaçantes de la nature. » Trois petites phrases dans un discours de cinq heures où la sécheresse n'est, au plus, qu'une occasion parmi d'autres de souligner la nécessité de changer les modes et les rapports de production dans l'agriculture en y appliquant des méthodes « modernes et scientifiques », en renforçant le secteur des fermes d'été, en organisant les paysans en coopératives de production, en accélérant le transfert des populations sur des terres « vierges, vastes et fertiles »... En bref l'ordre du jour n'est pas la famine mais la réalisation des objectifs du plan décennal.



« Ethiopie: 150 millions de dollars pour la célébration... tandis que des millions de personnes meurent de faim » *News Weekly* (Etats-Unis), 3 octobre 1984 (en anglais).

#### Extrait :

En Ethiopie, le régime du colonel Mengistu vient juste de dépenser entre 150 et 200 millions de dollars pour célébrer le dixième anniversaire de son gouvernement marxiste, alors qu'on s'attend à ce que le taux de mortalité par famine atteigne 200 000 avant la fin de l'année, 5 millions de personnes étant en danger.

Les dépenses des célébrations s'ajoutent aux 226 millions de dollars qu'*Ethiopian Airlines* vient juste de dépenser pour acheter deux nouveaux Boeing 767 200-ER et les facilités de maintenance associées.

Des travailleurs d'organisations de secours se sont plaints que tandis que l'Ethiopie fait face à d'énormes difficultés logistiques pour transporter les céréales vers les zones isolées où l'on sait que des gens meurent de faim, ni l'armée, ni ses camions n'ont été mobilisés pour aider à la distribution de l'aide alimentaire.

[...] La plupart des agences privées et des diplomates ont récemment affirmé que l'Ethiopie n'a pas considéré comme prioritaire de nourrir son peuple affamé. Les experts de l'aide ont aussi attribué cette crise à l'échec des pays développés à fournir rapidement des quantités suffisantes de nourriture.

Ils sont d'accord pour dire que quelle qu'en soit la cause, le taux de mortalité dû à la famine sera probablement plus élevé l'année prochaine que cette année, parce que la récolte de cette année sera de 20 à 30 pour cent inférieure à celle de l'année dernière.

Ces dernières semaines, le gouvernement a refusé de parler de la sécheresse. Malgré de nombreuses demandes, il a refusé d'autoriser les journalistes à visiter les zones affectées.

tées par la sécheresse pendant et après les célébrations de l'anniversaire.

Les permis de circuler ont été ostensiblement refusés pour des raisons de sécurité, même aux travailleurs des organisations de secours.

**En octobre, forts de leur expérience en mission avec MSF au Tchad, un groupe de médecins néerlandais crée la section hollandaise de Médecins Sans Frontières, avec le soutien des sections française et belge.**



**Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France**, élargi aux autres sections, Genève, 6 et 7 octobre 1984 (en français).

**Extrait :**

MSF Hollande : Jacques de Milliano expose la création de la section MSF Hollande par un groupe de médecins dont plusieurs ont déjà travaillé avec nous au Tchad, notamment.

**Le 3 octobre, le gouvernement reconnaît officiellement l'existence de la famine et donne aux journalistes l'accès aux camps de déplacés. Une équipe de la BBC interviewe la coordinatrice médicale de MSF.**

**Le 25 octobre, le reportage de l'équipe de la BBC à Korem est diffusé dans le cadre de « Six o'clock », l'une des émissions les plus regardées de la chaîne britannique. Le témoignage de MSF apporte une confirmation « médicale » aux images de famine. Ce document est diffusé par 425 chaînes de télévisions dans le monde et mobilise l'opinion publique mondiale.**



**Interview** de Brigitte Vasset, coordinatrice médicale de MSF France à Korem, diffusé dans l'émission « Six o'clock » de la BBC, 25 octobre 1984 (en anglais). [V1](#) [V2](#)

**Extrait :**

« Si rien ne se passe, je me demande ce que nous faisons ici. Donner des médicaments à des personnes qui ne reçoivent aucune nourriture est un non-sens. Je ne suis pas une politicienne. Je suis juste un témoin de ce qui se passe ici à Korem, dans le Wollo. Et le Wollo n'est pas la seule région de l'Ethiopie où ça se passe comme ça. »



Aux alentours du 10 septembre, arrivent de nombreux journalistes qui n'ont pas le droit de monter à Korem. Les équipes pour Kobo et l'équipe supplémentaire pour Korem doivent attendre 15 jours à 3 semaines avant d'avoir les permis. Elles les obtiennent la veille ou l'avant-veille des célébrations. Donc tout le monde est sur le terrain le jour de l'anniversaire de la révolution. On est tous invités à Kobo ou à Korem pour les grandes manifestations. Quelques jours après le 10<sup>e</sup> anniversaire, Mengistu fait un discours de 4 heures en disant qu'il y a la famine et que personne ne l'aide et que ce n'est pas normal. Et les journalistes de la BBC débarquent. Ensuite tous les jours, il y avait une équipe de journalistes, de télé ou de presse écrite. C'est là que j'ai été utilisée, mais je le faisais de façon tout à fait volontaire. Les agents de la RRC (Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation) me prévenaient quand il y avait des gens importants qui venaient pour que je sois là et que je montre bien ce qui se passait. Kurt Waldeim, le secrétaire général de l'ONU de l'époque, est venu avec sa femme qui portait des talons hauts, ça je m'en souviens. Un ministre britannique est venu aussi avec des personnalités éthiopiennes. [...] Claude Malhuret [le directeur général de MSF France] est venu avec quatre députés français, deux de droite deux de gauche : Alain Madelin, Gérard Longuet, Michel Sapin et Jean-Jacques Queyranne. On a fait une distribution de couvertures avec eux. Ils ne se sentaient pas bien, surtout Madelin. Pour nous, ce n'était pas la première fois : les journalistes, quand ils arrivaient, ne se sentaient pas bien... Moi quand je remontais d'Addis à Korem, j'en reprenais à chaque fois plein la figure.

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

**Le 26 octobre, un comité national pour les désastres naturels et la réhabilitation, composé de proches du régime est créé, qui supprime rapidement la RRC (Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation) dans l'administration des secours.**



« Du bon usage de la famine. » François Jean, **rapport Médecins Sans Frontières**, octobre 1986 (en français).

**Extrait :**

[...] Le 26 octobre, le Derg [Comité militaire administratif provisoire] annonce la création d'un Comité national pour les désastres naturels et la réhabilitation. Plus que toute autre considération, la composition de ce comité où figurent les membres les plus importants du politburo dont le colonel Mengistu lui-même témoigne de l'importance nouvelle accordée à la situation du Nord du pays. Elle témoigne également d'une nouvelle perte d'influence de la RRC [Commission éthiopienne de secours et de réhabilita-

tion] qui, sur le terrain même de l'organisation des secours et des programmes de réhabilitation, se voit reléguée à un simple rôle technique. La primauté du parti se manifeste à tous les niveaux avec la création de comités régionaux, provinciaux, de districts... pour, selon les termes du communiqué officiel du Derg, «surmonter les problèmes causés par l'absence répétée des pluies, mettre en oeuvre le programme établi par le parti et en assurer l'application dans toutes les parties du pays».

[...] Le programme d'action est ensuite évoqué dans ses grandes lignes : «Le plan à court terme prévoit des mesures destinées à accroître la productivité des paysans et des fermes d'été et à poser les bases d'une éradication définitive de la sécheresse. En conséquence des dispositions seront prises pour s'assurer que ceux de nos compatriotes qui reçoivent des secours d'urgence soient réhabilités dans le cadre d'un nouveau programme de réinstallation».



On travaillait beaucoup avec le représentant de la RRC [Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation]. Mais entre octobre et janvier, ce n'est plus la RRC qui est chargée du problème de la famine, c'est le parti. L'agent de la RRC va un peu en prison. Officiellement je pense que c'était parce qu'il avait détourné de l'aide. Officieusement probablement parce qu'il n'était pas tout à fait d'accord avec les déplacements forcés.

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

**La mobilisation de la générosité internationale permet un afflux d'aide dont la distribution se heurte à la pénurie des moyens de transport, à l'insécurité qui règne dans certaines zones et aux détournements.**

**A Korem, après une quinzaine de jours encore terribles, l'équipe MSF accueille avec soulagement l'approvisionnement en nourriture. Mais la situation reste extrêmement grave et les conditions de travail soumises aux diktats des autorités.**



On a cru que c'était fini, qu'on allait pouvoir faire de la médecine normalement, maintenant qu'il y avait de la nourriture, que les gens allaient arrêter de mourir. Car, la plupart du temps Dominique, l'infirmière, et moi, dans le camp, on ne faisait pas de la médecine, on courrait après la nourriture. Je me souviens d'un soir où il restait des galettes, on a voulu les distribuer aux gens qui étaient sous les tentes, c'était l'émeute. On ne l'a jamais plus refait. Là, c'était donc le grand «ouf». On s'est dit «ça y est, c'est fini!». On savait que Mengistu avait fait un

grand discours, disant que les gens qui le voulaient iraient dans le Sud, là où il y avait de la place pour eux, parce que dans le Nord les terres étaient totalement érodées et ne pouvaient plus fournir assez de nourriture pour cette population. De toute façon, pour nous ce n'était pas le problème. Il y avait de la nourriture qui arrivait. On ne faisait que travailler, dormir, manger. C'était tout. On était plus nombreux, ça allait un peu mieux. C'était l'époque, que j'appellerais «faste». On croyait que tout allait bien se passer. [...] Il commençait à faire froid. En octobre, novembre ça gèle. On creusait des trous de 50 cm pour qu'au moins les gens soient protégés du vent et du froid. Pour les chanceux, au-dessus du trou il y avait un morceau de plastic sheeting vert ou noir. Ça commençait à s'installer. Il y avait des journalistes, il y a du matériel qui commençait à pouvoir arriver. On commandait des tentes et des couvertures. Sauf que les tentes, on n'avait pas le droit de les installer. On est allé voir le chef du parti, monsieur Nurtata, un monsieur très sympa. (Les gens qu'on n'aimait pas du tout, c'étaient les gens de la sécurité). Donc le fameux Nurtata nous dit : «oui, c'est bien les tentes, mais non, vous n'avez pas le droit de les installer parce qu'on a reçu des ordres d'Addis-Abeba : les camps ne doivent pas être confortables pour que les gens rentrent chez eux ou aillent dans le sud.» «Aller dans le sud» il ne l'exprimait pas vraiment clairement. Donc on n'avait pas le droit de monter des tentes, à l'exception de trois ou quatre, mais pas plus. Pas pour abriter les gens, mais pour faire les épouillages. Comme il y avait le typhus, il y avait un énorme travail d'épouillage. Les couvertures, on n'avait le droit de les distribuer, mais uniquement à ceux qui avaient vraiment des besoins.

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

**Le 16 novembre, le colonel Mengistu annonce que la priorité nationale est au transfert d'un million et demi d'habitants des provinces du Nord vers les terres fertiles du sud et de l'Ouest. L'opération est présentée comme une «solution technique permettant un rééquilibrage démographique» et une «exploitation plus rationnelle des sols», qui sera réalisée en respectant les principes de volontariat, de non-séparation des familles et de bonnes conditions physiques des personnes.**



«Nous ne négocierons jamais avec les terroristes» déclare le président Mengistu à l'adresse du FPLE. » Jacques de Barrin, **Le Monde** (France), 19 novembre 1984 (en français).

#### Extrait :

Addis-Abeba. «Nous ne négocierons jamais avec des terroristes», a affirmé le lieutenant-colonel Mengistu Hailé Mariam, chef de l'Etat éthiopien, lors d'une conférence de

presse, réunie le vendredi 16 novembre à Addis-Abeba, à l'occasion du vingtième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Cette fin de non-recevoir s'adresse au Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) qui, fin octobre, avait fait une offre de cessez-le-feu au gouvernement afin de «*faciliter la distribution de l'aide alimentaire*» à tous ceux qui souffrent de la faim, qu'ils se trouvent ou non dans des «zones libérées».

[...] Quoi qu'il en soit, pour combattre la sécheresse, l'Ethiopie aura besoin d'une aide étrangère qui ne soit plus seulement de circonstance car, selon le lieutenant-colonel Mengistu, le «*changement radical de l'environnement*» oblige à trouver des solutions radicales. Il a estimé que 100 000 chefs de famille, soit quelque 500 000 personnes, devront être, à court terme, réinstallés dans des zones moins inhospitalières que celles du Wollo, du Tigré ou de l'Erythrée. A l'en croire, il faudrait, à long terme, pour bien faire déplacer «*plusieurs millions de gens*».

**Les quotas prévus étant loin d'être atteints avec les seuls «volontaires», des transferts forcés sont alors organisés. Les paysans sont raflés au petit matin dans les villages, sur les marchés ou à l'occasion de distributions de nourriture ou d'opérations de vaccinations de bétail montées de toute pièce. Les familles sont séparées. Les déplacés des provinces les plus éloignées sont entassés dans des avions et des hélicoptères fournis par l'Union soviétique. Les autres sont transférés dans les bus et camions du système de transports publics, tous réquisitionnés, ainsi que les véhicules des ONG, à l'origine destinés au transport de l'aide alimentaire.**



«Ethiopie : Réinstallations forcées : les preuves». **Présentation résumée de l'enquête de Cultural survival** au cours d'une réunion à *Survival international*, 29 mars 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Le transport par avion jusqu'à Addis

Les vols d'Axum et Adwa jusqu'à Malkale se sont déroulés en hélicoptère. Les pilotes étaient des blancs. Ces vols se déroulaient après que les paysans ont été retenus captifs pendant deux ou trois jours avec seulement un morceau de pain par jour et de l'eau seulement deux fois par jour. Il n'y avait aucune commodité et ils ont dû dormir à même le sol, en plein air. Il leur était interdit de sortir, même pour uriner ou déféquer.

Les réfugiés d'Illubabor ont raconté qu'une fois aéroportés à Makale, ils ont reçu chacun une couverture, tandis qu'un homme et une femme blancs prenaient des photos. On leur a dit que la nourriture serait distribuée dans une autre zone et ils ont été mis dans des camions et emmenés vers cette autre zone où ils ont été encerclés par des soldats.

On leur a alors annoncé qu'ils recevraient la nourriture dans les zones de réinstallation. Quand les gens ont protesté, on leur a dit que s'ils ne voulaient pas aller dans les zones de réinstallation ils devraient redonner leur couverture. Ceux qui ont redonné leur couverture ont quand même été emmenés dans les zones de réinstallation.

De Makale ils ont été transportés en avion jusqu'à Addis-Abeba. L'enquête de Peter Niggly révèle comment ils ont réussi à faire monter entre 350 et 400 personnes dans chaque avion.

Les gens étaient alignés contre le fond du cockpit et ceux qui se trouvaient sur les bords de l'avion devaient se suspendre aux barres qui courent sur les cotés. L'avion a été alors rempli de cette façon, avec de plus en plus de personnes. Les enfants devaient se tenir au-dessus de la tête des adultes pour éviter d'être écrasés par la force du décollage et de l'atterrissage. S'ils résistaient, ils étaient bastonnés. Les portes étaient ensuite fermées de force, écrasant les gens dans l'avion.

De nombreuses personnes sont mortes pendant ces vols qui duraient une heure.

Dans un de ces vols, quatre femmes ont fait des fausses couches, des enfants sont morts d'écrasement. Tout le monde était malade, sans doute en raison du manque de pressurisation des avions.

#### Le transfert vers le sud

A l'arrivée, les morts étaient évacués sur des civières tandis que les autres étaient poussés entre deux rangs de soldats vers des bus et emmenés vers le sud. Deux des femmes qui avaient fait une fausse couche sont décédées pendant le trajet en bus. Les bus étaient chargés avec 74 personnes assises (la capacité) et 74 personnes supplémentaires debout. Après un certain temps les gens ont échangé leurs places pour permettre à ceux qui étaient debout de s'asseoir.

Pendant le trajet vers le sud, quand les chauffeurs s'arrêtaient pour manger, les gens n'étaient pas autorisés à sortir des bus pour manger, boire de l'eau, uriner ou quoi que ce soit. Le soir ils ont été parqués sur un espace en plein air et on leur a donné un morceau de pain.

#### Les centres d'accueil

A l'arrivée, les morts ont dû être enterrés à la main. Ceux qui arrivaient à Asosa ont été amèrement déçus par les conditions. Bien qu'ils n'aient jamais souhaité être déplacés vers le sud ils avaient cependant entendu des histoires ... que lorsqu'ils arriveraient dans le sud on leur donnerait des fruits, de la viande etc ... Mais quand ils sont arrivés, il ne s'est rien passé. On leur a seulement donné des haches et on leur a ordonné de construire leurs maisons et de se débrouiller. On leur a fourni des céréales, 15 kg par personne et par mois. Ils ont dû fabriquer eux-mêmes les ustensiles de cuisine avec les morceaux de métal qu'ils ont pu grappiller ça et là. Rien n'était organisé pour eux. La zone était encerclée par la milice locale.

On leur a dit qu'on leur fournirait des armes pour se protéger eux-même des bandits qui opèrent dans la zone.

Un matin de décembre 1984, une rafle a lieu dans le camp de Korem. Aux véhémentes protestations de MSF, les autorités locales répondent qu'il s'agit d'une erreur, qui ne se renouvellera pas.



«Les déportations de masse en Ethiopie.»  
**Rapport confidentiel de MSF**, Dr Claude Malhuret, décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

A Korem dans le Wollo, un centre de secours a été installé. En décembre 1984, les équipes de *Save the children fund* et de Médecins sans Frontières y travaillent depuis des mois. Plusieurs dizaines de milliers de paysans y viennent chercher de la nourriture ou faire soigner un membre de leur famille. À la fin des mois, un matin, l'équipe de Médecins Sans Frontières trouve le camp à moitié vide. L'armée est venue au petit matin chercher des «volontaires» pour le «resettlement» [réinstallation]. Des milliers de personnes se sont enfuis dans la nature pour échapper au recrutement (Korem est à 2005 mètres d'altitude et il gèle la nuit en décembre. Beaucoup de malades y meurent de froid). D'autres ont eu moins de chance et ont été rattrapés. Dans les jours qui suivent, des enfants seuls sont retrouvés sur l'«open-field» par les médecins. Ils ignorent ce que sont devenus leurs parents.



*A Korem, il y avait un camp de transit, où on n'avait pas le droit d'aller, évidemment. On passait devant, on voyait les gens qui y étaient parqués. Tous les bus d'Ethiopie ne faisaient plus que du transfert de population vers le sud de Korem. (...) Je me souviens qu'un jour un médecin est venu me dire : « ils ont emmené de force les mères de certains gamins du centre de nutrition et ils ont emmené des jeunes volontaires de la Croix-Rouge pour aller faire la guerre ». Les services de sécurité et les militaires travaillaient main dans la main, pour venir les chercher quand on n'était pas là, c'est à dire soit avant qu'on ait le droit d'y aller, le matin, soit après, le soir.*

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

En décembre, malgré une amélioration, la situation reste dramatique. Pourtant la mobilisation médiatique autour de l'Ethiopie, est énorme. La famine fait la une de l'actualité internationale. L'organisation britannique *War on want* accuse le gouvernement éthiopien de détourner l'aide afin d'affamer les populations des zones rebelles. Des avions éthiopiens bombardent les réfugiés de la province du Tigré qui fuient vers

le Soudan, de peur d'être transportés de force dans les zones de réinstallation. MSF soigne les survivants et témoigne dans la presse. Etats bailleurs de fonds, organisations de secours et journalistes commencent à s'interroger sur le caractère «volontaire» des transferts. **V3**



«L'Ethiopie accusée de détourner l'aide pour la famine». Thomson Prentice, *The Times* (Royaume-uni), 3 décembre 1984 (en anglais).

#### Extrait :

Le secrétaire général de *War on Want*, M. George Galloway, revient de trois semaines en Ethiopie convaincu que les efforts d'aide d'urgence menés par les pays occidentaux sont détournés par Addis-Abeba dans sa guerre contre les rebelles en Erythrée.

*«Il est flagrant que le colonel Mengistu (le leader éthiopien) utilise l'argent des contribuables britanniques pour affamer les zones rebelles, indirectement pour bombarder des civils innocents, et poursuivre ses buts de guerre et directement pour atténuer les effets de sa banqueroute économique en vendant l'aide alimentaire»,* a déclaré M. Galloway hier.

Le cruel gouvernement militaire de l'Ethiopie affame délibérément des régions entières de son pays. Il rémunère ses milices avec 120 kg d'aide internationale par mois et accroît ses bombardements contre les civils, au tarif de 30 000 livres sterling la sortie - de quoi nourrir 3 000 personnes pendant un an - a-t-il déclaré.

M. Galloway a déclaré que lui-même et *War on Want* avaient été critiqués par d'autres organisations de secours pour avoir «fait des vagues» mais il a continué : Je pense qu'il arrive un moment où prétendre que les actions de secours se déroulent bien c'est rendre un mauvais service aux Ethiopiens qui sont dans le plus grand besoin. Bien qu'il soit convaincu que l'aide des organisations non-gouvernementales atteint les victimes de la famine, comme prévu, M. Galloway s'est dit profondément inquiet sur l'éventuel détournement par le gouvernement éthiopien des programmes massifs lancés par l'Union européenne et les Etats-Unis.

*«Je trouve étonnant que les gouvernements européens, dont le mien, soient aussi réticents à dire publiquement ce qu'ils pensent en privé, c'est à dire que le gouvernement éthiopien se livre à un vrai gaspillage. De plus en plus de gens reviennent d'Ethiopie avec des témoignages sur ce qui ne va pas, mais il est étrange qu'aucune critique ne vienne de la part des pays occidentaux.»*

M. Galloway et *War on Want* font campagne pour la mise en place d'une commission d'enquête internationale pour superviser et contrôler les opérations de secours de la famine.



«Ethiopie : la famine du siècle. Un désastre qui a déjà fait des millions de victimes.» Jacques de Barrin, **Le Monde** (France), 10 décembre 1984 (en français).

**Extrait :**

[...] Là où l'aide alimentaire arrive et où les secours médicaux s'organisent, on peut espérer stabiliser la situation. «*En un mois, depuis la distribution des vivres, la mortalité a chuté de moitié à Korem, constate le responsable local de Médecins Sans Frontières (MSF), mais des gens continuent à y mourir de malnutrition et de froid. La nuit, à 2 500 mètres d'altitude, il fait entre 2°C et 5°C. Nous avons besoin de 30 000 couvertures...*»



«Des avions éthiopiens auraient bombardé des réfugiés fuyant vers le Soudan» Jay Ross, **The Herald Tribune** (Paris), 18 décembre 1984 (en anglais).

**Extrait :**

Paris : Des avions des forces aériennes éthiopiennes ont bombardé des réfugiés de la province septentrionale du Tigré, qui essayaient d'atteindre le Soudan, aggravant encore les souffrances de milliers de personnes piégées entre la famine et la guerre, ont déclaré des responsables d'organisations de secours. [...] Le bombardement d'un groupe d'environ 1500 personnes le 3 décembre a tué 18 personnes, dont de nombreux enfants, et en a blessé plus de 50, a déclaré dans une interview au téléphone, de Londres, Asfaha Hagos, un responsable du Front de libération du peuple tigréen.

Un responsable de l'ambassade d'Ethiopie à Paris a nié ces allégations, mais celles-ci ont été confirmées, par ailleurs, par des diplomates occidentaux et des responsables d'organisations de secours, dont la plupart ont requis l'anonymat. Le docteur Alain Moren, de l'organisation de secours française Médecins Sans Frontières a déclaré avoir soigné des survivants pour des blessures d'obus dans le camp de Tekalubab, à 16 kilomètres à l'est de Kassala, près de la frontière, avant de rentrer à Paris la semaine dernière.

[...] Des responsables d'organisations de secours affirment que les organisations privées n'arrivent à distribuer qu'environ 1 000 tonnes de céréales par mois dans les zones contrôlées par la guérilla. Les distributions de nourriture sont bien plus importantes dans les zones contrôlées par la guérilla. Les organisations de secours qui ont du personnel en Ethiopie ont remarqué récemment une diminution du nombre de Tigréens arrivant dans les camps et craignent que les gens aient peur d'être forcés à rejoindre les programmes de réinstallation dans le Sud organisés par le gouvernement. Selon les responsables, le nombre de réfugiés fuyant vers le Soudan pourrait augmenter.

Le Dr Moren a déclaré que 210 000 réfugiés se trouvaient déjà au Soudan le long de la frontière et que 85 % dépendaient pour leur survie des rations de secours de 400 grammes de céréales par jour, plus une petite quantité d'huile et de haricots.



«Certains Ethiopiens reçoivent de l'argent au lieu de nourriture.» Blaine Harden, **The Washington Post** (Etats-Unis), 19 décembre 1984 (en anglais).

**Extrait :**

[...] Les pays donateurs occidentaux se demandent si le processus de réinstallation, qui a déplacé 100 000 paysans ces quatre dernières semaines est «volontaire», comme le prétend le gouvernement.

Ils se demandent aussi si le programme du gouvernement ne va pas trop vite pour être en mesure de fournir logement, nourriture et soins médicaux appropriés aux nouveaux arrivants, dont la plupart sont déjà malnutris et faibles quand ils sont embarqués dans les bus dans le Nord du pays pour le voyage de trois jours vers le sud.



«Noël à Korem : les hottes sont vides et les enfants grelottent sur la paille.» Colette Braeckman, **Le Soir** (Belgique), 25 décembre 1984 (en français).

**Extrait :**

[...] «*Les gens du camp pèsent entre trente-cinq et quarante-cinq kilos. Souvent, lorsqu'on nous les amène, inanimés, ils souffrent tout simplement d'hypoglycémie. Nous leur administrons une piqûre, mais à quoi bon : généralement, ils n'ont plus mangé depuis cinq jours*»... Serge Béchet et Inès Huberti, deux Belges, travaillent depuis quatre mois à Korem, avec Médecins Sans Frontières, qui compte ici une équipe de dix personnes. Dans leur «hôpital» de tôle ondulée, les malades se partagent à trois ou quatre des «lits» qui ne sont que des bat-flanc de bois. «*On enregistre entre dix et trente morts par jour, dit Serge, contre cent voici quelques semaines*». Mais ici, bronchite, tuberculose, maladies infectieuses, malaria, ne sont que des prétextes. Le seul vrai dénominateur commun, c'est la faim. La plupart des gens, poursuivent Serge et Inès, «*doivent se contenter d'un quart de crêpe d'ingera, soit quatre calories par jour. Tous rêvent d'être admis à l'hôpital pour y être mieux nourris, mais nous ne pouvons accepter que quatre cents personnes*.» Malgré les avions de la RAF qui se pose sporadiquement à Alamata, dans la vallée, malgré les secours un peu plus nombreux aujourd'hui, le camp de Korem, sur un vaste plateau à trois mille mètres d'altitude est un des hauts lieux de la douleur.

Devant l'infirmerie, les enfants se jettent sur moi, s'accrochent, supplient. Ils sont orphelins, ils ont faim, ils demandent qu'on les emmène.

[...] Et, surtout, il y a les exclus. Lorsque la distribution de se termine, des dizaines de gens nous entourent, désespérés. Ils tendent les mains vers l'homme du RRC [Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation]. Ils supplient, voilà quinze jours qu'ils n'ont rien reçu, ils ne mangent que des graminées, ils n'ont pas d'abri. Une femme sanglote devant moi, je lui donne un paquet de biscuits, que faire d'autre, ce qui aggrave encore le désespoir de ses compagnons. Ils viennent d'ailleurs, leurs

papiers ne sont pas en règle, me dit le responsable du RRC. Bientôt, l'un des gardiens du camp disperse la foule avec un fouet à bétail.

[...] En principe, à Korem comme ailleurs, les réfugiés sont censés être un jour réinstallés dans le Sud et l'Ouest du pays. Mais si, au début, les départs étaient volontaires, ce ne semble plus être le cas aujourd'hui. En quelques jours quinze mille personnes sur cinquante mille ont fui pour éviter d'être emmenés et on perçoit visiblement une certaine tension, une présence militaire manifeste. Du reste, le responsable du RRC, qui est aussi, évidemment, responsable de la sécurité, est nerveux; il m'oblige à parler en anglais avec les médecins belges et français, afin de ne rien perdre de la conversation. Et, entre leurs maisons et les camps, les équipes de MSF ne peuvent s'éloigner de plus d'un kilomètre.

**Fin 1984, 200 000 personnes originaires des provinces du Tigré, du Gondar et du Wollo ont déjà été «réinstallées» dans des centres situés au sud du pays.**

**Pour les fêtes de fin d'année, le chanteur britannique Bob Geldof rassemble des groupes de rock au sein du *Band aid* et enregistre un disque dont les bénéfices sont reversés à des organisations humanitaires luttant contre la famine en Ethiopie. V4 ▶ En France, le même type d'opération donnera naissance à «Chanteurs Sans Frontières» V5 ▶ et «Tam Tam pour l'Ethiopie» dont les bénéfices seront reversés à MSF. Ouest-France, le plus important quotidien régional du pays, organise lui aussi, une opération de collecte de fonds au bénéfice des missions MSF en Ethiopie. Aux Etats-Unis comme en Europe, les personnalités du monde politique et du show-business se mobilisent. L'aide alimentaire afflue alors sur l'Ethiopie, au rythme de 100 000 tonnes par mois<sup>1</sup>. Durant toute l'année 1985, 1 200 000 tonnes d'aide alimentaire vont être livrées en Ethiopie.**



«Le chagrin et la pitié des Kennedy». **VSD** (France), janvier 1985 (en français).

#### Extrait :

Edward Kennedy vient de parcourir l'Afrique. Après un séjour en Afrique du Sud où il a indisposé le gouvernement en condamnant l'apartheid et réclame la libération du leader nationaliste noir Nelson Mandela, il s'est rendu en Ethiopie ; il y a visité les camps où sont regroupés les victimes de la famine. Kennedy était accompagné de sa fille Kara et son fils Ted junior, âgé de 23 ans et qui a été amputé d'une jambe à la suite d'un cancer.

- Toute ma vie, j'ai côtoyé la mort, a déclaré le jeune Kennedy devant une commission du Sénat des États-Unis.

J'ai fréquenté les pavillons des cancéreux. Mais ce qui me choque le plus, c'est qu'on peut prévenir de nombreux fléaux, et qu'on ne le fait pas.

Les trois Kennedy ont nourri les enfants qui se mouraient en Ethiopie ; ils les ont soignés comme de simples infirmiers bénévoles. Ted Kennedy a demandé au Sénat une augmentation de 50 % de l'aide alimentaire des États-Unis à l'Afrique. Ce continent aura besoin cette année d'une somme de 750 millions de dollars pour combler son déficit alimentaire.



«Le rock anglais en chœur contre la faim.» **Elle** (France), 7 janvier 1985 (en français).

#### Extrait :

Le rock anglais en chœur contre la faim

Le plus grand groupe rock du monde s'est formé, le temps d'enregistrer un 45 tours. Pour venir en aide à la lutte contre la famine en Ethiopie, *Culture Club*, *The Police*, Paul Young, Phil Collins, *Duran Duran*, *Spandau Ballet* et bien d'autres ont participé à «*Do they know it's Christmas?*» David Bowie, Paul McCartney, *FGTH* ont apporté leur contribution. Le bénéfice de Phonogram et les droits des interprètes seront versés à un fonds de charité qui achètera médicaments et nourriture en Ethiopie



«Ethiopie, l'espoir» **Journal aux donateurs de MSF France**, premier semestre 1985 (en français).

#### Extrait :

La solidarité africaine

Pour que l'Ethiopie vive, pour que l'Ethiopie mange, pour que l'Ethiopie se réchauffe : un disque et un vidéo-clip musical rassemblant une quarantaine de musiciens sont devenus le symbole de la solidarité africaine à l'égard de l'Ethiopie. Fin décembre, tout ce que Paris compte en musiciens africains de renommée (Manu Dibango, Touré Kounda, Salif Keita, Mory Kanté, *Ghetto Blasters*, les *Malopoets* et bien d'autres encore) s'est réuni en studio pour enregistrer «Tam Tam pour l'Ethiopie», disque dont la recette via Médecins Sans Frontières servira à lutter contre la famine en Ethiopie.

[...] Consacrant à Médecins Sans Frontières les vacances qu'il comptait prendre pour le nouvel an, François Régis Hutin, président-directeur général d'*Ouest-France*, (le premier quotidien français), s'est rendu en Ethiopie.

Touché par l'un des plus grands drames de notre époque, il y a consacré de longues pages dans son journal. Mais témoigner du calvaire des paysans éthiopiens, de la générosité des médecins venus d'Europe et du combat quotidien contre le malheur ne lui a pas suffi. Il a voulu associer l'ensemble des lecteurs d'*Ouest-France* à son émotion et derrière la tragédie faire renaître l'espoir pour ceux qui avaient tout perdu. Au plus grand des malheurs devait répondre la plus grande des générosités. C'est ainsi qu'est née l'opération «*Ouest-France*, aide aux Ethiopiens».

1. Source : François Jean «Du bon usage de la famine» p 41. Médecins Sans Frontières, 1986.

Le journal a lancé un appel pressant auprès de tous ses lecteurs. Si chaque famille de l'Ouest donnait, ne serait-ce que le prix d'une couverture, soient environ 50 francs, on aurait déjà moins faim ou moins froid dans le camp de Korem... Médecins Sans Frontières pour sa part, s'engageait à assurer l'acheminement des matériels, médicaments et nourriture spécialisée ainsi achetés, et à les distribuer sous la surveillance de ces médecins.

L'élan de solidarité a été admirable et la magnifique générosité des lecteurs d'*Ouest-France* a permis de recueillir près de 3 millions de francs.

Cet argent a d'ores et déjà permis d'acheter un camion benne Toyota de 7 tonnes (généreusement vendu à prix coûtant par un garagiste de Djibouti) qui aide l'équipe de Médecins Sans Frontières dans les transports à partir d'Addis-Abeba vers les camps de Korem et Kobo.

L'expérience aidant, ainsi que la prudence, les pièces de rechange étaient aussitôt acquises car les véhicules s'usent et s'abîment très vite sur les pistes pierreuses qui mènent aux camps.

 *A l'époque, deux disques sont enregistrés au profit de MSF : un de Manu Dibango et un de Chanteurs Sans Frontières. Avec l'argent collecté par Ouest-France, on a financé le premier 747 qui est arrivé sur Addis-Abeba avec un camion et du lait dedans. On a donné le lait à SCF et le camion on l'a gardé. C'était un camion jaune.*

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Éthiopie MSF France (en français).

**En janvier 1985, la presse internationale continue à publier de nombreux reportages sur la famine en Éthiopie. Une grande partie des reportages a lieu à Korem où l'équipe MSF témoigne. Tout en décrivant la situation de famine et la nécessité de continuer à fournir de l'aide, les journalistes s'interrogent toujours sur la gestion du gouvernement éthiopien. [V6](#) [V7](#)**



«Le délicat exercice d'équilibre du colonel Mengistu». Tony Walker, *The Financial Times* (Royaume-Uni), 3 janvier 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Au même moment sa réponse à court terme aux pénuries de nourriture dans le Nord pourrait bien relever autant de la stratégie militaire que des secours humanitaires. Le plan du gouvernement pour réinstaller des milliers de familles du Nord dans la région du Sud-Ouest moins atteinte par la sécheresse. Certains critiques prétendent qu'il s'agit d'une tentative de réduire la population des

régions en rébellion du Nord et les pays occidentaux ont refusé leur soutien aérien pour ces déplacements.

[...] Les observateurs croient plus probable que le colonel Mengistu choisira l'exercice d'équilibre. L'assistance et l'expertise dont il a désespérément besoin ne sont pas disponibles auprès du bloc de l'Est. La prise de conscience de cette situation devrait conduire ce régime à limiter ses prises de position anti-américaines ainsi qu'à autoriser des réformes qui conditionnent le soutien des donateurs occidentaux.

Mais comme le remarque un observateur occidental à Addis-Abeba, le fondement reste la menace sécuritaire. Aussi longtemps que celle-ci perdurera, l'empreinte soviétique en Éthiopie perdurera aussi longtemps que cette menace sera présente.



«Éthiopie : voyage au bout de la faim». Françoise Chipaux, *Le Monde* (France), 7 janvier 1985 (en français).

#### Extrait :

Ce lundi matin, jour de Noël en Éthiopie - mais qui pourrait ici croire encore à la fête ? - l'équipe de Médecins Sans Frontières a décidé de distribuer des couvertures aux plus démunis. Opération délicate, tant les besoins sont énormes et les moyens dérisoires. Juste avant le lever du soleil, l'équipe est sur place. «À cet instant, explique Brigitte, les gens sont encore sous les tentes et il est plus facile de voir ceux qui sont le plus dans le besoin». Chacun s'assigne une rangée et pose sur les épaules de ceux qui sont presque nus - une majorité - sa couverture. Au début tout se passe bien, mais bientôt l'agitation gagne. L'espoir jette hors des tentes femmes en haillons et enfants décharnés qui implorent du regard ou du geste, s'agrippent aux jambes des donateurs impuissants. Quand le soleil embrase la montagne, on frôle l'émeute. Les couvertures non distribuées sont rangées. «Maintenant, c'est trop tard dit Pierre. Il faudra revenir un autre matin.» Que faire, face à un tel dénuement ? «Le mieux serait sans doute, suggère Brigitte, que chaque personne qui arrive et se fait inscrire pour avoir droit une fois par mois - quand il y a quelque chose - à une distribution de vivres reçoive une couverture. Mais c'est impossible. Il n'y en a pas assez.» De toute façon, c'est mieux que rien.

[...] Les infirmières, chaque matin, tente d'arracher à la mort les cas les plus graves. Sous un abri de soixante lits - des petits rondins de bois disposés en carré au milieu desquels on a entassé de la terre - ces «hospitalisés» sont environ deux cents : 3 à 4 personnes occupent la même couche. Poids moyen d'un adulte : 34 kilos. Sur des organismes ainsi affaiblis, toutes les maladies se ruent : le typhus qui évoque timidement d'autres camps de la mort, tout comme le centre d'épouillage pour les nouveaux arrivants à l'entrée, la dysenterie, la malaria, la pneumonie, les fièvres récurrentes et, pour les enfants, la rougeole où la varicelle... Serré contre sa sœur qui lui enveloppe les épaules de ses bras trop maigres, Fatouma, cinq ans, 9 kg, regarde désespérément le vide. Son visage fripé de vieille

femme a depuis longtemps oublié le sourire. «*Il faut une demi-heure par jour pour arriver à lui faire ingurgiter quelque chose*», explique Bénédicte, jeune infirmière de Médecins Sans Frontières. La seule chose qu'elle accepte d'avaler, c'est l'injira local, sorte de galette à base de tef, peu propre à améliorer son état.

[...] Aujourd'hui, l'Éthiopie concentre l'essentiel des dons de la communauté internationale, et les réserves, au moins théoriques, semblent assurées jusqu'en mars. Mais l'état d'urgence va se prolonger durant toute l'année 1985. Comment maintenir l'«intérêt» si longtemps ? C'est l'angoissante question que se posent à Addis-Abeba tous les responsables de l'aide, éthiopiens et étrangers. D'autant que si, tout le monde en convient, la collaboration est parfaite entre les organisations humanitaires, il n'en va pas forcément de même avec l'administration éthiopienne, dont les préoccupations ne sont pas toujours dénuées d'arrière-pensées politiques. Cette toile de fond a sans doute compromis l'arrivée des secours. «*Nous savons parfaitement*, dit le docteur Tamrat, *responsable matériel de la RRC [Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation], que nous sommes examinés au microscope par l'étranger et que beaucoup nous regardent avec une grande suspicion. Certains attendent de voir les cadavres pour nous aider. Cela retarde beaucoup de choses.*» L'accusation n'est pas dénuée de fondements, mais les responsabilités ne sont-elles pas partagées ?



En janvier, Françoise Chipaux, du Monde, est passée à Korem. Je lui ai dit : «il y a quelque chose qui ne va pas. Ne citez pas MSF, mais sachez qu'il y a quand même des choses qui ne vont pas. Les transferts, ça commence à ne plus être volontaire».

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

**Le 10 janvier, au cours d'une conférence de presse à Paris, MSF France annonce la création de la fondation Liberté Sans Frontières (LSF), un centre de recherche sur les questions liées aux Droits de l'homme et au développement dans le tiers-monde. La décision de lancer cette fondation avait été entérinée au cours de l'assemblée générale de MSF France en mai 1984. La tenue d'un colloque intitulé «Le tiers-mondisme en question» est annoncée pour les 23 et 24 janvier.**



«Fondation Liberté Sans Frontières pour l'information sur les Droits de l'homme et le développement», **document de présentation**, janvier 1985 (en français).

### Extraits :

Objectifs – Fonctionnement administratif – la recherche  
Les objectifs

Le débat sur les Droits de l'homme et le développement est aujourd'hui obscurci par des présupposés idéologiques. Il n'y avait rien d'anormal voici trente ans à ce que des pays nouveaux explorent diverses voies d'accès aux progrès. Mais, au moment de tirer les leçons de l'expérience, ces présupposés conduisent trop d'observateurs à adopter des conclusions exactement opposées aux réalités.

Des pays qui décollent sont condamnés parce que leur modèle de croissance ne correspond pas aux préceptes tiers-mondistes. Dans d'autres au contraire, qui adopte un programme conforme à ces prescriptions, les successions de catastrophes sont présentées comme des modèles à suivre bien après que les faits aient démenti les espérances. À la Chine du grand bond en avant ont succédé entre autres comme référence le Vietnam et ses nouvelles zones économiques, la Tanzanie de l'Ujamaa, le Ghana de N Krumah, le castrisme cubain et, dernier en date le Nicaragua sandiniste.

Les raisons de cet aveuglement sont complexes et impossibles à résumer en quelques lignes. Mais l'objectif de la fondation Liberté Sans Frontières est de permettre un débat dégagé des *a priori*. De susciter des recherches pragmatiques hors de l'idée qu'il n'y a qu'un modèle possible et qu'il faut le suivre. D'analyser les problèmes du développement et des Droits de l'homme sans faire référence à l'idée d'un tiers-monde l'unité n'existe en fait pas. Enfin, de tirer de ces recherches des conséquences pour l'action. De nombreux travaux, affranchis des conformismes et des idéologies, ont déjà été réalisés, et il ne manque pas les spécialistes travaillant dans cette direction.

Mais leurs efforts sont dispersés, leurs projets ne sont pas coordonnés. L'accueil qui leur est fait va trop souvent du désintéret pur et simple aux critiques les plus virulentes. Leur influence est encore faible et se limite dans l'immense majorité des cas au petit cercle des convaincus. Nous nous proposons d'élargir leur audience et d'amener à eux ceux qui s'en écartent pour le moment, les soupçonnant d'arrière-pensées ou de la simple défense d'intérêts égoïstes. L'objectif n'est pas de renforcer des convictions déjà établies, mais de rassembler autour de ces idées ceux dont on utilise la générosité au service de causes qui en sont la négation même.

La tâche que nous nous fixons est donc double.

D'une part coordonner et susciter des recherches sur les pays confrontés aux problèmes du développement : économie, Droits de l'homme, stratégie...

D'autre part assurer leur diffusion à travers les principaux relais d'opinion : médias, monde politique, groupes et associations.

[...] Le conseil d'administration, assisté du conseil scientifique, fixe les objectifs à long terme de la Fondation lors

de sa création et définit les nouveaux centres d'intérêts au fur et à mesure de l'évolution du mouvement et de l'actualité. En font partie, dans un premier temps deux groupes de personnes :

- d'une part des intellectuels de renom, connus pour leurs travaux et leurs actions dans le domaine de la défense des Droits de l'homme et de la démocratie, de l'étude du développement, de la lutte contre le totalitarisme,
- d'autre part des membres responsables de Médecins Sans Frontières.

[...] La recherche

La recherche est l'activité de base de la Fondation, répartie en plusieurs pôles :

- domaines liés à l'actualité (par exemple : guerre d'Afghanistan, Amérique centrale, Afrique australe...)
- Thèmes généraux (économique, santé, droits de l'homme, informations...).

Ces activités seront menées, sur certains sujets, en collaboration avec d'autres instituts ou organismes analogues, en France ou à l'étranger.



**Invitation** de Liberté Sans Frontières au colloque des 23 et 24 janvier 1984, Dr Claude Malhuret, directeur de Médecins Sans Frontières, 11 janvier 1985 (en français).

#### Extraits :

J'éprouve quelques scrupules à vous inviter au colloque que nous organisons les 23 et 24 janvier prochains. Il est en effet promis à un désaveu presque universel puisque son but est de remettre en cause une idée partagée par la quasi-totalité de nos contemporains.

Le tiers-mondisme, car c'est de lui qu'il s'agit, développent des thèmes simples : pillage par l'Occident de ressources du tiers-monde, détérioration des termes de l'échange, action néfaste des multinationales...

Le grand public, sensible à l'écho permanent des médias les a adoptés : beaucoup tiennent aujourd'hui pour acquis que «*la vache du riche mange le soja du pauvre*» ou qu'un «*nouvel ordre économique international*» est le seul remède contre le sous-développement.

Pourtant malgré ce large consensus, allant de la gauche à droite, nous ne sommes pas certains que ces thèses soient exactes. Nous pensons même qu'elles sont loin de n'avoir eu que des effets positifs là où elles ont été appliquées. Une nouvelle réflexion sur le développement est plus que jamais nécessaire : pragmatique et dégagée des a priori idéologiques. Sans craindre de remettre en question un certain nombre de tabous.

Je vous écris parce que je crois que vous êtes de ceux qui pensent que les problèmes du développement sont fondamentaux et qu'ils doivent être abordés en toute liberté de pensée. Je serais très heureux si vous voulez bien accepter de vous joindre à nous pour participer à notre réflexion et élargir notre connaissance.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes meilleurs sentiments.



« Le réquisitoire des responsables de « Médecins Sans Frontières » : les impostures du tiers-mondisme. » Interview de Rony Brauman, président de MSF F recueillie par Patrick Forestier, **Paris-Match** (France), 23 janvier 1985 (en français).

#### Extrait :

On savait que le tiers-mondisme, doctrine qui prétend que la richesse de l'Occident s'est constituée aux dépens des pays pauvres était malade et vulnérable. Mais on ne s'attendait pas à ce que le coup de grâce vienne de « Médecins Sans Frontières » organisation d'aide qui a gagné le respect universel et dont les responsables, les Dr Rony Brauman et Claude Malhuret sont plutôt « à sensibilité de gauche », comme on dit. Ils viennent de fonder l'association « Liberté Sans Frontières » pour remettre sur les rails de la raison les doctrines et les stratégies de l'aide au tiers-monde. Ils ont, sur les théoriciens parisiens du tiers-mondisme, la supériorité de l'expérience sur le terrain, au milieu des guerres et des famines. Le discours à la mode qui rejette sur l'Occident la responsabilité de la misère du tiers-monde et qui prétend nous faire honte de notre niveau de vie, ce discours les révolte. Ce qu'ils ont vu dans le tiers-monde leur inspire des conclusions bien différentes [...].

PM : Concrètement, comment envisagez-vous l'avenir de Liberté Sans Frontières ?

RB : Nous voulons devenir un réservoir d'idées qui fera connaître ses projets aux décideurs pour établir une stratégie nouvelle de la coopération internationale. Il faut aussi s'attacher à ce qu'on ne soutienne pas d'une façon aveugle ou inconsidérée des régimes despotiques ou autoritaires. Ne pas soutenir un nouveau Pol Pot, un nouveau totalitarisme vietnamien mais aider les forces démocratiques du tiers monde.



« La croisade de Médecins Sans Frontières contre le tiers-mondisme ». Pierre Haski, **Libération** (France), 12 et 13 janvier 1985 (en français).

#### Extrait :

« Liberté Sans Frontières » : c'est le nom - séduisant - d'une nouvelle fondation dont les promoteurs ont un « pedigree » solide, l'équipe de « Médecins Sans Frontières » (MSF). Forts de leurs douze ans d'expérience riche et diverse sur tous les « fronts » du tiers-monde, les responsables de MSF se lance dans une nouvelle aventure qui prend des allures de croisade : la remise en cause des idées tiers-mondistes. Pour ce faire, MSF s'est entouré d'historiens, d'anthropologues, sociologues, spécialistes divers, dans le cadre de cette nouvelle fondation dont le premier acte public sera l'organisation d'un colloque, les 23 et 24 janvier à Paris, sur le thème « *le tiers-mondisme en question* ». Parmi les participants, Rony Brauman, Pascal Bruckner, Gilbert Etienne, Alfred Sauvy et Jean-François Revel.

Au cours d'une conférence de presse, jeudi, les dirigeants de la fondation « Liberté Sans Frontières » ont tracé le cadre de

leurs actions «à mi-chemin des tentations tiers-mondistes et cartiéristes» (1), selon l'expression, pas forcément heureuse, du Dr Claude Malhuret de MSF. Pas de cartiérisme, cela va de soi, car «MSF est dans le camp de la générosité», mais surtout pas de tiers-mondisme, car il s'agit d'«idées simplistes, souvent caricaturales et souvent fausses.»

Ce tiers-mondisme, issu du marxisme et d'un «christianisme social», qui concentre l'essentiel des attaques de la nouvelle fondation, est qualifié de «prêt-à-porter idéologique», d'obstacle à la réflexion, et est accusé d'«alimenter dans nos pays la mauvaise conscience», et d'être une «arme de guerre contre le modèle de société occidentale». Bref, la fondation cherche à la fois à «rompre avec ce mode de pensée figé et dangereux», tout en préservant une ouverture vers les pays du Sud et en se gardant de tout «repli égoïste». Une revue trimestrielle est une collection de livres appuieront son action.

Si toute remise en cause des idées reçues est saine, comment expliquer l'impression de malaise qu'a laissée, chez certains, la conférence de presse de lancement de la fondation ? Est-ce le décalage entre les propos des «praticiens» de MSF ou d'hommes ayant une grande expérience du terrain comme le professeur genevois Gilbert Etienne, et le discours bien plus idéologique d'Emmanuel Le Roy Ladurie ou de Jean-François Revel ? Décalage qui a provoqué quelques grincements de dents entre les orateurs eux-mêmes. Est-ce aussi l'habit «libéral» à la mode qu'ont semblé endosser les participations, si soucieux également de réhabiliter l'Occident à tout prix ? «Nous, nous ne sommes pas les croisés de l'an 2 de la révolution démocratique», a ironisé Rony Brauman. Accueillie avec intérêt mais aussi un certain scepticisme, «Liberté Sans Frontières» est attendue aux actes.

(1) C'est le journaliste Raymond Cartier qui a donné son nom à ce «concept» dans les années 50 avec sa fameuse formule : «la Corrèze avant le Zambèze».

**A la mi janvier, le gouvernement éthiopien se défend contre les attaques des autorités étasuniennes à l'encontre de sa gestion de l'aide internationale et des transferts forcés de population.**



«Fuir la peur: derrière la famine, les sinistres conséquences d'une stratégie pour gagner une guerre civile.» **Time** (Etats-unis), 21 janvier 1985 (en anglais).

**Extrait :**

Le gouvernement éthiopien a aussi lancé un programme controversé de réinstallation qui prévoit d'envoyer d'ici dix ans, au moins 2,5 millions d'habitants du Nord vers les zones du Sud-Ouest, sous contrôle gouvernemental, Jusqu'ici 60 000 à 70 000 personnes, en majeure partie originaires du Tigré et du Wollo ont été déplacées. Selon les porte-parole de la guérilla, les personnes enrôlées dans

les transferts sont souvent séparées de leurs familles. Quand elles arrivent dans le Sud, rien n'est prévu pour les accueillir, les abriter les soigner et les nourrir. Les nouveaux arrivants, résidants des hautes terres arides sont plus vulnérables aux maladies des basses-terres comme la malaria ou les dysenteries amibiennes.

Le programme de réinstallation a été qualifié d'«imprudent» par M. Peter McPherson, l'administrateur de la Maison-Blanche pour l'Agence pour le développement international. Il a déclaré : «il nous semble qu'il s'agit de déplacer des populations mourant de faim d'un endroit à un autre, où ils mourront de toute façon ... mais dans un autre endroit.» Le commentaire de McPherson lui a valu une réaction cuisante de la part des Ethiopiens. A Washington, le chargé d'affaires Tamene Eshete a accusé les critiques de la réinstallation de contribuer à maintenir la famine dans le pays. Les provinces du Nord, a déclaré [Tamene] Eshete sont «complètement improductives et il n'y a aucune raison d'y maintenir ces populations.»

Il y a peut-être du vrai là-dedans, mais en même temps, Eshete affirme que pas plus de «100 ou 50» Ethiopiens ont fui vers l'Est du Soudan. Il dément aussi les bombardements contre les réfugiés. Toutefois, la semaine dernière, le gouvernement éthiopien a emmené deux avions de diplomates étasuniens, canadiens et européens de l'ouest vers le sud, pour une tournée d'inspection des zones de réinstallation, afin d'essayer de contrer le scepticisme des bailleurs de fonds.

**Le 17 janvier, le gouvernement éthiopien saisit la cargaison d'un cargo apportant d'Australie de la nourriture pour les populations de l'Erythrée, province en sécession armée.**



« L'Ethiopie saisit de la nourriture destinée aux rebelles. » Clifford D. May, **The New York Times** (Etats-unis), 17 janvier 1985 (en anglais).

**Extrait :**

Addis-Abeba, Ethiopie, 16 janvier. Le gouvernement éthiopien a saisi une cargaison de 6 000 tonnes de nourriture en provenance d'Australie qui était destinée aux victimes de la famine en zone rebelle.

Un porte-parole du ministre des Affaires étrangères a déclaré tard cette nuit que les Australiens avaient faits un «chantage inacceptable aux autorités éthiopiennes». Selon lui, le chargé d'affaires australien avait été convoqué au ministère des Affaires étrangères et sommé de dire à son gouvernement que l'action australienne constituait une atteinte à la souveraineté éthiopienne et «équivalait à une interférence dans nos affaires intérieures.»

[...] Des travailleurs humanitaires racontent que la nourriture australienne se trouvait à bord d'un bateau qui a accosté le week-end dernier dans le port d'Asab, sur la mer Rouge. Le vaisseau transportait également 3 500 tonnes de nourriture pour une agence de secours ici

en Ethiopie. Après avoir débarqué la cargaison de 3500 tonnes, le bateau sous pavillon libanais a quitté le quai et a jeté l'ancre dans le port, en attendant le feu vert pour faire route vers sa nouvelle destination, le Soudan, pays voisin de l'Ethiopie. Là-bas il devait livrer 6 000 tonnes de nourriture fournies par des agences humanitaires privées australiennes à l'Association de secours érythréenne et à la Société des secours du Tigré. La cargaison australienne valait au moins 1,2 million de dollars.

Ces organisations devaient envoyer la nourriture aux victimes de la famine dans les zones sous contrôle du Front de libération de l'Erythrée et du Front de libération du Tigré.

### **Le 20 janvier, le conseil d'administration de MSF Belgique prend acte de la création de LSF et émet des réserves à ce sujet.**



**Compte-rendu** du conseil d'administration de MSF Belgique, 20 janvier 1985 (en français).

#### **Extrait :**

Le conseil d'administration prend acte de la création en France d'une nouvelle association : «Libertés Sans Frontières».

Les rapports de cette association avec MSF France avait été défini à l'assemblée générale 1984 de MSF France.

Le conseil d'administration tient à marquer ses distances vis-à-vis de cette association qui, manifestement, prend position dans le débat politique sur le tiers-monde.

Il ne s'agit pas pour le C.A. de débattre du bien-fondé ou non des idées émises, mais, conformément à son rôle, de se montrer vigilant et ferme à propos du respect d'un des principes fondamentaux de «Médecins Sans Frontières» : l'apolitisme.

Le conseil d'administration marque également son inquiétude devant la confusion qui empêche une nette différenciation des Médecins Sans Frontières France et de Liberté Sans Frontières (dirigeants identiques, appellation semblable, financement de LSF par MSF, présentation de LSF à partir de MSF...) ; l'inévitable amalgame entre les deux associations ne peut en aucun cas être favorable à Médecins Sans Frontières.



*Au moment de l'Ethiopie, ça commence déjà à être tendu. Ca tombe pile poil, avec le démarrage de Liberté Sans Frontières. Un jour, à La Closerie des Lilas [un café parisien], dans un endroit symboliquement un peu, romantique, Malhuret me donne un document et me dit : «voilà, j'en ai marre du communisme, c'est pas latéral, il y a des choses qui ne vont pas, l'ogre communiste est en train de tondre la vallée, etc... On va créer une Fondation». En fait une machine de guerre qui est l'équivalent des machines de guerre qu'il y avait peut-être à gauche,*

*autour du tiers-mondisme etc., et lui la met au service du néolibéralisme. Tout ça est contenu dans le document. On y voit toute la puissance de Malhuret, c'est vraiment quelque chose de bien conçu. Je vous lis quelques passages comme ça... «d'autre part, donner à ces appareils de production idéologique les moyens qui leur manquent aujourd'hui. L'idée de départ est simple, puisque le libéralisme a fait ses preuves et que l'objectif est de le défendre, pourquoi ne pas appliquer à la production des idées les mêmes recettes qui ont fait le succès de la libre entreprise dans le domaine matériel». Pas mal hein ! Donc il est dans la vague néo-libérale du début des années 80. Et alors il fait référence, à «un organisme identique à certaines fondations américaines, Heritage Foundation par exemple». Heritage Foundation, c'est vraiment la droite américaine, qui a permis à Reagan d'être élu contre Carter. Malhuret est allé visiter la Heritage Foundation. [...] MSFF a fait son colloque «Liberté Sans Frontières», au retentissement extraordinaire. C'était une charge contre la gauche et tout ça en faveur malgré tout d'une droite libérale*

Philippe Laurent, directeur général de MSF Belgique (en français)



*Liberté sans Frontières, c'était un centre de recherches sur les questions liées aux Droits de l'homme et au développement dans le tiers-monde. C'était présenté de façon assez neutre. Mais en fait avec Malhuret on n'avait pas l'intention de construire un projet neutre, mais un projet de combat. J'ai préparé le colloque de fin janvier 85. Ce colloque a vraiment fait un foin insensé. On était les derniers à imaginer qu'un colloque pouvait causer autant d'agitation.*

Rony Brauman, président de MSF France (en français).



*Rony est venu en janvier 1985. C'était au moment de Liberté Sans Frontières et il est venu pour nous expliquer pourquoi Liberté Sans Frontières c'était bien. Nous, on n'en avait rien à faire. A l'époque on était assez nombreux. Il nous a fait un grand discours. Personne n'a réagi à son discours. Comme personne n'a réagi, il a pensé que tout le monde était d'accord. Il s'est quand même beaucoup disputé avec les gens de la communauté française en Ethiopie, qui nous payaient un camion blanc. Ils se sont disputés uniquement au sujet de Liberté Sans Frontières et surtout des gens qui en faisaient partie, dont Jean-François Revel [philosophe, partisan d'un libéralisme économique rigoureux].*

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

**Le 21 janvier, le chef de l'Etat éthiopien mobilise les cadres de l'administration chargés d'organiser la réimplantation des paysans dans le sud. Au même moment, une visite des zones de réinstallation est organisée pour quelques diplomates européens et responsable d'organisations de secours. Les avis sur l'opération restent partagés.**



« **Discours** du colonel Mengistu aux responsables de la réinstallation. » 21 janvier 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Notre parti fait tout ce qu'il peut pour assurer la réalisation de tout ce travail et continuera en ce sens. Mais le facteur décisif reste l'activité grandissante des nouveaux établis (colons), qui grâce à une force de travail coordonnée prendront la responsabilité de développer la région où ils vivent.

Ainsi il n'est pas difficile de voir que les responsabilités données aux cadres de s'assurer que les directives de notre parti sont correctement appliquées, d'agiter et d'organiser les colons, de s'assurer qu'ils coordonnent leurs forces pour effectuer le travail, ne leur permettront aucun moment de repos. Par-dessus tout, cela requiert une motivation de tous les instants, un travail de propagande et un travail d'organisation plus fort et plus solide afin de construire une morale du colon, d'arracher les épines de la boue (c'est à dire « les éléments hostiles au peuple ») qui propagent des discours contre la réinstallation et contre le peuple, de défendre la sécurité dans la région où ils vivent et de les amener à participer, comme tout autre paysan, au travail administratif, judiciaire, social et politique dans la région (applaudissements).

En général, comme le terrain de travail sur lequel vous serez déployés est l'un de ceux où vous organiserez le nouveau système politique pour lequel nous nous battons, où vous augmenterez le leadership de notre parti et où vous créerez un nouveau type d'être humain et un nouveau mode de vie, de grands sacrifices sont attendues de la part de chacun d'entre vous.

Vous devrez vous conduire en guerriers, confiants en la mission de créer des guerriers encore plus forts que vous, pour garantir, après votre mort, la continuation d'un idéal qui ne mourra pas. Voilà un principe communiste ! (applaudissements).

[...] Chers camarades, les régions sélectionnées pour le programme de réinstallation sont encore recouvertes de forêts et où aucun service social n'est encore établi. En conséquence ces régions où vous serez déployés nous permettrons de tester votre capacité à travailler dans des circonstances difficiles. Vos efforts pour enseigner aux paysans et apprendre d'eux en étudiant les personnalités de ceux qui sont réinstallés et leurs activités quotidiennes nécessiteront différentes formes d'approche et de patience. La tâche qui consiste à rendre nos compatriotes autonomes et suffisamment productifs grâce à un travail sans relâche, de nuit comme de jour, à défricher des

forêts, construire des maisons, transporter et réinstaller des milliers de compatriotes est un défi historique difficile. Sortir victorieux de cette tâche exige de mettre les intérêts du peuple avant les siens propres et de souhaiter et d'être capable de faire des sacrifices sans se laisser dépasser par les problèmes.

Ce programme étant le premier travail d'ampleur de notre parti, et parce qu'il doit apporter une contribution spéciale au mouvement mondial révolutionnaire et être reconnu comme une œuvre exemplaire à travers laquelle le peuple s'est battu contre la nature et en est sorti vainqueur, sous le leadership des communistes, pour la première fois en Afrique, aucune excuse, aucune faiblesse ne seront acceptées [applaudissements]. Certains d'entre vous n'ont peut-être pas d'expérience pour cette lourde tâche d'organisation du peuple. Le manque d'expérience peut créer quelques problèmes mais n'est pas crucial en soi. Ce qui est important c'est votre foi solide dans le programme de réinstallation et votre volonté de rassembler vos connaissances et vos capacités pour la réalisation de ce programme.



« L'Ethiopie autorise la visite d'occidentaux dans les zones de réinstallation. » Paul Valley, **The London Times** (Royaume-Uni), 22 janvier 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Un groupe de diplomates européens et de responsables d'organisations humanitaires a pour la première fois été autorisé à pénétrer dans les provinces isolées d'Ethiopie qui sont le centre de la politique controversée de réinstallation menée par Addis-Abeba. Sous couvert de ce plan, le gouvernement a l'intention de déplacer un million et demi de personnes des provinces du Tigre et du Wollo, frappées par la famine.

Le programme est en cours depuis deux mois, et on estime que déjà 160 000 hommes, femmes et enfants ont été réinstallés.

Jusqu'ici les méthodes employées pour le mener à bien ont été gardées secrètes. Les agences de secours occidentales, pas plus que la Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation (RRC) n'ont été impliquées. Les réfugiés ont été transportés des régions arides du Nord dans des avions soviétiques puis par camion vers l'ouest et le sud du pays, où les cadres du Parti marxiste des travailleurs ont établi des centres avec l'aide des collectivités locales de paysans. A ses débuts, cette politique était regardée avec une grande suspicion par les pays donateurs occidentaux. Mais la situation dans le Wollo et dans le Tigré s'est aggravée depuis deux mois.

Les travailleurs des organisations de secours ont pris conscience qu'en 1985 les problèmes seraient même plus graves que l'année dernière et leur attitude envers les réinstallations se sont adoucies. « *Ce n'est pas l'idéal mais c'est une des dures réalités de la vie éthiopienne* » a déclaré le père Jack Finnucane, le chef de mission de l'organisation humanitaire irlandaise *Concern* après une inspection des nouveaux lieux de réinstallation.

M. Cliff Benzel, le vice-président de l'agence américaine *World vision*, la plus grosse organisation travaillant en Éthiopie a déclaré que l'opposition originale se basait sur trois facteurs : « *Quand le gouvernement l'a initié, le projet avait une base idéologique – les programmes de réinstallation étaient collectifs, pas individuels : ils entraînaient la séparation des familles - seuls les hommes âgés de 18 à 35 ans étaient réinstallés et on s'interrogeait sur le caractère volontaire de ces mouvements. Tout cela a changé. Les gens se réinstallent volontairement. Le gouvernement réinstalle des familles entières. Chaque famille se voit allouer un lopin de deux hectares.* »

Les diplomates et les travailleurs des organisations humanitaires ont été emmenés à Mekele, au Tigré et autorisés à inspecter les livres d'enregistrement des réinstallations, puis ils ont été transportés par avion dans les provinces occidentales de l'Illubabor et de Kaffa, pour une tournée des nouveaux lieux d'installation.

« *Il faut reconnaître que nous n'avons vu qu'une petite sélection mais il ne semblait pas y avoir de volonté de nous tenir à l'écart de quelque lieu que ce soit* » a déclaré un travailleur humanitaire. « *Nous avons été favorablement impressionnés. Des groupes de 15 à 20 familles étaient répartis entre les villages existants. Les gens semblaient satisfaits de leurs nouveaux logements. Mais pour certains des lieux de réinstallation plus grands – nous en avons vu un de 1200 personnes – ça semblait être un business plus risqué.* »

Un économiste de l'agriculture s'est montré beaucoup plus réservé, maintenant que l'opération était précipitée et mal pensée.

Le colonel Mengistu (le leader éthiopien) dit que ces gens seront auto-suffisants dans un an. Il n'y a aucune chance pour que cela arrive, ni dans un an, ni dans plusieurs années, parce qu'ils auront besoin d'un énorme soutien que le gouvernement n'est pas capable de leur apporter. De plus ils émigrent des hautes terres vers les basses terres, de zones non impaludées vers des zones impaludées, vers des zones où sévissent des maladies contre lesquelles ils ne sont pas immunisés.

Le frère Augustine O'Keefe, le responsable de *Christian relief and development association*, qui coordonne le travail de toutes les organisations de secours à Addis-Abeba, pense que la meilleure réponse de la part des bailleurs de fonds occidentaux, serait de s'impliquer eux-mêmes dans la réinstallation et d'aider à trouver des solutions définitives à ces problèmes. « *Quand on a vu à quel point la situation est désespérée dans le Wollo et dans le Tigré, on réalise qu'il n'y a pas d'autre choix* » a-t-il déclaré.

Quelle que soit la réponse des nations occidentales, la réinstallation va continuer.

**Le colloque de LSF des 23 et 24 janvier 1985 lance dans le débat public, une remise en question des théories du développement, plutôt iconoclaste dans le monde de l'action humanitaire et de l'aide au développement. V8** 



« Médecins Sans Frontières : des questions » Pierre Lefèvre, **Le Soir** (Belgique) 25 janvier 1985 (en français).

#### Extraits :

Quelle mouche a piqué MSF, se sont demandés plus d'un observateur ? Discours à la mode et provocateur, influence de la nouvelle droite ou réflexion tâtonnante d'hommes confrontés à des réalités cruelles restées sans explication ? On a démolé beaucoup de chimères auxquelles personne ne croit plus, observe un expert du tiers-monde, et en l'absence des penseurs classiques du développement. Le cadavre du tiers-mondisme est bien vivant, répond le docteur Claude Malhuret, directeur de MSF France, et il y avait pour assister à son autopsie plus de monde que ne pouvait en contenir la salle Médicis. Nous ne sommes ni les croisés du néo-libéralisme, ni les agents d'un recentrage méditerranéen [du nom du président français François Mitterrand] se défend-il. Pour son homologue belge, Philippe Laurent, reprenant le mot de Jean-Pierre Cot, ancien ministre français de la Coopération, ce ne fut qu'une critique parisienne du tiers-mondisme, provoquée par deux ou trois dirigeants de MSF France et qu'il espère voir rapidement retomber. Il n'est pas question pour Médecins Sans Frontières d'entrer dans le champ politique du débat d'idées, dit-il, ni de dire qu'un modèle est meilleur qu'un autre. Il importe de rester fidèle à l'apolitisme inscrit dans la charte de l'organisation. MSF Belgique – presque aussi forte que l'organisation sœur française – a d'ailleurs pris ses distances, sans l'ombre d'une abstention, dit Laurent, avant l'ouverture du colloque. Cette « Fondation Liberté Sans Frontières » est un problème interne que MSF France devra régler en son sein. Il faudra clarifier les choses et, conclut-il, ceux qui ne s'en tiennent pas à l'orthodoxie de l'organisation devront s'en aller. Pavé dans la mare des doctrines ou événement « parisien » sans lendemain ? Pour l'heure, cette jeune fondation et son colloque ont sans doute moins secoué les idéologies que l'organisation Médecins Sans Frontières elle-même.



« Le tiers-mondisme en question », **AFP**, 24 janvier 1985 (en français)

#### Extrait :

Le tiers-mondisme a été vivement critiqué mercredi et jeudi à Paris à l'occasion d'un colloque organisé au Sénat par la fondation « Liberté Sans Frontières », nouvellement créée par l'organisation humanitaire française « Médecins Sans Frontières » (MSF) avec la participation de plusieurs intellectuels et d'experts.

« *Nous avons tiré un bilan des idéologies tiers-mondistes, fait état de cas concrets sur le terrain et évoqué les problèmes économiques et politiques de pays du Tiers-monde* », a précisé à l'AFP le directeur de la Fondation, Claude Malhuret de MSF.

Les critiques portées contre les slogans du tiers-mondisme par certains ont été contestées par une partie des participants. Ainsi René Dumont, auteur de « *L'Afrique noire est mal partie* » a parlé « *d'opération politique de la nouvelle droite* ».

« Notre but est de réfléchir sur ce qu'il faut faire pour aider les pays en développement. Les slogans tiers-mondistes ont abouti à des échecs, dont la plus grande famine du siècle en Afrique » a souligné Claude Malhuret. Mais nous ne préconisons pas un néo-cartiérisme (doctrine qui veut que l'on aide plutôt le département français de la Corrèze que la région africaine du Zambèze).

Il a mis l'accent sur les risques de récupération politique dans le contexte français de clivage entre gauche et droite. « Les tiers-mondistes » estiment qu'ils ont le monopole de la générosité. Nous prenons le risque d'être critiqués car nous voulons exprimer notre point de vue. L'avenir prouvera que nous ne cherchions pas à faire une opération politique ».

Selon M. Malhuret, les participants ont estimé qu'il faut appréhender les problèmes que connaissent les pays en développement d'une façon pragmatique, au cas par cas. « Entre le tiers-mondisme et le cartiérisme, il est urgent de créer un espace où puissent coexister générosité et rigueur dans une réflexion affranchie de pré-supposés idéologiques » soulignent les responsables de la fondation qui reprochent au tiers-mondisme « son économisme qui attribue à chaque phénomène une origine économique » et le « dolorisme qui enferme les habitants du Sud dans un éternel rôle de victimes ».

**Les thèses avancées lors du colloque LSF rassemblent des individus qui s'interrogent sincèrement mais en attirent d'autres dont les idées sont beaucoup plus extrémistes.**



*Je me rappelle avoir été accueilli au Parlement européen à Strasbourg par Bernard Antony. En fait, il est plus connu sous le nom de Romain Marie, de Chrétien solidarité, représentant du Front National [parti d'extrême droite français] au Parlement européen... Il a voulu m'accueillir, il est allé vers moi. Heureusement, je connaissais son visage, car je m'intéressais à l'extrême droite et j'ai changé de direction. Je ne lui ai pas serré la main, je ne lui ai pas parlé, rien du tout. Mais ils cherchaient clairement à nous récupérer.*

Rony Brauman, président MSF France (en français).



*Pendant 2-3 ans, à MSF France il y a eu une dérive politique grave. Il y avait une grosse différence entre MSF Belgique et MSF France. La direction de MSF France était composée de personnes qui venaient, disons, d'une démarche politique. Kouchner au départ faisait partie des Jeunesses Communistes, il était engagé politiquement, c'est un activiste politique. Emmanuelli aussi. Claude*

*Malhuret [directeur de MSF France] était radical socialiste, Rony Brauman [président de MSF France] était maoïste. Et donc les leaders de MSF France étaient des personnes qui avaient, je dirais, une force politique, une analyse politique. Même s'ils avaient quitté en quelque sorte ce monde-là après mai 68 pour aller dans l'humanitaire, ils avaient gardé une grille d'analyse politique, des rapports de force, des rapports Est-Ouest, une vision du monde qui restait encore très communisme versus libéralisme. A MSF Belgique c'était tout à fait différent. C'était une autre génération, même si on était à peu près du même âge. Quand on a créé MSF Belgique, on a rassemblé des personnes qui n'avaient pas de parcours politiques, mais plutôt un parcours associatif. MSF France est issue d'une société politique, MSF Belgique d'une société civile. Et donc on y trouve une orientation plus technique*

Philippe Laurent, directeur général de MSF Belgique (en français).

**En février, le gouvernement éthiopien dénonce les critiques des occidentaux comme faisant parti d'un complot ourdi par les « ennemis de la révolution socialiste ». Le 9 février, il accuse publiquement des organisations de secours étrangères de dilapider l'aide. Dans un rapport confidentiel, il reconnaît néanmoins que plus des trois-quarts des habitants de la province du Tigré ne reçoivent pas d'aide alimentaire.**



« Le gouvernement accuse des organisations étrangères de « dilapider » l'aide aux victimes de la famine ». **Le Monde/AFP/Reuter**, 12 février 1985 (en français).

#### Extraits :

[...] D'autre part le ministre éthiopien des Affaires étrangères, M. Goshu Wolde, a accusé des organisations étrangères « irresponsables » de dilapider des fonds réunis au nom de l'aide aux victimes de la famine. « De très grosses sommes » d'argent liquide ont été réunies, notamment en Europe et en Amérique, par des particuliers et des organisations humanitaires, a indiqué M. Goshu Wolde, ajoutant que la plupart des dons « ne sont pas parvenus en Éthiopie ». Cette aide, selon le ministre éthiopien, a été soit détournée, soit dilapidée. « Nous avons même appris, a-t-on ajouté, que certaines ONG (organisations non-gouvernementales) avaient détourné de l'argent pour rénover leurs locaux ». En décembre dernier, le responsable éthiopien de secours, M. Dawid Wolde Giorgis, avait dénoncé une organisation religieuse américaine ayant conservé pour son usage personnel plusieurs millions de dollars destinés aux victimes de la famine en Éthiopie. Cette organisation, l'Aide chrétienne internationale (ICA), avait répondu que les 20 millions de dollars qu'elle avait collectés aux États-Unis avaient été envoyés à l'organisation française de Médecins Sans Frontières (MSF). Celle-ci a toujours affirmé n'avoir rien reçu.



« Addis-Abeba reconnaît que les trois quarts des habitants du Tigré ne reçoivent pas d'aide alimentaire. » **Le Monde** (France), 26 février 1985 (en français).

#### Extraits :

Un rapport confidentiel du gouvernement éthiopien, dont fait état le *Times* du 25 février, confirme pour la première fois que plus des trois quarts des habitants de la province du Tigré atteinte par la famine ne reçoivent pas d'aide alimentaire. Selon ce rapport, la population ne perçoit que 22 % de l'aide occidentale, essentiellement dans la région de Makele (à l'ouest du port d'Assab, situé sur la mer Rouge). Dans le reste de la province du Tigré, 1,2 million d'habitants reçoivent 4 000 tonnes de nourriture chaque mois, alors qu'ils ont besoin de 18 000 tonnes.



« Le gouvernement éthiopien et la famine : politique d'abord... » Jacques de Barrin, **Le Monde** (France), 4 mars 1985 (en français).

#### Extrait :

Nairobi - Avalanche de déclarations fracassantes, depuis un mois, du côté d'Addis-Abeba : les dirigeants éthiopiens dénoncent, à qui mieux mieux, le vaste complot ourdi par les ennemis de la « révolution socialiste », à la faveur du drame de la famine. Celui-ci a contraint les pays à s'ouvrir sur l'extérieur pour chercher de l'aide, et le colonel Mengistu Hailé Mariam, chef de l'État, mesure les limites et les dangers de cette assistance étrangère. Il lui est donc apparu nécessaire de reprendre l'initiative, en clair d'enlever leurs illusions à ceux qui espéraient un assouplissement du régime, d'imposer le silence à ceux qui étaient tentés de poser des conditions de donner des conseils, de mettre en position d'accusés ceux qui critiquaient la manière dont son gouvernement s'y est pris pour répartir l'aide internationale et enrayer le fléau de la sécheresse.

« Nos ennemis ont imaginé qu'il serait possible, aujourd'hui, d'arriver à leurs fins en utilisant la situation créée (par la sécheresse) », avait affirmé, à la mi-février, le colonel Mengistu, lors d'un rassemblement public à Addis-Abeba. Si la réponse des occidentaux à son appel au secours a été largement positive même de la part des États-Unis, il n'en demeure pas moins qu'il s'est bien gardé de la considérer comme un geste désintéressé. Le chef de l'État n'a pas pu empêcher les pays et organisations donateurs de mettre leur grain de sel dans la marmite éthiopienne, de secourir, avec un égal empressement, tous les affamés sans s'inquiéter de l'état de leurs relations avec le pouvoir central, de dénoncer tous les obstacles - politiques et administratifs - au bon acheminement des vivres, de mettre en doute le bien-fondé d'un transfert massif de population vers les zones encore vertes.

À son corps défendant, l'Éthiopie marxiste s'est trouvée placée, pendant plusieurs mois, sous les projecteurs de l'actualité. Les médias occidentaux ont abondamment « couvert » ce drame de la famine - leur appui était alors

indispensable pour mobiliser les secours - et en ont profité pour porter, à travers ce cas de figure, un jugement sur un régime habitué à faire un secret de tout. Au bout du compte, les dirigeants d'Addis-Abeba ont compris que l'image de leur pays, ainsi donnée à l'extérieur, n'était pas très flatteuse. D'où leur idée de renvoyer la balle dans le camp de leurs adversaires et d'accuser ceux-ci de tous les péchés du monde.

Voilà donc le colonel Mengistu décidé à rendre coup pour coup. Il passe, en personne, à l'attaque. Et de s'en prendre à « ceux qui critiquent amèrement nos efforts continus pour réinstaller nos compatriotes, affectés par la sécheresse ». À son avis, la raison en est que « certains sont mécontents de nous voir devenir autosuffisants » et qu'il ne leur déplairait pas que « demeurions toujours dans le dénuement de manière à tomber sous leur joug ».

[...] Les responsables éthiopiens jouent, maintenant, les redresseurs de torts et se posent en révolutionnaires au-dessus de tout soupçon, qui n'ont de leçons à recevoir de personne. Plus question de gérer l'aide internationale selon des critères apolitiques, mal adaptés aux exigences de la révolution en cours. Retour à l'orthodoxie marxiste : la commission d'aide et de réhabilitation (RCC) qui avait eu, jusqu'alors, un rôle de premier plan dans l'organisation du ravitaillement, est rentrée dans le rang. C'est désormais, le Parti des travailleurs éthiopiens (PTE), créée en septembre dernier, qui s'est saisi du dossier et le traite à sa manière.

A quelque chose - même à la révolution - malheur est bon. Si donc la remise en ordre économique qu'impose le drame de la sécheresse et qui passe, aux yeux des dirigeants d'Addis-Abeba, par un transfert massif de populations, peut mettre en difficulté les « ennemis de l'intérieur » et, de surcroît, faciliter une « avancée du socialisme », pourquoi s'en priver ?

**Le 10 février, les membres des équipes de MSF au Tchad envoient une lettre ouverte à la direction et aux membres de MSF pour signifier leur opposition à Liberté Sans Frontières.**



« Lettre ouverte adressée à la direction collégiale et aux membres de MSF » par les membres de MSF Belgique, MSF France et MSF Pays-Bas au Tchad, 10 février 1985 (en français).

Nous soussignés membres de MSF travaillant au sein de la mission Tchad, exprimons notre indignation après avoir appris les conditions dans lesquelles une certaine fondation dénommée Libertés Sans Frontières a été créée.

Il apparaît clairement que cette fondation verse dans le débat politique.

En conséquence, nous dénonçons la violation de la charte MSF au regard des faits suivants :

- cumul de fonction,

- utilisation des fonds MSF,
- utilisation du renom de MSF comme plate-forme de lancement,
- siège commun pour l'organisation MSF et cette fondation.

Il y a donc identification manifeste de MSF avec cette fondation dont nous avons pour preuve les réactions dans la presse internationale.

Cette identification est préjudiciable au travail des équipes MSF dans les différentes missions.

Pour ces diverses raisons, nous exigeons que la direction collégiale et tous les membres de MSF prennent leurs responsabilités afin de respecter la charte, à savoir séparation complète entre MSF et cette fondation avec mise au point dans la presse.

Signataires : des membres de MSF Belgique, France et Pays-Bas au Tchad.

**Malgré l'aide massive fournie par le mouvement de solidarité internationale, la situation nutritionnelle se dégrade à nouveau en Ethiopie. Les taux de mortalité remontent dans les camps car la nourriture arrive en quantités insuffisantes. Les moyens de transport, pourtant prévus en nombre suffisant par les donateurs, sont réquisitionnés par les autorités pour les transferts des paysans vers le sud. Les autorités refusent d'analyser les premiers cas suspectés de choléra, maladie dont elles nient l'existence dans le pays. Les relations se tendent entre les autorités, les organisations de secours et les représentants des Etats bailleurs de fonds.**



« Mission impossible sur les plateaux d'Ethiopie. » Jean-Paul Dufour, *Libération* (France), 24 janvier 1985 (en français).

**Extrait :**

[...] Pour l'instant, la RCC [Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation], organisme officiel qui détient le monopole de la distribution de l'aide alimentaire de base, fait son possible. De l'avis général des responsables d'organismes internationaux, les détournements d'aide alimentaire sont négligeables en dépit des affirmations de certains opposants au régime éthiopien. Hormis les vingt camps et les quarante *feeding centers* [centres de nutrition], 195 centres de distribution de la RCC sont implantés dans le pays. La nourriture y arrive avec une régularité variable. Mieux semble-t-il dans les villages et fermes de l'Ouest, où les gens du Nord sont déplacés sur des terres plus fertiles, que dans les zones les plus touchées par la famine de Wollo, du Tigré et de l'Erythrée.

Les épidémies menacent les camps.

MSF et les autres organisations non-gouvernementales présentes en Éthiopie parent au plus pressé et leur travail de fourmi porte déjà ses fruits. A Korem, cent personnes

mourraient chaque jour en août dernier. La mortalité quotidienne est aujourd'hui tombée à moins de dix...

Mais rien n'est jamais acquis. Un vent de panique souffle depuis quelques jours sur les camps. Les épidémies avaient jusqu'à présent été évitées, presque par miracle. Ce n'est peut-être pas le cas. Des médecins revenant récemment d'un camp de transit situé à Arbo, à quelques kilomètres au sud de Dessie, affirment que 300 cas de choléra y ont été enregistrés. Cinquante personnes en seraient mortes le 18 janvier dernier. L'épidémie serait venue, avec des nomades Afars, d'Assaita, un gros camp tenu par la Croix-Rouge éthiopienne, près de la frontière djiboutienne.



« Les relations entre l'Ethiopie et les fournisseurs d'aide alimentaire occidentaux tournent au vinaigre ». Clifford D. May, *The New York Times* (Etats-Unis), Addis-Abeba, 17 février 1985 (en anglais).

**Extrait :**

Les relations entre le gouvernement éthiopien, les nations occidentales et les organisations impliquées dans les secours aux victimes de la famine semblent avoir atteint leur niveau le plus bas depuis que d'énormes quantités d'aide ont commencé à être déversées dans ce pays à l'automne dernier.

Ces derniers jours, les deux groupes ont porté de graves accusations l'un contre l'autre, en public, comme en privé. « *Il y a beaucoup de rancœur déversé* » a déclaré un fonctionnaire international « *ce gouvernement joue l'obstruction, il est très difficile à aider.* » Un officiel éthiopien a déclaré « *il est peut-être temps que ces agences apprennent que ce ne sont pas elles qui gèrent le pays.* ». Les responsables humanitaires ont généralement fait connaître leur mécontentement avec discrétion, soit directement au gouvernement, soit à l'occasion de discussion informelle avec des reporters étrangers. De plus en plus de critiques sont désormais émises publiquement.

[...] La semaine dernière, par exemple, des représentants du CICR se sont plaints du fait que des réfugiés de la famine qui sévit dans les régions du Nord du Tigré ont été forcés, soit par le refus de leur donner de la nourriture, soit, au moins à une occasion, par la menace armée – de s'enrôler dans les programmes de réinstallation du gouvernement. Au moins 1,5 million de victimes de la famine vont être déplacées cette semaine des régions du Nord, où les groupes de rebelles sont actifs, vers le sud et le sud-est du pays. Le porte-parole du gouvernement a nié avec virulence que la force soit employée pour recruter ou que les familles soient séparées, comme le dénoncent la Croix-Rouge et d'autres organisations internationales. Il a déclaré que les responsables de la Croix-Rouge avaient de toute évidence vu des soldats tentant de réprimer une émeute et n'avaient pas compris ce qui se déroulait. Les responsables des organisations de secours et les fonctionnaires internationaux ont également accusé le gouvernement de faire peu d'effort pour distribuer la nourriture, les couvertures, les médicaments et le reste de l'aide aux vic-

times de la famine en Érythrée, au Tigré et dans d'autres régions où les groupes rebelles sont actifs.

[...] Un plan proposé par Kurt Jansson, l'adjoint du secrétaire général des Nations unies pour les opérations de secours en Éthiopie d'organiser des convois non armés sous le drapeau de la Croix-Rouge dans les zones en guerre du pays a été récemment refusé par le chef de l'État éthiopien, le lieutenant-colonel Mengistu Hailé Mariam. Au moins 3000 Éthiopiens affamés traverseraient chaque jour du Tigré et d'Érythrée vers le Soudan voisin. Dans un discours à la nation, le week-end dernier, le colonel Mengistu a déclaré que « *des bandits traîtres qui ont forcé les gens à quitter leurs maisons sous la menace des armes étaient responsables de cet exode.* »

Un autre porte-parole du gouvernement éthiopien a accusé le bureau du Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés d'inciter les Éthiopiens à passer la frontière en leur fournissant des secours au Soudan. Les responsables de l'aide s'inquiètent également du fait que des céréales qui devraient atteindre les victimes de la famine restent stockées dans les entrepôts où sont transportées dans les zones de réinstallation.

[...] Selon un responsable humanitaire ayant de l'expérience qui a requis l'anonymat, environ un tiers de la nourriture arrivant en Éthiopie a pour destination finale les camps abritant les victimes de la famine. Le gouvernement éthiopien a affirmé que les donateurs occidentaux ne fournissaient pas assez de camions. Les responsables de l'aide disent que plus de camions de l'armée et du gouvernement devraient être utilisés pour les secours et que presque la moitié des camions qui ont été donnés au pays sont en réparation à cause de leur mauvaise gestion et utilisation. Une autre frustration exprimée par les responsables de l'aide vient du refus du gouvernement de faire connaître les résultats des tests de laboratoire qui pourraient déterminer si une épidémie de choléra a touché plusieurs camps et régions. Des responsables du ministère de la Santé ont promis de fournir ces résultats à M. Jansson [l'adjoint du secrétaire général des Nations unies pour les opérations de secours en Éthiopie] il y a plusieurs semaines. Au lieu de cela, ils l'ont informé qu'ils n'avaient pas trouvé de choléra dans le pays et ils ont indiqué qu'ils ne souhaitaient pas qu'il exige plus d'information et de preuves.

**Le 22 février, à Korem, les autorités interdisent à l'équipe MSF de distribuer tentes et couvertures, alors qu'un froid terrible règne la nuit sur les hauts plateaux. Début mars, une nouvelle rafle a lieu dans le camp de Korem. La plainte de MSF au représentant de la mission spéciale des Nations-unies en Éthiopie, n'aura pas de suite. Mi-mars, la distribution des vivres aux personnes âgées de moins de 45 ans est interdite afin d'encourager leur départ « volontaire » vers le sud.**



« Les déportations de masse en Éthiopie ». **Rapport confidentiel MSF**, Dr Claude Malhuret [directeur de MSF France] décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Malgré les protestations, malgré les promesses des autorités de ne pas recommencer (« *il s'agit d'une bavure...* »), le même épisode se renouvellera au même endroit au début du mois de mars 1985. L'armée vient chercher les « candidats » jusque dans les salles d'hospitalisation ou certains se sont réfugiés. Les responsables de Médecins Sans Frontières se plaignent au représentant des Nations unies. Celui-ci prévient Kurt Jansson, chef de la mission spéciale des Nations unies en Éthiopie. Jansson téléphone au président de la *Relief and rehabilitation commission* (organisme éthiopien chargé de coordonner les secours) Dawit Wolde Giorgis. Celui-ci promet de faire une enquête. L'affaire sera étouffée et aucun résultat d'enquête ne sera jamais communiqué à Médecins Sans Frontières.

[...] Le 22 février 1985, les responsables de l'équipe de Médecins Sans Frontières à Korem sont convoqués à une réunion en présence du représentant régional de la *Relief and rehabilitation commission* (l'organisme éthiopien chargé de coordonner les secours) et du représentant du ministère de la Santé. Il aurait alors interdit de distribuer des couvertures et des vêtements, ainsi que des tentes malgré le froid glacial. Le couvre-feu de la nuit qui cessait à 6 heures du matin est étendu à 7 h 30.

À la mi-mars, le représentant de la RRC (Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation) à Korem déclare qu'il n'y aura pas de distribution de nourriture pour les gens de moins de 45 ans (on cherche avant tout à recruter des gens jeunes pour coloniser les terres du Sud). Cette interdiction durera plusieurs semaines.



« Partie d'échec autour de la famine. Pourquoi l'aide alimentaire ne suffit pas à sauver l'Éthiopie ? » Blaine Harden, **The Washington Post** (États-unis), 6 juin 1985 (en anglais).

#### Extrait :

En janvier et février de cette année, le gouvernement a empêché des travailleurs humanitaires de l'organisation française de volontaires Médecins Sans Frontières de distribuer des couvertures à Korem. A cette époque, alors que les gens mouraient de froid dans les montagnes, près de 20 000 couvertures étaient stockées dans des entrepôts à Korem, selon un responsable d'une organisation de secours qui était là-bas à l'époque. Il a déclaré que le gouvernement lui avait dit qu'il ne souhaitait pas que les victimes de la famine soient installées trop confortablement. Au contraire, il voulait qu'ils se portent volontaires pour les réinstallations dans le Sud où les rebelles ne représentent pas une menace.



*La température descendait au-dessous de zéro sur le plateau de Korem. Les gens n'avaient pour se couvrir qu'un sac de farine. Je me souviens avoir soulevé un de ces sacs, en dessous il y avait un père et ses deux enfants, nus, tremblants de froid. Sur le plateau, il y avait trois brins d'herbe.*

Jacques Pinel, directeur logistique MSF France  
(en français).



*En ville ça s'appelait un «kébélé», dans les campagnes, c'étaient des farmer associations. La nourriture était distribuée farmer association par farmer association par le représentant de la RRC (Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation). Il y avait des gens qui arrivaient du Tigré, de Maïchew, mais qui n'appartenaient pas à une farmer association. Ceux là, ils n'avaient rien et avec le type de la RRC,, on essayait de trouver des solutions pour eux. Mais quand il n'a plus été en charge, les gens mouraient sur place. Comme ils n'appartenaient pas à une farmer association, même s'il y avait de la nourriture, ils n'en recevaient pas. Ils ne recevaient pas de nourriture s'ils ne portaient pas dans le sud.*

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

### Disques et concerts au bénéfice des actions de MSF en Ethiopie se multiplient.



**Compte-rendu du conseil d'administration** de MSF France du 24 mars 1985 (en français).

#### Extrait :

Médias :

Tam-Tam pour l'Ethiopie: 100 000 disques vendus. L'appel par la boîte postale a rapporté 500 000 francs [77 000 euros], la vente du disque selon les estimations devrait rapporter 2,5 millions de francs [385 000 euros]. Dans le même ordre d'idées, les rockers français préparent un disque dont les bénéficiaires reviendraient à MSF.

Enrico Macias et Mireille Mathieu projettent un concert au profit de MSF. Ce concert sera retransmis par la télévision. MSF a envoyé à 1 500 journaux une revue de presse sur l'Ethiopie accompagnée d'un typon à insérer dans leurs journaux. Pour l'instant 150 journaux l'ont utilisé. 200 réponses positives au total sont attendues.

**Le 12 mars, la direction et le conseil d'administration de MSF Belgique envoient aux membres de l'association un dossier sur Liberté Sans Frontières accompagné d'une lettre faisant part de leur inquiétude au sujet de cette fondation.**



«Médecins Sans Frontières et Liberté Sans Frontières: l'incompatibilité». **Résumé de l'analyse du directeur, du président et du conseil d'administration aux membres de MSF Belgique**, 12 mars 1985 (en français).

#### Extrait :

Nous prenons contact avec vous parce que Médecins Sans Frontières est en train de vivre des heures essentielles de son histoire et nous avons cru qu'il était important de faire partager notre inquiétude avant que l'association ne fasse les pas décisifs vers une situation nouvelle et irréversible. Libertés Sans Frontières est une organisation politique et il y a amalgame total entre cette fondation et Médecins Sans Frontières. Nous tous, nous trouvons aujourd'hui en contradiction avec le principe fondamental de la charte : l'apolitisme.

On peut disserter longuement sur le principe, mais le simple bon sens suffit à en donner une compréhension claire et, en tout cas, à établir un vaste consensus. Nous croyons que l'apolitisme reste la pierre angulaire de l'association et que la déplacer provoquerait l'écroulement de l'édifice.

Le dossier détaillé que nous vous envoyons correspond à notre analyse de la situation et a pour but de s'opposer au trouble qui vient d'être jeté. Nous espérons qu'il constituera une base de discussion pour tout Médecins Sans Frontières et qu'il sera un point de ralliement pour tous ceux qui ne peuvent accepter l'ambiguïté actuelle. C'est pourquoi nous lui donnons une large diffusion à l'intérieur de l'association.

Nous refusons de voir, dans le débat qui s'engage, une manifestation d'une opposition MSF France/MSF Belgique. Le problème posé par LSF transcende, à l'évidence, celui lié à l'existence d'entité juridique autonome à l'intérieur de MSF. Nous tenons, par ailleurs, à réexprimer notre volonté de poursuivre la collaboration qui a prévalu avec MSF France avant la constitution de LSF et nous renouvelons notre proposition de création d'un MSF Europe sur la base de la Charte.

Nous restons à votre disposition pour tout échange d'idée de prions de croire, Cher(e) ami(e), à nos sentiments les meilleurs.

#### Résumé de l'analyse

- La fondation Libertés Sans Frontières est une organisation politique.
- Il y a amalgame entre la fondation et l'association Médecins Sans Frontières.
- Cette confusion entraîne une situation malsaine et ambiguë, qui met MSF en total porte à faux par rapport à ce principe fondamental d'apolitisme.

- Cela représente pour MSF un danger mortel.
- Il est donc urgent, pour sauvegarder notre association, de clarifier la situation est de prendre des mesures pour rendre distinct ce qui n'aurait jamais dû être lié : Médecins Sans Frontières et Libertés Sans Frontières.

Transférés dans des zones insalubres et impaludées, bien différentes de celles des images de propagande diffusées au cours des séances de cinéma organisées par les autorités, les paysans éthiopiens sont soumis à une vie collective alliant travail forcé, pénurie de nourriture et encadrement politique sévère.



« Visite de deux camps de *resettlement* [réinstallation] dans la région du Kaffa » **Rapport du Dr Brigitte Vasset**, [coordinatrice médicale MSF France à Korem], 17 mars 1985 (en français).

### Extraits :

#### IMPRESSIONS

##### + Favorables :

pas de surpopulation des équipes d'administrations pour s'occuper des camps, l'air relativement motivées de petites infrastructures sanitaires :

des points d'eau (en construction)

des latrines (insuffisantes à Kishe)

des dispensaires (avec personnel mais sans moyens suffisants)

une population en bon état nutritionnel (« tous ceux qui devaient mourir sont morts ? » comme à Korem en septembre)

des habitations, dans l'ensemble individuelles, mais provisoires

##### + Défavorables :

d'après les chiffres officiels, donnés soit au niveau local dans les camps (1200 personnes pour 450 chefs de famille), soit au niveau général de la région (227 641 personnes pour 9276 chefs de famille), il n'y aurait pas de famille de plus de 3 personnes. Ceci renforce l'impression de dispersion des familles, soit d'après ce que les hommes nous ont dit à Kishe, soit d'après ce que l'on voit à Korem. Vu dans toute la visite un seul homme de plus de 50 ans. agricoles : peu de moyens mis en oeuvre pour défricher et alors que le sol paraît fertile : quelques bœufs à Kishe ; gros effort à fournir s'ils veulent être pour la grande saison des pluies en juillet/août.

##### + Inconnues :

les deux camps ont été ouverts en octobre et novembre 1984 : période qui correspond à la première vague de *resettlement* [réinstallation] qui nous a parue à Korem, relativement volontaire. Une installation qui date de 4 mois, donc avec des structures qui se sont mises en place. Une population qui a reçu durant 4 mois une nourriture suffisante.

Les deux camps sont très proches de Jima, donc d'accès facile pour la nourriture, les équipements...

Aucune notion de ce qui se passe dans les camps où les gens n'étaient pas vraiment volontaires, et où ils sont arrivés récemment.



« Comment Mengistu assomme les paysans ». Paul Vallely, *The Times* (Royaume-uni), 1<sup>er</sup> mars 1985 (en anglais).

### Extrait :

Ce serait une erreur de grandir le régime militaire de Mengistu en laissant penser que le gouvernement aurait pu faire mieux pour prévenir une catastrophe naturelle d'une telle ampleur. Mais ce serait tout autant une erreur de prétendre que le sens des priorités du DERG [le comité militaire provisoire] dans sa gestion des ressources du pays, rencontrerait l'approbation dans de nombreux pays bailleurs de fonds, auxquels cette semaine, le colonel reproche l'insuffisance de leur aide. Sans doute l'exemple le plus frappant de ces distorsions de priorités, pour les sensibilités des pays occidentaux, réside-t-il dans les sommes dépensées en armement alors que le peuple meurt de faim. Les observateurs internationaux estiment que 46 pour cent du produit national brut va aux forces armées. Le régime fait sans doute de la provocation en affirmant que la puissance militaire est plus importante que l'aide alimentaire. [...] Il est difficile d'échapper à la conclusion que les facteurs politiques passent aussi avant les considérations humanitaires dans la politique du gouvernement de réinstaller 1,5 million de paysans des régions du Tigré et du Wollo dans le Nord et du Sidamo dans le Sud, affectées par la sécheresse.

Ce n'est pas que la réinstallation soit une mauvaise chose en soi – ces zones sont surpeuplées et épuisées par l'agriculture et une migration volontaire, préparée avec précaution, est une action sensée aux yeux de nombreuses organisations de secours.

Mais la façon dont le régime militaire s'y prend avec le programme actuel de réinstallation rend crédible les supputations du Front de libération du peuple tigréen selon lesquelles le gouvernement profite de la famine pour enlever à la rébellion ses soutiens populaires.

Par exemple, il retient pendant des semaines des céréales destinées à des camps de réfugiés mais fournit deux repas par jour dans les camps de transit à la réinstallation situés à quelques kilomètres. Quand ça ne marche pas, les familles sont séparées, et sous menace armée les hommes sont chargés dans des camions et des avions, même si les conditions de leur réinstallation à destination sont loin d'être adéquate. Cette méthode a sans doute des avantages évidents pour les planificateurs socialistes. Jusqu'ici de nombreux paysans avaient fait montre d'une nette réticence à adhérer à la dernière réorganisation gouvernementale de l'agriculture qui tente d'amener les associations de paysans de se rassembler dans des coopératives de production dans le cadre d'un plan en trois étapes offrant des incitations financières croissantes. Dans un des districts que j'ai visités, Damot Wade, dans le Sidamo, seulement 240 des 5 000 fermiers de la région se sont

portés volontaires pour participer à la première étape. Mais la réinstallation va déraciner ces paysans à l'esprit indépendant, bien installés sur leur lopin individuel dans les hautes terres du Nord et le plateau du Sidamo et les implanter dans une zone de coopératives d'agriculteurs dans l'Ouest où ils seront plus malléables par la manipulation collective, de même que les paysans russes sous la collectivisation de l'agriculture soviétique menée par Staline. Le fait que les stratagèmes de Staline ont produit peu de résultats économiques positifs mais ont eu un succès retentissant en terme de renforcement du contrôle sur les paysans politiquement récalcitrants causera peu de scrupules au bureau politique du Colonel Mengistu.



Une camionnette est arrivée à Korem pour présenter des images du Sud. Il y avait un écran en plein air et tous ces paysans du Nord qui n'avaient pas vu d'eau depuis 2 ans. Je suis allée voir à la fois pour regarder les images et les réactions. Le cinéma ! C'étaient des images du Nil bleu, avec des cascades et des grosse vaches. Il n'y avait que ça dans le film.

Je suis allée discrètement avec le Secours Populaire Français, là où les gens étaient transférés. C'étaient des terres basses. Déjà il y avait du paludisme. Or ce sont des gens qui venaient du nord d'un endroit sans paludisme. Quand ils étaient malades, ils pesaient 32 kgs. De nombreuses familles étaient séparées. Il n'y avait rien, c'est à dire qu'ils étaient obligés de prendre leur houe pour construire leur maison. Il y avait des arbres partout. Il fallait enlever les souches. Il n'y avait aucun centre de santé. Il n'y avait rien. Et si personne n'y habitait, c'est qu'il y avait une raison. J'ai dû y passer moins de 24 h.

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

**Le 13 mars, le responsable de la RRC lance un nouvel appel à l'aide internationale, tandis que la presse internationale continue à dénoncer l'instrumentalisation de la famine par le gouvernement éthiopien.**



« Cri d'alarme de l'Ethiopie : plus de dix millions de personnes menacées ». Marie Joannidis, AFP (France), Genève, 13 mars 1985 (en français).

#### Extrait :

La famine menace plus de 10 millions de personnes, soit un Éthiopien sur trois, en raison de la sécheresse persistante, a affirmé à l'AFP le responsable de la commission de secours et de réhabilitation Dawit Wolde Georgis qui a lancé un nouvel appel à la communauté internationale.

[...] « En mars 1984 nous avons tiré la sonnette d'alarme, le chiffre des personnes touchées est passé de 6,4 millions à environ 8 millions, aujourd'hui nous nous trouvons face à une situation identique avec l'absence des petites pluies saisonnières et la catastrophe risque de se prolonger au-delà de 1986 », a-t-il précisé.

L'Éthiopie a besoin d'environ 380 millions de dollars pour couvrir son déficit alimentaire et procéder à des travaux d'urgence tels que l'amélioration du transport et du système hydraulique.

« Sur la base de 7,9 millions de personnes sinistrées, nous avons besoin d'un total de 1,5 million de tonnes de céréales » a précisé M. Dawit, « la moitié qui est environ, soient 700 000 tonnes, a été promise et nous en avons déjà reçu environ 150 000 tonnes » a-t-il ajouté.

Genève – « Nous voulons que les secours continuent que la communauté internationale nous aide à résoudre une fois pour tout le problème de la faim à travers des programmes de réhabilitation d'urgence estimés à 300 millions de dollars » a également indiqué M. Dawit.

Il y a par ailleurs révélé que les contacts engagés depuis dimanche à Genève entre Ethiopiens et Américains se poursuivraient jeudi. « Nous avons demandé aux Américains de préciser les endroits où selon eux l'aide alimentaire n'arrive pas jusqu'aux victimes de la sécheresse. Nous voulons aussi qu'ils nous aident dans l'amélioration des transports aériens et routiers et l'extension des parachutages de vivres ».

« Malheureusement les États-Unis replacent l'Éthiopie dans le contexte Est-Ouest », a affirmé M. Dawit. Le vice-président américain George Bush qui a dirigé la délégation américaine de l'ONU avant de se rendre à Moscou pour les obsèques du numéro un soviétique Constantin Tchernenko, avait en effet déploré que les vivres n'atteignent pas ont tous les affamés du Nord de l'Éthiopie où règne l'insécurité.

**En mars, la section belge de MSF ouvre un hôpital près de Idaga Hamous, près d'Adigrat dans le Tigré. Elle prend également en charge les soins aux enfants les plus atteints du centre de nutrition géré par le CICR.**



**Journal destiné aux donateurs** de MSF Belgique. Périodique trimestriel, juillet - août - septembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Début 1985, vu la situation générale de plus en plus dramatique et grâce aux fonds récoltés suite à la sensibilisation de plus en plus grande du public, MSF Belgique lance une première mission exploratoire dans la province du Tigré. La région d'Idaga Hamous est choisie comme premier site d'action et la première équipe de cinq personnes arrive fin mars. MSF y a maintenant installé un hôpital provisoire d'une capacité de 70 lits et assure également la nutrition intensive des enfants les plus atteints.

 J'ai fait la mission exploratoire et ensuite j'ai piloté la mission à partir du desk en me rendant sur le terrain une fois par mois. [...] Sur la carte après Korem, la grande ville c'est Adigrat. On est monté dans le Tigré et après en Erythrée. Ca a été une espèce de progression géographique. Mais le cœur du problème se trouvait plus au nord de la province du Wollo dont faisait partie Korem. MSF France était vraiment dans l'épicentre. [...] Sur le terrain, on avait de bons rapports avec la section française. Ils nous ont hébergés ... jusqu'au clash.

Pierre Harzé, responsable de programme Ethiopie MSF Belgique (en français)

 Pierre Harzé avait fait une première mission exploratoire au tout début 1985 en Ethiopie. Il avait rencontré Brigitte [coordinatrice médicale MSF France à Korem] qui avait été très énervée, très irritée par l'idée qu'on vienne en Ethiopie. Je pense qu'en raison des conflits internes qui existaient déjà entre les deux sections, c'était à l'époque de Liberté Sans Frontières etc... il y avait une tension très forte et en fait une... véritable antipathie, une absence de discussions et de contacts entre les sections de MSF. Et donc un biais énorme dans la manière dont on pouvait analyser les initiatives que chacun prenait.

Georges Dallemagne, directeur des opérations de MSF Belgique (en français).

 Dans notre équipe, à Korem on avait un médecin belge qui était plutôt bien. Réginald Moreels [MSF Belgique] a débarqué, accompagné de Jean-Pierre Luxen, probablement [en fait il s'agit de Pierre Harzé]. Ils venaient en mission exploratoire et ils m'ont dit : « on va voir MSF ». Moi je ne les connaissais pas, je ne les trouvais pas plus sympathiques que ça. Ils me disaient qu'ils allaient ouvrir un programme avec ce médecin belge, qui avait fini sa mission avec nous. Ils allaient dans le Tigré à Adigrat. On n'était pas copains du tout. Ils n'habitaient pas notre maison. Je me souviens qu'on a bu un verre au Hilton, l'endroit où on rencontrait tout le monde. Je ne sais pas s'ils habitaient au Hilton ou ailleurs. Je crois que je ne les aimais pas trop. Je leur ai raconté ce qui se passait comme je le racontais à toutes les ONG qui le souhaitaient. Je pense que ça m'énermait qu'ils piquent notre médecin, je crois que c'est ça [...]. C'était entre janvier et mai, il faisait moins froid. MSF Belgique, je ne savais pas que ça existait. Tous les autres arrivaient après la bataille. Ils demandaient qu'on les aide et moi je n'avais pas envie de les aider [...] Pour MSF Hollande, de Milliano est passé. Il était plutôt sympa, le grand clown. Il était plutôt rigolo, celui là. Il est arrivé sans visa et il s'est planté à l'aéroport. Dominique Leguillier, l'administrateur, a réussi à le sortir de l'aéroport sans visa. Il n'a fait que passer. Il a ouvert une mission plus tard. Mais

à cette époque, MSF Hollande n'existait pas en Ethiopie. Quand ils sont arrivés, ça allait déjà mieux.

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

**Fin mars, le conseil d'administration de MSF France s'interroge sur la réaction à avoir face au durcissement de la politique de réinstallation des paysans éthiopiens. MSF Hollande lance une mission exploratoire en Somalie où une épidémie de choléra a éclaté parmi la population de réfugiés éthiopiens. A partir d'avril, une équipe composée de membres des sections belge, française et hollandaise intervient auprès de 300 000 réfugiés éthiopiens près d'Hargeisha.**



**Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, le 24 mars 1985 (en français).**

#### Extrait :

Face à ce contexte, MSF pourrait réagir de différentes façons :

dénonciation dans les médias de la façon dont se passe le *resettlement* [réinstallation], ce qui implique un retrait des équipes.

Une attitude plus pragmatique, la nécessité de continuer à venir en aide à ces populations étant plus importante. Parallèlement, il faudrait tenter de voir d'autres zones de transfert. Si travailler dans les zones de *resettlement* cautionnerait de notre part cette politique, cela permettrait de poursuivre notre aide et d'être témoin.

Dans l'attente, une politique de pressions discrètes semblerait la plus efficace, par l'intermédiaire du représentant de l'ONU à Addis, en adoptant une politique commune des différentes ONG présentes.

D'une manière générale il faut noter au niveau des médias un recentrage de l'information sur le Soudan, le Tigré et l'Erythrée.

Naturellement, lancer une campagne de presse pour obliger l'Ethiopie à accepter une aide directe au Tigré et à l'Erythrée ne changerait rien à la politique éthiopienne.

Il semble plus efficace de convaincre les gouvernements et les organismes internationaux d'aider ces deux provinces à partir du Soudan. En ce sens, Francis Charhon [directeur des opérations de MSF France] doit prochainement rencontrer des responsables du quai d'Orsay.

[...] Somalie : suite à une demande de l'ambassade de Somalie en France, une mission exploratoire de MSF Hollande doit se rendre prochainement en Somalie pour évaluer la nécessité ou non d'une intervention.

**Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 3 mai 1985 (en français).****Extrait :**

Somalie : le 27 mars, une épidémie de choléra a éclaté parmi une population de réfugiés éthiopiens massés dans des conditions très mauvaises près de la ville d'Hargeissa : environ 300 000 personnes.

Un avion cargo chargé de matériels (antibiotiques, perfusions, désinfectants) et une équipe de Médecins Sans Frontières sont arrivés le 7 avril. Plus de 3000 cas de choléra avaient déjà été dépistés, entraînant le décès de 500 personnes. L'équipe belgo-hollandaise, à laquelle s'étaient joints pour l'étude épidémiologique deux membres de Médecins Sans Frontières France, est actuellement chargée du centre de traitement et va mettre sur pied un centre de filtrage pour le transfert des réfugiés dans de nouveaux camps mieux organisés, ce qui concerne environ 60 000 personnes.

**En avril, à Korem, 1 500 personnes meurent du choléra en quelques semaines. L'épidémie se développe rapidement au sein de la population affaiblie des camps. Le gouvernement éthiopien continue à nier l'existence du choléra. Le signal d'alarme lancé par l'équipe MSF lors d'une réunion avec les bailleurs de fonds est relayé par la presse.**

**« Rapport médical de l'équipe MSF à Korem », 8 avril 1985 à 7 mai 1985 (en anglais).****Extrait :**

Depuis les trois derniers mois, la situation générale se dégrade peu à peu. [...] En mars nous avons assisté au début de cette détérioration, pour plusieurs raisons : de nouveaux réfugiés sont arrivés dans le camp, dans un état nutritionnel grave. Il n'y avait pas assez de céréales en raison des problèmes de transport. De plus, au sein de cette nouvelle population, une épidémie de rougeole a frappé les enfants (401 cas) ainsi qu'un nombre croissant de cas de dysenterie. Le nombre total d'admissions a augmenté de plus de 1000 (3165) par rapport au mois dernier. Malheureusement, avec cette augmentation de population totale du camp, plus l'épidémie de rougeole, nous avons vu le taux de mortalité s'accroître de 189 à 399 dans les salles d'hospitalisation. En avril, la situation s'est encore détériorée. La population totale du camp s'élevait à environ 41 000. Au début du mois une épidémie de diarrhée aiguë a éclaté. Le statut nutritionnel s'est détérioré en particulier chez les enfants. Donc le taux de mortalité a presque doublé par rapport au mois de mars (588). L'épidémie de rougeole a ralenti, ainsi que le nombre de cas de dysenterie.



« Les Ethiopiens mourraient de choléra. Le gouvernement conteste le rapport des organismes d'aide sur une épidémie dans les camps ». Blaine Harden, *The Washington Post* (Etats-Unis), Addis-Abeba, 20 avril 1985 (en anglais).

**Extrait :**

Une épidémie de choléra a éclaté dans le centre de nutrition de Korem dans les hautes terres d'Ethiopie, tuant 20 personnes chaque jour, a déclaré l'administrateur de Médecins Sans Frontières, l'organisation française de volontaires qui gère le camp. « *En ce moment, j'ai 50 nouveaux cas par jour, et si je n'agis pas très rapidement dans les jours qui viennent, je ne pourrais pas éviter un désastre* » a déclaré Dominique Leguillier [administrateur MSF France]. Sa déclaration officielle, le jour même où se tient une réunion entre le gouvernement éthiopien et les bailleurs de fonds du monde entier est le point d'orgue de cinq mois de rumeurs et de confidences de la part de responsables d'organisations de secours selon lesquelles cette maladie hautement contagieuse a fait son apparition dans plusieurs centres de lutte contre la famine éthiopiens. Le gouvernement éthiopien a refusé de reconnaître l'existence du choléra en Ethiopie, qui entraîne des diarrhées sévères et des vomissements et se répand essentiellement par les excréments humains. Au contraire, les représentants du gouvernement maintiennent que les camps sont infectés non pas par le choléra mais par des diarrhées aiguës. En insistant sur cette situation le gouvernement a demandé aux donateurs aujourd'hui une livraison d'urgence par avion de matériel médical d'urgence du genre de ceux utilisés pour traiter les infections gastro-intestinales telles que le choléra. [...] Cinq mois de palabres de sémantique médicale ont été mis au grand jour au cours de la réunion des bailleurs de fonds quand Leguillier s'est adressé à Dawit Wolde Giorgis, le chef de la commission gouvernementale pour les secours et la réhabilitation. « *J'ai 20 morts par jour à cause d'une maladie qu'on ne peut pas nommer. J'importe des médicaments et je dois mentir sur le nom de la maladie* » a déclaré Leguillier. Dawit a alors demandé au responsable des secours français quelle différence cela faisait que la maladie s'appelle diarrhée aiguë ou choléra.

« *Si je peux dire aux fournisseurs que c'est du choléra, je peux obtenir les médicaments beaucoup plus rapidement* » a répondu Leguillier.

Faisant écho aux remarques *off the record* des responsables de deux autres importantes organisations de secours, Leguillier a déclaré dans une interview qu'il était vital que la maladie de Korem soit appelée choléra afin que le camp puisse être mis en quarantaine et que les enquêteurs médicaux soient amenés en Ethiopie pour retrouver la source de la maladie. « *C'est du choléra et nous devrions l'appeler choléra afin de pouvoir isoler les gens à Korem. Si nous ne pouvons pas l'appeler choléra, ces gens peuvent aller où ils veulent et propager la maladie* » a insisté Leguillier. Selon lui, le choléra a été diagnostiqué à Korem il y a 13 jours, à partir des connaissances des symptômes de la maladie et non pas à partir d'un test de laboratoire. Le gouvernement éthiopien a dit que de nombreuses maladies ressemblent au choléra et que, en l'absence de

preuves de laboratoire, il n'y a aucune raison de déclarer une urgence choléra. «*Sans une action rapide, a déclaré Leguillier, le nombre de cas va atteindre des centaines par jour parmi les 25 000 victimes des centres de nutrition près de Korem. Il est nécessaire d'installer des quarantaines dans deux centres nutritionnels d'urgence près de Korem - Alamata et Kobo - pour prévenir une explosion de choléra qui menace environ 45 000 personnes là-bas*». Il a déclaré que Kobo avait 40 nouveaux cas de maladie chaque jour, selon un rapport datant d'une semaine, et qu'Alamata avait 1 000 cas et 100 décès.

Ici les diplomates et les responsables des organisations de secours supposent que le gouvernement éthiopien refuse d'utiliser le terme choléra parce qu'il craint que la nouvelle de la maladie n'effraie les acheteurs de café et de viande à l'Ethiopie, qui sont ces sources de devises majeures, alors qu'il est pris à la gorge financièrement.

Ici cependant les médecins disent que la crainte est sans fondement. Ils disent que la maladie se propage essentiellement par l'eau dans des endroits comme les centres de nutrition, où d'importants groupes manquent des conditions sanitaires de base.

«*Si vous arrivez à attraper le choléra en buvant votre café, vous entrez dans l'histoire de la médecine*» a déclaré un médecin, sous couvert de l'anonymat. De nombreux responsables d'organisations de secours ont déclaré cette semaine qu'ils craignaient l'expulsion s'ils s'exprimaient publiquement sur le choléra.

On raconte aussi ici que le gouvernement refuse de déclarer l'épidémie de choléra par crainte que les quarantaines qui seraient mises en place puissent interrompre le programme de réinstallation, qui a déplacé plus de 330 000 personnes ces cinq derniers mois des hautes terres du Nord vers les basses terres du Sud-Ouest.



En mars-avril, le choléra est arrivé et de nombreuses ONG se sont installées le long de la grande route Addis-Korem. Oxfam a bâti un énorme camp. Le choléra a commencé à se répandre dans les basses plaines, à Bati et à Korem. Les autorités ont quand même déplacé des gens avec le choléra. Mais ça s'est calmé, on n'a plus parlé de resettlement [réinstallation]. La situation se dégradait parce que les gens mouraient du choléra comme des mouches, mais il n'y avait plus cette histoire de gens emmenés de force pour le resettlement. C'était le temps du choléra et on avait le droit de rester la nuit. C'était affreux ce choléra. On avait 2 ou 3 kerkoros [abris en tôles] d'hospitalisés. Le poids moyen d'un adulte c'était 33 kilogrammes. Et là, avec Jean Rigal [médecin MSF], on s'est battu. Peut être qu'on avait tort, mais on ne le savait pas. On pensait qu'on avait raison. On était soutenu par Alain Moren [médecin MSF basé au siège de MSF France, en appui médical aux équipes de terrain], toute la «pensée scientifique MSFienne». On traitait les gens et on proposait une prophylaxie pour l'ensemble du camp ... Et là ça a été la guerre avec la RRC [Relief and Rehabilitation Commission], qui ne voulait pas qu'on applique ces méthodes. On n'a pas

du tout aimé ça et on s'est battu à mort. En Ethiopie, c'était interdit de dire qu'il y avait du choléra. Même s'ils avaient arrêté le resettlement, ce n'était pas officiellement en raison du choléra, c'était hors de question d'en parler. Toutes les exportations risquaient d'être compromises, donc on ne disait pas qu'il y avait du choléra. Mais dans une réunion à Addis, Dominique, notre administrateur, a prononcé le mot «choléra». Jean et moi on étaients furieux, parce qu'on était déjà en bataille pour la prophylaxie. On acceptait de dire que c'était de la gastro-entérite aiguë et finalement, voilà Dominique qui dit «choléra». Il ne s'est rien passé de grave mais en novembre quand on a vu Priestley, le représentant des Nations-unies, il nous a dit: «vous savez, j'ai déjà sauvé MSF une fois auprès du gouvernement éthiopien. Si je n'avais pas été là, vous auriez été expulsés. Du temps du choléra, on sait que c'était très très tendu.»

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

**Le 28 avril, les autorités éthiopiennes font évacuer de force 50 000 personnes du camp d'Ibnet qui est incendié pour les empêcher de revenir. L'information est publiée dans la presse internationale et les réactions internationales sont très vives, en particulier celle des Etats-Unis, principal bailleur de fonds de l'Ethiopie. Dans un premier temps le gouvernement éthiopien nie l'information, puis il affirme que ces personnes ont quitté le camp «en toute liberté, en bonne santé et munies de semences et d'outillage agricole». Finalement, il admet que ces événements sont le fait d'une «bavure» due à «l'excès de zèle» de fonctionnaires locaux.**



«Une évacuation forcée en Ethiopie est confirmée par des travailleurs humanitaires». Blaine Harden, *The Washington Post* (Etats-Unis), 2 mai 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Des travailleurs humanitaires d'Ibnet, qui jusqu'à la nuit dernière était le camp de secours aux affamés le plus grand d'Ethiopie, ont confirmé à deux reporters qui visitaient le camp aujourd'hui que les soldats éthiopiens ont forcé plus de 50 000 personnes à évacuer le centre et que tandis que les gens quittaient le camp, ce dernier a été incendié.

Deux travailleurs humanitaires ont déclaré à l'un des reporters que pendant les trois jours de nettoyage du camp, ils ont assisté au meurtre de deux résidents.

Une autre travailleuse humanitaire, Danny Hawley, une infirmière américaine travaillant pour *World Vision*, a déclaré aux deux reporters qu'elle avait vu deux femmes enceintes faire une fausse couche alors que les soldats les chassaient. *World vision* est l'une des quatre agences de secours privées travaillant à Ibnet. Jim Kinsella de

*Concern*, une agence de secours irlandaise a déclaré qu'il avait vu des soldats mettre le feu aux huttes de paille dans lesquelles les résidents d'Ibnet vivaient. Les volontaires de *Concern* ont confirmé que le lundi, le deuxième jour de l'évacuation forcée, ils ont compté 17 cadavres sur la route à la sortie du camp.

Des centaines de résidents d'Ibnet, dans les hautes terres centrales d'Éthiopie, ont résisté à l'évacuation en restant dans leurs huttes jusqu'à ce que ces dernières soient incendiées, selon une interview de Hawley, qui déclare avoir assisté à une partie de l'évacuation.

«*Vous voyez, les patients disaient "plutôt mourir ici que revenir là où nous savons qu'il n'y a rien!" Et ils ne voulaient pas partir. Et quand le feu est arrivé, il y avait encore des gens qui hésitaient. Quand tout brûlait autour d'eux ils ont décidé de prendre leurs quelques biens et au moins de sortir des flammes. Mais j'ai vu des gens brûlés sortir de huttes*» a raconté Hawley.

Les travailleurs humanitaires ont fait ces déclarations à deux reporters britanniques et à d'autres membres des Nations unies et d'une délégation du gouvernement éthiopien qui s'est rendu aujourd'hui en hélicoptère d'Addis-Abeba à Ibnet. Leurs déclarations contredisent une série d'explications officielles données par les responsables éthiopiens aujourd'hui au sujet des méthodes employées pour l'évacuation. La déclaration confirme également un récit de l'évacuation qui a été publié dans l'édition de mercredi du *Washington Post*.

De retour d'Ibnet ce soir, Kurt Jansson, l'adjoint du secrétaire général des Nations unies pour les opérations d'urgence en Éthiopie, a déclaré que «*l'évacuation a été entreprise avec trop de hâte et sans préparation adéquate. Il est également clair que cette hâte a entraîné et entraînée des souffrances*». [...] A Ibnet, l'infirmière Hawley a déclaré que plusieurs des personnes forcées à partir pensaient qu'elles n'avaient aucune chance de survivre à un retour à pied chez elles. «*Elles nous ont fait part de leur pressentiment qu'elles allaient mourir en chemin*» a-t-elle déclaré aux reporters.

Tôt ce matin, le gouvernement a démenti le récit de l'évacuation rapporté par le *Washington Post*, qui était basé sur des interviews de deux responsables d'organisations de secours occidentales qui avaient visité Ibnet jeudi et qui avaient requis l'anonymat.

Dawit Wolde Giorgis, le commissaire de la commission des secours et de la réhabilitation du gouvernement éthiopien qui est responsable des secours aux victimes de la famine ici a déclaré à l'agence de presse *Reuter* que cette histoire avait été fabriquée par un jeune reporter qui essayait de satisfaire ses employés.

A l'aéroport d'Addis-Abeba avant midi aujourd'hui Dawit a repoussé la requête des correspondants du *Washington Post* d'accompagner le groupe qui se rendait à Ibnet dans un hélicoptère de secours polonais.

William Shawcross, en reportage pour le *London Observer* et *Rolling Stone magazine*, et Michael Woolridge de la *BBC* ont ensuite été autorisés à prendre ce vol. Ce sont ces deux reporters qui ont fourni les informations rapportées dans le présent article. [...]

Pendant la journée, des responsables du Parti unique

éthiopien ont fourni aux reporters trois versions différentes de la manière dont l'incendie d'Ibnet s'était déroulé. Toutes les versions démentent l'implication des soldats. Une version décrit l'incendie comme un accident, la seconde parle d'une mesure sanitaire et la troisième parle d'une erreur de la part d'une personne qui serait désormais en prison.

Au camp, les reporters ont appris que les autorités locales avaient demandé aux volontaires de *World Vision* de ne pas parler de l'évacuation. Mais en répondant aux questions des reporters et de Dawit, entre autres, ils ont rapporté l'épisode. Les travailleurs de *World Vision* et de *Concern* ont dit qu'il n'y avait pas eu de départ en masse du camp avant le dernier week-end. Ils ont dit qu'ils avaient été informés de la décision du parti d'évacuer Ibnet pour la première fois samedi après-midi, heure après laquelle les représentants du parti ont décrété qu'aucun déplacé originaire du Wollo et du Gondar ne recevrait de nourriture, d'eau et de soins. [...] Les deux représentants humanitaires qui ont été les premiers à raconter l'évacuation d'Ibnet jeudi et qui ont requis l'anonymat ont dit aujourd'hui que la présence de déplacés dans la province du Gondar de ce camp géant qui a grossi de 2 000 personnes en janvier à 60 000 le dernier week-end contrariait l'armée éthiopienne qui combattait les rebelles dans cette région.



«*Éthiopie : évacuation forcée de 60 000 réfugiés*». Pierre Haski, *Libération* (France) 3 mai 1985 (en français).

#### Extrait :

Cette nouvelle controverse vient alimenter les débats qui agitent les organismes d'aide intervenant en Éthiopie, que ce soit à propos de l'assistance aux victimes de la famine se trouvant dans les zones rebelles du Tigré ou d'Erythrée, ou encore à propos de ce vaste programme de déplacement de populations entrepris par le gouvernement marxiste-léniniste d'Addis-Abeba. Pris dans le dilemme entre aider les victimes de la famine et «fermer sa gueule» les organismes humanitaires sont souvent conduits à accepter de voir leurs principes bafoués et les préoccupations politiques prendre le dessus.

[...] Un prêtre irlandais accuse formellement : «*samedi, les autorités ont décidé que les gens devaient quitter le camp. Mardi, il y avait pratiquement plus personne*»... Un déplacement forcé dont, selon lui, «*résultent sans nul doute de nombreux décès*».

Le père Jack Funicane, directeur de l'organisation humanitaire irlandaise *Concern* en Éthiopie, qui s'est rendu mardi au camp d'Ibnet, a confirmé hier, dans une interview par téléphone à *Libération* à son retour à Addis-Abeba, les informations révélées la veille par le *Washington Post*. Des informations qualifiées hier «*d'acte brutal, barbare, inexcusable*» par les États-Unis, malgré un démenti «*formel*» des autorités d'Addis-Abeba.

Le récit du père Funicane est pourtant catégorique. Ibnet est un camp de réfugiés éthiopiens victimes de la sécheresse, situé dans la province de Gondar, à quelque

400 kilomètres au nord-ouest Addis-Abeba. Sa population affamée est passée de 2 000 en janvier dernier à quelque 60 000 la semaine dernière, au moment où les autorités ont proposé aux réfugiés d'être réinstallés dans de nouveaux centres de développement, dans le cadre d'un vaste programme controversé qui affecte au total 1,5 million éthiopien.

« 4 000 personnes environ ont accepté cette offre, et ont été emmenées dans l'Ouest du Gondar par hélicoptère par l'armée en quelques jours », raconte le prêtre. Samedi, l'ordre d'évacuation est arrivé pour ceux qui avaient décliné l'offre. « Dès dimanche matin, l'évacuation a commencé par petits groupes. Mais dès que les gens partaient, leurs cases faites d'herbe et de branchages étaient incendiées pour les empêcher de revenir. Mardi, à mon arrivée, ils étaient presque tous partis, à l'exception de quelques 3 000 personnes, les plus faibles et les vieux. Tout était brûlé ». Qui a mis le feu aux cases ? « Des officiels gouvernementaux ou l'armée, je ne peux affirmer » répond le père Funicane. Selon le prêtre irlandais, c'est un voyage vers une mort certaine pour plusieurs milliers de personnes. Pour beaucoup de réfugiés, dans un état très faible, il s'agit d'une épreuve insurmontable. « Nous sommes très inquiets de la vitesse de l'opération et du manque de préparation dont résulteront sans nul doute de nombreux décès ». Les réfugiés ont été renvoyés à pied, vers leurs régions d'origine, la majorité d'entre eux dans la province de Gondar, environ 35 % dans le Wollo, et selon le père Funicane, 1% dans le Tigré plus au Nord. Le Tigré et le Wollo sont deux régions parmi les plus touchées par la famine.

« Il n'y a pas eu de violence contre les gens », affirme le directeur de Concern, qui souligne cependant : « on leur a dit de partir, mais dans leur état, ils sont très dociles et il ne faut pas s'attendre à des réactions violentes de leur part. » Quelle qu'en soit la motivation, l'action du gouvernement éthiopien est considérée comme une « tragédie » par le père Funicane, d'une part en raison de la « rapidité » de sa mise en œuvre, d'autre part, les réfugiés qui survivront au voyage retournent en fait vers des zones déshéritées et démunies de tout, une situation à l'origine de leur premier exode vers Ibnet. « On leur a promis des semences à leur arrivée, mais il y a une pénurie de semences dans tout le pays », déplore-t-il.

[...] Si l'ONU n'a fait aucun commentaire public jusqu'ici, la réaction américaine a été des plus vives : cet « acte brutal, barbare, inexcusable », équivaut à une « sentence de mort » pour quelque 3 000 personnes, a déclaré hier le directeur de l'agence des États-Unis pour l'aide internationale (AID), Peter MacPherson. « nous sommes affligés de la manière brutale dont le camp a été évacué », a souligné pour sa part le secrétaire d'état adjoint chargé des affaires africaines, Chester Crocker, qui a estimé qu'il y avait « aucune excuse » à la décision des autorités. Les États-Unis sont le premier fournisseur d'aide alimentaire au régime marxiste-léniniste d'Addis-Abeba, et ont déjà été engagé dans plusieurs polémiques avec l'Éthiopie, notamment à propos de l'aide aux zones du Tigré et d'Erythrée sous contrôle rebelle.

Le gouvernement éthiopien, quant à lui, dément les accusations ainsi formulées, qualifiées « d'inventions sans fon-

dement, concoctées par un journaliste stagiaire cherchant à se faire mousser auprès de sa direction » (le Washington Post nous a confirmé que l'auteur de l'article, Elaine Harden, est le chef de son bureau à Nairobi...).

Le communiqué officiel affirme que 30 000 personnes ont quitté le camp « en toute liberté », « en bonne santé » et munies de « semences et d'outillage agricole ». Une vision idyllique qui semble loin de correspondre aux témoignages recueillis par les organisations humanitaires. Une « bavure » qui remet sur la sellette la façon dont l'Éthiopie fait face au drame de la famine.

### Interviewé au sujet de ces événements, le président de MSF France s'interroge plus largement sur la pertinence pour MSF, de continuer à travailler dans de telles conditions.



« Aider les victimes et fermer sa gueule ». Pierre Haski, *Libération* (France), 3 mai 1985 (en français).

#### Extrait :

« Cette affaire dépasse les limites du tolérable », nous déclarait hier Rony Brauman, président de Médecins Sans Frontières (MSF), dont plusieurs équipes sont présentes depuis de longs mois en Éthiopie. « Nous ne pouvons que la condamner avec la dernière fermeté, ce qui nous amènera sûrement des problèmes sur place », ajoute-t-il.

Une telle prise de position est rare de la part d'organisations humanitaires qui cherchent, généralement, à protéger avant tout leur « travail » dans le pays. D'autres sujets de polémiques ont en effet troublé les organismes d'aide en Éthiopie. Il s'agit d'une part de l'attitude particulièrement ferme des autorités éthiopiennes à l'égard des zones sous contrôle des mouvements de guérilla d'Erythrée et du Tigré, exclues de l'aide internationale et soumises à une guerre sans fin (voir *Libération* du 16 avril : « la famine oubliée du Tigré »).

D'autre part, le gouvernement éthiopien s'est lancé dans un vaste programme de déplacement des victimes de la sécheresse vers de nouvelles zones de peuplement dans le Sud et le Sud-Ouest du pays. Un déplacement non sans arrière-pensées politiques, même si les raisons techniques avancées ont quelques fondements, mais dont la nature volontaire est contestée par beaucoup. Près de 300 000 personnes ont déjà été transportées, sur 1,5 million prévues, du Tigré et du Wollo par des avions Antonov soviétique, tandis que les organismes occidentaux se tiennent jusqu'ici soigneusement à l'écart de ce programme.

L'affaire d'Ibnet, où des réfugiés ont été expulsés après avoir refusé cette « réinstallation » volontaire, ne risque pas de les y encourager.

« Depuis le début, à des périodes régulières, il y a des moments où l'on se dit que ça ne peut plus durer », explique Rony Brauman. « Des moments où nous estimons que le

côté positif de notre action ne compense pas l'utilisation qui est faite de notre travail par les autorités». Ainsi, il y a un mois, ajoute le président de MSF, « nous étions pratiquement prêts à nous retirer à la demande de nos équipes sur place ». Les autorités avaient en effet retiré aux médecins le droit de sélectionner les réfugiés devant être hospitalisés, ce droit ayant été réservé au parti unique... « Nous avons eu un affrontement violent avec les autorités, mais grâce à la RRC (Relief and rehabilitation commission), on a pu rattraper l'affaire ».

D'autres incidents ont marqué la présence de MSF en Éthiopie, rattrapés à la dernière minute pour éviter la rupture. « On a toujours réussi à faire respecter nos principes », mais il admet volontiers que « sur le terrain, on a tendance, c'est un tort, à mettre des oeillères sur ce qui se passe à l'extérieur ». Sa conclusion, « le plateau de la balance de notre action en Éthiopie est plutôt du côté positif, mais il peut très bien basculer de l'autre côté ».

**MSF Belgique continue à mener campagne contre Liberté Sans Frontières. Le 27 avril, son assemblée générale décide de rompre tout rapport avec MSF France aussi longtemps que cette dernière entretiendra des liens avec LSF. De son côté MSF France considérant qu'en Angola et au Nicaragua, MSF Belgique a pris des décisions dangereuses en matière de sécurité sans la prévenir, décide d'entreprendre une action pour protéger son nom. La querelle se poursuit à l'occasion des assemblées générales des deux sections. Une procédure judiciaire pour retirer le nom de MSF à la section belge est finalement lancée par la section française, qui demande également à la toute nouvelle section hollandaise (créée en septembre 1984) de faire apparaître dans ses statuts l'emprunt du nom MSF à MSF France.**



« Une bête à abattre : le tiers-mondisme - Une fondation au-dessus de tout soupçon ». Claude Julien, *Le Monde diplomatique* (France), mai 1985 (en français).

#### Extraits :

[...] La malhonnêteté n'est pas nécessairement stupide et le mensonge n'excluant pas automatiquement l'intelligence, il faut bien admettre, chez ceux qui attaquent le tiers-mondisme, une confortable dose de sottise. Avec aussi une pincée de cette arrogance que fournissent les grandes certitudes, l'arrogance que manifestaient les stalinien puis les « révolutionnaires » de mai 68 : ils allaient construire, sur des bases meilleures, un monde qu'ils connaissaient si mal. Les voici donc en train de camper sur les terrains de la droite la plus classique.

Mais comme l'arrogance a toujours su se faire humble! « Moi, l'Afrique, l'Asie, je les ai connus dans la boue, dans les camps de réfugiés », dit le docteur Brauman dans l'interview déjà citée. Depuis plus d'un siècle, le discours n'a

guère changé : « moi, mes pauvres, je les connais dans leurs taudis et dans leur crasse », disait la dame d'œuvres sous la Restauration ou sous le Second Empire ; imperturbable, son arrière-petite-fille tenait le même discours en revenant de l'ouvroir au moment du Front populaire. En effet, elle connaissait : elle leur portait à domicile des bons de repas, des vêtements chauds qu'ils ne pouvaient acheter, un peu d'argent pour le loyer auquel le salaire permettait pas de faire face...

L'Afrique et l'Asie ne sont pas seulement la « boue » et les « camps de réfugiés ». C'est d'abord un ensemble des pays dont la population travaille, et, pourtant, parvient à peine à survivre. C'est un jeu de forces extrêmement embrouillé, aux multiples acteurs : gouvernements en place, cours du zinc ou du cacao, taux pratiqué par les banques, techniques de production plus ou moins avancées, mécanismes du marché de Londres, spéculation, sorties de capitaux, corruption, pressions de groupes économiques dont le chiffre d'affaires est supérieur au budget de l'État, mais aussi une culture et une manière de vivre, une attitude devant la mort, une dignité vaut celle de tous les 3-« missionnaires » laïques ou religieux.

[...] Humble arrogance! Les problèmes sont en effet tellement complexes que, dit le président de Liberté Sans frontières, « il était indispensable que nous nous entourions d'experts ». Sentencieux : « on ne doit pas préjuger leurs conclusions avant la fin de l'enquête ». Conseil valable pour les autres, pas pour soi. Car, sans attendre la fin de l'enquête, le docteur Brauman conclut : « le responsable (des drames du tiers-monde), affirme-t-on, c'est le système économique mondial, c'est la détérioration des termes de l'échange, c'est le prix injuste payé aux producteurs de matières premières, etc. je pense que ce diagnostic est faux. » Les experts savent donc, d'avance, ce qu'ils doivent démontrer. Et quels « experts » : Emmanuel Le Roy Ladurie, qui passe de Montaillou à l'économie du développement; Jean-François Revel, qui sait tout sur le sujet; Pascal Bruckner... Les experts pourront choisir leur itinéraire. L'important est qu'ils parviennent au but fixé par le docteur Brauman : « il s'agit pour nous de remettre en cause une problématique dans laquelle la pauvreté là-bas est le reflet de la richesse ici, les libertés ici s'appuient sur les absences de liberté là-bas. »

[...] Sans doute faut-il, sans hésiter, remercier dès maintenant les experts de Liberté Sans Frontières : au terme d'un patient labeur, ils parviendront à « découvrir » comment certains occidentaux, au nom de la liberté et de leur prospérité, ont apporté une irremplaçable contribution à l'asservissement et l'appauvrissement du tiers-monde. Pendant qu'ils exploreront des sentiers déjà parfaitement balisés, au moins ne feront-ils de tort à personne.

[...] Le docteur Rony Brauman, qui sans doute ne mesure pas l'exacte portée de son propos, s'en prend à ceux qui osent soutenir que le responsable (de la misère du tiers-monde), c'est le prix injuste payé aux producteurs de matières premières... Ce diagnostic est faux. Il rejoint les positions de Thomas Sowell, déjà cité, qui s'insurge contre « les théories modernes de l'impérialisme et du néocolonia-

lisme» selon lesquelles «la main-d'œuvre et les matières premières des pays du tiers-monde sont sous-évaluées et sous-payées». Absurde affirmation puisque, ajoute Thomas Sowell, «la détermination du juste prix défie la compétence des économistes depuis des siècles».



«Relations MSF France - MSF Belgique».  
**Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France** du 3 mai 1985 relatif à l'assemblée générale de MSF Belgique (en français).

#### Extraits :

Rony Brauman rend compte du déroulement de l'assemblée générale de Médecins Sans Frontières Belgique qui s'est tenue les 27 et 28 avril dernier.

L'assemblée générale qui ne comprend que les membres cooptés par le conseil d'administration (111 personnes), a voté par 43 voix pour, 3 contre et 2 abstentions le rapport moral du président dans lequel était incluse la rupture avec Médecins Sans Frontières France et sur lequel les dirigeants de MSF Belgique avaient engagé leurs responsabilités.

Une discussion animée s'est déroulée pendant la journée du dimanche, pendant laquelle les responsables de Médecins Sans Frontières France ont fait valoir leurs arguments: importance des Droits de l'homme dans l'image et l'action de Médecins Sans Frontières, nécessité de développer une réflexion sur le tiers-monde, non-interférence avec l'action du terrain, reconnaissance pour l'ensemble de ceux qui soutiennent dans la pertinence de notre démarche...

[...] Cette rupture, explique R. Brauman, est déjà consommée dans les faits depuis plusieurs mois, et de nombreux problèmes sont déjà apparus.

Médecins Sans Frontières travaille, et cela fait sa spécificité, dans des zones très conflictuelles, où les contacts avec les différentes parties en conflits nécessitent à la fois prudence et coordination. C'est le cas en Afrique australe et en Amérique centrale notamment.

Or depuis un certain temps Médecins Sans Frontières Belgique sans aucune concertation avec Médecins Sans Frontières France a pris certaines initiatives qui peuvent poser des problèmes de sécurité très graves pour les gens sur le terrain.

Ainsi :

- problème de l'Angola :

Médecins Sans Frontières travaille depuis deux ans du côté de l'UNITA. Or récemment Médecins Sans Frontières Belgique a pris des contacts et a fait des démarches en vue de travailler côté gouvernemental avec le MPLA, et ceci sans avoir averti l'UNITA, mettant Médecins Sans Frontières France et les gens sur le terrain dans une position très délicate et dangereuse.

- problème du Nicaragua:

(mission Médecins Sans Frontières Belgique) où les équipes

adoptent un comportement extrêmement engagé, remettant en cause l'édifice fragile bâti depuis cinq ans par Médecins Sans Frontières, à force de contact avec toutes les parties engagées dans les conflits d'Amérique centrale. Il n'est pas exclu que l'expulsion du Guatemala soit due en partie à des prises de contacts de Médecins Sans Frontières Belgique avec certains partis sans concertation avec Médecins Sans Frontières France. Le CDC [comité de direction collégiale], très inquiet devant les dangers induits par ces actions pouvant mettre en péril la sécurité des équipes, a adopté la motion suivante : «*considérant les difficultés et les risques créés aussi bien sur le terrain qu'en Europe par l'attitude d'éloignement et d'hostilité de plus en plus prononcée de la section belge de Médecins Sans Frontières par rapport à Médecins Sans Frontières France, éloignement qui a culminé par la décision de cessation de toute collaboration entre les deux associations, prise par l'A.G. de la section belge de MSF, le CA de Médecins Sans Frontières France décide à l'unanimité d'entreprendre toute initiative, consultation ou procédure nécessaires à la protection de son nom dans le monde entier, sans exclure l'engagement d'une procédure destinée à retirer à la section belge le nom de Médecins Sans Frontières qu'elle a emprunté à la section mère française lors de sa création en 1981.*»



**Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France** du 31 mai 1985 (en français).

#### Extrait :

Relations MSF France-MSF Belgique : Une mise en demeure demandant à MSF Belgique de changer de nom a été envoyée par MSF France ; une procédure de référé serait engagée en cas de refus.

La mission Mali coordonnée par MSF Marseille sera continuée

Demande de la part de MSF France à MSF Hollande de modifier les statuts de MSF Hollande pour y faire apparaître l'emprunt du nom de MSF à MSF France.



En 1985, l'AG a eu lieu en mai et le numéro de mai du Monde Diplomatique [mensuel d'actualité politique de référence en France] comportait cet énorme dossier de plus de 20 pages titré : «le tiers-mondisme : une bête à abattre», avec un éditorial de deux pages pleines du directeur de la rédaction de l'époque, nous traitant d'extrémistes de droite, de racistes. Philippe Laurent, le directeur de MSF Belgique est venu à l'assemblée générale nous attaquer sur Liberté Sans Frontières, pas sur l'Éthiopie, puisqu'en mai 1985 on ne disait rien sur l'Éthiopie. Ils [l'équipe dirigeante de MSF Belgique] voulaient vraiment nous dénigrer, ils étaient presque sûrs de nous éjecter, et ils n'étaient pas loin d'y parvenir. Mais ils se sont «plantés».

Rony Brauman, président MSF France (en français).



*En mai 1985, Le Monde Diplomatique avait fait un grand article quasiment consacré à LSF! . [...] Moi, je me suis estimé trahi par MSF France, la confusion était totale. En Belgique on a analysé les choses et on a pris une décision. J'ai gardé le document qui dit : « Le conseil d'administration prend acte de la création en France d'une nouvelle association, Liberté Sans Frontières. Les rapports de cette association avec MSF France ont été définis à l'assemblée générale 1984 de MSF France, le conseil d'administration [de MSF Belgique] tient à marquer ses distances vis-à-vis de cette association qui manifestement prend position dans le débat politique etc...» Et donc on a dit : « voilà, face à cette situation, on se sépare. Nous ne voulons plus de lien organique avec MSF France tant que MSF France est liée à Liberté Sans Frontières, parce que nous, nous ne pouvons pas être liés à Liberté Sans Frontières ». Cela voulait dire en clair que nous suspendions nos relations avec MSF France tant qu'il n'y avait pas de clarifications de cette ambiguïté MSF France - Liberté Sans Frontières. Je suis venu défendre cette position à l'assemblée de MSF France, comme les Français sont venus défendre leur position à notre assemblée générale. Tout ça s'est fait ouvertement, en mangeant ensemble. Chez nous, à MSF Belgique, cette « scission », entre guillemets, est passée à l'unanimité. A l'assemblée de MSF France, les pro Liberté Sans Frontières l'ont emporté à 52, 53% contre 48, 47%. C'était une victoire à la Pyrrhus bien entendu.*

Philippe Laurent, directeur général de MSF Belgique  
(en français).

**Dans son rapport moral à l'assemblée générale, le président de MSF France, souligne « l'impératif déontologique » et la « responsabilité morale » de l'organisation à protester contre l'attitude des responsables éthiopiens vis à vis des populations qu'elle assiste.**



**Rapport moral 1984.** Assemblée générale 1985 MSF France, mai 1985 (en français).

**Extrait :**

Malgré une bonne collaboration avec les équipes éthiopiennes de la Relief and Rehabilitation commission [RRC (Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation)], l'organisme gouvernemental de coordination des secours, de nombreuses et graves difficultés ont émaillé le déroulement de cette mission difficile.

L'interdiction faite à l'équipe de dépistage de se rendre dans certaines zones du camp, les mesures de rétorsion prise à l'encontre d'auxiliaires éthiopiens de Médecins Sans Frontières, ont à plusieurs reprises failli remettre en cause notre action. Il ne pouvait être question, en effet, de transiger sur ces problèmes. C'est bien ce qu'on comprit les responsables éthiopiens, qui sont à chaque fois revenus sur ces mesures prises, semble-t-il, à la hâte.

Il s'en faut de beaucoup, pourtant, que l'organisation générale des secours puisse être considérée comme satisfaisante :

Depuis plus de trois mois, des foyers de choléra apparaissent dans le Nord du pays. Pour d'obscures raisons, peut-être liées aux opérations de déplacement des populations sinistrées, les autorités ont nié l'existence de cette épidémie, interdisant du même coup de prendre les mesures indispensables pour enrayer la progression de cette maladie. Résultat : une véritable explosion, comme à Korem, où l'équipe a dû faire face à l'arrivée de plus de 1500 cas.

Cette flambée épidémique a maintenant gagné la plupart des centres de distribution, franchissant les frontières du pays pour gagner la Somalie, et très prochainement, à l'évidence, le Soudan.

[...] L'importance de cette épidémie nous a poussé, malgré l'in vraisemblable tabou qui pèse en Éthiopie sur le problème de choléra, et donc malgré le risque réel d'expulsion que cela entraînait, à protester contre l'attitude des responsables, pour que soient enfin prises les mesures appropriées.

Cette protestation, comme celle qui concernait évacuation forcée du camp d'Ibnet la semaine dernière, représente à l'évidence un impératif déontologique, une responsabilité morale que nous devons assumer tant pour nous-mêmes et ceux qui nous font confiance, que vis-à-vis de ceux vers qui nous allons. Sur le plan de l'éthique, comme sur celui de l'efficacité de nos interventions, nous ne pouvons pas en passer par des conditions incompatibles avec l'esprit qui nous anime.

**Du 17 au 20 mai, à la demande des autorités, une équipe de MSF France effectue une mission exploratoire dans la région de Sekota, ville dont est originaire une grande partie des déplacés des camps de Korem et Kobo, que l'administration a l'intention de rapatrier dans leur région. Les volontaires MSF insistent sur la nécessité de prendre des mesures contre le choléra, qu'ils se gardent bien de nommer.**



**Rapport « Mission exploratoire Sekota »,** MSF Korem, Brigitte Lelin-Jean Rigal, 20 mai 1985 (en français).

**Extrait :**

Objet : Sekota, ancienne capitale administrative régionale et ville historique a été reprise il y a quelques semaines par l'armée gouvernementale. L'administration déplace actuellement toutes ses structures (de Sekota) de Korem à Sekota. Nous avons été invités par le chef de parti de Korem à effectuer un premier *survey* [évaluation] sur Sekota, à l'occasion d'un convoi le 17 septembre 1985. Nous sommes accompagnés d'Ato Bewenetu, n°2 du parti à Korem.

[...] Meeting avec Kassa, administrateur, Bayenetu, parti, Salomon, RRC, Shambat, sécurité etc Gelataw, ministère de la Santé.

MSF : qu'attendez-vous d'une ONG comme MSF à Sékota, MSF étant strictement médical ?

Administrateurs : des médicaments et du personnel médical et faire face à une éventuelle épidémie.

Gelataw : un lieu de travail, *shelter* (abri), tente ou bien la réhabilitation du *health center* (poste de santé)

Parti : quel commentaire avez-vous à faire sur ce que vous avez vu de Sekota : nous vous avons tout montré ?

MSF : 3 suggestions :

1. Vous ne pouvez et ne voulez pas d'un nouveau Korem à Sekota. Si vous continuez de distribuer des rations de grain à Sekota, vous devez être sûrs de votre approvisionnement

2. Parmi la population que nous avons inspectée, il y a des malnutris graves, et nous devons discuter de l'opportunité d'ouvrir un *feeding center* [centre de nutrition], pour enfants de moins de 70%

3. Le gouvernement a demandé il y a plusieurs mois à chaque ville de préparer une aire d'isolation pour faire face à une éventuelle épidémie de diarrhée aiguë. Nous savons qu'une telle épidémie n'épargne actuellement aucun des villages du Wollo. Il faut absolument que vous choisissiez cette aire d'isolement et que vous la prépariez.

[...] Conclusion : l'implantation d'une équipe MSF à Sekota nous paraît intéressante, sous réserve de quelques mises au point.

S'agit-il d'une initiative purement locale ?

Il faut absolument que soit éclairci le problème de l'épidémie. Pourquoi a-t-on voulu nous cacher les cholériques et sera-t-il possible de travailler dans ces conditions-là ? Il faut absolument mettre au point le fait que si nous travaillions à Sekota, nous tenons à participer à la lutte contre une éventuelle épidémie. Le silence imposé sur le choléra peut s'expliquer, soit par la publicité intempestive qu'en a faite MSF à Addis, soit parce que l'administration craint qu'on lui reproche l'important déplacement de population qu'elle envisage (Korem sur Sekota) en période d'épidémie. Ce déplacement serait en principe volontaire.



*On savait qu'il y avait une grosse famine. Il y a eu un grand appel à l'aide internationale. Donc on a fait des explorations pour voir partout où il y avait des besoins. On s'est dit : «on va aller travailler ailleurs, maintenant qu'il y a de la nourriture». On a fait une grande mission exploratoire dans le sud du Wollo, à Kélala et à Sékota, à l'Ouest parce que la majorité des gens de Korem venaient de cette région.*

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France, (en français).

**Fin mai, alors que la situation s'est de nouveau sérieusement dégradée dans les camps, la presse internationale souligne de nouveau l'importance des détournements de l'aide internationale à l'Ethiopie et de son instrumentalisation dans le contexte des relations Est-Ouest.**



«Ethiopie : la distribution de l'aide aux victimes de l'Ethiopie : Détournements, discriminations et fausses statistiques». Jacques de Barrin, *Le Monde* (France), 21-23 mai 1985 (en français).

#### Extrait :

[...] Dans le camp de Korem, dans la province du Wollo, où Médecins Sans Frontières (MSF) est à l'œuvre, le nombre des morts, qui était tombé, début mars, à moins de dix par jour, est maintenant remonté à plus de vingt. On n'en finirait pas d'aligner ainsi de sinistres statistiques.

Pour éviter que leurs enfants leur soient rendus en bonne forme et qu'elles aient ainsi la charge impossible de les y maintenir, des mères de famille en arrivent à pratiquer, à l'égard de leur progéniture, une sorte de «sabotage alimentaire» en veillant à les rationner de manière à les laisser, le plus longtemps possibles, sous le contrôle direct des organisations humanitaires. Celles-ci ont conscience de l'inutilité de leurs efforts pour sauver les gosses qui, sitôt échappés de leurs mains, auront de nouveau à connaître les affres de la famine. «*Nous perdons notre temps et l'argent des autres, commente un médecin. Mieux vaut ne pas se poser trop de questions sur la finalité de notre mission, sinon nous plierons bagages...*»

[...] De plus, une partie des moyens logistiques est distraite de la mission prioritaire que constitue la distribution des secours. C'est ainsi que les trois cent camions, les douze avions Antonov et les vingt-quatre hélicoptères MI-8 fournis, avec leurs équipages, par l'Union soviétique, sont essentiellement affectés au transfert de victimes de la sécheresse dans le Sud-Ouest du pays, voire engagés dans des opérations purement militaires contre les «bandits» érythréens et tigréens...

[...] Tout compte fait, une fois pris en considération l'état des stocks - environ 200 000 tonnes - et le montant de la nourriture effectivement distribuée aux victimes de la sécheresse, qu'elles aient été ou non déplacées, il manque chaque mois au bilan environ 30 000 tonnes de vivres, dont on ignore, officiellement, la destination finale.

Il est de plus en plus difficile au régime éthiopien, qui, pourtant, fait un secret de tout, de dissimuler certaines réalités alors qu'une cinquantaine d'ONG travaillent sur le terrain et y entretiennent plusieurs centaines «d'espions impérialistes». On l'a bien vu, récemment, lors de l'évacuation forcée du camp d'Ibnet, d'abord qualifiée de «*pur mensonge*», par des responsables d'Addis-Abeba, puis admise et regrettée par le chef de l'Etat lui-même.

Faut-il considérer comme une «bavure» la distribution, notamment dans le Tigré, d'une assistance alimentaire aux miliciens pour s'assurer de leur vigilance ? Comment

expliquer que, dans les villes érythréennes contrôlées par le gouvernement, si bien qu'une partie de l'aide internationale se retrouve dans le circuit commercial, que les boulangeries d'Asmara, par exemple, vendent de la farine américaine et canadienne, et que des Tigréens remontent même vers cette province en quête de nourriture ?

[...] Selon les experts, il n'y a pas huit millions de personnes qui ont besoin d'être complètement prises en charge d'un bout à l'autre de l'année. *«Il y a, au grand maximum, deux millions d'individus qui forment le noyau dur des affamés et qui dépendent totalement d'une aide extérieure»*, confie le responsable d'une ONG. Ce chiffre pourrait grimper jusqu'à trois millions en août et en septembre, période de soudure entre deux récoltes.

La communauté internationale a rempli son devoir de solidarité à l'égard de l'Éthiopie. Mais, en négligeant d'exercer son droit de contrôle sur la distribution de l'aide qu'elle a consenti les yeux fermés sous l'effet d'on ne sait quelle mauvaise conscience, elle s'est condamnée à cautionner involontairement des abus et des tromperies. Ce faisant, elle n'a rendu service à personne et surtout pas aux victimes de la famine qui voient une partie de ces vivres tant attendus leur passer sous le nez.



«Partie d'échec autour de la famine - Pourquoi l'aide alimentaire ne suffit pas à sauver l'Éthiopie ?» Blaine Harden, *The Washington Post* (Etats-Unis) 6 juin 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Sous l'influence d'intolérables images télévisées de misère, les pays donateurs et les organisations de secours privées ont fourni à l'Éthiopie plus d'argent en moins de temps qu'ils l'ont jamais fait pour aucun autre pays - environ un demi million de tonnes depuis janvier; 160 000 tonnes pour ce seul ce mois-ci. Des stars du rock and roll émus par les images et chantant une humanité unie, continuent à récolter des millions de dollars qui vont permettre de distribuer encore plus d'argent et d'aide au développement. Cependant plus de six mois après le lancement de cette croisade, il est clair que la nourriture gratuite seule ne peut pas guérir les maux qui accablent l'Éthiopie.

Tout cet argent ne réussit pas à changer les priorités du gouvernement, pas plus que celles des gouvernements qui le soutiennent, ni celles des rebelles qui s'efforcent d'isoler l'Éthiopie. Au milieu de tout cela, dans le pays le plus pauvre du monde, la guerre civile la plus longue d'Afrique s'éternise implacablement. Le régime militaire éthiopien, défié par l'arrivée de hordes de pourvoyeurs d'aide occidentaux qui exigent des réformes incitant les paysans motivés à produire plus de nourriture, se crispe sur ses politiques marxistes qui ne tolèrent aucune dissidence. Entre-temps, le jeu des super puissances s'est déplacé dans le monde des politiques d'aide aux victimes de la famine. Et les enfants éthiopiens meurent toujours de faim. [...] Tandis qu'environ 60 pour cent de la nourriture fournie à l'Éthiopie est entreposée dans les ports, sans être distribuée, tandis que la guerre dans le Nord affame

des centaines de milliers de victimes, les Etats-Unis et l'Union soviétique (par Éthiopie interposée) se sont installés dans un jeu de rivalité pour la suprématie.

La rivalité entre superpuissances n'a pas empêché le gouvernement étasunien de nourrir des millions d'Éthiopiens affamés. Et un adoucissement récent, à Washington, des restrictions légales sur l'utilisation de l'aide alimentaire et de l'argent américains pour l'aide au développement a été chaleureusement accueillie par le gouvernement éthiopien. Mais les soupçons persistent, ainsi que les accusations quasi quotidiennes de mauvaise foi.

Les Etats-Unis, le plus grand donateur d'aide aux victimes de la famine a réussi à mettre la pression sur les autres donateurs occidentaux afin qu'ils ne soutiennent pas le programme de réinstallation du gouvernement qui manque désespérément d'argent pour les semences, les outils agricoles et les médicaments. De nombreux paysans réinstallés ont été transportés dans des avions soviétiques et des camions dans le cadre d'un programme auquel les Etats-Unis reprochent d'être mal préparé et de ne pas être basé sur le volontariat, au contraire de ce que prétend l'Éthiopie.

Selon Kenneth King, le chef du programme de développement des Nations - unies le coût du manque de soutien des Etats-Unis au programme éthiopien est payé par les 360 000 Éthiopiens qui ont été réinstallés. *«Ces personnes auront une vie plus médiocre en comparaison de ce qu'elle aurait pu être, si le processus de réinstallation n'avait pas été politisé»*.

**Les témoignages donnés à la presse par MSF sont le plus souvent le fait de volontaires qui ont assisté à des scènes de violence accompagnant les transferts. Mais si tous les volontaires sont conscients de la gravité de la famine, la plupart d'entre eux, concentrés sur les soins qu'ils prodiguent, ont du mal à prendre le recul suffisant pour analyser ces événements isolés et mettre à jour le projet politique qui les sous-tend.**



«Neuf mois en Éthiopie avec Médecins Sans Frontières : une infirmière lilloise témoigne», *La Voix du Nord* (France), 24 mai 1985 (en français).

#### Extrait :

En occident, on a beaucoup critiqué l'attitude du gouvernement éthiopien dans cette affaire où les méfaits de la guerre se mêlent à ceux de la famine. On a même parlé de détournement de l'aide internationale. Joëlle Peckre n'a rien constaté de tel : *«Je n'ai jamais vu un militaire emporter un sac de grain»*.

L'infirmière lilloise a également assisté aux départs forcés vers le sud, réputé plus fertile, de milliers de réfugiés. Un déplacement autoritaire, organisé *manu militari*, en général contre le gré des populations concernées mais dans

lequel Joëlle Peckre voit un moindre mal, une solution d'urgence. L'infirmière en a la conviction, Médecins Sans Frontières est pour longtemps encore en Ethiopie. A ses yeux, tout espoir de voir la situation s'améliorer n'est pas perdu. «*Depuis un mois, il pleut tous les jours. Ce n'était pas arrivé depuis deux ans. S'il pleut de nouveau à l'automne, et si les paysans ont des semences à cette période, alors, ils pourront peut-être récolter et sortir du marasme quelques mois plus tard*».

Pour l'Ethiopie, Joëlle Peckre garde espoir.

 Les seules choses qui avaient été dites, c'était par l'équipe de Korem, Brigitte Vasset [coordinatrice médicale MSF France à Korem], Jean Rigal [médecin MSF à Korem] et les autres avaient lâché tout leur écoeurement et leur révolte devant les enlèvements au petit matin. Ce n'était ni validé ni invalidé par MSF, c'était leur témoignage personnel.

Rony Brauman, président MSF France (en français).

 Les volontaires étaient « la tête dans le guidon », occupés à soigner. A part quelques-uns qui sentaient qu'il se passait quelque chose, ils n'ont pas particulièrement alerté. C'était très difficile de voir quelque chose, parce que cela se faisait assez discrètement. C'est Rony en allant sur le terrain qui s'est rendu compte de ce qui se passait et ça nous a été confirmé par les rapports de Clay et Niggli.

Claude Malhuret, directeur général de MSF France jusqu'en mars 1986 (en français).

**Début juin, à la demande de la RRC [Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation], une équipe de MSF France réalise une mission exploratoire dans la région de Kelala. Un projet d'ouverture d'une mission sur ce site est proposé aux autorités.**



**Proposition de projet** « Soins médicaux et nutrition à Kelala, Borena Awraja ». MSF France à Dr Tamerate, RRC Addis Abeba, 22 juin 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Résumé du projet

Nous souhaitons mettre en place une équipe médicale afin de fournir des soins médicaux aux personnes malades, organiser une distribution de rations sèches supplémen-

taires et finalement ouvrir un centre de nutrition pour les enfants qui pèsent moins de 70% de leur poids normal.

Contexte et justifications

Les équipes MSF travaillent dans la région du Wollo depuis 14 mois dans le camp de Korem et dans le centre de distribution de Kobo et depuis récemment dans la ville de Sekota. Mr Haylu, le représentant de la RRC à Dessie nous a demandé d'évaluer la situation médicale et nutritionnelle dans le Borena Awraja. Une première évaluation a été réalisée début mai à Way Amba, une seconde sera réalisée en juin à Kelala et dans d'autres villages.

**A la mi-juin, les organisations de secours constatent un ralentissement des opérations de transfert, en raison de l'arrivée des pluies, de la difficulté à transporter la nourriture et de la nécessité d'approvisionner les zones de relocalisation, non prévue par les autorités.**



« L'Ethiopie lance un appel à l'arrêt des réinstallations ». Jonathan Steele, *The Guardian* (Royaume-Uni), 20 juin 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Le programme éthiopien controversé de réinstallation des victimes de la famine dans les régions moins affectées du Sud et de l'Ouest a été considérablement ralenti et devrait bientôt être arrêté. Telle est l'évaluation des principales organisations d'aide occidentales qui ont fréquemment critiqué ce programme. Le gouvernement éthiopien n'a pas annoncé la fin du processus et les agences ne s'attendent pas à ce qu'il le fasse, pour des raisons de fierté nationale, car il ne souhaite pas donner l'impression de changer de politique sous la pression. Mais ils mettent en avant un certain nombre de signes qui suggèrent un changement d'orientation.

Le changement de politique devrait dégager plus de ressources pour nourrir les affamer. Il a lieu à un moment où un nombre croissant de gens arrivent dans les centres d'urgence de distribution de nourriture, malgré tous les efforts de secours déjà entrepris. Le taux de mortalité dans les camps a aussi augmenté, selon un rapport de Dennis Craig, le porte-parole du Programme des Nations unies pour l'alimentation non pas à cause de la faim, mais à cause de l'exposition aux pluies, qui auraient du apporter un peu de répit.

L'échec à fournir les céréales en raison du manque de transports a aussi commencé à affecter l'un des plus importants programmes d'aide au développement à long terme du pays - le programme travail contre nourriture - en vertu duquel les paysans les plus vaillants sont payés en nourriture pour construire des terrasses et planter des arbres, afin de préserver l'érosion des sols.

Pendant un temps les paysans ont continué à travailler contre la promesse de nourriture, mais le plus grand programme de « travail contre nourriture » en Afrique est

quasiment tombé en panne alors que les gens étaient trop affamés pour continuer.

Sous couvert du programme original annoncé à la fin de l'année dernière, le gouvernement a déclaré qu'il souhaitait déplacer 1 500 000 personnes de 300 000 familles vers le nord de l'Éthiopie.

Quand le programme a commencé, des gens se sont plaints de la façon inhumaine dont il était mené, avec la séparation des hommes de leur famille et le déplacement d'autres contre leur volonté.

Plus tard, en privé des représentants d'organismes d'aide ont entendu dire que la cible de population des réinstallations n'était plus de 1 500 000 personnes mais de 900 000. [...] Le problème des réinstallations semble résider dans le fait que le gouvernement n'avait pas prévu que les réinstallés devraient être nourris aussi longtemps après leur arrivée. On pensait, à tort, que les zones les plus fertiles dans lesquelles ils se sont installés, fourniraient suffisamment de céréales pour nourrir les gens jusqu'à la première récolte.

### A la mi-juillet, MSF France perd le procès qu'elle a intenté à MSF Belgique pour lui retirer le droit de porter le nom de MSF .



«Guerre franco-belge chez Médecins Sans Frontières». Pierre Haski, *Libération* (France), 10 juillet 1985 (en français).

#### Extrait :

C'est une affaire qui sent les rancœurs et les règlements de compte qui sera entendue ce matin par le juge des référés de Bruxelles. Une affaire qui fait écho aux remous suscités dans le petit monde intellectuel et médical parisien par la création de la fondation «Liberté Sans Frontières» (voir *Libération* du 26/1/85).

Le plaignant, l'organisation humanitaire française Médecins Sans Frontières (MSF), demande à la justice belge d'ordonner à MSF-Belgique d'abandonner le célèbre sigle, et de changer de nom. Motif : la section belge a scissionné cette année - la citation en justice parle de «dissidence», de «rébellion» et de «reniement d'allégeance» - et l'utilisation du nom de MSF risque d'entraîner des confusions.

Pour Rony Brauman, le président de MSF (France), « il est regrettable d'avoir à recourir aux tribunaux, mais à ses yeux, les dirigeants de la section belge auraient dû assumer » leur décision de rupture et changer eux-mêmes de nom. Il souligne que la confusion ainsi entretenue pose problème : ainsi, lorsque l'organisation belge prend contact avec le gouvernement angolais alors que les Français travaillent dans la zone des rebelles de l'UNITA, cela crée des situations «inconfortables, voire dangereuses», estime Rony Brauman. Idem au Nicaragua, au Salvador ou ailleurs. Lorsqu'un responsable de MSF France téléphone à un mou-

vement de libération africain à Paris, il s'entend répondre qu'un contact a déjà été établi...à Bruxelles!

Côté belge, évidemment, on ne l'entend pas ainsi. Aux accusations de «rébellion» ou de «dissidence», les Belges ripostent en reprochant aux dirigeants français d'avoir eux-mêmes rompu avec la charte de base de MSF, et d'avoir engagé l'organisation humanitaire dans «un combat d'ordre idéologique et politique» avec la création de Liberté Sans Frontières. Et de sortir, à l'appui de leur argumentation devant le juge des référés, un «joker» : une lettre signée Bernard Kouchner, un ancien fondateur de Médecins Sans Frontières, actuellement à la tête de Médecins du Monde, et de Jacques Beres et Max Recamier, deux autres anciens présidents de MSF, soutenant leur position. «C'est pourquoi, écrivent les trois hommes, devant ce manquement à l'idéal, à l'éthique qui animait les fondateurs de MSF, nous soutenons nos amis de MSF Belgique dans leur querelle contre les apparatchiks parisiens. Il nous semble normal de les soutenir face à cette escroquerie morale et intellectuelle qu'est la création de LSF. C'est MSF Belgique qui maintient la pratique et l'idéal dans le droit fil de la charte et des statuts. C'est MSF France qui les pervertit.»

L'intrusion de Kouchner, l'une des vedettes médiatiques de l'aide humanitaire, dans ce débat inter-MSF, est «cocasse» aux yeux de Rony Brauman, qui préfère voir dans le conflit franco-belge le fait que «l'organisation fille se soit retournée contre sa maman», un phénomène psychologique naturel. Pour le président de MSF-France, des «divergences d'attitude» et un «esprit particulier» avaient déjà créé des «frictions» par le passé : «l'histoire a explosé au moment où LSF est passée dans le domaine public.»

Au-delà de ce débat sur le sigle, que devra trancher le juge belge, il reste la question posée par la création de Liberté Sans Frontières. MSF-France a évité une crise interne après la décision de ses dirigeants de se lancer dans cette «aventure». A la dernière assemblée générale de l'organisation, ils ont dû s'engager à rééquilibrer politiquement le «patronage» intellectuel de la fondation, et «recentrer» ses activités sur le terrain du développement. Plus question de colloques «idéologiques» comme celui du Sénat en janvier dernier qui avait instruit le procès du «tiers-mondisme». Il reste que le mal est fait : les médecins belges n'ont pas digéré la pilule LSF.



Tribunal de première instance de Bruxelles. **Audience publique des référés** du 15 juillet 1985. MSF France demanderesse. MSF Belgique défenderesse. Décision du tribunal (en français).

#### Extrait :

...Attendu qu'il avait suffi de connaître les thèmes abordés lors de ce colloque (colloque LSF des 23 et 24 janvier 1985) pour savoir que le but poursuivi par Médecins Sans Frontières est totalement étranger aux préoccupations et buts poursuivis par Liberté Sans Frontières...

...Que la partie défenderesse (MSF-Belgique) a... opté non pas pour une rupture, mais pour une interruption momen-

tanée de collaboration avec Médecins Sans Frontières France, jusqu'à ce que ces derniers se distancient de leur option de faire partie de la fondation Liberté Sans Frontières, option poursuivie à tout point de vue : campagne menée pour LSF au moyen de fonds appartenant à MSF-France ; unité de siège entre MSF-France et LSF ; unité de direction ; ...

...Attendu qu'ayant pris connaissance de tous les éléments soumis à notre appréciation, il nous est apparu...que la pierre angulaire du litige est la charte commune aux deux parties ; que le présent litige doit être analysé à la lumière du texte de cette charte ; que ce texte clair et précis souligne avec force les principes auxquels les médecins ont souscrit ; ...

...Attendu que rapprochant ce texte des buts poursuivis par la fondation Liberté Sans Frontières dont la demanderesse (MSF-France) a accepté de faire partie (voir page 16 de son manifeste), le juge des référés peut, sans outrepasser sa compétence, dire qu'il y a divergence apparente entre la philosophie et les buts, d'une part, de MSF et la philosophie et les buts de LSF, d'autre part;...

Attendu...que nous estimons que le débat qui se nouera vraisemblablement au fond et qui est de savoir si MSF-France peut ou pouvait se rallier à LSF est étranger au problème présent situé dans son vrai contexte par la défenderesse (MSF-Belgique) ; ...

...Déclarons la demande recevable mais non fondée, en déboutons la demanderesse (MSF-France) ; ...

...Condamnons la demanderesse aux dépens, ...



**Editorial destiné aux membres de MSF Belgique**, Philippe Laurent directeur de MSF Belgique, juillet 1985 (en français).

#### Extrait :

[...] Dans un monde secoué par les querelles et les cataclysmes, nous en soignons les victimes, qu'elles comprennent ou non ce qui leur arrive, qu'elles aient «tort» ou qu'elles aient «raison».

Témoins privilégiés, il nous arrive bien sûr de réfléchir sur ce que nous voyons. Et chaque interprète, spéculer, se fait sa vérité. Témoins privilégiés, nous avons aussi pu constater que bien des drames surviennent du choc de ces vérités. Et nous nous en méfions.

Fallait-il que nous suivions Paris et la dernière vérité à la mode. Nous avons répondu non : la création de la fondation Liberté sans Frontières par MSF France ne respecte pas l'esprit et la lettre de la charte. Et pour marquer notre désaccord, nous avons pris nos distances.

Fallait-il que nous cédions sous les menaces d'un procès et que nous abandonnions notre nom, comme MSF France l'exigeait. Là encore, nous avons répondu «Non»: ce nom est le nôtre. Nous en sommes fiers : nous avons été des centaines de médecins et d'infirmières à travailler durement au sein de MSF Belgique pour lui forger sa réputation de générosité et d'efficacité.

Le juge nous a donné raison.

Nous aurions pu vous taire tout cela (un procès, finale-

ment, ce n'est jamais glorieux ; on n'en sort jamais grandi, même quand on a raison). Mais nous avons pensé qu'il valait mieux jouer franc jeu, comme nous l'avons toujours fait. Après tout, c'est quand on a des problèmes que l'on reconnaît ses amis.

Nous sommes des médecins et le travail ne manque pas. Nous sommes aujourd'hui encore plus d'une centaine à lutter sur le front de la famine. Nous voulons continuer à faire notre travail de médecins sans entraves idéologiques et sans récupération politique.



«MSF Belgique a droit à son nom». **Le Soir** (Belgique), 17 juillet 1985 (en français).

#### Extrait :

Refusant le soutien apporté par Médecins Sans Frontières France à la fondation Liberté Sans Frontières, MSF Belgique avait été traduite par l'association française devant la chambre des référés du tribunal de Bruxelles et accusée de «rébellion», de «refus d'allégeance», à la «maison mère», et sommée d'abandonner dorénavant le sigle commun.

Le tribunal belge s'est prononcé en faveur de MSF Belgique : non seulement l'ordonnance des référés considère que la demande de MSF France n'est pas fondée, mais surtout, le juge se prononce sur le fond du problème, à savoir le respect de la charte fondatrice de l'organisation que MSF Belgique reproche à MSF France d'avoir violée en s'engageant dans le débat d'idées lancé par Liberté Sans Frontières. Citant l'article 3 de la charte qui affirme que les membres de MSF œuvrant dans la plus stricte neutralité et une complète indépendance, s'interdisent toute immixtion dans les affaires intérieures des Etats, des gouvernements et des partis, le juge des référés estime qu'il y a divergence apparente entre la philosophie et les buts de MSF d'une part et ceux de LSF de l'autre, le juge estime que le débat qui se nouera vraisemblablement quant au fond est de savoir si MSF Belgique pouvait ou non se rallier à LSF, mais que ce débat est étranger au problème présent qui était la destitution de MSF Belgique de son sigle pour cause de «rébellion».

Le juge par conséquent estime la demande actuelle recevable, mais non fondée. Autrement dit, la légitimité de Médecins Sans Frontières Belgique est confirmée, et un débat sur le fond du problème, c'est-à-dire la politisation d'organisations humanitaires dites indépendantes et le fonctionnement du système associatif s'ouvrira sans doute bientôt, à Paris ou à Bruxelles. Affaire à suivre donc, mais la première manche est gagnée par les Belges.



**Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France**, 29 juillet 1985 (en français).

#### Extrait :

Problème MSF Belgique :

Le jugement en référé a été rendu : nous avons été

déboutés lors de cette procédure d'urgence car le tribunal a considéré que MSF Belgique, n'ayant pas enfreint la charte, on ne pouvait leur retirer le nom.

Pour l'instant, à moins que de nouveaux événements interviennent, Claude Malhuret [directeur général de MSF France] recommande de ne pas attaquer sur le fond pour différentes raisons :

- perte d'énergie et d'argent,
- risque de problèmes avec les médias,
- peu de chances de gagner : un juge aurait du mal à condamner une organisation humanitaire qui a des actions en cours sur le terrain, par rapport à un préjudice à MSF France qui lui paraîtrait minime.



*Malhuret, Brauman et Charhon [directeur général, président et directeur des opérations de MSF France] ont dit : « si vous faites scission, vous devez abandonner le nom ». On a dit : « non, on garde le nom. » Et donc on a eu un procès, ici en Belgique. Mais ils l'ont regretté beaucoup parce que pour eux c'était un piège qui s'est refermé vraiment sur eux, et qui était vraiment très fort. Ils ont attaqué en référé, en se disant : « en référé, on peut avoir une suspension, ils sont coincés, le temps qu'on passe au fond, il passe un an ou deux et à ce moment-là ils sont morts ». Et ils sont venus avec un avocat de droit intellectuel, propriété de marques. Nous on a pris un avocat qui était le président d'Amnesty International, et on a fait un procès de fond, même en référé. Et donc là on a passé des nuits à bien préparer la défense, on a produit toute une série de pièces. Et alors on a eu un jugement assez intéressant. La juge a dit que même si ce n'était pas son habitude de traiter du fond, elle avait lu les pièces, et qu'en fait MSF Belgique respectait la charte, et que manifestement c'était MSF France qui ne la respectait pas. Donc elle a débouté les Français. Normalement ils auraient dû demander un procès sur le fond, après ça. Mais ils ne sont pas allés au fond.*

Philippe Laurent, directeur général de MSF Belgique  
(en français)



*Libertés Sans Frontières a été un des grands problèmes. MSF Belgique a violemment dénoncé Libertés Sans Frontières et du coup MSF France a dit : « Dans ces conditions là, vous n'avez plus le droit de porter le nom de Médecins Sans Frontières. » Et puis il y a eu un procès que la France a perdu. Je pense que dans le délibéré du procès, il y avait notamment que ce n'était pas MSF Belgique qui s'éloignait des valeurs de ce qu'on était.*

Georges Dallemagne, directeur des opérations,  
MSF Belgique (en français).



*A l'époque, MSF Belgique c'était une bande de boy-scouts. Ils voulaient soigner, soigner et ne voulaient rien savoir de ce qui se passait autour. La plupart d'entre eux, avant MSF, n'avaient jamais travaillé dans des pays pauvres. Ils voulaient montrer qu'ils existaient en dehors de nous alors que jusque là ils avaient fait toutes leurs missions au sein de MSF France. On a fait une erreur en portant plainte. Le procès s'est déroulé en Belgique, devant un juge belge. C'était une sorte de règlement de comptes des Wallons (pas des Belges) à l'encontre des Français. C'était : « on va se faire ces arrogants de Français ». J'avais tout le monde contre moi, y compris la juge. Et en plus notre avocat était très mauvais. Ça nous a permis au moins de nous rendre compte que vue l'absence de législation internationale sur le statut des associations, il ne fallait pas se faire d'illusion sur le contrôle qu'on pourrait garder sur un MSF international.*

Claude Malhuret, directeur général de MSF France  
jusqu'en mars 1986 (en français).

**A l'été 1985, MSF Belgique ouvre un deuxième projet d'hospitalisation et de nutrition à Zala-Ambessa. Dans son journal aux donateurs, l'association dresse un bilan optimiste de la prise en charge de l'aide internationale, en insistant sur la nécessité de continuer les efforts dans ce domaine.**



**Journal destiné aux donateurs de MSF Belgique.** Périodique trimestriel, juillet-août-septembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Actuellement un deuxième projet vient de démarrer à Zala-Ambessa avec une équipe de médecins et une infirmière qui seront responsables de l'hospitalisation d'une trentaine de malades et d'un centre nutritionnel regroupant 300 enfants sévèrement malnutris.

D'autres projets devraient démarrer rapidement une fois l'aval du gouvernement obtenu. En étendant ainsi notre action dans des endroits de plus en plus reculés, nous espérons éviter les regroupements importants populations toujours propices aux épidémies. Cela sous-entend bien sûr des moyens logistiques importants tels que camions et avions.

La situation est encore compliquée par les problèmes de sécurité qui nous obligent à nous déplacer en convois et interdisent de quitter les axes routiers pour se rendre compte de la situation intérieure.

D'un point de vue général l'aide internationale s'est fortement organisée ces derniers temps. Les Nations unies ont dépêché sur place un coordinateur général, Mr Kurt Jansson [l'adjoint du secrétaire général des Nations unies pour les opérations de secours en Ethiopie] qui, avec l'aide gouvernement éthiopien, tente de régulariser le flot de nourriture et d'aide nécessaire à la population.

Les besoins pour l'année 1985 élevaient à 1 504 775 tonnes de vivres pour les 7,75 millions de personnes affectées. De décembre 1984 à mars 1985 le pays a reçu 420 000 tonnes et attendre encore, selon les promesses reçues, 540 000 tonnes.

Les quantités manquantes devraient être offertes lors de prochains appels publics.

L'Éthiopie a également cruellement besoin de moyens de transport, principalement de camions pour éviter les embouteillages au niveau des ports et des entrepôts. Là aussi la situation s'est améliorée mais est loin d'être parfaite. 1250 camions travaillent maintenant au transport de l'aide, ce qui a permis notamment de faire passer la capacité de déchargement des ports d'Assah et de Massawa de 3000 à 5000 tonnes par jour. Il ne devrait donc plus y avoir de nourriture bloquée sur les quais.

Les organisations non-gouvernementales également ont répondu massivement à l'appel du gouvernement et sont actuellement opérationnelles dans beaucoup d'endroits. Les perspectives d'avenir restent malgré tout incertaines. La petite saison des pluies de mars-avril 1985 a été irrégulière, obligeant souvent les paysans à attendre le début de la grande saison des pluies de juillet pour labourer leurs champs et planter leurs semences. Pour que la récolte soit suffisante, il faudra qu'il pleuve encore jusqu'à la fin du mois de septembre et ce ne sera probablement pas le cas partout. La moisson tant attendue ne viendra pas avant le mois de novembre et une partie de la population, faute de semence, n'a pas pu cultiver ses champs.

L'aide internationale devra donc encore se poursuivre certainement jusqu'à la fin de l'année 1985 et sans doute au-delà. Néanmoins l'infrastructure nécessaire à l'organisation des secours semble maintenant bien en place, les chiffres de mortalité de l'année passée ont chuté de manière très sensible et la phase aiguë de la famine a été jugulée. Mais cela ne signifie surtout pas que l'aide doive s'arrêter ou être diminuée sous peine de nouvelle catastrophe.

**Le 12 juillet, Bob Geldof organise un nouveau concert en duplex des stades de Philadelphie aux États-Unis et de Wembley au Royaume-Uni, retransmis par les télévisions du monde entier auprès de plus d'un milliard de téléspectateurs. La vente du disque rapporte plus de 120 millions de dollars, transformés en aide pour l'Éthiopie. L'instrumentalisation de la famine en Éthiopie inspire même les auteurs de bandes-dessinées.**



« Concerts-marathon à Wembley et à Philadelphie. Les organisateurs de l'opération *Live Aid* réunissent 600 millions de francs pour lutter contre la faim ». Roger Cans, *Le Monde* (France), 16 juillet 1985 (en français).

#### Extrait :

Toute l'aristocratie du rock, à quelques exceptions près, a participé le samedi 12 juillet pendant dix-sept heures, au stade de Wembley (Grande-Bretagne) et au Stadium J. F. Kennedy à Philadelphie (États-Unis) à l'opération *Live Aid* au profit de l'Afrique affamée. Plus d'un milliard de téléspectateurs dans le monde ont vécu en direct ce concert marathon qui a déjà rapporté 600 millions de francs. Reste que cette aide soit maintenant convenablement acheminée en Éthiopie et au Soudan. C'est ce qu'espère Bob Geldof, l'organisateur du spectacle. Bob Geldof, que le Premier ministre irlandais propose déjà comme prochain prix Nobel de la paix. Le reportage de notre envoyé spécial témoigne des difficultés d'acheminement des vivres aux populations affamées.



« Doonesbury ». Comics - *International Herald Tribune* (Europe), 11 juillet 1985 (en anglais).

#### Extrait :

1) Le représentant d'une organisation humanitaire occidentale à Mengistu : « *Mr le président, en tant que représentant de [l'organisation] « Les États-Unis pour l'Afrique », je dois vous poser quelques questions directes.* »

Colonel Mengistu au traducteur : « *Débarrez-vous de ce gars, voulez-vous ? J'ai une guerre civile à gérer.* »

2) Le représentant de l'organisation humanitaire occidentale à Mengistu : « *pourquoi utilisez-vous les secours aux victimes de la famine pour faire de la politique ? Pourquoi utilisez-vous tous les transports disponibles pour les réinstallations forcées ? Pourquoi permettez-vous que de la nourriture reste à pourrir sur les quais du port d'Assab ?* »

3) Colonel Mengistu au traducteur : « *c'est quoi son problème ?* »

Traducteur à Mengistu : « *Il critique le programme de secours aux victimes de la famine.* »

4) Colonel Mengistu au traducteur : « *Bon, faites-le exécuter !* »

Traducteur à Mengistu : « *Il vient de sortir deux disques, camarade : ça va sentir mauvais !* »

Le représentant de l'organisation humanitaire occidentale à Mengistu : « *J'espère que ma franchise ne vous gêne pas.* »

**En juillet, MSF France ouvre deux programmes d'assistance médicale à Sekota et à Kelala. Les demandes réitérées de l'équipe pour ouvrir un centre de nutrition thérapeutique intensive à Kelala se heurtent aux refus répétés des autorités. En fait, des centres de nutrition thérapeutique ont été ouverts par la RRC dans les**

**localités voisines qui sont en réalité des centres de regroupement avant les transferts vers le sud. N'y sont admis que les enfants dont les parents acceptent ces transferts. Quand les transferts, suspendus pendant la saison des pluies, reprennent, l'équipe MSF découvre les méthodes violentes mises en œuvre pour obliger les paysans à migrer.**



**Lettre du directeur de MSF France** au docteur Tamerate, responsable de la RRC [Commission de secours et de réhabilitation], 29 août 1985 (en français).

#### Extraits :

Kelala

Le travail dans cette région nous pose plusieurs problèmes. Au départ un problème logistique immédiat pour l'apport de la nourriture mais qui j'espère sera réglé grâce aux fonds que nous avons obtenus pour faire voler des hélicoptères pendant les dernières semaines de la saison des pluies, et aussi le BPGM devraient aménager des points d'eau ce qui facilitera bien entendu l'assistance alimentaire et l'amélioration de l'hygiène. Par contre l'état nutritionnel de la population est beaucoup plus mauvais que nous l'imaginions au début et nous avons vu arriver dans nos centres de distribution beaucoup plus de monde que dans le projet initial. Dans ce groupe de personnes il paraît de façon évidente que seules des distributions supplémentaires ne sont pas suffisantes et que malheureusement si nous voulons récupérer ces gens il faut envisager de les garder sur place pendant un moment. Je sais que les objectifs médicaux peuvent être contradictoires avec les objectifs de l'administration qui certainement ne souhaite pas recréer une situation de type Korem mais très probablement il doit exister une situation intermédiaire qui nous éviterait de voir repartir des gens dans un état épouvantable et qui rencontreront certainement la mort autour de leur chemin. Je sais que ces impératifs médicaux vous tiennent beaucoup à cœur et que vous nous aiderez certainement à trouver une solution à ces problèmes.

[...] J'espère que votre visite en France vous aura permis de mieux connaître notre association et de voir que nous travaillons sans aucune réserve en faveur des populations qui ont été terriblement touchées par la sécheresse dans d'autres pays. Nous comptons bien sûr poursuivre cet effort sur l'année qui vient enfin de répondre aux besoins et qui, je le souhaite, très probablement diminueront rapidement au cours des prochains mois grâce à une amélioration de la situation.

Vous comprendrez bien qu'en dehors de l'aspect strictement institutionnel les relations confraternelles et amicales que nous avons entre nous nous incite en permanence à vous demander vos conseils et de retrait pour le déroulement de notre action en Éthiopie.



« **Kelala - Bilan septembre 1985** ». Dr Jean-Claude Desenclos, MSF France, septembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Depuis juillet, une équipe MSF (un médecin, trois infirmières et un logisticien) a entamé sur demande des autorités éthiopiennes un programme d'aide nutritionnelle basée sur une distribution de rations sèches aux enfants les plus affectés (critère poids/taille inférieur ou égal à 70%) de 73 farmers associations de la région de KELALA ; pour des raisons d'accessibilité, 19 farmers association de la région de LAMI ne sont pas actuellement concernés. La population drainée par notre équipe est mal précisée; selon différentes sources (parti, administration, RRC...), la population varie de 90 à 140 000 ; la population cible, (enfants de moins de cinq ans) si l'on se base sur la proportion de 15 % (chiffre arbitraire), doit donc se situer entre 13 000 enfants à 21 000 enfants.

[...] les informations dont nous disposons sur l'état nutritionnel de la population drainée ne sont pas précises puisque aucune enquête représentative n'a pu être réalisée (problèmes de sécurité, de déplacement et de dispersion de l'habitat). Néanmoins il est évident qu'à l'œil nu problème est très sérieux (du même ordre qu'à Korem il y a un an).

[...] il faut remarquer le grand nombre des plus de cinq ans touchés (1678 inférieur ou égal à 70%) ; cela atteste de la sévérité du problème (cette tranche d'âge est moins vulnérable).

#### REPONSE THEORIQUE A UNE TELLE SITUATION

Dans une situation nutritionnelle de cette nature l'organisation des secours devrait pouvoir se faire à trois niveaux :

- distribution générale de nourriture à l'ensemble de la population sous une forme ou une autre jusqu'à ce que la soudure avec la prochaine récolte puisse avoir lieu (janvier 1986).

- appoint nutritionnel pour les enfants modérément malnutris (moins de 80%) sous forme de rations sèches à emporter ou de rations préparées consommées sur le lieu de distribution.

- récupération nutritionnelle pour les enfants les plus affectés (habituellement rapport poids/taille inférieur ou égal à 70%) sous forme d'une structure de renutrition intensive qui ne peut être efficace que si les enfants sont « hospitalisés » le temps de la récupération.

#### LE POURQUOI DU PROGRAMME TEL QU'IL EST ACTUELLEMENT

Pour le moment la distribution générale n'existe pas ce qui s'explique, selon les autorités éthiopiennes (gouverneur du Wolo) par des difficultés logistiques : route impraticable du fait des pluies, relief trop accidenté pour organiser un *dropping*. Néanmoins des rotations d'hélicoptères russes seraient prévues, les semaines à venir pour le compte de la RRC.

L'organisation d'un centre de récupération nutritionnelle a été proposée à deux reprises avec insistance aux autorités éthiopiennes avec une argumentation purement médicale : le diagnostic est clair et sans ambiguïté et le seul moyen de « sauver » un maximum de ces enfants en

danger de mort pour les prochaines semaines passe par l'organisation d'une hospitalisation transitoire des plus malnutris. L'inconvénient, non négligeable, de concentrer autour de Kelala une population relativement importante par la création de ce centre a amené un refus catégorique des Éthiopiens. Il nous a même été sommé d'arrêter la prise en charge des orphelins (l'administration locale s'en est depuis chargée avec notre aide matérielle).

Il est évident que les rations sèches actuellement distribuées tous les quinze jours aux familles des enfants de moins de 70% pour que celle-ci puisse les renutrir, n'atteignent pas leur but : la nourriture est souvent mangée par le reste de la famille, quelquefois (souvent) volée sur le chemin du retour; des trafics d'enfants marasmiques sont même organisés pour recevoir des rations, une fois celles-ci obtenues la « crevette » est abandonnée à la sortie du *feeding* [centre nutritionnel] toujours aussi affamée... Des enfants ainsi abandonnés se sont fait plusieurs fois dévorer par des hyènes...

[...] La nature du problème est actuellement d'ordre éthique; pouvons-nous continuer à répondre à cette situation sans avoir l'autorisation de mettre tous les moyens dont nous disposons au service de cette population; bien sûr, l'aide que nous fournissons actuellement n'est pas inutile elle empêche pour une part la dégradation de l'état nutritionnel des enfants modérément affectés mais elle ne répond pas directement au problème le plus urgent



« Fallait-il se taire ? » récit de Benoît Tullen, médecin MSF France à Kelala. « Pourquoi nous avons été expulsés ? » **Document MSF France Spécial Éthiopie**, destiné à la presse et aux donateurs, décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Nous avons ouvert le centre MSF de Kelala début juillet 1985. Pendant cinq mois, nous avons soigné 5000 personnes, distribué 250 tonnes de nourriture et 11 000 couvertures à 12 000 enfants. Tous les enfants du district dont le poids était inférieur à 70% de la normale, devaient être pris en charge par MSF. A aucun moment, nous n'avons eu le droit d'hospitaliser ces enfants, ni de les garder pour un traitement de nutrition intensive. Parmi les 9 500 enfants enregistrés, plus de 3 000 sont morts. Morts car la ration sèche que nous leur donnions était partagée par la famille, revendue ou volée. Morts, car il nous a été interdit d'avoir un suivi médical cohérent. Dès que nous avons, malgré l'interdiction, hospitalisé des enfants mourants, les autorités nous ont alors immédiatement menacé de fermer le centre. Parfois, nous trouvions des enfants abandonnés morts devant notre porte : certains avaient été dévorés par les hyènes.



« Le mouiroir ». Récit de Claire Couquiaud, infirmière MSFF à Kelala, « Pourquoi nous avons été expulsés ? » **Document MSF France Spécial Éthiopie**, destiné à la presse et aux donateurs, décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Le « *resettlement* » [réinstallation], je me demandais ce que cela voulait dire. Nous avons recueilli des témoignages, mais notre mission de Kelala semblait devoir rester à l'écart des problèmes. Et puis j'ai fini par comprendre, et ne plus douter de l'atrocité de ces déplacements, lorsque nous en avons été les témoins impuissants. Le choix des gens : une chasse à l'homme, des règlements de compte, des poursuites infernales, direction les camps de transit ! Les conditions de détention : un espace exigu, des centaines de personnes sans aucune latrines, une promiscuité entraînant la prolifération rapide des maladies, de maigres rations alimentaires qui diminuent avec le temps, des hommes armés qui montent la garde. Résultat : en dix jours de ce régime, le cimetière de Kelala a doublé de surface. Notre petite équipe de MSF a été mise à l'écart dès le début des opérations. Nous avons quand même donné maints conseils quant à l'hygiène indispensable et aux précautions à prendre pour éviter les épidémies. Mais les autorités semblaient avoir d'autres soucis. Jusqu'au moment où nous avons décidé d'intervenir sans leur autorisation. Ce fut pour découvrir un mouiroir. L'horreur ! Les personnes encore valides avaient été renvoyées provisoirement chez elles pour s'occuper de leurs récoltes, en attendant que des camions viennent les embarquer. Seuls ceux qui étaient dans l'incapacité de se mouvoir étaient restés sur place. Dans la salle des fêtes du village, des femmes totalement dévêtues gisaient nues sur le sol. Dans un grand état de faiblesse, recouvertes de puces et de poux, au milieu des excréments. Nous avons pu sauver ces gens, sauf une femme et un enfant marasmiques. Pour eux comme pour tant d'autres, il était déjà trop tard.



*A Kélala on nous demande de nous installer quelque part mais on s'aperçoit qu'on est là comme des potiches, qu'il y a un autre centre de distribution. On est là en fait pour masquer un autre centre de distribution gouvernemental, qui lui est le véritable piège à populations. On est là pour élargir ce piège à populations.*

Rony Brauman, président MSF France (en français).

**En juillet et août, la Fédération internationale des Croix-Rouge mène une évaluation discrète dans les zones de réinstallation. Elle envoie à la RRC [Commission de secours et de réhabilitation] son rapport qui décrit les conditions de vie scandaleuses des paysans transférés et réinstallés, mais ne le rend pas public.**



«Camouflages». David Blundy, *The Sunday Times* (Royaume-uni), 3 novembre 1985 (en anglais).

**Extrait :**

La ligue des Croix-Rouge [Fédération internationale de la Croix-Rouge] a mené une évaluation discrète dans la zone des réinstallations en juillet et en août. Elle a envoyé ses résultats à la RRC [Commission de secours et de réhabilitation] mais ne les a pas rendus publics.

En fait le rapport était dévastateur. Il raconte que les gens ont été réinstallés dans des conditions terrifiantes, sans accès aux soins, sans suffisamment de nourriture, sans aucune infrastructure quand ils sont arrivés à destination. Des milliers de gens des hautes terres d'Éthiopie sont morts du paludisme quand ils sont arrivés dans les régions marécageuses infestées de moustiques des basses terres du Sud de l'Éthiopie.

Les volontaires de terrain de la Croix-Rouge disent qu'ils estiment le taux de mortalité à 10%, ce qui signifie que 50 000 personnes sont mortes.

Le chiffre est considéré comme rigoureux par les gouvernements occidentaux bien qu'aucun d'entre eux ne soit prêt à en parler ouvertement.

**En août, la RRC demande aux paysans de la région de Maïchew déplacés à Korem de regagner leurs villages d'origine et autorise la Croix-Rouge à leur distribuer régulièrement des céréales.**



«Les déportations de masse en Éthiopie». Dr Claude Malhuret [directeur général de MSF France], **MSF rapport confidentiel**, décembre 1985 - (en français).

**Extrait :**

En août 1985, la RRC [Commission de secours et de réhabilitation] demande aux réfugiés du centre de Korem qui habitent la région de Maïchew (12 000 sur 50 000 environ) de rentrer chez eux. Le Comité international de la Croix-Rouge soutient à juste titre cette initiative et distribue à chacun des semences, des outils et de la nourriture. Le CICR est en outre, c'est essentiel, autorisé à distribuer tous les mois de la nourriture à Korem, pour que les paysans rentrés chez eux puissent venir se ravitailler régulièrement.

**A la même époque, la direction de MSF France prend connaissance des enquêtes menée par des anthropolo-**

**gues pour l'organisation Survival<sup>2</sup>, auprès d'Éthiopiens fuyant la réinstallation forcée qui se sont réfugiés dans les camps de l'Est du Soudan. Ces enquêtes confirment les accusations portées par les volontaires MSF depuis plusieurs mois. Mais les transferts étant provisoirement suspendus et l'équipe espérant encore obtenir l'autorisation d'ouvrir un centre de nutrition thérapeutique à Kelala, MSF ne prend toujours pas la parole publiquement.**



«Éthiopie : Réinstallations, les preuves» Résumé de la présentation de **l'enquête de Cultural Survival** au cours d'une réunion tenue chez *Survival International*, 29 mars 1985 (en anglais).

**Extrait :**

[...] L'enquête est intitulée «Aide humanitaire et développement dans la Corne de l'Afrique» et s'est en particulier concentrée sur l'évaluation des effets des programmes de réinstallation en Éthiopie. Le projet a été soutenu par des individus en réponse à une petite annonce publiée aux États-Unis et également diffusée par les agences d'aide des États-Unis ayant des intérêts dans la Corne de l'Afrique.

Une analyse préliminaire des résultats de l'enquête sera présentée dans un rapport de *Cultural Survival* à la mi-avril tandis que le rapport final est attendu pour l'été. Ce qui suit n'est qu'un premier résumé des résultats de l'enquête.

[...] L'enquête a été menée par Bonnie Holcomb et Jason Clay pour *Cultural Survival* en équipe avec Peter Niggle un journaliste qui a également travaillé à Djibouti. Jason Clay a interviewé des Tigréens, rentrant du Tigré, dans le Nord. Peter Niggle a travaillé à Damazin où les Soudanais rassemblent les réfugiés en provenance du Wollega et de l'Illubabor et Bonnie Holcomb a travaillé à Yabus, de l'autre côté de la frontière au niveau d'Asosa, une zone où se trouve de nombreux Oromos.

[...] Il a été admis que l'interview de réfugiés, implique que l'équipe n'a eu accès qu'à des personnes pour lesquelles le programme de ressettlement [réinstallation] est un échec. Les tentatives d'entrer dans la zone des réinstallations via Addis-Abeba ont été repoussées. Aujourd'hui, l'accès à la zone via Addis-Abeba est virtuellement impossible.

[...] Chaque personne interviewée a déclaré avoir été réinstallée contre sa volonté et aucune d'entre elle n'a connaissance de «réinstallés» qui auraient quitté le Nord volontairement. Au contraire, tous ont été emmenés de force de différents sites dans le Nord. Certains de ceux emmenés ne souffraient même pas de la famine et ont été véritablement pris en otage alors qu'ils commençaient à battre leur grain. Les hommes ainsi enlevés ont été séparés de leurs familles. Des femmes enceintes de neuf mois

2. Ces enquêtes feront l'objet de publications : Peter Niggle, Athiopien : *Deportationen und Zwangsarbeitslager*. Berliner Missionwerk, mai 1985 ; Jason Clay and Bonnie Holcomb, *Politics and Famine in Ethiopia*. *Cultural Survival*, Report n°20, November 1985.

ont été enlevées sur le marché, d'autres ont été séparées de leurs enfants.

Il semble qu'en octobre 1984 les populations ont été attirées vers les centres d'aide alimentaire dans le Nord par des offres de distribution gratuite de céréales, d'huile, de lentilles etc... Une fois rassemblés dans les centres, des groupes importants ont été encerclés par les soldats et emmenés vers le sud. Cette méthode a été utilisée dans le Tigré et le Wollo.

La majorité des personnes interviewées ont été emmenées en novembre, tandis que les derniers de la région du Nord l'ont été en janvier.

[...] Par la suite, cette pratique a conduit les gens à éviter les centres d'aide alimentaire dans le Nord par crainte d'être encerclés et conduits vers le sud. Les détails du processus de transfert des gens varient suivant les zones mais suivent une méthode similaire.

Dans le Wollo, qui a été gravement affecté par la famine, les hommes ont été envoyés dans les centres comme des représentants de l'association de paysans pour collecter le grain. On leur a dit que les hommes jeunes et forts avec des bêtes de somme devaient être envoyés pour rapporter les céréales aux associations. Les hommes étaient alors emmenés et les animaux laissés derrière.

 Pendant les vacances, je reçois le rapport de Cultural Survival fait à partir des territoires du Soudan, plus un certain nombre d'informations qui venaient d'Ethiopie, mais il n'était pas allé enquêter en Ethiopie. Je reçois ça et je lis dans les grandes lignes. Je me dis : « c'est clair ». Je commence à me mettre dans l'idée que c'est un pouvoir stalinien. Mais à cette époque, les transferts ont été suspendus. Je me dis : « Ils se sont peut être dégonflés, ils ont senti la pression, les Américains (c'était Reagan à l'époque) et la communauté européenne ont fait des pressions et ils ont ajourné leur projet. On verra plus tard. On peut reprendre le travail dans des conditions convenables. On est sur un nouveau pied opérationnel, on va élargir la mission, faire plus de choses. » Tout est vraiment très embrouillé. Septembre arrive, les conditions qu'on avait demandées pour notre nouveau site ne sont pas encore remplies mais elles doivent l'être.

Rony Brauman, président MSF France (en français).

**Le 17 septembre, au cours d'une réunion du CRDA<sup>3</sup> avec des représentants des bailleurs de fonds, le père Jack Finucane, chef de mission de l'organisation de secours irlandaise Concern, qui travaille dans les camps de réinstallation dans le Sud, déclare qu'à son avis 15 à 20% des paysans transférés meurent pendant le processus de transfert et les trois premiers mois de**

**réinstallation. L'administrateur de MSF prend note de ces données et les transmet à Paris.**



« Les déportations de masse en Ethiopie ». Dr Claude Malhuret, **MSF rapport confidentiel**, décembre 1985, (en français).

#### Extrait :

Le 17 septembre 1985, se tenait à Addis-Abeba une réunion privée de nombreuses organisations non gouvernementales travaillant en Ethiopie. Au cours de cette réunion, le responsable en Ethiopie de l'organisation Concern, le père John Finucane, qui avait suivi de près le programme de *resettlement* [réinstallation] déclarait qu'à son avis le taux de mortalité du *resettlement*, en faisant la somme des décès dans les camps de regroupement, au cours du transport et à l'arrivée, était, au bout de trois mois, de 15 à 20%. Ce chiffre n'a semblé invraisemblable à aucun des représentants d'ONG présents. Etant donné qu'à cette date plus de 500 000 personnes avaient déjà été transférées, ceci signifierait que le programme de *resettlement* a déjà coûté la vie à 100 000 personnes environ. Cette estimation ne nous paraît absolument pas exagérée et concorde avec les déclarations des réfugiés que l'on peut accueillir dans les camps du Soudan.

**Le 7 octobre, le coordinateur médical de MSF en Ethiopie demande à nouveau par lettre à l'administrateur de la province du Wollo l'autorisation d'ouvrir un centre de nutrition thérapeutique à Kelala.**



**Télex** Bertrand Desmoulin au « camarade » Shymalis, administrateur du Wollo, 7 octobre 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Je voudrais clarifier quelques points au sujet de la visite de la mission MSF à Kelala, le vendredi 4 octobre 1985.

Le vendredi 21 juin 1985, vous avez donné à MSF votre accord oral pour ouvrir à Kelala, dans le Borena Awraja, un programme de distribution de rations sèches supplémentaires. Nous étions autorisés à organiser un programme de soupe populaire afin d'éviter tout rassemblement autour du village.

Nous n'étions pas censés faire de distribution générale. Pendant la saison des pluies, la route Akasta à Kelala était fermée et aucun approvisionnement n'arrivait.

[...] Le problème auquel nous faisons face était le manque de distribution générale en ville.

En fait la nourriture était partagée entre tous les membres de la famille. Nous en étions conscients. Maintenant la distribution générale est sur le point de commencer, les problèmes devraient diminuer.

3. Christian relief and development agency, dirigé par Oxfam et un fonctionnaire éthiopien coordonne les activités de la cinquantaine d'organisations humanitaires intervenant en Ethiopie.

Malgré cela, les enfants dont le poids est inférieur à 60% de leur poids normal auront des difficultés à grossir, parce qu'ils requièrent une surveillance très serrée. L'ouverture d'un petit centre de nutrition thérapeutique pour les enfants dont le poids est inférieur de 60% à la normale est une solution qui concernerait dans un premier temps seulement une centaine d'enfants afin d'éviter tout rassemblement, puisque vous avez mentionné ce problème. L'objectif de MSF est d'aider les personnes affectées par la sécheresse.

**A la mi-octobre, un débat est lancé aux Etats-Unis sur les dérives de la politique du régime éthiopien face à la famine. Jason Clay, de l'organisation *Cultural Survival*, qui a enquêté auprès des réfugiés éthiopiens au Soudan est auditionné devant la chambre des représentants.**



« Priorité à la reconstruction économique et au développement en Afrique ». *AFP*, Washington, 5 novembre 1985 (en français).

**Extrait :**

Entendu à la mi-octobre par deux sous-commissions de la Chambre des représentants, l'organisation indépendante *Cultural Survival* basée à Harvard et comprenant plusieurs professeurs de cette université, n'a pas hésité, après enquête auprès de réfugiés éthiopiens au Soudan, à comparer le régime marxiste de Mengistu Hailé Mariam à celui qu'avait établi le dirigeant Khmer Rouge Pol Pot au Cambodge. Le porte-parole de l'organisation, Jason Clay, a estimé que le déplacement vers le sud des réfugiés avait pu faire entre 50 et 100 000 morts.

**Le 19 octobre, au cours d'une réunion des organisations de secours internationales dans les locaux de la RRC [Commission de secours et de réhabilitation], le Père Finucane, de *Concern*, revient sur les propos qu'il a tenus le 17 septembre et minimise l'importance du nombre de décès causés par les transferts.**



« Camouflage ». David Blundy, *The Sunday Times* (Royaume-uni), 3 novembre 1985 (en anglais).

**Extrait :**

[...] Le Père Finucane s'est exprimé ainsi le 19 octobre, dans les bureaux de la Commission pour les secours et la réhabilitation (RRC) du gouvernement éthiopien dans la capitale, Addis-Abeba. Les responsables de la commis-

sion ont vigoureusement acquiescé. En tant que membre du gouvernement marxiste-léniniste du camarade Hailé Mariam, leurs relations avec les agences occidentales sont prudentes, souvent franchement hostiles. Ce fut donc un moment rare d'accord total. Finucane était en colère après les médias. Il a dit qu'ils distordaient la réalité. Geldof avait un exemplaire d'un reportage du *Wall Street Journal* sur l'enquête menée par l'association américaine *Cultural Survival Inc.* Sur la base de 250 interviews avec les réfugiés éthiopiens, l'enquête conclut qu'entre 50 000 et 100 000 personnes sont mortes, conséquence directe du programme de réinstallation. « *Je l'ai lu, je n'y crois pas* », a déclaré Finucane. Il y a eu des problèmes, mais rien d'une telle ampleur, a-t-il dit. Il a visité les zones concernées - sa propre association travaille dans certaines d'entre elles - et il n'a vu aucun signe des horreurs décrites dans le rapport.

Un membre de l'assistance, Michel Fiszbin, de l'organisation médicale française, Médecins Sans Frontières, a écouté Finucane, avec ce qu'il décrit comme un sentiment d'incrédulité et de scandale. Fiszbin avait assisté à une autre réunion exactement un mois auparavant au cours de laquelle Finucane avait alerté les ambassadeurs occidentaux au sujet des réinstallations. L'histoire qu'il avait racontée au cours de cette réunion privée, à l'hôtel Hilton à Addis, alors qu'aucun journaliste n'était présent, était très différente. Les notes prises par Fiszbin sur les déclarations de Finucane ont été corroborées par le bureau de *Concern* à Dublin.

Finucane avait dit qu'un demi-million de personnes avait été déplacé pendant la première phase du programme des réinstallations, dans des conditions horribles. Il avait déclaré que sur 77 zones de réinstallation, seulement deux ou trois avaient été des réussites. Le résultat, avait-t-il raconté, c'était que 100 000 personnes étaient décédées. Le responsable du bureau de *Concern* à Dublin dit que l'enquête de Finucane dans les villages de la zone de réinstallation montrait que dans certains cas 25% des personnes étaient mortes. Alors, quelle est la vraie version des faits ?

**Le 22 octobre, l'équipe de direction de MSF est invitée à un débat au Club de la presse anglo-américaine à Paris. Le président de MSF France expose les difficultés auxquelles sont soumises les équipes MSF pour travailler en Ethiopie et les événements violents auxquels elles ont assisté depuis leur arrivée en avril 1984. Il dénonce en particulier le refus des autorités d'autoriser l'ouverture du centre de nutrition thérapeutique de Kelala. Il conclut en disant que si cette situation perdure MSF, qui se refuse à être le complice d'une politique criminelle, quittera l'Ethiopie.**



«Les réfugiés de la famine transportés comme du bétail». David Blundy, *The Times* (Royaume-uni), 27 octobre 1985 (en anglais).

#### Extrait :

[...] La semaine dernière, Médecins Sans Frontières, [...] a menacé de se retirer d'Ethiopie si les restrictions n'étaient pas levées. L'organisation, qui emploie 400 employés locaux dans 4 centres de nutrition dans le Wollo, s'est plainte la semaine dernière que le gouvernement lui avait refusé l'autorisation d'ouvrir des centres de nutrition intensive pour 2 000 enfants dans le camp de Kelala. Le représentant de la RRC [Commission de secours et de réhabilitation] à Kelala, Negatu Yinam, lui avait annoncé qu'elle ne pouvait pas installer des centres de nutrition intensive parce que le gouvernement voulait que les réfugiés regagnent leurs villages. L'organisation affirme qu'à cause de cette interdiction des centaines d'enfants meurent faute de traitement.



«Une interview de Rony Brauman, président de Médecins Sans Frontières: «MSF quittera l'Ethiopie si ...». *La Croix* (France), 1<sup>er</sup> novembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Depuis quatre mois, MSF n'arrive pas à avoir le feu vert d'Addis-Abeba pour ouvrir le centre de nutrition de Kelala. Déjà des centaines d'enfants sont morts, faute de soins.

#### - Est-il vrai que Médecins Sans Frontières s'apprête à quitter l'Ethiopie ?

- MSF ne veut pas partir mais seulement travailler convenablement. Or, cela fait quatre mois que nous tentons d'obtenir l'autorisation d'ouvrir un centre de nutrition intensive à Kelala - l'un des deux centres avec Sekota situés au Nord de l'Ethiopie dans la province du Wollo -, ouverts grâce à l'argent de «Chanteurs sans frontières». Depuis juin, nous ne demandons qu'un feu vert aux autorités éthiopiennes puisque MSF assume tout de A à Z sur le terrain en hommes et en matériel. Il y a un blocage administratif éthiopien intolérable d'autant qu'à Kelala, plus de 6 000 enfants de moins de 5 ans sont atteints de malnutrition gravissime. En quatre mois - faute de soins -, il y a eu déjà plusieurs centaines d'enfants qui sont morts. Et chaque jour, on enregistre de nouveaux décès. Jusqu'à quand allons-nous rester les bras croisés sans rien faire face à ces morts d'enfants? Cela ne peut continuer ainsi ! Des enfants qui meurent, c'est quand même quelque chose de très concret, non ?

#### - C'est donc la raison pour laquelle vous portez cette affaire sur la place publique ?

- On a essayé de débloquer la situation sans faire de bruit. Dès juin, la Commission éthiopienne de secours et réhabilitation (RRC) a été saisie par note de cette demande, comme les autorités nationales et régionales éthiopiennes, les Nations Unies et le CDRA - l'organisme

qui regroupe toutes les ONG. Une deuxième demande a été faite en août dernier (toujours par rapport) à la RRC. Il y a eu encore un nouveau rapport transmis à Addis-Abeba en octobre et enfin un télex tout récemment... Cela n'a rien donné ! Et maintenant que nous portons cette affaire sur la place publique, le gouvernement éthiopien accuse MSF de saper les efforts de secours aux victimes de la famine par une campagne de désinformation ! Mais pour MSF, il s'agit d'une question de déontologie de base : MSF est en Ethiopie pour travailler, non pour faire un simulacre de travail et se contenter de se donner bonne conscience en se disant : «*Nous sommes sur le terrain ! C'est bien !*» Nous considérons que nous avons deux contrats : le premier, moral, avec la population que nous venons aider ; le deuxième vis-à-vis de nos donateurs auxquels nous nous devons de rendre des comptes. Si l'on se tait et que l'on dit à l'opinion : «*Passez votre chemin, il n'y a rien à voir*», ces deux contrats sont bafoués.

#### - Alerter l'opinion, c'est donc une question de morale ?

- C'est cela : une question de morale minimum. L'Ethiopie ne peut faire appel à l'aide internationale - lui faire fermer les yeux - et faire ce que bon lui semble dans le pays ! Pour l'Ethiopie, les gens finissent par se dire : «*Il y a des équipes étrangères sur le terrain, alors tout va bien*.» Il ne suffit pas de regarder la façade ! Cela me rappelle les orchestres juifs qui jouaient dans les camps de concentration nazis... voulant «montrer» ainsi que tout allait bien. Et ce n'est pas l'idée que je me fais, moi, de MSF : la confiance faite à notre organisation repose sur sa réputation d'une action médicale concrète et efficace.

#### - Mais certains reprochent déjà à MSF de se faire un nouveau coup de pub, d'autres de jouer la carte politique de l'antisoviétisme (Addis-Abeba ayant les relations privilégiées que l'on sait avec Moscou) et de faire passer le rôle humanitaire au second plan...

- MSF n'est pas un Narcisse qui attend qu'on lui tende le miroir. Devant l'ampleur de la tragédie en Ethiopie, nous nous devons de faire un travail de mobilisation de l'opinion pour que les moyens suivent. Faut-il rappeler que MSF a été un relais important dans la campagne pour l'Ethiopie : notre première alerte publique date de 1982 sur les ondes de la *BBC* ! Quant aux autres qui nous reprochent de «*faire avant tout de la politique*», ils devraient oublier leurs grands principes, aller sur le terrain et voir les gens de MSF. Ce n'est pas moi, Rony Brauman, qui lance une campagne contre l'Ethiopie. Mais plusieurs personnes de MSF, sur place, voulaient démissionner ces derniers jours faute de pouvoir faire leur travail médical, à Kelala mais aussi à Korem. Savez-vous que MSF, pas plus tard que le vendredi 25 octobre, a trouvé au matin le camp de Korem vide, ses 25 000 réfugiés ayant fui la milice venue procéder au *resettlement* [réinstallation] - c'est-à-dire à la «déportation» des Ethiopiens vers le sud ? La milice a pu en «prendre» ainsi 600 - parmi lesquels des malades gravement atteints.

 Nous sommes invités à prendre la parole au cours d'un déjeuner-débat avec le Club de la presse anglo-américaine, à Paris. D'habitude ils invitent des personnalités politiques de premier plan, mais là ils avaient eu un désistement. Dominique Rigaux, notre directrice de la communication avait depuis des mois posé des jalons pour qu'on soit invités. Elle voulait avoir des articles dans le New York Times. Donc nous avons été invités. Le journaliste de Reuter me demande quels sont les principaux problèmes qu'on rencontre actuellement sur le terrain. Je lui parle de trois situations : le Sri Lanka, où c'était le tout début de la guerre et où on avait reçu des menaces ; le bombardement des hôpitaux en Afghanistan, l'offensive maximum, la guerre totale et des attaques ciblées contre nous pour démolir le moral des gens ; et l'Ethiopie. Je lui explique l'histoire de Kelala : « on nous invite à nous installer, mais on s'aperçoit que c'est purement cosmétique. On est là pour attirer des gens qui se font ensuite embarquer. » Le Sri Lanka et l'Afghanistan, tout le monde s'en moquait. L'Ethiopie, ça intéressait vraiment beaucoup. Je commence à lui expliquer la situation. En l'expliquant, ça monte, je commence à m'exciter. Je connais mon état quand je commence à m'énerver, je commence à avoir des fourmillements, à avoir envie de partir à la castagne. J'oublie tout, comme si c'était un truc que j'avais déjà en tête. A l'instant même où je parle, tout m'apparaît clairement, l'épiphanie ! Mon chemin de Damas ! : « c'est évident, nous sommes les idiots utiles ». Je remets tout le puzzle en place : le rapport de Cultural Survival, les conférences de presse auxquelles nous étions invités avec les gens qui avaient protesté contre les transferts, contre les brutalités et au cours desquelles ils s'étaient tous rétractés, toute la grande manipulation, la mise au pas de tous les humanitaires, la diversion de l'aide vers les centres de réinstallation, la mobilisation de la logistique pour les transports. Tout m'apparaît de façon claire. Et c'est là que je lâche : « si ça continue comme ça, il est évident qu'on va arrêter de se prêter à un tel jeu pervers, à être les complices d'une politique criminelle ». Je ne me rappelle plus précisément mes propos, mais ça tournait autour de cela : « il faudra qu'on s'en aille ». (...) C'est la vertu du récit qui s'exprime, au sens où c'est la mise en forme d'une histoire destinée à être racontée à des gens qui ne sont pas de l'intérieur, qui ont besoin qu'on re-situe une chronologie des processus, des moments particuliers. Tandis que quand on en parlait à MSF, on prenait toujours l'histoire en route, puisqu'on la connaissait. On n'en parlait qu'entre gens qui la connaissaient, que ce soit avec le terrain ou ici. Jamais on ne prenait la peine de re-dérouler l'histoire pour voir comment elle se développait, au cours des 18 mois qu'on a passé là-bas. C'est le récit qui éclairait à posteriori toute l'histoire. Je dis « éclairait » parce que ce n'était pas une révélation délirante, ni une hallucination, c'était vraiment ce qui se passait ; pour tout le reste, le point était fait. La chronologie, les demandes de MSF étaient là.

Rony Brauman, président MSF France (en français).

**La déclaration du président sur l'éventuel départ de MSF d'Ethiopie surprend toute l'équipe de direction de MSF France, qui néanmoins accuse le coup puis l'assume. L'information fait aussitôt le tour des rédactions : « MSF est prête à quitter l'Ethiopie ».**

 J'ai raconté tout cela devant les yeux hagards de Malhuret [directeur général de MSF France] et de Dominique Rigaux [directrice de la communication] qui se demandaient quelle mouche me piquait, et qui étaient absolument furieux que je me laisse piquer par une mouche, en direct, sans qu'on en ait discuté ensemble ! Mais sur le fond, ils ne voyaient pas d'inconvénient majeur. Dominique Rigaux était sur le flanc, parce qu'elle avait déjà préparé avec la presse féminine et les éditions de l'après-midi à la télévision « le sourire de l'enfant éthiopien » pour la campagne de décembre. Elle ne rigolait pas du tout : « comment je fais ? J'ai l'air d'une conne ! Je vends « le sourire d'un enfant éthiopien » et toi tu racontes que l'aide sert à tuer, que vont dire les donateurs etc... » - « Eh bien, les donateurs, on va leur dire : « c'est comme ça que ça se passe... oui je crois que l'aide tue... ». Ensuite Reuter a fait une dépêche. Le temps que je revienne à MSF, ils nous l'ont télaxé et l'AFP l'a reprise. Je suis tombé sur les deux dépêches et je me suis dit : « oh, la la qu'est-ce que j'ai dit ! » Malhuret [directeur général de MSF France], le visage gris-vert de rage, la moustache défaite, m'a dit : « on en discute avant de ces choses-là ! ». Je lui ai répondu : « oui, mais ça m'est venu comme ça !... ». On s'est engueulé pendant un quart d'heure et puis on s'est dit : « maintenant, les dés sont jetés, on s'est jeté à l'eau, on y va et on barbotte, on se débrouille comme on peut ». De toute façon, on n'a pas eu beaucoup de temps, parce que pendant qu'on s'engueulait, on a été interrompus par dix coups de fil des principaux journaux français, Libération, Le Monde, le Nouvel Observateur qui nous appelaient pour avoir des explications sur ce qu'on venait de dire. A l'époque, l'Ethiopie occupait une place importante dans l'actualité. Les journalistes anglo-américains, sont beaucoup plus froids et détachés. Si tu dis deux choses qui se contredisent, ils te le pointent, sinon ils enregistrent. Ils ont donc repris en citant de grands fragments de mon intervention. Et puis évidemment toute la presse française de droite, le Quotidien de Paris, Le Figaro etc... est arrivée là-dessus. De toute façon, la presse de gauche était déjà anti-communiste. En 1985, le communisme ne fascinait plus grand monde à part les ONG. Donc l'accueil a été très bon de la part de tout le monde et ça a commencé à faire du bruit. Libération s'intéressait beaucoup à ça, notamment parce que Pierre Haski, le journaliste qui couvrait l'Ethiopie, venait d'Afrique. Il cherchait à voir là où éventuellement on se contredisait, mais il était correct. »

Rony Brauman, président MSF France (en français).

 Lors d'un déjeuner avec la presse anglophone, Rony lâche ça. Il n'a prévenu personne. Tout le monde lui tombe dessus en lui disant : « mais qu'est-ce que tu as été raconter là ? » Au bout de deux ou trois jours, tout le monde est d'accord. Je ne sais pas s'il y a une réunion de CA là dessus, probablement quand même.

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

**Le 23 octobre, le directeur de MSF France demande de nouveau au chef de la RRC [Commission de secours et de réhabilitation], dans une lettre, l'autorisation d'ouvrir un centre de nutrition thérapeutique à Kelala et attire son attention sur les difficultés d'approvisionnement du site de Sekota.**



**Télex** Dr Francis Charhon, directeur de MSF France à M. Dawit Wolde Georgis, commissaire de la RRC, 23 octobre 1985 (en français).

#### Extraits :

[...] Le programme que nous menons à Sekota depuis le 15 juin 1985 semblait se dérouler suivants les objectifs prévus malgré les difficultés logistiques importantes. Nos dernières informations font état de délais de plus en plus longs entre les convois et donc ces problèmes d'approvisionnement en céréales pour la distribution générale dont dépend l'état nutritionnel global de la population. Pour le moment nous avons toujours réussi à apporter la nourriture supplémentaire pour intensive *feeding center* [centre de nutrition thérapeutique] grâce aux moyens aéroportés. Nous connaissons les difficultés qui existent pour assurer le transport de nourriture mais nous souhaitons attirer votre attention sur ce point.

A Kelala, une mission exploratoire réalisée à la demande et en collaboration avec le RRC [commission de secours et de réhabilitation] a permis de préparer un programme d'action (*draft project* du 22 juin 1985).

Après un retard dû à des problèmes administratifs locaux, une première équipe a pu se mettre au travail. Malheureusement seule la distribution de rations sèches furent autorisées et il est apparu rapidement que cette méthode ne permettrait pas de faire face à la situation catastrophique des enfants de ce centre. Dès ce moment nous avons demandé l'autorisation d'ouvrir un centre de nutrition intensif où nous garderions 24h sur 24 les enfants sévèrement malnutris qui ne peuvent récupérer qu'à la condition de recevoir des soins jour et nuit.

À l'heure actuelle, il y a 6 127 enfants enregistrés dont le rapport poids-taille est inférieur à 70 % de la normale. Lors de la visite du docteur Tamerat, conseiller médical du RRC [Commission de secours et de réhabilitation], en août 1985, je l'ai informé personnellement de cette situation

par lettre afin de lui exprimer nos préoccupations. En septembre 1985, notre coordinateur, le docteur Bertrand Desmoulin est retourné voir le docteur Tamerat afin de faire avancer ce problème.

Durant cette période pour faciliter l'arrivée des secours par voie terrestre, nous avons fourni 30 tonnes de grain à l'administration de Kelala pour payer des travailleurs afin de refaire la route qui maintenant est praticable. Pendant ce temps nous avons commencé le processus d'aménagement des sources pour améliorer l'approvisionnement en eau potable donc les conditions d'hygiène. Lors des deux visites d'administrateur du Wollo, la demande d'ouverture du centre de nutrition intensive a été refaite, complétée par une lettre avec copie au RRC régional.

Actuellement cette situation devient particulièrement critique et vous comprendrez qu'il est terrible pour des hommes et insupportable pour des médecins de voir mourir des enfants qui peuvent être traités et sauvés, tout en étant bloqué pour des raisons administratives nous avons dans le passé connu des difficultés, et vous nous avez toujours aidés à les surmonter.

C'est pourquoi, je me permets de m'adresser directement à vous sachant que vous aurez à cœur de faire évoluer les choses pour que très vite la ville redevienne normale dans cette région.

**Le 24 octobre, la RRC accuse MSF de mener une campagne de désinformation au sujet des efforts du gouvernement éthiopien pour lutter contre la famine et suggère fortement que l'organisation quitte le pays.**



**Déclaration à la presse**, RRC Ethiopie, 24 octobre 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Les allégations de Médecins Sans Frontières (MSF-France) selon lesquelles la RRC avait refusé de les autoriser à ouvrir un centre de nutrition pour 5 000 enfants malnutris dans la région du Wollo ont été largement diffusées par les médias français et occidentaux. La RRC a exprimé clairement sa position sur la question dans des déclarations publiques, réfutant les attaques portées par les représentants de MSF. Pour votre information, vous trouverez ci-dessous un résumé de la réponse de la RRC.

Les allégations de Médecins Sans Frontières (MSF-France) selon lesquelles la RRC avait refusé de les autoriser à ouvrir un centre de nutrition près de Kelala dans la région du Wollo sont à la fois sans fondement et absurdes. Elles sont sans fondement parce que MSF n'a formulé aucune demande ni par oral ni par écrit à la commission pour l'ouverture d'un centre de nutrition pour enfants malnutris là-bas ou n'importe où ailleurs dans le pays.

Ensuite, elle est absurde parce que la politique de la RRC a toujours été et continue à être d'encourager tous ceux qui sont engagés dans les activités de secours et la

réhabilitation en Ethiopie, afin d'élargir l'ampleur de leurs opérations dans la mesure où leurs ressources le leur permettent, afin de répondre le mieux possible aux besoins du plus de familles possibles dans les régions affectées par la sécheresse.

En conséquence, il est contraire à la logique que la RRC soit accusée d'actions qui vont à l'encontre de ses propres objectifs – celui de soulager les souffrances de millions de victimes de la famine qui ont un besoin criant de secours d'urgence.

MSF est l'une des plus petites des 47 organisations humanitaires en Ethiopie et a apporté une contribution utile mais marginale au gigantesque effort de secours national et international, avec des volontaires relativement moins expérimentés et plus jeunes.

Le résultat c'est que MSF a toujours eu le sentiment que son travail de secouriste était mis dans l'ombre par celui des organisations humanitaires plus grandes et plus expérimentées et en conséquence tente de rendre visible sa présence en faisant plus de bruit que de « miracles ».

La menace de se retirer d'Ethiopie émise par MSF si elle n'est pas autorisée à ouvrir un centre de nutrition (dont elle n'a jamais sollicité l'ouverture auparavant) n'est qu'une autre vocifération pour attirer l'attention des médias à travers laquelle elle espère gagner un crédit qu'elle ne mérite pas.

Dans ces circonstances, la RRC « acceptera la démission que s'impose MSF, bien sûr, avec réticence, mais sans la remettre en question. MSF n'était pas forcée de venir et ne peut pas être forcée de rester contre son gré. » Sa menace de retrait est, au mieux, la recherche d'une « cause célèbre » pour abandonner les responsabilités qu'elle a assumées de sa propre volonté et au pire, une tentative malveillante de discréditer la RRC. Il est regrettable que MSF lance une campagne délibérée de désinformation qui pourrait affaiblir un effort international d'assistance, largement reconnu pour être « le meilleur enregistré dans l'histoire de l'humanité ». En mettant en danger de cette manière cet élan humanitaire massif, MSF crée plus de dégâts que de bien et au final, gagne moins en comparaison de la petite contribution qu'elle a apportée à l'ensemble de l'effort de secours.



« Une organisation d'aide se retire ». **The Guardian** (Royaume-Uni), Nairobi, 31 octobre 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Le gouvernement éthiopien a accusé hier une organisation de secours basée en France d'affaiblir l'effort d'aide aux victimes de la famine avec une campagne de désinformation et lui a suggéré de quitter le pays.

La commission de secours et de réhabilitation éthiopienne, qui administre la campagne d'aide internationale, a déclaré : Médecins Sans Frontières a porté des allégations sans fondement et absurdes contre la RRC.

La semaine dernière, le directeur de Médecins Sans Frontières, Dr Rony Brauman, a déclaré à Paris que les

autorités éthiopiennes avaient rejeté la demande d'autorisation posée par son organisation pour ouvrir un centre de nutrition d'urgence pour 5000 enfants dans la zone de Kelala, dans le centre de la région du Wollo. La commission de secours a déclaré qu'elle n'avait reçu aucune demande ni écrite ni orale pour ouvrir un centre de la part de Médecins Sans Frontières.



« Ethiopie: MSF ». **Libération** (France), 31 octobre 1985 (en français).

#### Extrait :

Ethiopie: MSF

Le torchon brûle entre l'Éthiopie et Médecins Sans Frontières. Addis-Abeba accuse, en effet, l'organisation humanitaire française de gêner les secours destinés aux victimes de la famine par une campagne de désinformation. Les autorités éthiopiennes suggèrent même à MSF de quitter le pays. La colère des autorités a été provoquée par la déclaration du directeur de MSF affirmant que les Ethiopiens avaient refusé à l'organisation d'ouvrir un centre dans la région du Wollo.

**A Korem, les autorités interdisent de nouveau aux organisations de secours de distribuer des vivres aux paysans afin de les obliger à accepter les transferts, qui ont repris.**



« Camouflage ». David Blundy, **The Sunday Times** (Royaume-Uni), 3 novembre 1985 (en anglais).

#### Extrait :

[...] Médecins Sans Frontières rapporte qu'il y a une semaine le gouvernement a interdit la distribution de rations sèches à 12 000 personnes qui vivent près du camp de Korem. Aucune raison n'a été donnée. L'agence avait été empêchée de fournir une nutrition intensive à 5 000 enfants du camp de Kelala dans le Wollo. Deux mille de ces enfants sont dans un état désespéré, affirme l'organisation, et des centaines d'entre eux sont en train de mourir. Médecins Sans Frontières ne voit qu'une seule raison pour laquelle le gouvernement n'autorise pas à apporter une assistance humanitaire: l'objectif est de persuader les gens à se réinstaller en les privant de conditions de vie appropriées dans les zones où ils vivent. « Leur attitude c'est : réinstallez-vous et vous recevrez de la nourriture et de l'assistance; restez où vous êtes et le gouvernement ne vous aidera pas » a déclaré le responsable d'un organisme d'aide britannique qui a refusé d'être nommé.



«Les déportations de masse en Éthiopie». Dr Claude Malhuret [directeur général de MSF France], **MSF rapport confidentiel**, décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Mais, dès le mois d'octobre, la stratégie des autorités éthiopiennes éclate au grand jour : les distributions de la Croix-Rouge à Korem pour les paysans de Maichew sont interdites. Depuis cette date, les paysans se retrouvent donc dans la même situation qu'auparavant, privés de tout. Il ne fait pas de doute que la plupart d'entre eux vont à nouveau tenter de venir chercher des secours et qu'ils pourront être embarqués en toute impunité, loin du regard des volontaires étrangers qui se seraient probablement scandalisés si l'on était venu chercher les « candidats au départ » dans les centres de secours.

**Le 25 octobre, au milieu de la nuit, les militaires font une brutale irruption dans le camp de Korem, entraînant la fuite de 20 000 personnes. Au matin, sous les yeux des volontaires MSF, 600 autres sont forcés à monter, à la pointe du fusil, dans des camions confisqués à SCF et conduits au camp de transit de Dessié, en attendant leur départ vers le sud. Les équipes MSF n'ont pas accès à ces camps de transit. Selon les équipes de SCF, qui y travaillent, les conditions de vie y sont effroyables. Dans les jours qui suivent, la presse internationale rapporte la violence des événements du camp de Korem.**



«Les difficultés de l'activité humanitaire en Éthiopie.» **Mémoire**. MSF France, octobre 1985 (en français).

#### Extraits :

Une opération de *resettlement* [réinstallation] portant sur 600 personnes a été menée vendredi 25 octobre. L'arrivée de la milice dans le camp de Korem a provoqué le départ dans les montagnes avoisinantes de la plus grande partie de la population, dans un mouvement de panique qui a amené les gens à laisser derrière eux les quelques biens dont ils disposent (vêtements, ustensiles de cuisine).

Jusqu'au jeudi 24 au soir, le camp de Korem regroupait une population de 25 000 personnes selon le recensement fait par les Médecins Sans Frontières

Remarque : l'organisation du camp en quatre zones (centre nutritionnel pour enfants, baraquements, 190 tentes vertes, 252 tentes noires) dont chacune a une capacité connue, permet une évaluation relativement rapide et continue de la population présente. Ceci est d'autant moins complexe que ce sont les mêmes équipes qui se rendent chaque jour dans ces différentes zones, et les connaissent donc très bien.

Vendredi 25 au matin, le camp paraissait avoir été vidé de sa population.

6000 personnes seulement s'y trouvaient. 600 personnes étaient rassemblées par la milice dans un enclos pour le *resettlement* [réinstallation].

Dans chacun des cinq baraquements d'hospitalisation (150 patients par baraquements), 15 à 40 personnes manquaient.

Dimanche 27, à la suite de la diffusion (*BBC, RFI*) d'informations concernant l'épisode du vendredi, les délégations seront d'Addis à Korem. Elle est composée de MM. David Alexander (*Save the Children Fund*), Dr Bertrand Desmoulin (Médecins Sans Frontières), Tom Franklin et Paavo Pitkannen (Nations unies), et Peter Zonderger (Comité international de la Croix-Rouge).

La délégation constate qu'environ 13 000 personnes se trouvent à ce moment dans le camp : 6 000 qui étaient restées, et 7 000 qui étaient revenues de la montagne.

Une enquête par interrogatoire, menée notamment par les fonctionnaires des Nations unies, confirme la présence jusqu'au jeudi 24 de 20 à 25 000 personnes dans le camp. Mardi 29, un recensement effectué par l'équipe de Médecins Sans Frontières permet de dénombrer 19 092 personnes.

Environ 6 000 personnes manquent encore dans le camp, par rapport au chiffre de la semaine précédente.

Parmi elles, 42 enfants et 64 adultes hospitalisés.

Au terme de la visite des représentants des organisations internationales du dimanche 27 octobre, il était convenu entre toutes les organisations de poser les cinq questions suivantes aux autorités éthiopiennes :

- 1) Les départs de population vers les zones de *resettlement* [réinstallation] sont-ils volontaires au non ?
- 2) Le CICR est-elle autorisée à distribuer, comme cela avait été prévu, la nourriture aux gens de Maichew ?
- 3) Pourquoi n'y a-t-il pas eu, comme convenu, concertation avec les organisations humanitaires ?
- 4) Pourquoi trois camions de *Save the Children Fund* ont-ils été réquisitionnés pour cette opération ?
- 5) Où sont les gens dispersés dans la région ? Sont-ils autorisés à revenir ?

Hormis un engagement sur la non-utilisation dans le futur, des véhicules des organisations humanitaires pour le transport des personnes vers les centres de transit (étape avant le *resettlement* lui-même), ces questions n'ont pas, à ce jour, reçu de réponse.



« Réfugiés de la famine transportés comme du bétail ». David Blundy, *The Times* (Royaume-Uni), 27 octobre 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Un millier de personnes ont été emmené de Korem mercredi dernier, apparemment pour être réinstallés, selon des membres de l'organisation française Médecins Sans Frontières, dont 10 volontaires travaillent dans le camp. Les réfugiés auraient été conduits par les miliciens locaux du gouvernement, sous la menace de bâtons et de fouets,

vers le terrain de football, puis chargés dans des camions et des bus et emmenés par des responsables du gouvernement. «*Il n'y a aucun doute qu'ils ont été forcés à partir*» a déclaré un représentant de l'organisation. «*Ils ont été conduits comme du bétail. Certaines des personnes emmenées étaient encore sous traitement médical. Deux d'entre elles étaient atteintes de tuberculose.*»

Les 10 000 réfugiés auraient quitté le camp jeudi et vendredi parce qu'ils craignaient une répétition du raid. Lundi dernier, j'ai visité le camp avec Bob Geldof du *Band Aid*. Il contenait 23 000 personnes. Un représentant du gouvernement a dit qu'il espérait que le camp ferme dans les trois mois. La réinstallation des Ethiopiens du Wollo et du Tigré du Nord vers des terres plus fertiles dans les provinces du sud-ouest est la politique la plus controversée de la Commission pour les secours et la réhabilitation (RRC) du gouvernement éthiopien. L'an dernier, plus de 500 000 personnes ont été réinstallées dans de terribles conditions. Ces cinq derniers mois, il y a eu une pause dans la politique mais un responsable de la RRC a déclaré la semaine dernière que le processus de réinstallation allait recommencer.

Cette politique a été largement critiquée par les gouvernements occidentaux et un nombre important des cinquante organisations internationales qui travaillent en Ethiopie. Le gouvernement maintient que sa motivation est purement pratique, mais les opposants disent que c'est partiellement politique: déplacer des gens des régions du Nord où le gouvernement fait face à une rébellion armée.



«Les Ethiopiens réquisitionnent des camions destinés à transporter l'aide alimentaire pour les opérations de réinstallation forcée.» *Associated Press*, Addis-Abeba, 30 octobre 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Selon des responsables des Nations unies, les autorités locales éthiopiennes ont réquisitionné les camions d'une organisation de secours britannique pour une opération de réinstallation qui a apparemment entraîné la fuite de milliers de victimes de la famine de leur camp.

Paavo Pitkanen, un responsable des Nations unies qui a inspecté le camp de Korem, a déclaré lundi que deux camions de *Save the Children Fund* faisaient partie des cinq camions utilisés pour emmener environ 600 personnes du camp de Korem pour un point de transit dans la ville de Dessie. Ils devaient être réinstallés dans le Sud-Ouest de l'Ethiopie.

Les responsables officiels ont déclaré que les rumeurs de l'imminence d'une réinstallation ont poussé les plus de 20 000 résidents du camp de Korem à fuir vers les montagnes environnantes tard jeudi et tôt vendredi. Environ la moitié était de retour dimanche et les responsables des secours prévoit que la plupart des autres retourneront dans les jours qui viennent, dans le camp qui est à 400 kilomètres au nord d'Addis-Abeba dans la région du Wollo. [...] Desmond Taylor, responsable exécutif du bureau des opérations d'urgence des Nations unies à Addis-Abeba,

a déclaré que les responsables locaux éthiopiens qui gèrent l'opération de réinstallation à Korem n'avaient pas reçu l'autorisation de *Save the Children* pour utiliser ses camions. Il a déclaré que ce sujet était discuté au niveau local. Le responsable de terrain de *Save the Children* en Ethiopie, David Alexander, a visité Korem dimanche mais nous n'avons pas pu le joindre pour avoir ses commentaires.

Le responsable d'une autre agence de secours, qui a demandé l'anonymat, a raconté que deux employés de *Save the Children* avaient été réquisitionnés pour conduire les camions et avaient été brièvement détenus pour avoir refusé.

Le gouvernement marxiste d'Ethiopie a maintenu que les victimes de la famine coopéraient volontairement au programme de réinstallation, mais des critiques avancent que le gouvernement essaye de réduire la population de paysans dans le Nord afin d'affaiblir le soutien aux mouvements rebelles dans la zone.

Peter Sonderegger, adjoint au responsable du Comité International de la Croix-Rouge en Ethiopie a déclaré que son organisation avait reçu des rapports selon lesquels des gens avaient été battus alors qu'ils étaient chargés à bord de camions en partance.

M. Pitkanen a déclaré que la plupart des personnes souffraient de contusions mais qu'il n'y avait eu aucune violence sérieuse.



«Par hasard». Récit de Catherine G. infirmière MSF France à Korem, **Journal MSF France Spécial Ethiopie**, destiné à la presse et aux donateurs, décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Mon contrat de six mois en Ethiopie se termine donc. En rentrant à Addis-Abeba, je m'arrête à Dessié, où il y a un centre de transit pour les populations déportées. Une femme s'approche de moi en pleurs. Je la reconnais. Sa mère, amputée, est restée à Korem. Elle semble apeurée, terrorisée, et m'explique qu'elle est en partance pour le *resettlement* [réinstallation]. A partir de ce moment, elle ne me quitte pas. Un camion MSF, qui doit repartir vers Korem, va la rapatrier. Je suis bouleversée mais rassurée sur son sort. Cette femme, comme tant d'autres, n'a pas choisi ce départ. Ils y ont été obligés, alors que l'afflux de l'aide internationale nous permettait d'aider ces gens à rester chez eux et à récupérer des effets de la famine. [...].



Tous les camps de transit étaient interdits et il y avait un énorme camp de transit à Dessié où étaient mis tous les gens qui étaient captés du Wollo, l'un des endroits, avec le Tigré, où la famine était la plus forte. Du Tigré, les gens étaient déplacés en avion. Les gens étaient chargés comme du bétail dans les antonovs, qui étaient prévus pour transporter de la nourriture. On n'avait

pas le droit d'aller autour des avions. Je ne sais plus si moi je les ai vus ou si j'imagine que je les ai vus. Je crois que j'ai plutôt eu des descriptions parce qu'ils ont fait attention de ne pas montrer ça. C'est sûr qu'on croisait des bus avec des gens dedans. A Dessié, les équipes de SCF pouvaient voir le camp de transit et ce sont eux qui nous racontaient et qui nous donnaient des taux de mortalité. C'était monstrueux. Ils nous racontaient que les gens se suicidaient parce qu'ils ne voulaient pas partir.

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Éthiopie MSF France (en français).

**Le 28 octobre, constatant que les conditions minimales d'exercice de l'action humanitaire en Éthiopie sont impossibles à obtenir, le président de MSF France obtient du conseil d'administration son accord pour que l'association expose ses difficultés à l'opinion publique. V9**



**Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France. 28 octobre 1985 (en français).**

#### Extrait :

[...] Les missions : 1) Éthiopie  
MSF travaille en Éthiopie dans quatre centres de la province du Wollo : Kobo et Korem depuis mai 1984, Kelala et Sekota depuis juin 1985. Ces deux derniers centres ont pu être ouverts grâce aux fonds recueillis par la vente du disque des « Chanteur Sans Frontières ».

Depuis quatre mois, l'équipe médicale de Kelala assiste, les mains liées, à la mort de centaines d'enfants qu'un centre de nutrition aurait permis de sauver dans leur immense majorité. Malgré des multiples demandes formulées par MSF, les autorités éthiopiennes n'ont toujours pas donné l'autorisation pour ouvrir ce centre de nutrition.

Jeudi 24 octobre, le camp de Korem regroupait une population de 24 000 personnes. Le lendemain, le camp ne comptait plus que 6 000 déplacés, les autres ayant fui dans les montagnes à cause de la menace de déplacement massif dans le Sud du pays.

Devant l'impossibilité de surmonter ces difficultés par les voies normales de la concertation, et en raison de leur gravité, cette situation a été évoquée lors d'une rencontre avec la presse anglo-américaine à Paris. Rony Brauman a précisé qu'une telle situation, dans laquelle les conditions *minima* d'une action humanitaire réelle ne sont plus respectées, remettait en cause la présence de MSF en Éthiopie.

Cette déclaration a entraîné une vive réaction de la part du gouvernement éthiopien.

Profitant de la venue en France de M. Dawit Wolde Giorgis, directeur du RRC éthiopien (*Relief and rehabilitation commission*), Rony Brauman propose que MSF présente à l'opinion publique ces difficultés.

Une discussion s'engage autour de la politique éthiopienne de *resettlement* (déplacement). La transplantation de plusieurs centaines de milliers de personnes effectuée dans des conditions inhumaines est indéfendable. Les événements que nous venons de vivre à Korem en sont la manifestation. Le déplacement de population en tant que mouvement d'intégration forcée des paysans du Nord dans les fermes collectives du Sud, dans ces conditions désastreuses, pose un très grave problème à l'ensemble des organisations humanitaires.

Le comité d'administration à l'unanimité décide de tout mettre en œuvre pour obtenir cette autorisation réitère l'importance que MSF attache à dénoncer toutes les entraves à l'accès aux soins pour chaque être humain.



*Au CA de l'automne 1985, on a posé clairement la question de l'existence physique de MSF et la position que je défendais puisque j'étais le président, c'était : « On s'en fout de MSF. Si avec ce qu'on sait et ce qu'on pense, on passe là-dessus alors à quoi ça sert d'exister. Si MSF n'arrive pas à passer la rampe, on fera autre chose, une autre ONG. MSF est un outil, ce n'est pas une valeur ». Tout le monde, tout le CA a accepté que MSF risque son existence d'association. On se disait que tous les chefs d'Etats africains allaient regarder MSF comme des espions, comme une espèce d'Amnesty International médicale qui venait là pour dénoncer. Mais bizarrement, ça ne s'est pas produit. On anticipe toujours trop. Avant la chute de l'Union soviétique, le Pape a dit « n'ayez pas peur ». Je trouvais ça beaucoup plus profond. Il avait raison. Le système soviétique a commencé à se fissurer quand la peur s'est elle-même fissurée. Le coup de pioche sur le mur de Berlin, on s'est aperçu que ce n'était qu'un mur qui tombait à coup de pioches et on n'a plus eu peur. Eh, bien, l'Éthiopie c'était notre petit mur de Berlin à nous. on n'a pas eu peur, on l'a fait clairement. J'ai toujours dit que MSF arrivait à rassembler des gens qui avaient de la pêche et de la conviction parce que personne n'était là pour défendre une rente, une situation. Personne n'a rien à perdre.*

Rony Brauman, président MSF France (en français).



*Je pense que MSF a pris un énorme risque en parlant publiquement. On s'est mis à cracher dans la soupe. Il y avait les Chanteurs Sans Frontières, on était à la une de pas mal de journaux. Ouest-France avait fait une énorme opération. Tout le monde nous donnait de l'argent et nous on a dit : « ah non, ça ne se passe pas bien ». C'était un énorme risque institutionnel. On en a discuté. On s'est demandé : « est-ce qu'on crache dans la soupe ? »*

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Éthiopie MSF France (en français).

**Le 29 octobre, Kurt Jansson, le représentant de l'ONU en Ethiopie relativise le caractère forcé des transferts et encourage les bailleurs de fonds à financer les programmes de réinstallation.**



« Appel à soutenir la réinstallation des familles éthiopiennes ». Jonathan Steele, **The Guardian** (Royaume-uni), 29 octobre 1985 (en anglais).

**Extrait :**

« Les gouvernements occidentaux devaient soutenir le programme éthiopien de réinstallation des paysans frappés par la famine, car sinon il échouera » a déclaré M. Kurt Jansson, le responsable des opérations des Nations unies en Ethiopie.

M. Jansson [l'adjoint du secrétaire général des Nations unies pour les opérations de secours en Ethiopie], qui vient de terminer son année de mission ce week-end a déclaré aux reporters que ce programme se heurtait à de nombreux problèmes, dont il avait fait part au leader éthiopien, le colonel Mengistu Haïlé Mariam, à l'occasion d'une réunion pour son départ la semaine dernière.

« Je lui ai dit que ce programme était mal préparé, qu'il avait été mis en place à l'aveuglette et qu'il requierait beaucoup d'efforts pour réussir » a-t-il déclaré.

Il y a eu aussi le grave problème des familles qui ont été séparées : selon une évaluation menée auprès de « réinstallés » provenant de la province du Wollo, dans 15% des familles manquait un parent ou au moins un enfant.

Mais, en dépit de ces difficultés, M. Jansson a pressé les gouvernements occidentaux de mettre fin à leur refus d'aider le programme, dans le cadre duquel un demi-million de personnes a été transféré de force vers des régions plus productives. Des critiques plus virulentes du programme l'ont comparé aux actions meurtrières de Pol-Pot pour dépeupler les villes du Kampuchéa, mais M. Jansson, qui a été coordinateur des secours des Nations unies au Kampuchéa après l'époque de Pol Pot a dit clairement qu'il n'avait aucune sympathie pour cette analogie.

Il a déclaré que la panique soudaine qui avait envahi, la semaine dernière, le camp de Korem, quand environ 6 000 personnes avaient pris la fuite pour éviter les transferts forcés, avait pris fin. Les observateurs des Nations unies avec lesquels il était allé là-bas, en compagnie de M. David Alexander, le chef du bureau éthiopien de *Save the Children Fund*, lui ont dit au téléphone dimanche que les gens revenaient. Il semblerait que des assurances aient été données que personne ne serait forcé à se réinstaller. Les gens ont pris peur quand ils ont été enregistrés pour la réinstallation et que 600 d'entre eux ont été chargés dans des camions. Mais Mr Jansson a souligné que qu'il n'était pas certain que les 600 aient été transportés contre leur volonté. Il a considéré comme un signe positif le fait que le problème ait été désamorcé aussi rapidement, malgré une précédente crise en mai, qui avait vu des déplacés expulsés du camp d'Ibnet.

Sur des questions plus générales, M. Jansson a déclaré que toutes les cibles des donateurs pour la fourniture de

céréales à l'Ethiopie avaient été atteintes. Le problème des transports était près d'être résolu, avec l'arrivée du premier des 100 camions financés par le *Band Aid*, 150 camions fournis par l'aide étasunienne, 100 de l'Italie et 40 de l'Allemagne de l'Ouest. La cible des distributions à l'intérieur du pays n'avait pas encore atteint les 100 000 tonnes mensuelles espérées, mais la différence de 20 000 tonnes était due aux difficultés de transport et pas au détournement par le gouvernement comme cela a parfois été avancé.

**Le 31 octobre, au cours d'une conférence de presse donnée à l'occasion de sa visite à Paris Dawit Giorgis, le responsable de la RRC [Commission de secours et de réhabilitation] est interrogé sur Kelala. Il répond que l'autorisation d'ouvrir le centre sera donnée à MSF dans les jours qui viennent. En fait cette autorisation ne sera jamais donnée. Dawit Giorgis ne rentrera pas en Ethiopie et demandera l'asile politique aux Etats-Unis, quelques semaines plus tard.**



« Nouvel appel de l'Ethiopie à l'aide internationale ». **AFP**, Paris, 31 octobre 1985 (en français).

**Extrait :**

Le responsable des secours en Ethiopie, M. Wolde Giorgis, a lancé mercredi à Paris un nouvel appel à l'aide internationale pour sauver en 1986 près de 6 millions de personnes menacées par la faim et la malnutrition.

« Malgré l'arrivée des pluies, 5 800 000 personnes ont toujours besoin de secours », a-t-il souligné au cours d'une conférence de presse dans le cadre d'une tournée de sensibilisation en Europe et aux États-Unis.

« Les secours qui nous ont été envoyés en 1985 sont déjà utilisés. Nous aurons besoin à partir de décembre de 1,1 million de tonnes de céréales », a précisé M. Dawit, qui est aussi un des responsables politiques du régime marxiste d'Addis-Abeba. Tout en se félicitant de la réponse internationale en 1985 concernant l'aide d'urgence, il a mis l'accent pour 1986 sur la réhabilitation et la reconstruction en particulier les semences, d'outils et de médicaments, outre les céréales.

M. Dawit s'est entretenu à Paris avec le responsable du ministère de la Coopération et du Développement et des représentants d'organisations humanitaires dont Médecins Sans Frontières. Dans ses discussions avec les organisations, apprend-on de bonnes sources, il a indiqué qu'il allait régler le problème de l'ouverture d'un centre de soins pour enfants à Kelala, qualifiant de « malentendu » la récente polémique entre MSF et les autorités éthiopiennes. L'un des responsables de MSF, le Dr Claude Malhuret [directeur général de MSF France], a précisé à M. Dawit que depuis juillet, son organisation avait « soigné à Kelala des populations sous alimentées » et qu'elle s'était « trouvée

face à plusieurs milliers d'enfants dont 600 en dessous de 60 % du poids normal» depuis août nous avons demandé verbalement et par écrit l'autorisation de les traiter intensivement sans recevoir de réponses, a-t-il ajouté.



«Médecins Sans Frontières : l'odieuse chantage de l'Éthiopie». Christian Chardon, **Le Parisien libéré**, (France) 1<sup>er</sup> novembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Le torchon brûlait encore hier matin, entre Médecins Sans Frontières et le gouvernement éthiopien mené par le dictateur Mengistu. L'organisation humanitaire française se déclarait «être en situation forcée de non-assistance à personne sans danger», le régime d'Addis-Abeba leurs refusant l'autorisation d'ouvrir un centre alimentaire d'urgence pour 5 000 enfants dans la région de Kelala (Nord de l'Éthiopie). «Si les Éthiopiens n'acceptent pas notre proposition, nous partirons», déclarait le docteur Rony Brauman, directeur [en réalité, Rony Brauman est président] de Médecins Sans Frontières. Un départ qui semblait satisfaire les autorités éthiopiennes qui avaient déjà suggéré à Médecins Sans Frontières de quitter le pays... Et puis, le miracle.

À l'ambassade éthiopienne de Paris où le docteur Brauman s'est entretenu dans l'après-midi avec M. Dawitt, patron de la RRC (commission éthiopienne de secours et de réhabilitation), une solution a été trouvée garantissant ainsi les chances de survie des 5,8 millions éthiopiens qui auront encore besoin de l'aide alimentaire en 1986.

[...] Jusqu'à aujourd'hui, il refusait l'implantation du centre alimentaire de Médecins Sans Frontières pour éviter toute concentration excessive de population autour de Kelala. Mais, pour une fois, le bon sens a triomphé. Médecins Sans Frontières a obtenu l'autorisation qu'il réclamait. Dans deux jours, son centre pourra être ouvert...



Dawit Georgis, le chef de la RRC [Commission de secours et de réhabilitation] est venu en visite à Paris. Il a donné une conférence de presse à laquelle on est allé Rony et moi. On l'a attaqué sur Kélala parce que la polémique était lancée sur Kélala : «MSF ne peut pas soigner les gens, les gamins meurent, ça ne va pas. Pourquoi n'a-t-on pas le droit ?» La raison c'était que ce site ne devait pas être confortable, parce que les gens ne devaient pas rester à Kélala. On ne devait pas créer un camp. Or si on montait un centre thérapeutique, on allait créer un camp. Il ne fallait pas, les gens devaient soit rentrer chez eux, soit aller dans le Sud. Interdiction d'ouvrir quelque chose de fixe. A la conférence de presse, on a posé la question de Kelala à Dawit, qui est devenu vert. Les journalistes français ont reposé la question à Dawit. Il a dit

qu'on n'avait jamais demandé l'autorisation, que tout allait très bien. Il a fait ensuite une tournée américaine et européenne et il n'est pas retourné en Éthiopie. C'était la première défection. Dawit c'était un monsieur très très important. Il avait sans doute fait partie du politburo. C'est lui le général en chef qui avait lancé la grande offensive «étoile rouge» sur l'Erythrée au début des années 80... On ne va pas dire que c'est à cause de Kélala qu'il a fait défection, mais après cette visite là, il n'est pas rentré.

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Éthiopie MSF France (en français).

Dans son numéro de novembre, **Le Monde diplomatique** revient sur le sujet de Liberté Sans Frontières et publie, un droit de réponse du président de MSF France, au dossier du numéro du mois de mai et un article du directeur de MSF Belgique.



«Controverse sur l'aide humanitaire et ses utilisations politiques. Tiers-mondisme : les intentions et les résultats». Rony Brauman, **Le Monde Diplomatique** (France), novembre 1985 (en français).

#### Extraits :

La fondation Liberté Sans Frontières serait «issue de deux filières» connues pour leur ancrage à droite : l'internationale de la résistance, et le CIEL (Comité des intellectuels pour l'Europe des Libertés).

Aucune filière de quelque ordre que ce soit n'a conduit à la formation de Liberté Sans Frontières. Et s'il est vrai que plusieurs membres du conseil d'administration de Liberté Sans Frontières ont adhéré au CIEL - ils s'en sont d'ailleurs éloignés depuis plusieurs années - ou à l'Internationale de la résistance dont ils sont encore membres, il est nécessaire de rappeler, d'une part, que ces mouvements, et en particulier l'Internationale de la résistance, regroupent de nombreuses personnalités recouvrant un éventail politique impossible à étiqueter aussi aisément : Arrabal, Olivier Todd, les membres du Parti socialiste italien, parmi de nombreux autres, sont-ils classables à droite ?

D'autre part, la qualité des membres du conseil d'administration de Libertés Sans Frontières que n'a pas cités A. Gresh vient à son tour démentir les «choix idéologiques» qui nous sont attribués : Jacques Giri et Gilbert Etienne, spécialistes de développement rural, Joseph Klatzmann, professeur d'agronomie, Jacques Dupâquier, historien démographe, Michel Salomon, spécialiste des problèmes de santé, auraient pu également apparaître. Tout comme les membres de Médecins Sans Frontières que leur engagement sur le terrain rend particulièrement attentifs aux conséquences humaines des échecs qu'ils ont été amenés

à observer. Ou comme Octavio Paz, premier membre du comité international de parrainage.

[...] Toutes les organisations de solidarité consacrent une partie, parfois considérable, de leurs ressources à la réflexion et à l'information. En ce qui concerne Médecins Sans Frontières, le choix est simple. Notre assemblée générale a décidé de se doter de ce centre de réflexion et d'information qu'est Liberté Sans Frontières, en n'y consacrant qu'une part extrêmement modeste de ses ressources : moins de 5 %. La part du budget alloué à Liberté Sans Frontières est à ce jour de 0,35 %.

[...] En niant la pertinence du concept de tiers-monde, nous soulignons qu'il n'existe pas de solution ou d'approche globale à des problèmes communs aux pays pauvres de la planète : la crise que traverse depuis dix ans l'Argentine a-t-elle une valeur démonstrative ? Illustre-t-elle, comme le suggère l'article de Claude Julien, le cynisme des puissances occidentales ? Est-elle un cas particulier exemplaire de cette relation de domination que le Nord n'a jamais cessé d'imposer au Sud ?

[...] L'existence de liens économiques entre les différents pays de la planète n'implique pas que ces liens soient à l'origine des crises ou catastrophes qui frappent un ou plusieurs de ces pays.

Liberté Sans Frontières serait le champion du libéralisme sauvage comme remède au sous-développement.

Dans aucun document de Liberté Sans Frontières ne figure l'idée que les forces du marché sont la seule dynamique sur laquelle s'appuyer, ou que l'entreprise privée représente le seul moyen de développer les pays pauvres.

Ce que nous disons, en revanche, c'est que le poids des erreurs humaines, des mauvaises décisions politiques locales, est déterminant, avant les facteurs extérieurs, dans nombre de situations dramatiques.



« Controverse sur l'aide humanitaire et ses utilisations politiques. Solidarité et non-alignement idéologique ». Philippe Laurent [directeur MSF Belgique], *Le Monde Diplomatique* (France), novembre 1985 (en français).

#### Extrait :

En lançant à grand bruit la fondation Liberté Sans Frontières au début de cette année, l'association Médecins Sans Frontières n'a pas seulement réussi à attiser la polémique à propos du tiers-mondisme, elle a aussi provoqué l'éclatement du mouvement Médecins Sans Frontières lui-même. L'initiative était pour le moins paradoxale. Médecins Sans Frontières se présente comme une organisation apolitique. Quatre des cinq articles de sa charte constitutive développent ce principe. Son but est d'apporter une assistance médicale rapide à des populations en détresse. La fondation Liberté Sans Frontières, en revanche, inscrit directement ses activités non médicales dans le champ politique.

Il y a donc incompatibilité entre MSF et LSF. Or MSF-France fournit à LSF financement, locaux, dirigeants ; elle apporte à la fondation un soutien logistique et une

caution morale qui lui ouvrent l'accès direct à la notoriété. Face à cette ambiguïté, MSF-Belgique décidait en avril 1985 d'arrêter toute collaboration avec son homologue français tant qu'une distinction nette n'apparaîtrait pas entre celle-ci et LSF.

[...] L'emploi du terme « apolitisme » suscite souvent la réaction : « *Mais l'apolitisme n'existe pas ; tout acte a une signification politique.* » Pourtant le sens commun permet à la majorité des gens d'utiliser le mot pour faire une distinction avec la politique et de se comprendre. Ce qui importe, c'est l'intention : l'acte repose-t-il sur un *a priori* idéologique ? Cela permet parfois de distinguer une distribution de tracts électoraux d'une consultation dans un dispensaire de brousse. On rétorquera qu'assurer des soins médicaux peut aider à conforter un pouvoir. On répondra que ce n'est pas l'amélioration de la santé d'une population qui a jamais empêché les changements. Et la discussion peut se poursuivre à l'infini.

[...] A l'heure où la société secrète un puissant courant de solidarité dégagé de tout *a priori* idéologique ; à l'heure où ce courant peut trouver appui sur un monde associatif maîtrisant de mieux en mieux ses possibilités, MSF-France penche vers la politique. Est-ce hasard ou nécessité ? Est-ce un accident isolé lié à l'action fortuite de quelques personnes ? Ou est-ce un événement significatif tendant à montrer qu'un mouvement apolitique est instable par nature et qu'il ne peut se dépasser que dans la politique ? Au faite de sa gloire, MSF-France se trouve-t-elle dans une impasse ?

Pourtant, pour les nouveaux aventuriers, il reste bien de l'espace à explorer dans le « champ du possible » : les techniques médicales d'assistance rapide à des populations doivent encore être améliorées ; il est impératif d'établir un système d'alerte détectant précocement les famines ; la formation du corps médical expatrié se rendant dans le tiers-monde doit être plus soignée ; la création d'une université européenne centrée sur les problèmes des pays en voie de développement - et en collaboration avec eux - pourrait judicieusement contribuer à faire évoluer la féodalité qui règne actuellement dans ce domaine.

L'acquisition de techniques et leur amélioration sont peut-être moins glorieuses. Elles demandent un travail fastidieux, obscur, médiocre diront certains. Mais elles seules permettent à l'élan du cœur de trouver une légitimité dans l'action efficace et non le mur du beau geste.

**Le 3 novembre, le *Sunday Times* publie un article sur le scandale des transferts forcés et le mutisme des organisations d'aide à ce sujet. L'administrateur de MSF en Ethiopie s'y indigné des déclarations contradictoires du chef de mission de *Concern* sur les conditions de transferts et de réinstallation dans le Sud. MSF y est présentée comme la seule organisation de secours acceptant de parler publiquement.**



« Camouflage ». David Blundy, *The Sunday Times* (Royaume-uni), 3 novembre 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Au moins 50 000 et peut-être 100 000 paysans éthiopiens sont morts cette année, à cause du programme de réinstallation de leur gouvernement, selon les preuves secrètes des organisations de secours internationales et des sources des gouvernements internationaux à Addis-Abeba. Les agences de secours, ont cependant refusé de publier ces preuves parce qu'elles craignent que le gouvernement marxiste éthiopien ne les expulse et que des nouvelles aussi horribles n'assèchent les dons des pays occidentaux.

Mais une organisation américaine, *Cultural Survival Inc*, publiera prochainement les résultats d'interviews de 250 réfugiés éthiopiens au Soudan.

Ce rapport a déjà été condamné par le gouvernement éthiopien et, au moins publiquement, par quelques organisations d'aide à Addis. Le gouvernement d'Addis maintient qu'il a besoin de réinstaller plus de 1 million de personnes dans le Sud parce que les terres qu'ils cultivent dans le Nord de l'Ethiopie sont érodées et improductifs.

Cependant, le *Sunday Times* a passé en revue des preuves inédites fournies par trois organisations d'aide internationales, basées sur des interviews menées en Ethiopie, qui suggèrent que le rapport de *Cultural Survival* dit la vérité. Un rapport secret de la Ligue des Croix-Rouge montre que les conditions dans les zones de réinstallation du Sud de l'Ethiopie sont terrifiantes. Les paysans manquent de nourriture, de logements, d'outils, de semences et n'ont pas d'accès aux soins. Les facilités sanitaires dans les villages sont, dans certains cas, quasi inexistantes.

Les personnes réinstallées des hautes terres éthiopiennes sont mortes par dizaines de milliers, de la malaria, dans les marécages infectés de moustiques des basses terres.

De nombreuses personnes sont mortes de maladie et de malnutrition quand elles se sont installées. Elles ont voyagé sans soins dans des moyens de transport bondés. Il y a aussi des preuves que des milliers de personnes ont été forcées à se déplacer par des miliciens éthiopiens. Selon un membre de l'organisation française Médecins Sans Frontières ils ont été transportés comme du bétail dans des camions et des bus dans les centres d'approvisionnement des villages du Nord.

[...] Il ne fait aucun doute que les organisations internationales et les gouvernements occidentaux ont couvert ces horreurs qui se sont déroulées pendant les réinstallations plus tôt cette année. Ils ont deux craintes : que le gouvernement éthiopien, qui est extrêmement sensible aux critiques, arrête de coopérer avec elles, voire même les expulse et que ces histoires qui donnent une mauvaise image du gouvernement éthiopien n'assèchent les dons des pays occidentaux. Les responsables de l'aide refusent de discuter publiquement de cette question.

[...] Mais dans des conversations privées avec d'autres travailleurs humanitaires, la face sombre des réinstallations commence à émerger. Un membre expérimenté d'une organisation britannique a déclaré que selon les

statistiques des camps de transit et des zones de réinstallation, environ 50 000 personnes sont décédées cette année.

[...] La seule organisation qui accepte de parler publiquement du terrible taux de mortalité et des conditions de réinstallation est Médecins Sans Frontières qui est aujourd'hui expulsée par le gouvernement éthiopien. Comme l'a déclaré le responsable de la RRC : « *Médecins Sans Frontières est l'organisation qui l'ouvre le plus mais qui en fait le moins, je leur montre la porte et ils n'ont plus qu'à la franchir* ».



Au cours d'une réunion du CRDA [Christian relief and development agency, organisme de coordination des ONG en Ethiopie] le type de Concern a cité un chiffre de mortalité et Michel Fizbin, notre administrateur à Addis-Abeba l'a repris publiquement. Ca a été le début des hostilités. Concern a dit que ce n'était pas normal qu'on reprenne ce chiffre là.

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

**Le 4 novembre, MSF recommande l'établissement d'un moratoire de trois mois sur les transferts afin qu'une commission d'enquête clarifie trois points : la viabilité des territoires du Nord et la possibilité de réinstallations locales, les conditions d'installations dans toutes les terres concernées, la liberté de choix des personnes transférées et la non-séparation des familles.**

**Ces recommandations sont exposées dans un rapport rédigé par Claude Malhuret, le directeur général de MSF France qui décrit les déportations de masse en Ethiopie à partir de toutes les informations compilées par MSF : témoignages et observations médicales des volontaires des différentes organisations dans les camps, données de Concern, rapport des anthropologues du PAM et de l'USAID, textes et discours - programmes des autorités éthiopiennes elles-mêmes.**



« Ethiopie : Médecins Sans Frontières dénonce les déplacements de population ». Pierre Haski, *Libération* (France), 5 novembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Une commission d'enquête internationale doit se rendre en Ethiopie : telle est la demande exprimée par Rony Brauman, président de Médecins Sans Frontières (MSF), au moment où de nouvelles accusations sont lancées contre la politique éthiopienne de déplacements de population.

En lançant cette demande, le président de MSF prend un risque : son organisation est déjà sous le coup d'une menace d'expulsion d'Éthiopie, après plusieurs conflits avec les autorités d'Addis-Abeba.

Le *Sunday Times* de Londres, en publiant un important dossier intitulé «cover-up» (dissimulation), a jeté dimanche un pavé dans la mare de l'aide internationale (voir *Libération* d'hier). Selon l'enquête, s'appuyant en particulier sur un rapport secret de la Ligue des sociétés de Croix-Rouge et une estimation de l'organisation irlandaise *Concern*, ce journal affirme que de 50 000 à 100 000 personnes sont mortes en Éthiopie du fait de la politique gouvernementale de déplacement de population.

Sans s'engager sur un chiffre aussi précis, Rony Brauman a déclaré hier à *Libération* que la politique gouvernementale de *resettlement* (réinstallation) a provoqué des morts «par dizaines de milliers». Selon lui, les paysans éthiopiens emmenés pour la plupart de force pour être réinstallés dans le Sud du pays, sont pris «n'importe comment», dans «des conditions de défaillance psychologique, et ça compte», et enfin sont emmenés dans des régions où les «conditions d'accueil sont inexistantes». Des régions, qui plus est, leur sont étrangères sur le plan ethnique. Bref, ajoute-t-il, «tous les ingrédients pour un coût humain terrible».

[...] MSF et l'Éthiopie étaient déjà à couteaux tirés pour une autre affaire : l'organisation humanitaire, qui fut l'une des premières présentées dans ce pays, réclamait à cor et à cri depuis juin l'ouverture d'un centre de nutrition pour enfants à Kelala, où une équipe médicale de MSF s'est installée grâce aux fonds de Chanteurs Sans Frontières. Devant l'absence de réaction officielle, MSF a décidé, sous pression de ses équipes sur le terrain de parler fort, estimant que si «les conditions minimums d'une action humanitaire réelle ne sont plus respectées», la présence de l'organisation en Éthiopie pourrait être remise en cause. «Nous ne vous retenons pas, ont répondu les Éthiopiens. Faut-il pousser des «coups de gueule» de la sorte? «On ne peut pas tout couvrir éternellement sous prétexte qu'il faut sauver ce qui peut être sauvé» répond Rony Brauman, qui craint que l'Éthiopie ne soit un «futur scandale». «Je prends date pour la prochaine famine dans le Sud», dit-il. Aider et la boucler? Cet éternel débat qui entoure l'aide à l'Éthiopie est d'autant plus délicat que tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut continuer à aider ce peuple qui aura encore besoin, cette année, d'au moins 1 million de tonnes de céréales de l'aide internationale. Une commission d'enquête indépendante décrierait l'atmosphère, mais les chances de voir Addis-Abeba l'accepter sont quasiment nulles.



«Des dizaines de milliers de personnes seraient mortes au cours des transferts». **Le Monde** (AP, AFP), 8 novembre 1985 (en français).

#### Extrait :

M, Rony Brauman, président de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF), a demandé, jeudi 7

novembre, l'ouverture d'une commission d'enquête sur les programmes de transfert de population en Éthiopie. D'après des témoins, dont des membres de MSF, ces départs «sont forcés, sous la menace d'armes» et les conditions de vie dans les centres de transit sont «épouvantables». Selon l'organisation humanitaire irlandaise *Concern*, citée par MSF, environ 20% des personnes déplacées décèdent ou sont décédées à leur arrivée. De son côté, l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times* estime que cinquante mille paysans éthiopiens au moins, et peut-être cent mille, sont morts en 1985 à cause du programme de transfert de population organisé par le gouvernement d'Addis-Abeba. *The Sunday Times* a publié, le 3 novembre, un article de son correspondant dans la capitale éthiopienne qui fait référence à des informations confidentielles d'organismes internationaux de secours. Un rapport secret de la Croix-Rouge indiquerait que les conditions de transfert des populations du nord vers le sud ont été «effroyables», et que des dizaines de milliers de personnes sont mortes de malaria dans des marécages.



«Les déportations de masse en Éthiopie». Dr Claude Malhuret [directeur général de MSF France], **MSF rapport confidentiel**, décembre 1985 (en français).

#### Extraits :

Introduction :

Depuis plus de deux ans, la communauté internationale s'est mobilisée massivement pour venir en aide au peuple éthiopien victime d'une des pires famines de l'histoire.

Des centaines de milliers de victimes ont succombé au cours de ces deux années. Mais l'ampleur des efforts fournis et le retour des pluies permettent d'envisager l'avenir avec un prudent optimisme.

Or c'est précisément le moment où l'espoir renaît qu'a choisi le gouvernement éthiopien pour relancer sur une grande échelle un gigantesque transfert de populations. Cette opération, qui s'est déjà soldée par des dizaines de milliers de morts, risque, si celle est menée à son terme, de faire autant de victimes que la famine elle-même.

L'opinion publique, comme les gouvernements occidentaux qui ont tant fait tant pour l'Éthiopie, sont aujourd'hui concernés à un double titre :

- d'une part comme témoins d'une hécatombe qui n'a plus rien à voir avec une catastrophe naturelle, mais qui provient d'une décision humaine,

- d'autre part, parce que cette opération se déroule dans des conditions qui constituent une des violations les plus massives des Droits de l'homme au cours de ces dernières années et s'effectue grâce aux moyens matériels et financiers fournis par l'aide internationale, ainsi grossièrement détournée de ses objectifs.

L'opération massive de *resettlement* [réinstallation] commencée en hiver 1984-1985 puis interrompue a repris depuis deux mois sur une grande échelle. Elle a déjà abouti à une catastrophe d'ampleur considérable ayant fait au moins 50 000 à 100 000 morts selon différents observa-

teurs. Sa continuation ne peut qu'alourdir le nombre des victimes et continuer à rendre plus difficile la distribution des secours dans les zones touchées du Nord.

Le principe même du *resettlement* [réinstallation] est probablement discutable étant donné l'insuffisance des études faites jusqu'à présent quant aux possibilités d'amélioration de l'agriculture sur place et aux réelles possibilités d'exploitation des terres de l'Ouest et du Sud-Ouest. Mais, l'essentiel n'est pas là pour le moment.

L'essentiel consiste à faire cesser le plus rapidement possible les conditions dans lesquelles se déroule actuellement le *resettlement*.

Pour cela, la seule proposition qui nous paraisse envisageable est celle d'un moratoire d'au moins trois mois à demander d'urgence au gouvernement éthiopien.

Ce moratoire permettrait à une commission d'experts internationaux de se rendre sur place afin d'interroger les paysans ayant été déplacés, ainsi que ceux des zones de départ.

Cette commission devrait également étudier la viabilité des terres disponibles sur les hauts-plateaux du Nord ainsi que les possibilités des terres proposées au Sud et à l'Ouest.

Elle pourrait enfin, si le principe du *resettlement* [réinstallation] semble justifié, ce qui est tout à fait possible, proposer des solutions pour qu'il puisse s'effectuer dans des conditions correctes, comportant notamment :

- l'assurance du volontariat de la part des candidats au départ

 Malhuret [directeur général de MSF France] s'est mis en retraite 3 ou 4 jours dans son bureau pour collecter toutes les informations de Michel Fizbin, notre administrateur à Addis-Abeba et les documents éthiopiens, qui fourmillaient d'indications sur la façon dont ils envisageaient la gestion de l'aide internationale. Il a fait ce rapport très clinique sur les transferts et on a écrit dessus « rapport confidentiel » pour que ça soit bien diffusé partout. [...] La BBC publie trois fois par semaine des comptes rendus intégraux de discours qu'elle capte sur les différentes radios publiques du monde entier dans la langue originale. Elle les traduit et les met en circulation. Il y avait des espèces de petits livrets avec des centaines et des centaines de pages de discours de Mengistu, de cadres du parti etc... C'est notamment avec ces documents là que François Jean a rédigé « Du bon usage de la famine ». Ca a été une base fondamentale.

Rony Brauman, président de MSF France (en français).

**Le 14 novembre, Paris-Match, un magazine français à très fort tirage, publie l'interview du président de MSF France qui dénonce le détournement de l'aide pour opérer les transferts forcés.**



« En Éthiopie, votre argent finance des déportations massives ». Interview de Rony Brauman, *Paris-Match*, 14 novembre 1985 (en français).

#### Extraits :

Cinquante à cent mille morts en Éthiopie ! Non pas morts de faim, mais en déportation ! Mengistu Haïlé Mariam a ordonné le déplacement de plus de trois millions de personnes des hauts-plateaux du Nord vers les plaines soi-disant fertiles du sud. Des centaines de milliers d'affamés, à moitié moribonds, sont embarqués comme du bétail dans une noria de camions... Une gigantesque déportation, financée par l'aide internationale qui se perd dans les méandres d'une administration coiffée par le Parti des travailleurs marxistes-léninistes. Profitant des dons occidentaux, Mengistu a choisi le moment où la famine ravage son pays pour vider le Nord de l'Éthiopie de ses habitants afin d'isoler les guérillas de l'Érythrée et du Tigré, qui menacent le régime d'Addis-Abeba depuis plus de vingt ans. Le secrétaire général du parti a inversé la théorie de Mao, selon laquelle « *le révolutionnaire est dans les masses comme un poisson dans l'eau* », aussi entend-il, aujourd'hui, assécher la rivière pour attraper les poissons... Même si, comme au Cambodge sous Pol-Pot, des milliers des siens en perdent la vie. En parquant ces paysans dans des plaines plus faciles à contrôler que les montagnes, le Négus rouge compte ainsi former l'homme nouveau, aidé par les dix mille conseillers militaires soviétiques et cubains qui soutiennent son régime.

Président de Médecins Sans Frontières (qui compte de nombreuses équipes dans les camps de réfugiés éthiopiens), Rony Brauman rompt le silence qui entoure ce massacre pour que les démocraties occidentales réagissent enfin.

[...] Parce qu'elles ont déjà fait entre cinquante et cent mille morts ! A ce jour, cinq cent douze mille personnes ont été déplacées vers le sud, sur un total de six millions de réfugiés touchés par la famine. Le ministre des Secours, David Wolde Giorgis, m'a confirmé qu'il comptait en déplacer le plus possible... La raison officielle est que les terres du Sud sont peu peuplées et riches, contrairement à celles du Nord. Cet argument ne tient pas : il a plu dans le Nord et les terres ne se sont pas épuisées, brutalement, en deux ans ! Il existe une minorité de terres qui sont, effectivement improductives, mais la grande majorité est encore capable de nourrir des millions de gens...

A Kelala, vingt cinq mille personnes vont être déplacées bientôt. Or, cette région a été arrosée par les pluies et la récolte de céréales promet d'être convenable. Les autorités ont interdit à Médecins Sans Frontières de construire un centre de nutrition pour les huit mille enfants qui crèvent de faim ici : le parti craint que ce centre ne fixe la population qui doit être évacuée au sud... Une infirmière de Médecins Sans Frontières, Christine Meunier, et John Mitchell, un fonctionnaire des États Unis, ont rencontré, dans cette région, un groupe de cent cinquante personnes, sans bagage, sans nourriture, encadrées par dix miliciens armés... L'un des réfugiés leur a déclaré : « *on me force à partir... Je suis obligé d'abandonner ma femme enceinte et mes enfants. Que vont devenir mes bœufs et ma*

*récolte ?*». C'est bien la preuve qu'il est possible de vivre au Nord... Les déportés sont choisis au hasard, au cours de rafles brutales, destinées à remplir les quotas aveugles fixés par l'administration.

PM. Dans quelles conditions s'effectue cet exode ?

RB. Sous la contrainte et dans un climat de violence. Fin octobre, dans le camp de Korem, où Médecins Sans Frontières est présent, la milice est arrivée par surprise, peu avant l'aube, pour rassembler des réfugiés. Terrorisés, complètement paniqués, les gens se sont enfuis dans les montagnes, abandonnant le peu qu'ils possèdent. Un tiers des malades de nos hôpitaux s'est également enfui... Seuls les invalides sont restés ! Six mille personnes ont été encerclées et six cents ont été expédiées, le jour même, dans le centre de transit de Dessié. Là, elles étaient parquées dans un enclos gardé par les miliciens armés de bâtons ou de Kalachnikov... Les responsables du parti ont même réquisitionné trois camions où l'organisation humanitaire anglaise *Save the Children Fund* parce qu'ils manquaient de véhicules ! Le responsable de Médecins Sans Frontières a demandé des explications à Nurtata, le responsable local du parti, qui lui a répondu : « *C'est une opération tout à fait normale de réinstallation qui ne vous concerne pas !* ». Les gens sont ensuite montés de force, à coups de bâton, dans les camion-bennes...

PM. Pourquoi une telle mortalité pendant ce voyage ?

RB. Ces gens sont déjà très affaiblis par la faim qu'ils endurent depuis deux ans. Quand nous sommes arrivés, le poids moyen d'un adulte était de trente-deux kilos... Plusieurs tuberculeux ont même été embarqués ! Physiquement, ils ne tiennent pas le choc. Les familles sont séparées définitivement. Le gouvernement affirme que les femmes rejoindront leur mari, c'est faux puisque aucun registre de départ n'est tenu et que personne n'est en mesure de dire où se trouvent, individuellement, les gens transplantés !

Il faut comprendre que ces malheureux ont tout perdu. Ils se raccrochent à leur environnement affectif : leur famille et les équipes humanitaires, comme Médecins Sans Frontières. Ils comptent sur nous. Notre présence est leur seul espoir pour le lendemain, ils savent qu'ils seront soignés et que les milliers d'enfants pourront survivre grâce aux centres de nutrition intensive. Quand les réfugiés sont arrachés à leur milieu, ils perdent les derniers repères qui les relient à leur vie. Ils sont, psychologiquement, brisés par ce voyage vers l'inconnu. Le transport dure trois jours pour les gens du Tigré, cinq jours pour ceux du Wollo (six cents à mille kilomètres) ; il comprend des arrêts pour le regroupement dans des centres de transit dépourvus de toute installation sanitaire ou de base... La nuit, la température descend au-dessous de 10° et ces gens dorment à même le sol, les uns sur les autres pour se réchauffer... Souvent, ils n'ont pas de couverture, ils ne savent jamais s'ils pourront manger le lendemain : les distributions de graines sont irrégulières et toujours insuffisantes. Ils reçoivent, chaque jour, une poignée de maïs, mais il arrive qu'on ne leur donne rien pendant la moitié du voyage... Ils ont droit à une ou deux tasses d'eau par jour !... Avec ce régime, les plus faibles meurent automatiquement.

Dans le centre de transit de Dessié, il y a vingt à trente décès quotidiennement (ce centre est d'ailleurs interdit aux étrangers) mais les gens meurent aussi en masse dans les camions et dans les bus... Cinquante à cent mille personnes, je le répète, sont déjà mortes dans ces conditions effroyables.

PM. Qu'est-ce qui attend les survivants à la fin du voyage ?

RB. On est sûr qu'il n'existe aucune infrastructure pour accueillir ces réfugiés. Les deux cents centres de réinstallation, à l'Ouest et au sud d'Addis-Abeba, ne sont, en fait, que des plaines incultes que ces « déportés » doivent défricher à la force du poignet. Avant le départ, les responsables du parti organisent des réunions obligatoires : ils racontent qu'au Sud, c'est la Californie, l'Eldorado. Ils projettent des films de propagande qui montrent des tracteurs, des moissonneuses-batteuses récoltant le maïs des plaines fertiles... En fait, les régions d'Iubbabor et de Kefa sont des plaines sauvages qui ne seront pas capables de nourrir les hommes avant deux ou trois ans... Hans Humi un agronome suisse qui a travaillé pendant quinze ans à l'institut de la conservation des sols, à Addis-Abeba, affirme qu'une bonne partie de ces terres seront épuisées après une génération. Si elles ne sont pas irriguées, travaillées, préparées de façon adaptée, avec des moyens et du matériel, les semences seront emportées par les pluies violentes qui tombent chaque année.

PM. Mais la situation s'améliore-t-elle tout de même pour ces populations déplacées une fois le voyage terminé ?

RB. Aujourd'hui, personne ne sait exactement ce qui se passe au sud du pays. Ces régions sont interdites aux étrangers, sauf pour de rares visites ponctuelles, soigneusement encadrées... On présente aux visiteurs des « paysans » heureux, qui répondent volontiers aux questions... sous l'œil vigilant des membres du parti. Une fois, des invités étrangers se sont aperçus que ces « paysans » étaient des miliciens déguisés en agriculteurs ! Ils portaient un revolver sous leurs guenilles ! En fait, ces « déportés » doivent tout construire eux-mêmes... Et, en premier lieu, la maison du parti, avant de bâtir des hangars qui serviront d'habitations collectives. A deux exceptions près, tous ces centres sont dépourvus de médecins. Aux morts du voyage s'ajoutent ceux qui périssent arrivés sur place... Nous sommes d'autant plus inquiets que ce n'est pas la première fois que le gouvernement applique cette méthode. En 1978, plusieurs milliers d'Erythréens avaient été emmenés vers le sud. Ils devaient être auto-suffisants, sur le plan alimentaire, au bout de trois ans. L'échec a été total. Pourtant, les mêmes mesures sont de nouveau appliquées aujourd'hui, grâce à l'aide internationale et sous prétexte de la famine.

PM. L'aide internationale n'est donc pas contrôlée sur le terrain par les donateurs ?

RB. Seuls les organismes humanitaires privés, comme Médecins Sans Frontières, assurent un contrôle par les volontaires qui travaillent sur place. Ce n'est pas le cas de l'aide fournie par la Communauté européenne, les Nations unies et les gouvernements occidentaux qui apportent

l'essentiel des dons pour l'Ethiopie. Un million cinq cent mille tonnes de grains, des centaines de camions et des dizaines de millions de francs ont été mis à la disposition de la RRC (Commission de secours et de réhabilitation éthiopienne). Bob Geldof, l'organisateur du concert *Live Aid*, qui a récolté six cents millions de francs pour l'Afrique, est venu en octobre en Ethiopie... Il a visité brièvement le camp de Korem, entouré par un véritable cordon de membres du parti. Aucun responsable de notre organisation n'a pu l'approcher ! On ne sait pas comment seront utilisés les fonds du concert... Depuis que le DERG [le comité militaire provisoire] a fondé le parti des travailleurs, l'année dernière, notre collaboration avec la RRC s'est détériorée. Nous avons toujours travaillé au coude à coude avec des équipes éthiopiennes, composées de gens motivés et dynamiques... Mais, peu à peu, le parti grignote les prérogatives de la Commission et prend en main les opérations de secours. C'est le parti qui est chargé de mener à bien les transplantations de population.

[...] PM. Etes-vous prêt à retirer les équipes de Médecins Sans Frontières si le gouvernement éthiopien ne met pas fin aux transplantations de population ?

RB. Nous ne pouvons pas l'exclure. Notre présence sur le terrain est actuellement remise en question par les autorités, mais nous ferons tout pour continuer, en demeurant toutefois vigilants. C'est ce qu'attendent de nous des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants, victimes à la fois de la famine et de l'arbitraire...

**Le même jour, le président de MSF France arrive à Addis-Abeba pour soutenir les équipes et discuter avec les autres ONG, les représentants de l'ONU et des États occidentaux. Seul le délégué du CICR en Ethiopie se déclare en accord total avec la position de MSF, sur le fond comme sur la forme. Les autres organisations d'aide, bien qu'approuvant cette position sur le fond, restent circonspectes quant à la forme, par crainte de l'expulsion.**

**A l'ambassadeur de France en Ethiopie, qui se dit résigné à accepter la nature totalitaire du régime éthiopien, il affirme que tout en ne se résolvant pas à accepter cette situation, l'équipe de MSF a l'intention de continuer à travailler en Ethiopie.**

 Je suis allé en Ethiopie pour rendre visite aux équipes, parler avec elles et rencontrer le gouvernement. Je n'ai pas pu sortir d'Addis-Abeba, je n'avais pas de permis de voyager [travel permit]. Tout le monde est venu, on s'est réuni. On était d'accord. [...] On est allé boire un café chez l'ambassadeur de France. L'ambassadeur s'est enquit des motifs de ma visite. Je lui ai dit : « on va mettre les pieds dans le plat, on ne peut plus accepter ce qui se passe et le rôle que nous jouons dans toutes ces

histoires de transferts de populations ». Je lui ai dit aussi que je venais collecter d'ultimes témoignages notamment de la part d'autres ONG et il m'a raconté : « tenez, l'autre jour, je revenais de Diredawa, j'ai vu sous une pluie battante, dans un vent glacial, des centaines et des centaines de pauvres hères qui étaient là, avec un pauvre balluchon, encadrés par des miliciens. On venait de raser leur village, de le brûler entièrement, ils étaient envoyés de force à 20 kilomètres de là dans un nouveau village ». Il a conclu en disant : « ces gens là [les autorités éthiopiennes] sont des nazis » Je lui ai dit : « Je ne suis pas sûr que ce soient des nazis, mais ce qui est sûr c'est qu'à MSF, on n'accepte pas ». Et là, je l'ai vu se crispier un peu et il m'a dit : « il faut savoir en arrivant ici que ce sont des nazis, on n'accepte ou on n'accepte pas et si on accepte pas, il ne faut pas venir » Je lui ai répondu : « ce n'est pas comme ça que je vois les choses, on est là et on n'accepte pas, on fait les deux à la fois ».

Rony Brauman, président MSF France (en français).

**Le 15 novembre, une enveloppe est glissée sous la porte du bureau de MSF à Addis-Abeba. Elle contient un rapport rédigé par un responsable de terrain du Programme alimentaire mondial, qui décrit en particulier les conditions déplorables dans les camps de transit dans lesquels les paysans attendent leur départ pour être réinstallés dans le Sud de l'Ethiopie. Forts de ces nouvelles preuves, l'équipe MSF se rend chez le nouveau représentant de l'ONU en Ethiopie, qui affirme n'avoir aucune raison de penser que les transferts sont forcés.**



« Rapport de situation dans le Wollo, août-septembre 1985 ». John Joseph Mitchell, responsable de terrain du PAM, 6 novembre 1985 (en anglais).

#### Extraits :

Camp de transit de la RRC [Commission de secours et de réhabilitation] à Wegedi (Borena Awraja)

Les problèmes les plus graves dans le Wollo en août et septembre sont apparus dans les camps de transit de la RRC. Le 28 septembre, l'effectif de la population dans le camp de transit de la RRC s'élevait à 9 164. Il n'y avait pas d'eau potable, pas de facilités sanitaires, le camp était surpeuplé, le programme de nutrition était désorganisé, les distributions de rations sèches étaient inadaptées et un manque de médicaments et de personnel médical. En conséquence, la shigelle était présente dans des proportions épidémiques et le typhus était aussi courant. Les rapports d'août et septembre montrent un taux de mortalité quotidien moyen de 16 par jour. (maximum : 25, minimum : 7) la plupart mourant de shigelle. La majorité de la population à l'intérieur et à l'extérieur du camp devait être réinstallée.

Camp de transit de la RRC de Lemi RRC (Borena Awraja)  
 Nous avons observé une situation similaire à celle de Wegedi. Sur une population de 894 personnes (le 28 septembre) le taux quotidien moyen de mortalité s'élevait à 7. Comme à Wegedi cela résultait d'une mauvaise alimentation en eau, de l'absence de facilités sanitaires et du manque de médicaments. Les morts étaient dues en majorité aux shigelles et à la rougeole, mais le typhus, la pneumonie, les fièvres récurrentes étaient aussi courantes. Un programme de nutrition était en cours mais en l'absence de soins et de conditions d'hygiène correctes, il était quasiment inopérant. Au 28 septembre, 4323 personnes avaient quitté Lemi pour être réinstallés, via Dessie or Kombolcha.

[...] Discussion

La RRC et le ministère de la Santé ont réagi à la situation à Wegedi et Lemi quand la gravité de la situation a été soulignée. A Wegedi un nombre important de gens ont été renvoyés chez eux avec une ration sèche, des liquides de perfusion ont été envoyés et OXFAM a réglé rapidement le problème d'eau en installant un système provisoire de fourniture d'eau. Cependant, pour empêcher que des situations semblables se reproduisent, on doit se poser des questions sur le manque de préparation en particulier en ce qui concerne la santé publique. Il semble qu'aucune organisation n'ait de responsabilités précises et claires en ce qui concerne les camps de transit. En d'autres termes comme ils sont considérés comme temporaire, le ministère de la Santé a pris peu voire aucune mesure concernant la santé publique et contrairement aux abris fixes la RRC ne semble pas les considérer comme prioritaires.

En vertu du fait que les quotas de réinstallation auraient augmenté, il y a réellement un besoin qu'une organisation pertinente soit responsable des mesures de santé publiques.



**Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 25 novembre 1985 (en français).**

**Extraits :**

[...] ONU

Entrevue orageuse avec [Michael] Priestley (assistant du secrétaire général pour les opérations d'urgence en Ethiopie). Celui-ci conteste mollement les faits et dénonce notre « tapage médiatique augmentant les tensions et nuisant aux négociations ». Il fait spécialement référence à l'article de *Paris-Match* qu'il a entre les mains et qui semble lui brûler les doigts.

Rony [Brauman, président de MSF France] lui rappelant les principes de la liberté de la presse et la déclaration des Droits de l'homme de l'ONU, la « discussion » tourne court, Priestley déclarant « qu'il n'avait aucune raison de penser que les transferts soient forcés » (cf. lettre à Michael Priestley).

Il faut rappeler pour mémoire que Jansson, prédécesseur de Priestley (en poste depuis une semaine seulement) et le représentant du PNUD étaient en poste au Cambodge en

80 et se félicitait de l'efficacité et du modèle que représentait l'aide alimentaire au Cambodge à cette époque !



*1 ou 2 jours après notre arrivée, nous sommes reçus, Brigitte, l'équipe d'Addis et moi, par Michael Priestley, le représentant de l'ONU à Addis. Je lui explique la position de MSF en insistant sur ce que voyaient les MSF, comme les rafles et l'utilisation de l'aide comme moyen de chantage à Korem et le problème de Kelala. Il écoutait tout ça d'un air renfrogné, de plus en plus énervé. Je n'étais pas vraiment étonné de sa réaction hostile, vu la position plus qu'amicale des UN [Nations unies], vis-à-vis du Derg [Comité militaire provisoire], mais j'ai quand même commencé moi aussi à m'énerver. Au bout d'une vingtaine de minutes, ça devenait électrique, il était évident qu'il mettait en doute, sans le dire ouvertement, tout ce que nous racontions. Pour mettre les choses au clair, je lui demande donc si, d'après lui, les gens qui se trouvent dans les camps de transit et les zones de resettlement [réinstallation] sont partis de leur plein gré, ou bien de force. Alors, le visage cramoisi, il bascule son fauteuil en arrière et me répond à peu près textuellement : « je n'ai aucune raison de penser que ces gens quittent les camps contre leur volonté. » (I have no reason whatsoever to think that these people leave the camps against their will). Je me suis retenu de ne pas lui renverser son bureau sur la tête. On s'est levé et on est parti en claquant la porte.*

Rony Brauman, président MSF France (en français)

**Le 16 novembre, alors qu'ils ont un rendez-vous en particulier avec le commissaire adjoint de la RRC [Commission de secours et de réhabilitation], les représentants de MSF France se retrouvent en présence de journalistes, de l'adjoint du représentant des Nations unies pour les secours en Ethiopie et de l'ambassadeur de France en Ethiopie. Sommé de démentir ses propos sur les déplacements forcés, le président de MSF France les confirme et renouvelle sa demande de moratoire de trois mois sur les déplacements afin de permettre une enquête internationale. Après la réunion, il récapitule ses propos dans une lettre qu'il envoie au commissaire adjoint de la RRC, dans laquelle il propose d'aller faire une mission exploratoire dans le Sud pour sélectionner un endroit où MSF pourrait travailler. Il annonce que l'organisation peut doubler ou tripler ses équipes pour aider à réinstaller les victimes de la sécheresse dans de bonnes conditions. Il en envoie copies au représentant de l'ONU et à toutes les organisations de secours travaillant en Ethiopie. Les équipes de terrain soutiennent ces démarches.**

**Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 25 novembre 1985 (en français).****Extrait :**

La RRC [Commission de secours et de réhabilitation] avait fait savoir qu'elle ne désirait pas d'entrevue avec Rony [Brauman, président de MSF France] et Brigitte [Vasset, coordinatrice médicale MSF France]. Mais suite sans doute à la discussion avec Priestley, Rony est convoqué à une réunion avec Berhanou Deresa, *deputy commissioner* [commissaire] de la RRC.

Cette entrevue ne sera pas une simple réunion en tête-à-tête MSF-RRC, mais en quelque sorte une conférence de presse à laquelle assistent :

- MSF
- quatre membres de la RRC dont Berahnou Deresa
- l'ambassadeur de France
- trois représentants de l'ONU
- quatre journalistes

Le débat sera houleux, très tendu, Rony reprenant point par point toutes les accusations qu'il avait déjà portées. Les représentants de l'ONU, qui avaient sans doute fourni et traduit gracieusement pour les Ethiopiens l'article de Match, soutenaient la position de la RRC.

L'ambassadeur de France, qui avait commencé la réunion sur un ton conciliant, s'est emporté violemment à la fin contre MSF, tenant un discours opposé à celui tenu en privé et nous accusant de « proférer des insultes à un pays hôte, dans un journal à scandale », etc.

Les Ethiopiens espéraient sans doute que MSF se rétracterait sur ses déclarations au cours de la réunion, cette pratique ayant déjà été utilisée avec succès semble-t-il 4 ou 5 fois lorsque quelqu'un dénonçait certaines pratiques éthiopiennes.

MSF

Deux réunions ont eu lieu avec les coordinateurs des camps où nous travaillons pour connaître la situation sur le terrain et les sentiments des équipes. Tous sont unanimes pour aller jusqu'au bout, au risque de se faire expulser, le degré « d'intolérabilité » étant déjà dépassé.

L'objectif de MSF

Obtenir des décideurs et plus gros pourvoyeurs d'aide à l'Ethiopie la conditionnalité de leur aide : c'est-à-dire décider de l'aide à apporter en 1986, après un moratoire de trois mois pendant lesquels tout transfert de population serait suspendu, cette période permettant de faire une étude approfondie sur les possibilités de réhabilitation dans le Nord, les conditions d'accueil des zones de resettlement [réinstallation], les conditions de transfert des populations.

Pour cela, il faut démontrer que les conditions de transfert, c'est-à-dire

- accord des intéressés,
  - non-séparation des familles,
  - condition physique satisfaisante
- sont actuellement bafouées.

Claude Malhuret [directeur général de MSF France] est en train de constituer « un livre noir des déportations » en s'appuyant sur diverses sources.

Un certain nombre de démarches ont été effectuées au

niveau de la CEE. Le parlement européen est l'organisation la plus susceptible de voter une résolution assujettissant l'aide 86 à un délai de 3 mois.

La position de la CEE pourrait avoir un effet d'entraînement sur différents gouvernements.



« Les autorités éthiopiennes expulsent l'organisation Médecins Sans Frontières ». Françoise Chipaux, *Le Monde* (France), 3 décembre 1985 (en français).

**Extrait :**

[...] « Convoqué » il y a quinze jours à Addis-Abeba par le numéro deux de la Commission éthiopienne de secours et de réhabilitation (RRC), M. Berhanu Deresa, qui fait figure de numéro un en l'absence de M. Dawitt, le docteur Rony Brauman, président de MSF, devait réitérer devant un parterre soigneusement réuni de représentants d'organismes humanitaires, de fonctionnaires de la RRC, de journalistes, les accusations de son organisation contre la politique de réinstallation dans le Sud du pays des populations du Wollo, du Gonda, du Tigré, affectées par la famine. MSF dénonçait notamment les déplacements forcés de ces populations, les conditions de transport et l'impréparation des sites d'accueil.



« **Lettre de Rony Brauman**, président de MSF à M. Berhanu Deressa, commissaire adjoint de la RRC [Commission de secours et de réhabilitation], 20 novembre 1985 (en anglais).

**Extrait :**

Cher M. Berhanu Deressa

J'ai apprécié l'occasion que vous m'avez donnée lors de ma récente visite à Addis de vous faire part des préoccupations et des souhaits de Médecins Sans Frontières, en présence d'un délégué des Nations unies et de représentants de la presse internationale.

Comme je vous l'ai dit pendant cette réunion, MSF est satisfait des résultats de sa coopération avec la RRC, dont la compétence et le dévouement sont reconnus par chacun. Cependant nous sommes très inquiets de la tournure récente des événements en ce qui concerne les opérations de réhabilitation dans les provinces affectées par la sécheresse.

Le déplacement des populations du nord vers le sud, semble être devenu une priorité absolue. Je ne cherche en aucun cas ici à commenter une décision qui relève d'un Etat souverain, mais je tiens à souligner les problèmes sérieux qu'occasionnent ces réinstallations de population et les conditions dans lesquelles elles se déroulent.

Comme cette opération est devenue une absolue priorité, le travail d'urgence réalisé par MSF et les projets de réhabilitation dans le Nord deviennent de plus en plus difficiles, voire même impossibles.

A Kelala, malgré nos nombreuses demandes pendant les

quatre derniers mois, nous n'avons pas été autorisés à ouvrir le centre de nutrition nécessaire pour le traitement de 8 300 enfants dont le poids était inférieur à 70% de leur poids normal. Malgré l'accord verbal que j'ai reçu du commissaire de la RRC Dawit [Wolde-Giorgis] au cours d'un entretien à Paris le 31 octobre dernier, l'autorisation n'a pas encore été donnée. Aujourd'hui, les enfants qui avaient le plus besoin de ce centre, en particulier ceux dont le poids était inférieur à 60% de leur poids normal sont morts, alors que nous aurions pu en sauver la majorité.

Dans la même région de Kelala, les consultations de notre centre ont augmenté de 75% ces derniers mois, alors que 25 000 personnes de cette zone devaient être transférées dans le cadre de la réinstallation et que les gens craignaient d'être emmenés pendant la consultation médicale ou la distribution de nourriture.

La situation s'aggrave à Maychew, où 12 000 personnes de Korem ont été réinstallées volontairement en août dernier. Il devait y avoir une distribution mensuelle jusqu'à ce que ces gens soient autosuffisants. Ensemble avec la RRC, le CICR et *Save the Children*, nous avons soutenu avec enthousiasme ce retour sur leur terre de 12 000 personnes et participé activement.

Malheureusement, les livraisons de céréales qui seront encore essentielles pendant encore plusieurs mois ont déjà été interdites, parce que, nous-a-t-on dit, elles hypothéqueraient le processus de réinstallation dans la partie sud du pays.

La situation a été similaire à Sekota, où 60 000 personnes étaient supposées recevoir un approvisionnement général, dans le cadre d'un programme commun et où aucune des livraisons régulières de céréales par la RRC qui étaient prévues, n'est effectuée.

Les camions de la RRC qui se rendent habituellement à Sekota sont désormais utilisés pour les programmes de réinstallation. Même si les ONG et le CICR s'efforcent désormais de transporter les céréales avec leurs propres flottes de camions, ce délai a hypothéqué le retour des populations de Korem dans cette zone. De plus, le personnel de MSF peut difficilement décharger [laisser sortir (langage des hôpitaux)] les enfants convalescents des centres de nutrition si aucune nourriture n'est disponible à l'extérieur.

Comment est-il possible, dans ces conditions de planifier une évacuation du camp et d'encourager un retour à la maison ? Un retour dans la région que j'ai mentionnée est possible. La RRC en a exprimé le souhait et la population le souhaite ardemment. Je réitère ma surprise face à ce qui semble être un total changement de direction, dont les conséquences immédiates sont le gâchis de tous les efforts entrepris en vue d'une réhabilitation et du développement à long terme.

2. A Korem, la plupart des gens répartis vers les zones de réinstallation sont emmenés contre leur gré et sans égard envers leurs relations familiales. Plus de 15 000 personnes ont pris la fuite vers les montagnes voisines quand la milice est arrivée au camp de Korem le 25 octobre dernier. Un tiers de nos patients a également pris la fuite. Ce jour là, le personnel de MSF à Korem a assisté à la sélection

de 600 personnes et à leur départ forcé. Notre personnel est catégorique: la vaste majorité des gens a été forcée de quitter sous la menace et était escortée de miliciens armés. Une de nos infirmières qui circulait sur la route de Dessie avec un responsable de terrain des Nations unies a rencontré un groupe d'environ 150 jeunes hommes escortés par les miliciens. L'un d'entre eux a réussi à les informer que les miliciens étaient venus le chercher chez lui au moment où il se préparait à faire sa récolte, le séparant de sa femme et de ses enfants. Bien que la conversation aient été rapidement interrompue par les miliciens, ce témoignage nous porte à nous poser des questions sur les critères choisis pour la réinstallation.

La même situation prévaut à Kelala où parmi ceux désignés pour partir, nombreux sont ceux qui voulaient rester sur leur terre pensant qu'ils pourraient de nouveau en vivre puisque qu'une récolte prometteuse était annoncée. Nous devrions ajouter que nous avons assisté à un départ pour les réinstallations, à Korem en décembre 1984. A cette époque les départs étaient le fait de volontaires qui voulaient émigrer vers des contrées plus hospitalières. Mais là encore, il semble qu'il y ait eu un changement complet d'orientation : Les trois critères acceptés par tous: liberté de choix, non-séparation des familles et conditions de santé correctes – ont été dans la plupart des cas complètement oubliés. J'ai également parlé de ce très grave problème à M. Priestley et à M. Franklin les représentants des Nations unies.

3. Les méthodes de transport des gens vers les zones de réinstallation entraînent d'énormes taux de mortalité. Le poids moyen d'un adulte dans nos hôpitaux de Korem, l'an dernier était de 32 kg. Heureusement, la situation s'est améliorée mais les conditions physiques des personnes qui sont passées par une épreuve aussi terrible restent toujours très précaires.

Déjà physiquement affaiblies, de nombreuses personnes ont été arrachées de leurs proches pour un voyage vers une destination inconnue dans une atmosphère de menace, voire de violence, ce qui ajoute encore au traumatisme psychologique.

Cela aggrave encore l'impact physique des épreuves qu'ils ont subi et affaiblit leur résistance physique.

Finalement, alors que certains centres de transit fonctionnent correctement, certains n'ont aucun service sanitaire, insuffisamment d'eau et de nourriture. Ceci aggrave également les effets du voyage.

Tous ces facteurs expliquent les taux élevés de mortalité liés à la réinstallation des victimes de la famine. Les facteurs à l'origine de ces situations extrêmement graves ont un dénominateur commun: la priorité absolue donnée à la réinstallation très rapide dans les zones du Sud-Ouest. Ce n'est pas le rôle de MSF de donner son avis sur le bien fondé de ce plan. MSF ne cherche pas non plus à dicter ses actes au gouvernement éthiopien. Cependant, l'échelle de l'opération, impliquant plusieurs centaines de milliers d'êtres humains est devenu incompatible avec le respect des droits humains individuels.

3 ou 4 mois seraient sans doute suffisants pour améliorer le transport et les conditions de vie des personnes déplacées. Il est hautement probable qu'en cas d'amélioration

de cette situation, le nombre de volontaires augmenterait. En ce qui concerne MSF, nous sommes, comme vous le savez, tout à fait prêts à jouer notre rôle dans le processus. Vous avez suggéré que j'effectue une mission exploratoire dans les régions concernées. J'aimerais vous confirmer que je serais vraiment heureux de le faire. La trentaine de personnes que nous employons en Ethiopie peut être doublée ou même triplée, afin d'aider à réinstaller les victimes de la sécheresse. Mais comme je vous l'ai dit nous ne pouvons pas travailler dans un sens contraire à ce que souhaitent les gens. MSF aimerait continuer son travail en Ethiopie et l'étendre. Grâce à un extraordinaire mouvement de solidarité, il a été possible de monter un opération de secours d'urgence sans précédent dans l'histoire, mais les doutes sérieux qui planent sur la façon dont les opérations de secours sont actuellement menées, peuvent la mettre en danger.

C'est pourquoi je réitère la demande que je vous ai faite pendant la réunion : MSF aimerait que les autorités éthiopiennes compétentes proclament un moratoire de 3 mois afin d'autoriser une commission d'enquête à clarifier certaines questions, comme le souhaite chacun, telles que :

- La viabilité des territoires du Nord et l'échelle des réinstallations locales.
- Les conditions de vie sur toutes les terres de réinstallation.
- La liberté de choix en regard de la réinstallation et la possibilité pour les familles séparées d'être réunies.

Par la même occasion je vous renouvelle mon offre de mener une évaluation approfondie sur les sites de réinstallation afin de sélectionner, en collaboration avec la RRC, un projet dans lequel MSF pourrait s'impliquer.

La volonté d'ouverture qui est la vôtre et que vous avez réaffirmée récemment en invitant la presse internationale à assister à notre entretien est, à mes yeux, un signe encourageant.

Espérant de tout mon cœur, que vous accéderez à cette requête.

Très cordialement,

Docteur Rony Brauman

président de Médecins Sans Frontières

c.c. à toutes les personnes et organisations impliquées dans les projets de secours et de réhabilitation.



**Lettre de Rony Brauman**, président MSF France à M. Michaël Priestley, assistant du secrétaire général des Nations unies pour les opérations de secours en Ethiopie, 21 novembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Monsieur,

J'ai été très heureux de vous rencontrer et de pouvoir m'entretenir avec vous des opérations de secours et de réhabilitation en Ethiopie.

Lorsque nous avons abordé le point particulier des déplacements de population vers les sites de *resettlement* [réinstallation], vous m'avez déclaré qu'à votre connais-

sance rien ne permettait de penser que ces départs se faisaient contre la volonté des personnes concernées.

Je vous ai fait part de ma surprise : de nombreux témoignages, et en particulier ceux des équipes de Médecins Sans Frontières, montrent que la majorité des mouvements de population est actuellement effectué sous la contrainte.

Nous avons donc le sentiment que le droit de circuler et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat, garanti par l'article 13 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, est violé à une grande échelle. C'est la raison pour laquelle je voulais porter ces faits à votre connaissance.

J'ai d'ailleurs exprimé les préoccupations de Médecins Sans Frontières à ce sujet lors de mon entrevue avec M. Berhanu Deresa, *deputy commissioner* [commissaire adjoint] de la RRC [Commission de secours et de réhabilitation], et dans une lettre que je lui ai adressée, dont vous trouverez une copie ci-jointe.

Trois critères de départ vers les sites de *resettlement* [réinstallation] ont été unanimement adoptés par l'ensemble des opérations de secours en Ethiopie, y compris la *relief and rehabilitation commission* [commission de secours et de réhabilitation]

- volontariat,
- non-séparation des familles,
- condition physique suffisante.

Ces trois points sont en effet considérés par tous comme les conditions de base.

Ces conditions ne nous paraissent pas remplies. Or il m'a semblé lors de notre entretien du 15 novembre dernier que vous ne partagiez pas ce sentiment. Etant donné l'importance que nous attachons tous à cette question, j'aimerais être certain qu'il ne s'agit pas d'un malentendu entre nous, et je vous saurais gré de bien vouloir nous préciser votre position au sujet du respect de ces conditions de départ. Dans l'attente d'une réponse de votre part sur ce problème, je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de toute ma considération.

Dr Rony Brauman

Président



« L'Ethiopie a toujours besoin d'aide mais ne meurt plus de faim ». Blaine Harden, *Washington Post Service pour International Herald Tribune*, 30 novembre 1985 (en anglais).

#### Extrait :

[...] La semaine dernière, le président de Médecins Sans Frontières, une organisation française de volontaires, qui travaille à Korem, a eu un entretien houleux à Addis Abeba, la capitale, avec le directeur adjoint de la Commission gouvernementale pour les secours et la réhabilitation [RCC]. « *Quand les gens sont transférés contre leur volonté, quand les miliciens débarquent pour proposer la réinstallation, ce n'est évidemment pas un problème politique; c'est un problème humain* » a déclaré Rony Brauman de Médecins Sans Frontières. « *Nous ne pensons pas que notre rôle ici en Ethiopie, est de nous taire.* »

« Pourquoi tous ces gens prennent-ils la fuite vers les montagnes ? » a demandé le docteur Rony Brauman à Berhanu Deressa, directeur adjoint de la commission. « Parce que Médecins Sans Frontières leur monte la tête » a répondu M. Berhanu d'un ton acerbe. Puis, indigné, M. Berhanu a fait une déclaration plus générale soulignant combien l'alliance que la famine avait créée entre les bailleurs de fonds occidentaux et l'Éthiopie était pleine de difficultés et de défiance : « Je n'accepterai pas votre insistance à poser des conditions. Vous resterez humanitaires si vous faites votre travail. Vous n'êtes compétent sur aucun autre aspect de notre programme. Nous avons des façons d'agir différentes en Éthiopie. On ne peut rien nous dicter. »



Médecins Sans Frontières demande un moratoire de trois mois dans les opérations de transfèrement des populations. **AFP**, Paris, 18 novembre 1985 (en français).

#### Extrait :

L'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) demande une interruption de trois mois des opérations de transfèrement des populations du Nord de l'Éthiopie dans les régions méridionales du pays, a annoncé, lundi à Paris, le président de MSF, le Dr Rony Brauman. Ce moratoire, a précisé le Dr Brauman à l'AFP, « devrait permettre une évaluation des problèmes posés par les déplacements de populations vers le sud de l'Éthiopie. » MSF, a-t-il ajouté, adressera une lettre en ce sens à la Commission éthiopienne de secours et de réinstallation (RRC, chargée des transfèvements de population). Ces déplacements, a rappelé le Dr Brauman, doivent, conformément à l'article 13 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, respecter trois principes : le volontariat des personnes concernées, la non-séparation des familles et un « état physique correct » permettant le voyage. « Ces principes, à l'évidence, ne sont plus respectés », a-t-il ajouté. Depuis quelques mois on note une « intensification des opérations de réinstallation », d'une part, et « une hostilité croissante des populations concernées », d'autre part. Depuis le début des opérations, il y a environ un an, quelque 500 000 personnes des provinces septentrionales éthiopiennes ont été déplacées vers les régions méridionales du pays. 100 000 personnes, a confirmé le Dr Brauman, soit entre 15 à 20% des personnes déplacées, sont mortes lors de leur transfèrement ou dans les trois mois suivant leur arrivée.

Depuis un mois ou deux, a précisé le Dr Brauman, les organisations non gouvernementales (ONG) opérant en Éthiopie, parmi lesquelles MSF, rencontrent de plus en plus de difficultés.

Les populations, a affirmé le Dr Brauman, manifestent de plus en plus de réticence à venir dans les centres de réfugiés, tels Korem, Sekoto, Kalala, de peur d'être embarquées de force vers les régions du Sud du pays.

Cette attitude a pour origine les renseignements parvenus aux populations sur les conditions d'accueil - souvent « précaires » - dans le Sud du pays, a précisé le président de MSF, en rappelant que les déplacements de populations

avaient souvent été volontaires dans les premiers temps. Les autorités éthiopiennes ont la volonté de parvenir d'ici à la fin de cette année à réinstaller dans le Sud du pays environ 1,5 million de personnes des provinces septentrionales, a affirmé le Dr Brauman. Or, a-t-il ajouté, des déplacements ne sont pas - ou plus - nécessaires : certaines régions du Nord de l'Éthiopie ont connu au printemps dernier des pluies abondantes. Dans d'autres, la fourniture de pesticides, notamment, permettrait de sauver les récoltes détruites par les parasites et d'éviter la famine.

Dans de nombreux endroits, selon le Dr Brauman, un programme de forages de puits et de construction d'irrigation, dans une « région où l'eau ne manque pas », permettrait aux populations du Nord du pays de demeurer sur place. MSF, a indiqué le Dr Brauman, est prête à apporter son concours à ce type de programme, que les autorités éthiopiennes ont refusé d'envisager jusqu'à maintenant.



J'ai été convoqué à une réunion avec Berhanu Deressa [le responsable adjoint de la RRC]. En fait, ce n'était pas une réunion, mais une conférence de presse. C'est là que j'ai fait mon speech final. J'ai dit à la conférence de presse tout ce que j'avais l'intention de lui dire dans son bureau. [...] Il y a eu une altercation avec l'ambassadeur de France, je l'ai traité de pétainiste. Je lui ai dit : « vous deviez être pétainiste sous Pétain, gaulliste sous de Gaulle, vous êtes ce que je méprise le plus, foutez le camp ». Cela a été saignant ! On est rentré à Paris quelques jours après cette conférence de presse. J'ai tout de suite envoyé une lettre détaillée à Deressa dans laquelle je synthétisais à la fois les faits, la position et les demandes de MSF.

Rony Brauman, président de MSF France (en français)



On était devant la bande à Deressa. On avait demandé une réunion avec la RRC [Commission de secours et de réhabilitation] et on s'est retrouvé à une réunion avec la RRC, qui avait convoqué la presse et l'ambassadeur de France. Ils voulaient qu'on renie tout ce qu'on avait dit auparavant, qu'on revienne sur nos propos et qu'on admette que ça n'allait pas si mal etc... c'était un tribunal populaire. [...] A la fin, l'ambassadeur de France dit: « c'est inadmissible vous n'êtes pas dignes d'être Français » ou quelque chose du genre. « Vous êtes des moins que rien, vous n'arrêtez pas de mentir ». Là, Rony a failli lui casser la figure ! J'ai dû le retenir. Je te jure qu'il allait le taper. C'est là qu'il l'a traité de « collabo ». Là encore, on s'est dit: « ça s'est mal passé ».

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme MSF France (en français).

**Le 20 novembre, le porte-parole du bureau des Nations unies pour les opérations d'urgence en Afrique à New York, déclare que les Nations unies ne peuvent pas se prononcer au sujet des déplacements forcés.**



«L'ONU ne dispose d'aucun élément sur les éventuelles victimes des opérations de réinstallation en Ethiopie». **AFP**, Nations unies New York, 21 novembre 1985 (en français).

#### Extrait :

[...] Les Nations unies ont indiqué jeudi n'avoir aucun élément permettant d'affirmer que des dizaines de milliers de réfugiés éthiopiens auraient perdu la vie au cours d'opérations forcées de réinstallations dans des régions moins arides du pays. Selon les dirigeants de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières de 50 000 à 100 000 Ethiopiens seraient morts au cours de telles opérations.

Le porte-parole de l'office des Nations unies pour les opérations d'urgence à l'Afrique, M. Djibril Diallo, a déclaré que ce service n'avait aucun moyen de se prononcer à ce sujet. Il a rappelé que le gouvernement éthiopien a souligné à maintes reprises ne procéder qu'à des opérations de réinstallations volontaires, et que les incidents s'étant parfois produits étaient dus à des initiatives de fonctionnaires locaux non approuvées par Addis-Abeba.

**Le 21 novembre, Berhanu Derhessa, le responsable adjoint de la RRC accuse MSF de mentir et de mener une campagne de diffamation dans un but politique et non humanitaire.**



«Un responsable éthiopien accuse Médecins Sans Frontières de reprendre une « campagne de diffamation ». **AFP**, Addis-Abeba, 22 novembre 1985 (en français).

#### Extraits :

Le différend entre les autorités éthiopiennes et l'organisation humanitaire française Médecins Sans Frontières (MSF) a rebondi jeudi avec une déclaration du commissaire adjoint éthiopien aux secours et à la réhabilitation, M. Berhanu Deressa, accusant MSF d'avoir repris sa « campagne de diffamation » contre les efforts éthiopiens en faveur des victimes de la famine.

Il répondait ainsi à la déclaration faite mardi dernier à Paris par le président de Médecins Sans Frontières, M. Rony Brauman, qui avait demandé une interruption de trois mois des opérations de transfèrement des victimes de la famine du Nord de l'Ethiopie vers des régions plus fertiles du Sud du pays, affirmant que 100 000 personnes

étaient mortes jusqu'à présent au cours de ces opérations. Aux accusations de MSF - conditions de transport inadéquates et infrastructures insuffisantes dans le Sud pour recevoir les nouveaux arrivants - M. Berhanu a répondu que les autorités éthiopiennes faisaient tout ce qu'elles pouvaient, avec les moyens à leur disposition, tout en rappelant que l'Ethiopie était un pays pauvre.

«*Mieux vaut transporter des gens dans de mauvaises conditions pour leur assurer un avenir plutôt que de les laisser mourir de faim*», a déclaré M. Berhanu.

Pour M. Berhanu, la campagne de MSF a un but politique et non humanitaire. L'organisation, a-t-il accusé, cherche à dicter sa conduite au gouvernement éthiopien, n'hésitant pas à recourir au mensonge pour soutenir ses accusations devant l'opinion publique. Il a par ailleurs rejeté les accusations de l'organisation française, qui affirmait que ses opérations en Ethiopie étaient restreintes par les autorités. Les seules limites à l'action de MSF sont celles que lui imposent ses ressources, a déclaré M. Berhanu en ajoutant que les nouveaux projets devaient d'abord être présentés pour approbation au gouvernement.

**Les camions ayant été réquisitionnés pour l'opération de transfert forcé, les céréales ne sont pas livrées sur le site de Sekota, qui accueille désormais 60 000 déplacés. Une bonne partie de ces derniers sont revenus de Korem, pensant la situation améliorée. L'équipe MSF garde les enfants après leur guérison dans le centre de nutrition, pour éviter de les renvoyer dans la spirale de la famine.**

Le 25 novembre, une centaine de personnes du camp de Sekota sont rassemblées avec brutalité par les militaires, dont plusieurs mères et enfants pris en charge dans le centre de nutrition de MSF. L'équipe obtient auprès des autorités locales, la libération d'une partie d'entre eux. Les militaires expliquent que les autres ne vont pas être déportés mais vont suivre une « séance d'entraînement sanitaire ». Un bon nombre d'entre eux, dont certains devraient même être hospitalisés, sont des patients de MSF et des bénéficiaires de l'aide de la RRC.

**Le 26 novembre, les deux infirmiers MSF découvrent deux cents personnes, enfermées dans une petite église à l'écart du village, sans eau et sans nourriture. Ces événements sont rapportés par courrier, le 29 novembre au commissaire adjoint de la RRC.**



**Lettre** de Bertrand Desmoulins, coordinateur médical MSF France en Ethiopie à Berhanu Deressa, commissaire adjoint de la RRC, 29 novembre 1985 (en anglais) + rapport de l'équipe de MSF Sekota, 26 novembre 1985 (en français).

**Extrait :**

Cher monsieur,

Je joins pour votre information un court rapport rédigé par notre équipe de Sekota. Ils mentionnent que notre infirmière, Françoise Leduc, a été frappée par un milicien alors qu'elle essayait de retrouver des enfants du centre de nutrition de MSF qui étaient parqués dans une vieille église afin d'être transférés dans le cadre du programme de réinstallation.



**Rapport de l'équipe MSF de Sekota**, 26 novembre 1985 (en français).

**Extrait :**

Lundi 25 novembre, 16.3.78, 17h30

A l'open field proche de l'isolation de MSF., rassemblement forcé d'une partie de la population de l'O.F. (100 personnes) [*open field* – camp de déplacés en plein air]

Nous nous trouvons sur place (Brigitte, Françoise et Yves) et nous réalisons que parmi ces gens se trouvent deux employés du *feeding* [centre de nutrition] plus un certain nombre de mères et d'enfants du *feeding* MSF.

Nous intervenons pour demander l'autorisation de récupérer nos employés et les gens du *feeding*.

Nous pouvons témoigner de coups portés par les miliciens à la population et de la part de certains responsables de l'administration d'une grande agressivité à notre égard.

Finalement nous obtenons de repartir avec nos deux employés et quelques mères et enfants du *feeding*.

Notre intervention provoqua encore plus de mouvements au milieu de la foule qui tentait de s'échapper.

Immédiatement nous rencontrons le camarade Nurtata sur place du village. Faisant part de notre préoccupation à ce sujet, nous lui demandons un *screening* [triage] immédiat afin de récupérer les personnes du *feeding*.

Après un accord verbal, nous passons au *feeding* accompagné d'un responsable administratif et avec l'aide de la population nous établissons une liste rapide et incomplète des adultes emportés. (Les bracelets facilitant l'identification des enfants.)

Sur les lieux vides, le responsable administratif nous dit ignorer la nouvelle destination.

La nuit tombée rendant impossible la poursuite des recherches nous retournons auprès de M. Nurtata pour lui communiquer la liste et un accord verbal nous autorise à faire un *screening* le lendemain matin à 8h.

Mardi 26 novembre / 17.3.78 - 6h30

Philippe et Marie-José lors du footing habituel, près de l'église italienne désaffectée entendent des cris et des gémissements derrière la porte de l'église fermée avec de la corde et gardée par cinq miliciens en armes.

Philippe, sans que les miliciens l'en empêchent, défait les nœuds et pénètre à l'intérieur de l'église.

Là environ 200 personnes (adultes et enfants) debout faute de place se précipitent sur lui désirant sortir.

Philippe à l'intérieur, Marie-José part alerter le reste de l'équipe. A l'intérieur les hommes et les femmes crient et pleurent montrant du doigt la direction du *feeding* où leurs enfants sont restés.

Inspectant l'intérieur de l'église, il découvre une femme gisante inconsciente avec un pouls battant à 40/minute. Son enfant couché près de sa tête.

Arrivée du reste de l'équipe suivie de près des responsables administratifs de la ville ainsi que du délégué CICR alerté par les coups de feu donnés devant l'église.

S'en suivit une 1/2 heure de tractation avec le chef du parti alors que Françoise et Philippe à l'intérieur reconnaissent des enfants munis de bracelets MSF.

Ils sont alors molestés, Françoise frappée sur la nuque tombe à terre légèrement étourdie. Yves et Philippe la relèvent.

Les tractations se poursuivent à l'extérieur de l'église, l'équipe MSF exigeant de rester sur place attendant le *screening* promis. La consigne à l'intérieur de l'équipe étant de garder le plus grand calme.

Refus de M. Nurtata malgré l'insistance de MSF et du délégué CICR, de rester aux alentours de l'église, nous convoquant à un *meeting* dans son bureau en compagnie des différents responsables.

Compte-rendu du *meeting*

La position de l'administration est que nous interférons et créons des problèmes là où il n'y a que mesures de sanitation [hygiène], évacuation de l'O.F. [*openfield* : camp de déplacés en plein air] et leçons de sanitation à ces gens. Surtout il n'est pas question de *resettlement*. Ils vont même jusqu'à nous accuser d'avoir frapper les miliciens.

Intervention du délégué CICR pour justifier sa présence remise en question par l'administration : il y a des bénéficiaires [des patients pris en charge par le CICR] parmi ces gens.

Notons que durant les événements, un responsable de l'administration a essayé de retirer une carte CICR à un bénéficiaire.

Devant les accusations portées de troubles volontaires provoqués de notre part, nous nous défendons en invoquant le hasard de la découverte de cette population séquestrée et répondons par la notion d'assistance à personnes en danger.

Nous réfutons l'accusation de coups portés de notre part mais soulignons la réalité de l'agression du chef de la police sur l'une de nos infirmières. Nous réitérons la demande de *screening* immédiat qui nous est refusée catégoriquement. Le *screening* serait effectué par le responsable du *health center*. [dispensaire]

Fin du *meeting*.

Nous donnons la liste incomplète des personnes absentes au responsable du *health*. [dispensaire]

1 h30 plus tard toutes les personnes reviennent au *feeding* ainsi que deux femmes malades admises dans l'hôpital MSF. Puis nous apprenons la libération de toutes les personnes retenues (information non vérifiée).

Notons que le délégué CICR a pu faire un *screening* dans l'église et ainsi récupérer 30 bénéficiaires [patients].

Il semble d'après les renseignements recueillis auprès de personnes retenues que nous avons fait échouer un départ pour le *resettlement* [réinstallation] d'autant plus que le matin plusieurs camions partaient à vide de Sekota.

Toutefois nous précisons que nos interventions furent toutes fortuites.

MSF STAFF : Brigitte, Françoise, Yves, Philippe.

**En revanche, à l'exception du CICR, les autres ONG, les ambassades occidentales et l'ONU ne se précipitent pas pour soutenir MSF.**



**Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 25 novembre 1985 (en français).**

**Extrait :**

ONG :

D'une façon générale, les ONG telles que *Concern*, *Save the Children Fund*, sont complètement en accord avec nous sur le fond du problème mais divergent au niveau de la forme. Ils se tiennent à une diplomatie des petits pas, essayant de régler un à un et ponctuellement par la négociation, les problèmes qu'ils rencontrent avouant qu'ils ne veulent pas prendre le risque de se faire expulser.

2) Ambassades

Pour les ambassadeurs du Canada, d'Angleterre, «*tout ne va pas si mal en Ethiopie*». Refus évident de débattre des problèmes de fond.

3) CICR

Léon de Riedmatten, délégué du CICR en Ethiopie, est quant à lui en accord total avec notre position et notre action. Complètement révolté par la situation depuis quelques mois, son intention est de constituer un dossier solide pour provoquer une entrevue avec Mengistu et, celle-ci ayant toutes les raisons d'échouer, organiser une conférence de presse pour dénoncer ce qui se passe.

Mais ceci représente la position du délégué local et il est difficile de connaître l'attitude du siège à Genève.

Pour l'instant, le CICR n'a donc pas pris position officiellement, mais communique en sous-main des informations.

**Le 25 novembre, dans une déclaration officielle, Berhanu Deressa, le responsable adjoint de la RRC, accuse le président de MSF France de mener une campagne de dénigrement contre l'Ethiopie et reprend les accusations de politisation de l'association liées à Liberté sans Frontières. Le 27 novembre, dans un autre communiqué officiel, il dénonce les «allégations» des médias occidentaux et décrit toutes les qualités qu'il prête au programme de réinstallation.**



**Déclaration officielle du commissaire adjoint (RRC Ethiopie), 25 novembre 1985 (en anglais)**

**Extrait :**

Le président de MSFF Rony Brauman a continué sa campagne de propagande, violant l'esprit et la lettre des accords passés et agissant à l'encontre de toutes les normes, ne tenant pas compte des avis des diplomates français, des responsables de l'ONU et même de certains médecins de son organisation qui sont en désaccord avec les motivations politiques de sa croisade.

Les fausses allégations portées par le président moralisateur de MSF France vont de trivialités telles qu'accuser les autorités éthiopiennes de refuser à MSF le droit à une «audience» avec Bob Geldof, à des assertions absurdes sur le meurtre prémédité de 50 à 100 000 victimes de la famine; De la mise en avant de l'attitude héroïque de ses équipes aux critiques des gouvernements donateurs et des autres ONGs pour avoir mal fait leur travail. Dans la même veine, il continue de fabriquer des problèmes et de les politiser, en produisant des accusations infondées, des menaces de retrait et des déclarations incendiaires destinées à tromper l'opinion publique. [...]

Il semble qu'en raison de l'obsession politique de ses dirigeants, MSFF soit confrontée à de sérieux problèmes en particulier vis à vis d'autres organisations européennes. Elle rencontre en effet des difficultés à attirer du personnel médical compétent et mature pour en faire des volontaires humanitaires, et ce malgré l'abondance de main d'oeuvre formée et l'énorme réservoir de citoyens pleins de compassion et de bonne volonté qu'abrite la France. En conséquence la plupart de ces «volontaires» en Ethiopie aujourd'hui sont des individus jeunes et inexpérimentés, sans doute animé d'un esprit intrépide mais aussi d'un enthousiasme déplacé et de priorités confuses.



**Communiqué officiel du commissaire adjoint (RRC Ethiopie), 27 novembre 1985 (en anglais).**

**Extrait :**

L'Ethiopie suit avec inquiétude certaines allégations des médias occidentaux selon lesquelles elle poursuivrait une politique de transferts forcés de populations du Nord vers le sud afin qu'elles soient réinstallées dans le Nord-Ouest, l'Ouest et le Sud-Ouest du pays. De telles allégations et accusations infondées ne peuvent servir qu'à prolonger l'agonie des victimes d'un désastre naturel et affaiblir l'effort humanitaire international ainsi que les efforts du gouvernement pour non seulement les rendre auto-suffisants mais aussi les transformer en forces productives de la nation.

Etant donnée la nature persistante de ces allégations et les motivations politiques orchestrées derrière elles, il est devenu nécessaire de réexpliquer une fois encore la politique gouvernementale de réinstallation.

[...] La plus haute priorité nationale a été attribuée à la mise en place du programme, et sous le contrôle du bureau politique du parti des travailleurs éthiopiens, plusieurs

ministères et des organisations gouvernementales sont conjointement responsables de cette mise en place.

[...] Après enregistrement, les déplacés sont transportés vers les points de répartition où un nouveau tri est effectué par le personnel de la RRC, du ministère de la Santé publique et de la Croix-Rouge afin de s'assurer que la sélection opérée est en accord avec les critères de base. Une fois passé ce tri, ils sont transportés par bus et par avion vers leurs zones de réinstallation respectives et des points de transits sont mis en place à différents endroits pour fournir aux déplacés des abris, de la nourriture et des services sanitaires et d'autres facilités pendant leur voyage.

Quand les déplacés arrivent sur les sites de réinstallation, on leur fournit des maisons clés en mains construites par la communauté, qu'ils améliorent au fur et à mesure. Les rares personnes qui ne sont pas pourvues de logement sont hébergées temporairement dans des abris, pour un maximum de deux semaines, pendant lesquels on les aide à construire leur propre logement. La RRC leur fournit aussi des céréales, des suppléments de nourriture, des vêtements, des couvertures et du matériel jusqu'à leur première récolte. De même le ministre de la Santé publique a mobilisé et déployé son personnel pour fournir des soins de santé sur les différents sites de réinstallation. Le ministre de l'Éducation a aussi demandé à ses enseignants de mettre en place des programmes d'éducation de base sur tous les sites.

[...] A ce jour 185 000 chefs de famille, soit au total 555 000 individus ont été transférés dans les régions administratives d'Illubabor, Wellega, Gojjam, Keffa, et Gondar. Contrairement à ce que racontent les rapports politiquement orientés qui circulent dans certaines capitales occidentales, aucun individu n'a été déplacé d'Erythrée pour être réinstallé. En ce qui concerne le Tigré, le nombre de personnes réinstallées représente seulement 21% de la population globale réinstallée, tandis que 64% viennent du Wollo, 14% du Shoa et 1% du Gondar.

Pour résumer, comme il a été souligné, le programme de réinstallation a été lancé en réponse au besoin pressant de trouver une solution durable au sort des victimes de la sécheresse dans le Nord, en l'absence de toute autre alternative viable. En dépit de leurs critiques constantes, ceux qui s'opposent aux programmes de réinstallation du gouvernement n'ont toujours pas proposé d'alternative viable. A la lumière de cette réalité, le gouvernement est déterminé à continuer d'appliquer cette politique de réinstallation, en mobilisant toutes les ressources humaines et matérielles à sa disposition. Le fait que l'Éthiopie soit parmi les pays les moins développés et que ces ressources soient limitées est une évidence. La communauté internationale des donateurs, les gouvernements occidentaux et les organisations spécialisées des Nations unies ont été invités à observer le processus et à évaluer les besoins des programmes de réinstallation et ceux qui ont visité les sites de réinstallation comme les parlementaires européens, la FAO, les représentants du PAM et leurs semblables se sont rendu compte de la nécessité objective du programme.

Tandis qu'un soin extrême a été mis pour assurer l'unité

des familles pendant le processus de réinstallation, la RRC [Commission de secours et de réhabilitation], en collaboration avec la Croix-Rouge éthiopienne a lancé un programme de recherche et de réunification des familles au cas où par inadvertance des familles auraient été séparées. Il est évident que dans une situation de sécheresse affectant 10 millions de personnes, des milliers de personnes finissent par perdre la vie.

Personne ne peut nier le poids en pertes humaines de la récente catastrophe naturelle. Il est reconnu dans le monde entier que la sécheresse qui sévit actuellement en Éthiopie est l'une des pires de l'histoire récente.

L'espérance de vie en Éthiopie, comme dans tout autre pays peu développé, est basse. Il est bien connu que le taux de mortalité général est élevé et encore plus particulièrement celui des enfants. Inutile de souligner les vies humaines que la famine sévère a déjà supprimées et l'impact résiduel que représentent les réalités tragiques auxquelles nous devons faire face. Relier le taux de mortalité dû à la sécheresse et la mortalité normale au programme de réinstallations est une distorsion délibérée des faits, conçue pour affaiblir le soutien croissant de la communauté internationale aux programmes de réinstallation. Le soutien positif au programme de réinstallations vient de membres de la communauté internationale incluant le gouvernement italien, l'organisation irlandaise Concern, la Fédération internationale des églises luthériennes, *Menschen Für Menschen* et d'autres qui soutiennent activement ces programmes.

**Le 2 décembre, l'équipe MSF d'Addis-Abeba reçoit un avis de la RRC lui intimant de cesser ses opérations et de quitter l'Éthiopie. Les comptes bancaires de MSF en Éthiopie sont aussitôt gelés et l'argent restant sur le compte disparaît mystérieusement. L'administrateur et le logisticien sont provisoirement privés de visa de sortie.**



**Lettre de la Commission de secours et de réhabilitation** (du gouvernement militaire socialiste provisoire d'Éthiopie) à Bertrand Desmoulins, coordinateur, Médecins Sans Frontières France, 2 décembre 1985 (en anglais).

**Extrait :**

Cher monsieur,

Au vu des fausses allégations, orientées politiquement, proférées par votre président et son refus de suivre les normes et les procédures établies avec les autres ONG ainsi que de ses déclarations répétées au sujet de l'arrêt des opérations de MSF France en Éthiopie et les conséquences négatives que celles-ci ont eu sur les activités de secours de l'organisation, et plus particulièrement sur le sort des personnes affectées par la sécheresse, nous sommes obli-

gés de vous informer de la décision suivante :

1. La RRC accepte l'offre répétée de votre organisation de cesser ses opérations en Éthiopie et, en conséquences a décidé de se passer des services de Médecins Sans Frontières France à partir du 2 décembre 1985.
  2. La Commission a donc demandé à sa division des secours et de la santé de prendre le relais de votre programme actuel dans les centres de secours des districts de Kobo, Korem, Kelala et Sekota dans la région administrative du Wollo..
  3. Les questions liées à tout l'équipement et aux biens du programme seront réglées sur la base de l'accord de base signé entre la RRC et MSF.
- Sincèrement,



« Les autorités éthiopiennes expulsent l'organisation Médecins Sans Frontières ». Françoise Chipaux, **Le Monde/Reuter** (France), Addis-Abeba, 3 décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

[...] Dans un communiqué publié lundi, la commission éthiopienne de secours et de réhabilitation (RRC) a justifié cette décision par « *les accusations à motif politique et sans fondement* » lancée par MSF à l'encontre des autorités éthiopiennes.

« *La RRC a accepté les offres répétées par MSF de cesser ces opérations en Éthiopie et a, par conséquent, décidé de mettre fin aux services de MSF à partir du 2 décembre 1985* », précise le communiqué.

[...] MSF a demandé à plusieurs reprises [...] d'aller travailler dans ces zones, sans jamais recevoir de réponse. « *nous ne voulions plus céder sur un principe fondamental; la conduite humaine de l'aide internationale. L'opinion publique à qui nous avons fait appel a le droit de savoir ce qui se passe* », nous a déclaré M. Brauman.

MSF, qui a beaucoup contribué à faire connaître le drame de la famine en Éthiopie, travaillait dans quatre centres : Korem, Kobo, Sekota et Kelala. Dans ce dernier endroit, l'autorisation d'ouvrir un centre de nutrition lui était refusé depuis le mois de juin. Selon M. Brauman, les autorités éthiopiennes ne voulaient pas que les populations puissent se fixer à Kelala, puisque leur transfert dans le Sud était programmé. 74 personnes de MSF se sont relayées depuis mars 1984 en Éthiopie. Il y avait encore, à la veille de l'expulsion, vingt-cinq, dont sept médecins et onze infirmières, qui employait 250 travailleurs locaux. « *La situation d'urgence est en train de prendre fin* », estime M. Brauman, mais, selon lui, les autorités éthiopiennes ne permettent pas une réinstallation normale des populations du Nord, le développement aujourd'hui n'étant favorisé qu'au Sud. C'est la première fois que MSF, qui opère dans de très nombreux pays, est expulsé. Depuis la situation d'urgence créée en Éthiopie par la famine, de nombreuses accusations ont été portées contre le gouvernement éthiopien pour sa façon de gérer l'aide internationale.



« L'Éthiopie met fin aux activités d'une organisation française ». **International Herald Tribune** (AP), Addis-Abeba, 3 décembre 1985 (en anglais).

#### Extrait :

[...] Berhanu Deressa, l'adjoint au responsable de la commission, a déclaré que les employés de l'organisation française « *ne faisaient pas leur travail depuis qu'ils avaient commencé cette campagne* », faisant référence aux critiques. « *Le résultat c'est que les personnes qu'ils sont sensés soulager continuent à souffrir* » a-t-il ajouté.

La commission a déclaré que les critiques contre le gouvernement émises par Médecins Sans Frontières étaient « *politiquement orientées* » et que son « *refus de suivre les normes et les procédures non seulement faisait peser des doutes sur la motivation de cette organisation mais affaiblissait aussi sérieusement leur travail sur le terrain.* » A cause de cela, souligne la déclaration, la commission « *a décidé de se passer des services de l'organisation à partir de lundi.* »

Dans une interview au téléphone, M. Berhanu, a déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention d'expulser individuellement des membres du personnel et a indiqué qu'ils seraient autorisés à rejoindre d'autres organisations. La déclaration rejette les accusations affirmant que des dizaines de milliers de personnes sont décédées à cause du programme de réinstallation éthiopien et qu'une demande d'autorisation d'ouverture d'un centre de nutrition d'urgence posée par MSF ait été rejetée.

Michel Fizsbin, le responsable du bureau de MSF en Éthiopie, a déclaré lundi dernier que le gouvernement avait maintenu au sol un avion utilisé par l'organisation et avait indiqué qu'il pourrait empêcher le remplacement du personnel actuellement employé.



« Médecins Sans Frontières expulsé d'Éthiopie ». **Libération**, 3 décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

[...] L'annonce, attendue depuis quelques jours, en a été faite hier à l'organisation humanitaire française par le gouvernement d'Addis-Abeba. Dimanche, pour préparer cette expulsion, la commission de secours et de réhabilitation d'Éthiopie, la RRC, avait publié une déclaration de neuf pages constituant un implacable réquisitoire contre MSF, accusée de faire plus de bruit que de miracles. Le document accusait également l'organisation française de mener une « *campagne pernicieuse* » dans les médias contre la politique du gouvernement éthiopien.

Un responsable éthiopien cité par l'*Associated Press* avait alors ajouté : « *je ne vois pas beaucoup d'avenir pour eux ici...* »

Après le réquisitoire, les premières mesures concrètes : l'avion de MSF était immobilisé depuis le début de la semaine, tandis qu'une nouvelle équipe de remplacement était bloquée par les autorités. Quinze autres MSF attendent toujours le renouvellement de leur permis de

séjour qui arrive à expiration à la fin de la semaine. [...] Le contentieux entre MSF et l'Éthiopie porte essentiellement sur la politique d'Addis-Abeba de déplacement de 1,5 million de réfugiés de la sécheresse vers le sud du pays, et surtout sur les modalités d'application de cet ambitieux programme. Les dirigeants de MSF ont sévèrement mis en cause cette politique, affirmant que les autorités usent de la force pour transférer les réfugiés. Il y a quelques jours encore, une équipe de MSF est tombée sur 200 personnes qui devaient être transférées de force vers le sud, et en est venue aux mains avec les miliciens éthiopiens.

Pour les dirigeants de l'organisation humanitaire française, qui a beaucoup fait pour faire connaître le drame de la famine en Éthiopie, «*le processus en cours dans ce pays est inhumain, inacceptable.*» Après révélation par le *Sunday Times* de Londres que 50 000 à 100 000 personnes pourraient avoir trouvé la mort dans ces transferts de population, Rony Brauman, président de MSF, déclarait à *Libération* (du 5 novembre) qu'une commission d'enquête internationale devait être constituée. Il se rendait peu après à Addis-Abeba, pour une vaine tentative de rapprochement. A son retour, le Dr Brauman exigeait un arrêt de ces opérations. La sanction est tombée : dehors ! MSF est la seule organisation à dénoncer ainsi publiquement ce que beaucoup d'autres pensent tout bas. Il leur reste à réagir à cette mesure.



**Lettre de l'administrateur** de MSF France en Éthiopie au Commissaire adjoint de la RRC, 3 décembre 1985 (en anglais).

#### Extrait :

Cher monsieur,

Nous avons appris aujourd'hui par notre banque, la banque commerciale d'Éthiopie, que notre compte avait été bloqué sur ordre de la RRC. Comme nous sommes dans un processus de départ du pays, nous devons faire face à certaines dépenses, en particulier au paiement de salaires, des indemnités de licenciement, et des compensations à tous nos employés, au paiement des loyers et des charges de nos maisons et au paiement des dernières dépenses pour le voyage de retour jusqu'à Addis de notre personnel médical et leur hébergement à l'hôtel avant qu'ils ne reprennent l'avion.

Étant donné que l'argent qui est sur notre compte en banque est celui des donateurs français de MSF, je suis convaincu que vous comprendrez notre besoin d'accéder de nouveau à nos comptes, le plus tôt possible.

Nous estimons avoir besoin de 115 000 Birr pour pouvoir fermer notre mission.

Nous avons un problème de communication avec notre équipe. N'étant pas autorisés par la RRC à nous rendre en avion au Wollo, nous ne pouvons pour l'instant de leur envoyer l'argent nécessaire.

Selon les arrangements passés avec la coordination de l'aide la RRC, au cas où le paiement de nos employés se ferait par la RRC du Wollo, nous vous communiquerions

la liste de nos employés et l'argent que nous leur devons avec les montants correspondants.

Merci pour votre aide finale et votre coopération.

Bien sincèrement,

**Le 3 décembre, MSF France donne une conférence de presse à Paris. Le même jour, la RRC [Commission de secours et de réhabilitation] déclare avoir accepté l'offre de MSF de cesser ses opérations en Éthiopie. Dans les jours qui suivent, l'annonce de l'expulsion est reprise dans le monde entier. V10 Les représentants des États donateurs occidentaux s'abstiennent de commentaires, ou s'alignent sur les positions du gouvernement éthiopien, à l'exception de la France qui déplore officiellement l'expulsion et annonce qu'elle n'envisage pas d'apporter de l'aide aux programmes de réinstallation.**



«Éthiopie : MSF reconduit à la frontière». Pierre Haski, *Libération* (France), 4 décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Hier à Paris, Rony Brauman, président de Médecins Sans Frontières, a réaffirmé que «*l'aide ne sert pas à sauver, mais à opprimer*». Ce sont de tels propos qui avaient amené, lundi, les autorités éthiopiennes à expulser l'organisation humanitaire française.

Entre Médecins Sans Frontières (MSF) et l'Éthiopie, c'est la fin d'une «*histoire d'amour*». L'expression est de Rony Brauman, le jeune président de MSF, pas celle des Éthiopiens. La rupture se fait avec pertes et fracas (voir *Libération* d'hier).

Au cours de conférence de presse hier, dans les locaux de MSF à Paris, carte d'Éthiopie sur un tableau et affiches en faveur de l'aide d'urgence sur les murs, Rony Brauman a répété haut et fort les accusations qui ont amené les autorités éthiopiennes à prononcer lundi l'expulsion de l'organisation humanitaire française. «*Une fantastique opération de malversation est en cours en Éthiopie: on est en train de retourner un extraordinaire mouvement de solidarité contre les gens sensés être aidés... l'aide ne sert pas à les sauver, mais à opprimer.*»

A Addis-Abeba, la commission officielle d'aide et de réhabilitation (RRC) a pris hier le contre-pied de MSF, et a fait porter sur l'organisation française la responsabilité de la rupture : «*La RRC a accepté les offres répétées de MSF de cesser ses opérations en Éthiopie, et a, en conséquence, décidé de mettre fin aux services de MSF à partir du 2 décembre 1985*», déclare, non sans humour, le communiqué d'expulsion.

[...] Le président de MSF a de nouveau cité le chiffre de 100 000 morts, «*non pas de la famine, mais de l'action humaine alimentée par l'aide internationale*», dans l'application de la politique de *resettlement* [réinstallation]. 100 000 morts sur 520 000 personnes déplacées entre octobre 1984 et août 1985. Cette politique semblait avoir

ralenti, mais selon MSF, elle a repris sur une grande échelle depuis trois mois : « *la multiplication des incidents depuis septembre nous a amené à dénoncer ce qui est inacceptable* », a déclaré Rony Brauman. Et de citer un rapport interne de l'ONU, révélant une « *mortalité épouvantable et recensée* » dans un centre de transit du Nord Wollo où 16 personnes meurent par jour, en attendant être emmenées vers les « terres promises » du Sud.

Brauman réaffirme ses conditions déjà énoncées : respect du volontariat au départ (et non sous la menace des armes pour la majorité des déplacés selon MSF), non-séparation des familles, et bonnes conditions physiques des personnes déplacées. Ces trois conditions, a-t-il dit, sont « *systématiquement violées* ». Il a également réclamé à nouveau, ce qui n'est guère du goût des Éthiopiens, la constitution d'une commission internationale d'investigation dans cette pratique des autorités, et un moratoire de trois mois dans les déplacements.

MSF ne va-t-il pas décourager le public, toujours sollicité pour aider l'Éthiopie ? Il faut, répond-il, que l'aide soit « transparente ». Et de s'en prendre à l'ONU qui a, selon lui, une attitude « *incompréhensible* » ; et de l'ambassadeur de France à Addis-Abeba, qui s'est fait « *ouvertement complice d'une opération meurtrière* »...



« La France reproche à l'Éthiopie l'expulsion d'une organisation qui a sauvé des milliers de vies. »  
**AFP/Blaine Harden, *International Herald Tribune*, Paris, 4 décembre 1985 (en anglais).**

#### Extrait :

[...] Le ministre des Affaires étrangères a diffusé un communiqué jeudi déplorant l'expulsion par l'Éthiopie des représentants de Médecins Sans Frontières, une organisation humanitaire privée française. Le ministre français a déclaré que les jeunes médecins avaient réalisé un travail de secours « *admirable* » dans des conditions difficiles et il a regretté que l'organisation ne soit plus en mesure de continuer une mission qui avait déjà permis de sauver « *des milliers de vies humaines* » dans ce pays.

[...] Le ministre a aussi déclaré que la France n'avait pas l'intention de contribuer, de quelque façon que ce soit, au programme du gouvernement éthiopien de transfert des réfugiés du Nord, où sévit la sécheresse, vers les zones plus fertiles du Sud.

[...]

Selon Blaine Harden, du *Washington Post*, hier à Addis Abeba :

Avec l'expulsion de Médecins Sans Frontières, c'est la première fois depuis que l'urgence de la famine a commencé, que le gouvernement ordonne à une organisation humanitaire de quitter le pays. Elle était l'une des 47 organisations de secours opérant en Éthiopie.

Berhanu Deressa, le directeur adjoint de la commission du gouvernement pour les secours et la réhabilitation, a déclaré que les membres de l'organisation « *gaspillent notre temps et les ressources du peuple français en dépensant leurs fonds pour mener des activités politiques.* »

M. Berhanu a déclaré lundi soir que Médecins Sans Frontières « *n'existe plus en Éthiopie* » et a ordonné au gouvernement de reprendre les quatre programmes de soins médicaux et de nutrition de l'organisation.

L'équipe de coordination médicale de l'organisation à Addis-Abeba, a réagit avec colère à l'expulsion dont elle dit qu'elle l'avait anticipée.

« *Nous ne sommes pas une organisation humanitaire aveugle. Nous ne travaillons pas dans un pays à n'importe quel prix* » a déclaré le Dr Bertrand Desmoulin, qui supervise le groupe de médecins, infirmières et logisticien en Éthiopie.

« *Il est beaucoup plus facile de faire son travail sans regarder ce qui va mal autour* » a-t-il ajouté « *nous avons pris la parole publiquement pour mettre en lumière les besoins des populations éthiopiennes* ». Dans une série de déclarations, largement médiatisées en Europe ces dernières semaines, Médecins Sans Frontières a accusé l'opération d'urgence des Nations unies en Éthiopie de couvrir les abus du programme de réinstallation du gouvernement éthiopien. [...] Les accusations de Médecins Sans Frontières sont toutefois mises en question par les Nations unies et par des bailleurs de fonds comme les États-Unis, généralement critiques d'opérations de secours aux victimes de la famine en Éthiopie.

Les bailleurs de fonds à l'Éthiopie reprochent à Médecins Sans Frontières de n'avoir aucune preuve pour appuyer ses accusations sur les décès de milliers de personnes réinstallées. Plusieurs bailleurs de fonds, privés et gouvernementaux ont également remarqué que depuis quelques temps, l'organisation française semblait vouloir se faire expulser d'Éthiopie. [...]

Quand l'Éthiopie a annoncé le programme, à l'automne dernier, elle a promis que les réinstallations seraient volontaires et que les familles ne seraient pas séparées. Mais selon les rapports des travailleurs humanitaires, pour des milliers de personnes le programme n'a pas été volontaire et de nombreuses familles ont été éclatées.

Dans le courant de l'année dernière, Médecins Sans Frontières a décidé de dire publiquement ce que de nombreuses organisations disaient sous le couvert de l'anonymat. En avril, l'organisation a déclaré qu'une épidémie de choléra avait éclaté dans différents centres de nutrition du Nord. D'autres organisations de secours ont confirmé ce rapport mais ont refusé de le faire publiquement, craignant d'être expulsés par le gouvernement éthiopien.



« Une organisation française critiquée par l'organisme éthiopien responsable des secours ». ***The Japan Times*** (AP), 3 décembre 1985 (en anglais)



« Médecins Sans Frontières expulsés d'Éthiopie ». ***La Tribune de Genève*** (Suisse), 3 décembre 1985 (en français)



« Une organisation française expulsée ». **Irish Times** (Irlande), 3 décembre 1985 (en anglais)



« Une organisation expulsée d’Ethiopie déclare que la politique de réinstallation tue ». **State-Times** (Bâton-Rouge, Louisiane) 2 décembre 1985 (en anglais)



« Des médecins doivent quitter l’Ethiopie ». **Braunschweiger Zeitung** (Deutschland), 4 décembre 1985 (en allemand).



*J’ai été choqué par ce que j’ai vu dans les camps de Korem. Il était clair qu’une politique de réinstallations forcées était en cours. On n’avait pas de manuel de témoignage, mais on agissait beaucoup directement. Le coordinateur à Addis-Abeba téléphonait à Rony Brauman à Paris, qui se trouvait être en compagnie d’un reporter de la BBC. Voilà ce qu’était le témoignage à cette époque-là: on voyait des choses horribles, alors on en parlait. On ne se préoccupait pas de la sécurité ou du risque d’être expulsés. On donnait progressivement l’information aux médias, en leur disant, par exemple, que des gens mouraient devant nos centres de nutrition. On parlait très ouvertement. Un jour on a entendu sur Radio-France international que MSF était expulsée d’Ethiopie. On était estomaqué. Un peu plus tard on a reçu un message d’une autre mission de MSF, disant que nous devions partir avant le mardi suivant. A ce moment là, le climat était déjà tellement tendu qu’il nous était impossible de travailler correctement. Comme de toute façon nous étions déjà en train de reconsidérer notre intervention, nous sommes partis. La conséquence de l’ultimatum [du gouvernement éthiopien] c’est qu’on a dû tout laisser tomber et ça a été une expérience extrêmement difficile pour l’équipe, qui a quitté les projets en pleurant. De retour en France, nous avons encore plus pris la parole qu’avant. Nous avons tenu une conférence de presse à Paris, et avons donné de nombreuses interviews.*

Bernard Lapeyre, logisticien de MSF France à Korem, interview de Erwin Van’t Land dans « The advocacy interviews » document interne MSF, septembre 1997 (en anglais).

**Le 4 décembre, le chef de mission de MSF France informe le responsable des opérations de l’ONU en Ethiopie de la cessation d’activités de l’organisation et lui demande de s’assurer de la reprise de l’assistance dans les camps par d’autres acteurs médicaux.**



**Lettre** du docteur Bertrand Desmoulins, MSF France à M. Priestley, adjoint au secrétaire général des Nations unies, 4 décembre 1985 (en anglais).

**Extrait :**

La RRC a officiellement mis fin à nos activités le 2 décembre 1985. Nous devrions bientôt quitter l’Ethiopie. Je suis toujours préoccupé par la sécheresse qui affecte les populations dont nous nous avons pris soin ces derniers mois. Nous avons des programmes médicaux dans le camp de Korem et dans le centre de distribution de Kobo et des programmes médicaux et nutritionnels à Sekota et Kelala. Je tiens à vous en informer afin de m’assurer que ces programmes seront bien repris par la division santé du département des secours ou par toute autre agence médicale, comme cela est mentionné dans la lettre nous démettant de nos fonctions.

**Le 7 décembre, au cours d’une conférence de presse à Londres, le président de MSF France rapporte les témoignages des volontaires MSF sur les déplacements forcés et relance l’appel à un moratoire.**

**Une infirmière d’OXFAM, qui a travaillé dans le Wollo, déclare que les réinstallations ne sont pas volontaires. Les responsables de l’organisation admettent être inquiets de la façon dont se déroulent ces opérations, mais n’envisagent pas un retrait.**



« OXFAM proteste contre les migrations forcées ». Richard Hall, **Sunday Observer** (Royaume-uni), 8 décembre 1985 (en anglais).

**Extrait :**

Oxfam est « extrêmement préoccupé » par les méthodes employées en Ethiopie pour réinstaller 1,5 million de personnes.

L’organisation d’aide aux victimes de la famine l’a admis hier après qu’un de ses anciens volontaires médicaux ait déclaré que la coercition était utilisée systématiquement pour accélérer les migrations des populations.

Carol Ashwood, une infirmière sage-femme de 28 ans a travaillé pour Oxfam dans un district isolé de la province du Wollo d’où les villageois sont transportés à des centaines de kilomètres vers le sud de l’Ethiopie.

« La moitié des 250 000 personnes du district ont été assignés pour être transférés » a-t-elle déclaré « les autorités éthiopiennes ont délibérément refusé de livrer les céréales afin d’obliger les gens à accepter de quitter leur domicile ».

« Nous nous sommes rendus compte que des enfants affaiblis auxquels Oxfam distribuait de la nourriture perdaient du poids au lieu d’en gagner. Nous avons découvert que c’était parce que les enfants rapportaient la nourriture du centre et la partageaient avec toute la famille qui ne recevait plus rien. »

Oxfam déclare respecter le témoignage précis de Mlle

Ashwood mais n'est pas d'accord avec elle lorsqu'elle affirme que l'organisation devrait se retirer de la région en raison de ce qui s'y passe.

«*Nous avons protesté auprès du gouvernement éthiopien*» a déclaré Paddy Coutler, le porte-parole d'Oxfam. «*Nous avons aussi fait part de nos inquiétudes au gouvernement britannique*».

La décision d'Oxfam de prendre la parole contre «*la hâte, l'ampleur et le timing des migrations de population*» arrive juste après l'expulsion d'Ethiopie de l'organisation de secours française Médecins Sans Frontières, pour avoir dénoncé l'usage de la violence dans les transferts de population.

Le docteur Rony Brauman, le président de MSF, a déclaré à Londres hier que de nombreux travailleurs humanitaires avaient vu les gens être conduits sous la menace et battus. Il a estimé que les réinstallations avaient causé la mort de 100 000 personnes. «*Maintenant qu'il y a eu une bonne récolte dans la plus grande partie de l'Ethiopie, la famine ne devrait pas être la cause principale de décès en 1986. Ce seront les réinstallations forcées.*»

Il a appelé le gouvernement éthiopien à autoriser un moratoire de trois mois sur les migrations. «*Il faut qu'une commission indépendante se rende sur le terrain pour enquêter sur ce qui s'y passe.*»

MSF pense que les régions du Nord de l'Ethiopie devraient être réhabilitées plutôt que vidées de leur population. Nombreux sont ceux qui accusent le régime d'Addis-Abeba d'avoir une stratégie pour vider les zones favorables aux mouvements de guérilla qui s'opposent au gouvernement central.

Le porte-parole d'Oxfam affirme que l'organisation a refusé que ses véhicules soient utilisés pour les réinstallations. L'un de ses chauffeurs a été battu pour avoir résisté aux responsables du parti qui voulaient lui faire transférer des villageois.

**Dans les jours qui suivent l'avis d'expulsion, le compte en banque de MSF en Ethiopie est bloqué, les avionnettes qu'elle utilise sont empêchées de voler et les mouvements de personnel restreints. Le personnel local, que les autorités éthiopiennes incitaient déjà depuis quelques temps à quitter MSF cesse d'être payé. Le 8 décembre au matin, les volontaires MSF sont de retour d'Ethiopie à Paris et sont interviewés par la presse. V11** 



«Les Ethiopiens continuent les tracasseries contre une organisation expulsée». Peter Godwin, **The Sunday Times**, 8 décembre 1985 (en anglais).

#### Extrait :

[...] Michel Fiszbin, administrateur de l'organisation forte de 30 médecins et infirmières, a déclaré au *Sunday Times* que la manière dont ceux-ci ont dû mettre fin à leurs programmes de secours était «*horrible*». «*Il n'y a eu aucun respect pour nos équipes. Les quatre centres médicaux et nutritionnels de notre organisation et le centre que nous soutenions ont été repris très sommairement par la commission de secours éthiopienne lundi. Le jour suivant*» raconte Fiszbin, «*notre compte en banque a été bloqué, notre avion cloué au sol et les mouvements de notre personnel restreints.*» Selon Fiszbin, il y a eu «*une course de vitesse pour se partager nos biens*». Les volontaires de l'organisation ont dû revenir de leurs camps dans des véhicules du gouvernement, conduits par des chauffeurs du gouvernement, après que leurs propres voitures ont été réquisitionnées. Deux infirmières ont été sérieusement blessées la semaine dernière lorsque le camion du gouvernement, qui les ramenait à Addis-Abeba s'est retourné. Elles ont été transportées par avion vers la capitale par une autre organisation de secours, puis vers Paris pour recevoir des soins.

Fiszbin, qui va rester encore une semaine pour fermer les programmes de l'organisation est particulièrement inquiet du sort des 270 Ethiopiens qu'il employait sur le terrain. Ils ont été pris dans la tourmente et sont désormais considérés comme hostiles au gouvernement éthiopien. Nombre d'entre eux ont été battus, parfois sous les yeux des médecins français, certains ont été emprisonnés et d'autres ont été enrôlés de force dans les programmes de réinstallation.

Fiszbin a envoyé une liste des employés locaux au responsable de la délégation des Nations unies à Addis-Abeba, en demandant qu'on s'assure de leur sécurité. Mais il n'est pas très optimiste.

[...] Bien que 8 300 de ces enfants soient sévèrement malnutris, pesant moins de 70% de leur poids normal, l'organisation n'a été autorisée par les autorités éthiopiennes qu'à distribuer des rations à emporter et s'est vu interdire de garder les enfants à l'abri. Selon l'organisation, les enfants sont morts dans les environs du camp et ils estiment qu'au moins 3 500 des 8 300 du programme sont aujourd'hui décédés. L'organisation croit que le centre de Kelala était en conflit d'intérêt direct avec le tout proche centre gouvernemental de pré-sélection pour les réinstallations, vers lequel l'administration éthiopienne souhaitait attirer les populations locales.

Selon Fiszbin, l'organisation ne regrette pas d'avoir critiqué publiquement les programmes de réinstallation: «*Nous sommes fiers d'avoir réagi à un manque de respect de la dignité humaine et nos actions sont basées sur de solides informations du terrain. Nous referions la même chose même au prix de l'expulsion.*» Il pointe aussi du doigt la responsabilité de chaque organisation humanitaire vis-à-vis de ses donateurs de s'assurer que leur argent est utilisé dans l'intérêt des populations.

Lors d'une conférence de presse, vendredi, le président de l'organisation Rony Brauman, a déclaré qu'il proposait au gouvernement éthiopien d'établir un moratoire de trois mois pendant lequel les conditions d'un programme de réinstallation seraient ré-examinées.

Voici les trois conditions qui devraient être remplies avant la reprise des réinstallations: que les personnes réinstallées soient volontaires, que les familles ne soient pas séparées et que les personnes transférées soient en bonne santé.



«Témoignages de Médecins Sans Frontières». **AFP**, Paris, 9 décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

«Notre choix était simple : témoigner sur ce qui se passait aux alentours à faire un simulacre de travail», a raconté un des médecins, au cours d'une conférence de presse collective tenue à Paris dès le retour des membres de l'organisation. «Nous étions révoltés par ce qui se passait sur le terrain: les gens nous parlaient et nous savions que de très nombreuses familles étaient séparées de force et emmener vers le sud», souligne un autre médecin.

Tous ceux qui étaient sur le terrain (les quatre camps de MSF se trouvaient dans le Wollo et le Tigre, au nord d'Addis-Abeba) ont appris leur expulsion, généralement en écoutant la *BBC* ou *RFI* (Radio-France internationale). Selon leurs témoignages, les autorités locales ont saisi leur matériel (ils espèrent que le Comité international de la Croix-Rouge pourra les récupérer) et les ont fait partir, au prix de mille difficultés et tracasseries. L'équipe de Kobo aura même un grave accident de voiture. Quant à ceux de Sekota, traités d'espions parce qu'ils avaient pris des photos d'une rafle, ils ont été battus. Trois personnes sont encore à Addis-Abeba: un médecin, un administrateur et un logisticien. Ils ont été expulsés eux aussi, et n'ont pas encore eu de permis de sortie, précise-t-on de même source.



«Ethiopie : un «Médecin Sans Frontières» accuse. Interview de Yves Thibord, MSF France par Jean-François Moruzzi, **Le Quotidien de Paris** (France), 11 décembre 1985 (en français.)

#### Extraits :

Yves Thibord : A Sekota nous étions quatre membres de MSF. C'est en écoutant *Radio-France internationale*, le mardi matin que nous avons entendu que le gouvernement éthiopien nous expulsait.. Je m'y attendais un peu, mais tout de même... Ensuite on a pensé qu'on avait au moins quinze jours pour régler les « affaires courantes ». Nous avons tout simplement arrêté les admissions tout en continuant à travailler. Mais le lendemain, les autorités du parti et le chef de la sécurité sont arrivés dans le camp en nous demandant de leur donner immédiatement les clefs et des stocks de médicaments. A Sekota, ça s'est passé dans des conditions très particulières. J'ai téléphoné au

siège à Addis-Abeba où on m'a dit qu'un avion de la Croix-Rouge viendrait dans l'après-midi. Et que nous devions le prendre. Mais quand je suis retourné voir les autorités, on m'a dit « pas question. Nous devions ramener notre voiture à Dessié par la route. Une décision qui a commencé à nous inquiéter sérieusement, car en fait de route, il s'agit d'une piste de 92 kilomètres. Il faut six heures pour arriver au bout. Et seuls les convois militaires s'y engagent, car il y a souvent des attaques.

Q : vous pensez sérieusement que les autorités éthiopiennes ont tenté de vous faire disparaître ?

Yves Thibord : difficile de dire. Le chef de la sécurité, qui s'appelle Wubei, avait l'habitude de frapper les gens, notamment dans la prison. Il était très violent et il savait que nous savions ce qu'il faisait, alors qu'il n'avait peut-être pas envie qu'on le raconte.

Pendant toute la journée nous avons réparti ce que nous avions entre les membres du personnel, car nous n'avions plus d'argent à leur donner : le compte en banque étant bloqué à Addis. Mais il fallait aussi jouer à cache-cache à travers la ville pour tenter de parlementer et de prendre tout de même l'avion. Finalement j'ai décidé de monter à l'aéroport, malgré les interdictions, pour remettre une lettre au pilote de la Croix-Rouge. Je l'ai justement croisé et il est revenu parlementer avec moi. C'est sans doute grâce à lui que nous avons obtenu l'accord des autorités. Mais jusqu'au bout ça a été le suspense. En route pour l'aéroport, Wubei qui s'était déjà approprié notre voiture nous a fait débarquer tous nos bagages en rase campagne pour les fouiller. Il savait que l'un d'entre nous n'avait pas de « permis de voyage » sur lui, mais il a fini par laisser tomber. [...]

Q : ça ne s'est pas passé de la même manière dans tous les camps ?

Yves Thibord : Pour les médecins et les infirmières comme nous, non. Mais les membres du personnel qui ont travaillé avec nous sont toujours menacés. A Kelala, un jeune homme a eu une jambe cassée à coups de bâton par les miliciens. C'est devenu très compromettant d'avoir travaillé avec MSF.

Q : Vos rapports avec les autorités n'étaient pas aussi tendus avant ?

Yves Thibord : Au contraire, il y avait un rapport de totale coopération lorsque je suis arrivé en juillet. Mais ça s'est dégradé quand ils ont commencé à emmener des gens de force pour le déplacement des populations vers le sud. A Sekota, ils embarquaient n'importe qui, même des gens qui travaillaient avec nous. Ils ont pris un gosse qui allait chercher à manger, alors que sa mère était à l'hôpital chez nous. Quand nous avons dit que nous avions vu des miliciens frapper des gens, ils ont eu le culot de dire que c'est nous qui les avons frappés. Dans le Wollo, trois camps sur quatre ont été frappés par ces rafles. Les autorités annonçaient de fausses distributions d'huile ou de grain et embarquaient tous ceux qui se présentaient dans des camions. Une fois, c'est vrai, on a vu une quarantaine de personnes à Sekota qui étaient volontaires pour partir vers le sud, mais c'étaient les seuls. C'est une véritable déportation. Il faut que les gens sachent qu'aujourd'hui l'aide alimentaire sert en partie à cette déportation.

Q : ne craignez-vous pas que de tels propos aient pour effet de stopper les dons pour l'Éthiopie ?

Yves Thibord : c'est un risque, mais nous ne pouvions plus nous taire. Il ne faut surtout pas que l'aide s'arrête, mais il faut que d'autres gouvernements aient un droit de regard sur ce qui se passe en Éthiopie. Sans quoi ils vont réussir à faire autant de morts que la famine en a fait.



«MSF: le retour des Ethiopiens». **Libération** (France), 10 décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

[...] «*Il ne faut pas se taire*», explique Philippe Labalme, rapatrié du camp de Sekota. «*Ce que nous avons vu sur le terrain nous révoltait. il faut parler, au risque de se faire expulser, c'est normal*». Une autre «*expulsée*» ajoute : «*on n'oubliera jamais le visage des gens. il ne faut pas se taire pour eux.*» Et d'évoquer les familles séparées pour cause de déportation forcée vers les nouvelles zones de peuplement du Sud de l'Éthiopie, les réfugiés en attente d'être emmenés, laissés dans leurs excréments dans de véritables mouiroirs, où les 200 personnes, enfermées dans une église désaffectée en attendant de partir sous la menace des armes, et découvertes par l'équipe MSF au hasard d'un jogging matinal. Ces images, les jeunes volontaires les ont encore à l'esprit, et elles ne sont près de les quitter.

Pas plus qu'ils ne peuvent cesser de s'interroger sur le sort des populations, et surtout des enfants, qu'ils abandonnent, contraints et forcés. Qu'advient-il de leurs centres nutritionnels ou de leurs installations médicales ? «*C'est l'inconnu*», répondent-ils.

Autre angoisse, celle du sort des quelques 400 employés locaux de MSF.

Principal risque : celui de «*représailles politiques contre eux*», notamment la convocation au service militaire, ou pire. Depuis quelque temps déjà, le parti unique éthiopien organisait des réunions politiques contre MSF, incitant les employés éthiopiens à les quitter. Les départs ont été si précipités, sous le harcèlement des autorités, que bon nombre d'entre eux n'ont même pas pu être payés.

La dénonciation par MSF de la politique éthiopienne de transfert de population s'est appuyée par les témoignages de la «*base*». L'organisation française a également constitué un «*livre rouge*» sur «*les déportations de masse*» en Éthiopie, à l'appui de sa demande de moratoire de trois mois sur les opérations de transfert. En attendant, la mission Éthiopie prend fin. Il ne restait plus à Addis que trois responsables de MSF. Plus une qui attend d'épouser un interprète éthiopien rencontré dans un camp. L'amour ne perd pas ses droits.



«Le retour d'Éthiopie de Médecins Sans Frontières. Des témoignages accablants sur les transferts forcés de population». Christiane Chombeau, **Le Monde** (France), 10 décembre 1985 (en français).

#### Extraits :

[...] A peine débarqués de l'avion, un sac de toile pour unique bagage, ils ont reçu la presse pour leur livrer des récits sobres d'expulsion sans douceur (*Le Monde* du 7 décembre), mais surtout pour réitérer leurs accusations : le gouvernement éthiopien détourne l'aide alimentaire et continue ses transferts massifs de population sur la contrainte et dans des conditions inhumaines. Le but de l'opération consiste à réinstaller dans le Sud des habitants affectés par la famine.

MSF ne désire pas prendre position sur ce choix, a expliqué, lundi, M. Rony Brauman, mais elle ne peut pas fermer les yeux sur la façon dont celui-ci est appliqué... Aujourd'hui, les déplacements de populations représentent la première cause de mortalité en Éthiopie. Plusieurs des personnes qui étaient sur le terrain disent avoir été témoins de scènes de grande violence, que ce soit à Korem, à Kelala ou à Sekota.

[...] Ce récit en rappelle étrangement d'autres qui eurent pour théâtre un autre continent. Même si Philippe Labalme, ne prononce pas le mot Cambodge, tout dans ce qu'il raconte l'évoque : des familles déchirées, déplacées contre leur volonté, des gens presque mourants transportés dans des conditions effroyables vers des destinations où rien n'est encore près pour les accueillir... Mais, dans ce cas, pourquoi le silence des autres organisations ?

«*Ailleurs, reconnaît Philippe Labalme, on n'aime pas le spectaculaire, on préfère maintenir à tout prix une présence dans les pays. Cela ne veut pas dire accepter, mais les pressions se font différemment en discutant directement avec les autorités. Nous, nous pensons qu'il est urgent de parler. Nous ne pouvons pas faire notre travail correctement. Je considère que les actes humanitaires n'ont aucune valeur si je laisse faire de tels débordements*».

Pas de regrets donc sur la façon dont MSF a abordé le problème éthiopien. Mais ces hommes et femmes du terrain éprouvent une grande amertume en songeant à ces centres qu'ils ont laissés et qui seront probablement fermés, sauf un qui sera repris par une organisation non gouvernementale.



En décembre 1985, tout le monde a été expulsé. Bertrand Desmoulin, le chef de mission et Michel Fiszbín, l'administrateur, sont restés un peu pour régler les affaires bancaires, expédier les dernières histoires matérielles. Une trentaine de personnes sont rentrées en même temps. On avait organisé une rencontre de presse avec eux. Ils avaient voyagé de nuit de Djibouti, on avait ouvert les bureaux vers 8h30/9h pour les accueillir. On n'est pas allé les chercher à l'aéroport, ils sont rentrés par leurs propres moyens. En fait, ils étaient attendus à l'aéroport par

les journalistes de l'AFP et Libération qui cherchaient vraiment à savoir ce qu'il y avait derrière cette histoire là. Pierre Haski, de Libération, m'a raconté plusieurs années plus tard, qu'il avait interrogé un par un tous les volontaires. Ils n'avaient pas été briefés. Je ne voulais pas aller les chercher parce que je ne voulais pas qu'il y ait d'ambiguïté du genre « ils ont été briefés avant... », genre « les otages qui sont vus dans le secret ». Ils sont arrivés encore tout crottés de leur voyage, tout embués de leur nuit passée dans l'avion, ils se sont posés et ils ont répondu aux journalistes. Moi, j'ai parlé trente secondes: « tous ces gens là reviennent de tel et tel endroit d'Ethiopie, on ne s'est pas entretenu auparavant, je connais leurs impressions d'ensemble, mais pas leurs impressions dans le détail, mais voilà on y va ». J'étais absolument sûr de mon coup, sûr de la véracité de ce qu'ils racontaient, de la justesse de notre position. Je n'avais pas besoin de me protéger. Les trente ont parlé. Chacun avait des histoires différentes, venait d'endroits différents. Ils n'avaient pas vu les mêmes choses, n'avaient pas les mêmes perceptions, mais tous étaient absolument d'accord sur le fait que ce n'était plus la famine mais les transferts de populations qui tuaient et que l'aide soutenait les transferts donc qu'indirectement, on soutenait ce crime contre l'humanité qu'étaient les déportations. Tous étaient absolument convaincus qu'il ne fallait pas participer à ça. Ils n'avaient pas l'impression de lâcher les gens. Avec une rencontre de presse comme ça, après on n'avait plus besoin d'aller téléphoner aux journalistes. Ils étaient géniaux ! Plusieurs d'entre eux ont même dit que si MSF n'avait pas pris de position ferme, ils auraient démissionné. De ce point de vue là, ça c'est remarquablement bien passé. Ca a été une très grande force que d'avoir toute une équipe qui partage la position de MSF. Ca ne s'est jamais reproduit par la suite.

Rony Brauman, président MSF France (en français).

**Selon les dirigeants de MSF Belgique, qui reconnaissent l'existence des rafles de populations, celles-ci sont plus discrètes dans les zones où travaillent les volontaires de la section. En conséquence, ces derniers n'assistent pas aux mêmes scènes de violence que leurs confrères de la section française et ne voient aucune raison de dénoncer quoi que ce soit et d'interrompre leur travail.**

On n'était pas dans l'œil du cyclone. On travaillait à la marge. Dans un endroit pas médiatisé du tout, qui n'avait pas de poids politique. On avait une paix royale. On travaillait avec les autorités locales, on faisait notre boulot. Punto basta. Et la situation nutritionnelle était un peu moins dramatique que celle de Korem.

[...] MSF France était dans l'œil du cyclone, dans ces énormes camps de Korem qui étaient des mouroirs terribles.

Je suis allé visiter Korem. Ca a été aussi une expérience « solide ». Tout le monde était à cran. C'étaient des missions très dures.. Ces volontaires déployaient des énergies ! C'était une époque où la logistique MSF n'était pas ce qu'elle est devenue. C'était vraiment le bordel ! Les volontaires se battaient comme des malades, travaillaient comme des malades pour sauver deux ou trois gamins... Dans ces cas là, le moindre obstacle qui est mis sur ta route t'es totalement insupportable. Mais en l'occurrence, ici, d'après les témoignages que j'ai eu par la suite de gens qui étaient sur le terrain, les obstacles prenaient des dimensions assez considérables. [...] Par la suite, j'ai rediscuté avec des gens qui ont travaillé avec MSF France en Ethiopie, qui m'ont raconté ce qu'ils avaient effectué, qui sont des gens dignes de foi, sérieux calmes et distingués. Et je me dis a posteriori que c'est clair qu'il y avait de quoi s'inquiéter sérieusement. C'est sûr. Le problème c'est que quand tu veux avoir une prise de parole dans ce type de situation tu es obligé quelque part d'être un peu caricatural c'est à dire de forcer le trait.

Pierre Harzé, responsable de programme Ethiopie MSF Belgique (en français).

On n'a jamais eu des grandes rafles dans les camps du Tigré et de l'Erythrée. Donc dans le Nord, il y avait une situation objective différente de celle du Wollo. Les gens du Tigré et de l'Erythrée n'ont jamais été déportés massivement vers le sud de l'Ethiopie. Je ne suis jamais allé à Korem, mais j'accorde évidemment tout à fait foi et crédit à tout ce que MSF France a dénoncé sur Korem et à ce qui été dénoncé par la suite. Je pense que des opérations de ce genre se déroulaient aussi dans le Tigré, mais elles étaient moins visibles, car elles se déroulaient à moins grande échelle. Personne n'est jamais rentré dans notre camp, ou dans notre hôpital comme ça s'est passé à Korem.

Georges Dallemanne, directeur des opérations MSF Belgique (en français).

Il y a peut-être pu y avoir des équipes qui ont vu certaines choses. Donc on savait, on savait qu'il y avait ...on n'a pas besoin de le voir, d'être témoin pour savoir que ça existe ou que ça n'existe pas. Oui, il y a eu des déportations forcées en Ethiopie, c'est clair, c'est évident. Personne ne nie cela. Donc oui, on le savait. Moi je n'ai pas été témoin en Ethiopie. Bon, mais il y a peut-être l'un ou l'autre membre de nos équipes... ces trucs-là ne se font pas toujours au grand jour, mais on savait pertinemment bien qu'il y avait des problèmes de transferts de population. D'ailleurs le gouvernement éthiopien ne s'en cachait pas. Il le disait. Ca ne s'est pas fait en cachette. En Ethiopie, on n'était pas des cibles, on n'avait pas de problèmes pour travailler. Dire à des médecins, à des infir-

mières : « allez, vous quittez ! » Ce n'est pas possible. Il faut avoir travaillé sur le terrain pour se rendre compte que ce n'est pas possible. Vous pouvez prendre une décision au siège et dire : « écoutez, on regrette, c'est comme ça, vous devez le faire ». Mais sur le terrain, vous n'aurez jamais quelqu'un qui dit : « on part. » Jamais, s'ils soignent vraiment des gens. Sauf s'ils n'ont pas l'accès aux victimes. Mais ce n'était pas le cas, on avait un accès aux victimes, il n'y avait aucun problème. On n'était pas empêché d'aller soigner les gens. Les équipes voulaient rester, personne chez nous n'a dit qu'il fallait partir. On n'en a pas remis, on n'en a pas rajouté, on n'est pas rentré dans la polémique, on n'a pas été embêté par des journalistes qui disaient : « mais enfin, pourquoi vous cautionnez les crimes etc. » Non, donc les gens comprenaient. Et donc on a continué la mission, on n'a pas eu de problèmes sur place. Et MSF France est parti. Je crois que peu de choses ont évolué et 15 jours plus tard, il n'y avait plus rien. Sur l'Éthiopie, il n'y a jamais eu de discussions, on n'a jamais hésité au sujet de rester ou partir. Personne n'a dit : « il faut suivre MSF France. » Tout le monde était d'accord qu'il fallait rester, tous, tous. Vraiment là, il n'y a pas eu de problèmes internes là-dessus. On avait des tensions internes, à MSF Belgique, comme partout, des tendances. Il pouvait y avoir des luttes petit à petit qui s'installaient aussi, pour le pouvoir. Ça devenait une grosse machine et il y en a qui se plaçaient. Mais même à l'intérieur de ces luttes qu'on a partout, jamais le fait de rester ou de partir d'Éthiopie n'a été une question. Ça n'a jamais été un enjeu. Pour tout le monde c'était l'unanimité, il fallait rester. Et on ne l'a jamais regretté, on ne s'est pas dit : « on aurait dû partir aussi, jamais ! »

Philippe Laurent, directeur général MSF Belgique  
(en français).

**Les dirigeants de la section belge considèrent également que la famine éthiopienne n'est ni plus ni moins terrible que celle qui se déroule dans le reste du Sahel et que le comportement des autorités éthiopiennes n'est pas pire que celui de celles du Soudan ou du Tchad.**

Le problème de famine commence en 1983 dans toute cette bande sahélienne, Éthiopie comprise. Il faut se rappeler que l'année qui précède la famine en Éthiopie et pendant la famine en Éthiopie, le nombre de déplacés et l'ampleur de la famine est plus grave au Soudan qu'en Éthiopie. Ça on l'oublie toujours. L'Éthiopie attirait plus les regards mais au Soudan, c'était beaucoup plus grave encore. En 1983, on a lancé de gros appels médiatiques. [...] Ce qui est étonnant c'est qu'on a pas eu les mêmes reportages pour d'autres pays. On aurait pu avoir exactement les mêmes reportages au Soudan par exemple. Tout le monde n'est pas d'accord, mais moi je pense que c'est un peu le hasard. Dans les autres pays, on savait qu'il y avait une famine, et là en

Éthiopie, c'était un peu nouveau. Et puis effectivement et c'était le cas dans les autres pays, il y a eu, comme toujours, une rétention des gouvernements qui disaient : « il n'y a pas de problèmes. » [...] Le gouvernement éthiopien, ce n'est pas celui de l'Union soviétique, de la France ou de la Belgique. C'est un gouvernement qui a très peu de moyens, et qui a été dépassé par les événements. Donc à mon avis, effectivement au départ, il a dit : « bon il y a une famine, c'est peut-être l'occasion de déplacer des populations ». Donc il y avait des enjeux politiques, mais comme il y en avait aussi au Soudan, ou au Tchad. Mais il ne pouvait pas y avoir une politique systématique. C'est impossible, il n'avait pas les moyens d'avoir une politique systématique.

Philippe Laurent, directeur général MSF Belgique  
(en français).

**De plus, une partie de l'équipe de MSF Belgique est convaincue que ses homologues de MSF France ont délibérément monté en épingle les événements éthiopiens afin d'apporter un justificatif à l'existence de Liberté Sans Frontières. À l'inverse, à MSF France on considère les opérations de déportation menées par le gouvernement éthiopien comme une confirmation du bien fondé des questionnements de Libertés Sans Frontières. La brouille entre les deux sections, officialisée par le procès de juillet 1985, durera encore deux ans.**

On n'était pas totalement convaincu et notamment parce qu'ils [MSF France] étaient en train de monter Liberté Sans Frontières. On disait : ils utilisent peut-être cette situation pour essayer de marquer des points avec Liberté Sans Frontières et donc de marquer des points sur le plan politique, par rapport à un débat qui apparaissait comme un débat un peu parisien [...] Mais encore une fois le problème n'est pas tellement dû à ce qui était dit, c'était plutôt dû au non dit, à l'insuffisance de soutien à cette politique de la part des autres sections. Et aussi quand même je pense, à certaines erreurs de Paris qui a mêlé un peu toutes sortes d'agendas en même temps. L'agenda de l'émergence de sections qui ne leur plaisaient pas, celui de Liberté Sans Frontières etc. Cela n'a pas permis d'avoir une situation qui paraissait nette sur le plan de l'éthique et sur le plan des valeurs ou de la charte. Donc je crois qu'il faut reconnaître encore une fois que sur le fond, MSF France avait plus que raison de suivre cette stratégie, et qu'à MSF Belgique on a été probablement trop timide dans le soutien à cette prise de parole. Mais en même temps à Paris, il n'y a pas eu le climat qui aurait permis une cohésion sur ce problème. Moi je pense qu'à MSF Belgique il y avait la crainte d'un agenda caché. Et que c'est ce qui a créé des attitudes de réserve, des attitudes d'attente. [...] Quand même Malhuret [directeur général de MSF France]... à ce

moment-là est parti en politique... Moi je pense que d'une certaine manière oui, il y avait un agenda caché. Est-ce que c'était un agenda qui a utilisé l'Ethiopie, je n'irais pas jusque là. En tout cas à un moment donné, le problème de l'Ethiopie a été symbolique de certaines choses que Liberté Sans Frontières entendait dénoncer.

Georges Dallemagne, directeur des opérations MSF Belgique (en français).

Ce qui s'est passé avec l'Ethiopie en 1985 et la grosse différence de position qu'on a eue, puisque MSF Belgique est restée alors que MSF France a quitté, tout cela ne peut s'envisager que dans le cadre de Liberté Sans Frontières, bien entendu. On ne peut diviser les deux choses, ce n'est pas possible. [...] Médecins Sans Frontières lance Liberté Sans Frontières. Tout ça est préparé avec un article de 7-8 pages, dans Paris Match qui fait la couverture : « Les impostures du tiers-mondisme ». Et ça continue avec « Les crimes du Négus rouge » [un an plus tard, article d'André Glucksman, qui n'a rien à voir avec MSF]. Tout ça avant l'expulsion, donc tout ça était lié. [...] C'est pour dire le climat dans lequel se déroulait cette histoire d'Ethiopie. Donc moi je savais par les documents de Malhuret [directeur général de MSF France], qu'un dossier comme ça ne se préparait pas la veille au soir. C'était quelque chose qui était préparé plusieurs mois à l'avance. Donc on savait très bien qu'ils préparaient ce coup-là pour avoir des conférences de presse, on savait très bien ce qu'il y avait là derrière. C'était évident. C'était dans le même état d'esprit. C'était même plus que ça, c'était la confusion. Il y avait une confusion d'intérêts, la confusion était totale, elle était totale, totale, c'était évident ! Après on a réécrit l'histoire, on a repris les choses mais la confusion était totale, totale. Alors je ne dis pas qu'ils avaient tort, que Mengistu n'était pas une crapule. On avait un petit peu été dans des régimes communistes pour savoir que c'en était une, mais on savait aussi qu'au Soudan où le régime était de droite et où on voyait déjà venir les connards du Hezbollah, ce n'était pas mieux. Mais il y a eu cette bouffée anticommuniste chez Brauman et Malhuret pendant deux, trois ans. Brauman a bien réagi après, il a compris qu'il ne fallait pas continuer dans cette voie-là et il a fait une courbe rentrante. Liberté Sans Frontières ça a duré deux, trois ans et puis tout d'un coup, ça a disparu. On ne sait même pas très bien ce que c'est devenu. Mais au départ, ils ont été pris d'un accès, je dirais moi, de délire anticommuniste. J'ai eu des discussions avec Brauman, je m'en rappelle à Maho au Tchad, Et c'était incroyable, il avait un délire politique. Il se sentait investi d'une mission de lutter contre le communisme.

Philippe Laurent, directeur général de MSF Belgique (en français).

On n'était pas du tout en phase avec MSF France. Maintenant, rétrospectivement je pense qu'on avait tort. On leur prêtait des intentions... Je baignais dans le discours de Philippe Laurent, qui me faisait interpréter l'ensemble des prises de position etc... Ce discours a été « confirmé » pour nous, à l'intérieur, quand on a vu le passage en politique de Claude Malhuret [directeur général de MSF France]. Tout cela faisait partie d'une même chose. On pensait Claude sous influence ultra-libérale, très proche des fondations américaines, avec le désir de régler des comptes avec les pouvoirs communistes. On se sentait très fort « manipulés » par Claude. On n'avait pas très bien compris pourquoi Rony avait emboîté le pas aussi facilement. Et voilà ! On voyait Revel et tous ces gens-là qui traînaient autour de LSF. C'étaient pas des gens très fréquentables. Donc tout ça a fait qu'on n'a vraiment pas emboîté le pas à LSF. Et ça a été le début d'une grosse discorde... Là dessus se greffe aussi probablement le désir de s'affirmer pour une section naissante... il y a différentes choses.

Pierre Harzé, responsable de programme Ethiopie MSF Belgique (en français).

La querelle avec MSF Belgique a vraiment battu son plein parce que se mêlaient à ce moment là une opposition féroce à Liberté Sans Frontières de la part de Philippe Laurent et des Belges en général et une opposition féroce à la position qu'on avait prise en Ethiopie. C'est pour ces deux raisons qu'ils voyaient, à juste titre, étroitement mêlées. Dans mon esprit c'était mêlé, il n'y avait pas de contradiction entre ce que je disais à LSF et ce que je disais sur l'Ethiopie, et plus largement sur la façon dont MSF s'exprimait là-dessus.

Rony Brauman, président de MSF France (en français).

Non, on n'a pas « monté » l'Ethiopie pour justifier Liberté Sans Frontières ! Liberté Sans Frontières a été conçu en 1983 et créé à l'assemblée générale de 1984 pour dénoncer les effets du totalitarisme et ceux de l'idéologie du tiers-mondisme sur les populations. L'Ethiopie était un régime totalitaire qui se cachait derrière une façade « tiers-mondiste », donc c'était normal qu'on le dénonce.

Claude Malhuret, directeur général de MSF France (en français)

**Après l'expulsion de la section française de MSF d'Ethiopie, la section belge se démarque donc de la prise de position de son homologue.**

4. En mars 1986, Claude Malhuret, le directeur général, quitte MSF France pour prendre les fonctions de secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme dans le nouveau gouvernement français.



**Télex** de MSF Belgique à l'agence de presse Belga, décembre 1985 (en français)

### Extrait :

Suite au départ de « Médecins Sans Frontières France » d'Éthiopie, nous tenons à apporter les précisions suivantes : Le problème actuel concerne exclusivement « Médecins Sans Frontières France ». « Médecins Sans Frontières Belgique » pour sa part continue à exercer ses activités dans de bonnes conditions à Adigrat, Idaga Hamous et Zalambessa dans des zones situées à cheval sur l'Érythrée et le Tigray.

Nous regrettons la forme prise par la controverse et les propos tapageurs qui, inévitablement, ont conduit à une situation de blocage en définitive surtout préjudiciable pour les populations sinistrées.



*Bien sûr, ça a été gênant. Ils portaient le même nom et ils ont fait activement campagne. [...] Les Belges disaient qu'on avait rompu les principes de la charte, qu'on avait pris des positions politiques, idéologiques, qu'on abandonnait les victimes, que l'Éthiopie offrait un terrain de travail raisonnable sur lequel on pouvait s'investir. Bref, un à un ils démontaient tous les arguments explicites ou implicites. Ils le faisaient publiquement. Je me rappelle avoir été confronté une fois à leur contre-lobbying. J'étais allé au Parlement européen pour une audition ou une conférence de presse. Ils étaient passés avant. Il y avait des tracts - 2 pages - contre notre position signés MSF Belgique, dans toutes les boîtes, de tous les députés parce qu'en plus ils avaient un très fort soutien du patron de la DG VIII [direction générale « développement » de la Commission européenne], un Allemand compagnon de route<sup>5</sup>. Il leur favorisait l'accès et évidemment les députés communistes les aidaient. C'était assez cocasse parce que Philippe Laurent est plutôt proche de la droite droite.*

Rony Brauman, président MSF France (en français).



*Non, ça m'étonnerait beaucoup ça, on a jamais fait ça. Ça, ça m'étonnerait. C'était pas Médecins Sans Frontières Belgique. Tous les Belges n'appartiennent pas à Médecins Sans Frontières. Je n'aurais jamais accepté ça, jamais, jamais ! Et encore plus de distribuer des tracts au Parlement européen, non, non jamais !*

*Mais la provocation du lancement de Liberté Sans Frontières, le colloque, qui a déclenché une polémique extraordinaire, c'est concomitant. Donc cette charge déclenche toutes sortes d'articles dans les journaux. Les tiers-mondistes sont attaqués, ils contre-attaquent etc. Bien entendu le Parlement européen étant un « lobby de tiers-mondiste », ils se sont défendus, ça c'est clair. Donc il y a eu des trucs qui ont circulé, mais c'est pas MSF Belgique qui a organisé*

*ça, jamais, jamais. On n'avait aucun contact avec les tiers-mondistes, avec le Parlement européen. On n'a jamais eu aucun contact, jamais, jamais...*

Philippe Laurent, directeur général MSF Belgique  
(en français).



*On a avant tout vécu la prise de parole de MSF France comme le fait que de toute façon, ils voulaient faire un coup. Ils ne voulaient pas qu'on les gêne et nous étions persona non grata. Donc d'emblée on a dit : « écoutez, MSF France, c'est MSF France. De toute façon, on n'a pas grand chose à voir avec eux, il suffit de leur demander ». Je pense qu'on tenait le discours suivant : « ils ont été confrontés à une situation inacceptable et donc ils ont pris leurs responsabilités par rapport à une situation où ils étaient totalement manipulés, dans une situation totalement choquante. Nous ne sommes pas dans le même type de situation, nous nous avons décidé de rester dans les hôpitaux, on nous laisse travailler, on a pu monter une série de missions... » Mais au-delà de ça, je pense qu'il y a eu un problème de communication. A aucun moment on a pu se renforcer et s'entraider, quitte à adopter des stratégies différentes. L'un pouvait quitter, l'autre rester comme on l'avait fait dans d'autres situations. Mais à aucun moment on a été capable de monter ensemble une stratégie de communication cohérente. Il y avait une difficulté énorme de coexistence. A Paris, déjà à ce moment-là, il y avait la volonté qu'on quitte mais également qu'on ne nous appelle plus MSF. Je me souviens qu'à cette époque-là, MSF France qui était une grosse ONG établie à Addis-Abeba, qui avait des moyens logistiques, donnait des coups de main à toutes les ONG de la place mais pas à MSF Belgique ! Nous étions tout petits, et moi je ramais parce qu'on n'avait aucun moyens. C'est sûr que ça n'a pas aidé finalement à la bonne compréhension du contexte politique et à une stratégie efficace, comme on a pu l'avoir à d'autres périodes. Le gouvernement éthiopien évidemment a tenté de nous faire jouer un rôle là-dedans en nous disant : « bon ben voilà, à MSF il y a des excités politiques qui veulent du mal à l'Éthiopie, c'est MSF France, et il y a des gens qui viennent raisonnablement travailler avec nous, c'est MSF Belgique. » C'est un discours qui était tenu à ce moment là dans les milieux de l'aide etc... Nous on n'a pas répondu à ça, on n'avait pas à répondre à ça. Simplement, avec le recul, je crois qu'objectivement il y avait une situation qui était différente, mais surtout il y avait une telle animosité qui régnait entre les sections que de toute façon, nous n'avions pas envie de réfléchir ensemble, d'essayer de comprendre les positions des uns et des autres, d'essayer de trouver une stratégie commune et donc d'essayer de nous renforcer. Et à la limite, ce qui affaiblissait une section pouvait apparaître comme... pourquoi pas... servant l'autre section. Je pense que sur le fond il n'était probablement pas nécessaire que nous quittions aussi l'Éthiopie, parce qu'il y avait quand même une situation humaine qui était tragique, mais on aurait pu se renforcer, sur le plan de la communication, sur*

5. « compagnon de route » du Parti communiste.

le plan du témoignage. On n'a jamais été jusqu'à dire évidemment que MSF France avait tort. Mais on n'a pas été très... agressifs sur ce sujet-là. On n'a jamais été jusqu'à dire : « à leur place on serait partis aussi. »

Georges Dallemagne, directeur des opérations MSF Belgique (en français).

**De leur côté, les autres organisations de secours travaillant en Ethiopie, admettent en privé la réalité des exactions dénoncées par MSF, mais prennent publiquement leurs distances avec son positionnement. Courant décembre, une quarantaine d'entre elles, rassemblées au sein du CRDA (Christian Relief and Development Association) diffuse une déclaration affirmant que MSF les a accusés de complicité avec le gouvernement éthiopien.**



« MSF réactions ». **AFP** (France), Paris, 3 décembre 1985 (en français).

**Extrait :**

[...] Après le ministère des Relations extérieures, qui a déploré cette décision, le président du groupe d'amitié France-Éthiopie, le député socialiste du Rhône Jean-Jack Queranne, porte-parole du PS a fait état de sa « *vive réprobat*ion ».

Dans un télégramme adressé à l'ambassadeur d'Éthiopie en France, M. Getachew Kebreth, M. Queranne a exprimé la crainte que « *cette décision soit préjudiciable au vaste mouvement de solidarité internationale en faveur de l'Éthiopie* ». De son côté, l'organisation AICF (Action internationale contre la faim), qui opère dans le Tigré, tout en affirmant qu'elle n'a pas été « *témoin de telles pratiques* » (concernant les transferts) s'est associée à l'inquiétude (de MSF), demandant au gouvernement éthiopien de permettre à toutes les organisations intéressées la libre observation sur place des conditions de réinstallation des populations déplacées.

Les Aviateurs Sans Frontières qui travaillaient pour MSF, ont pour leur part mis l'accent sur leur « *apolitisme* » pour réclamer le déblocage de leur avion frappé d'interdiction à Addis-Abeba afin qu'ils soient au service de tous ceux, MSF ou autres, qui veulent l'utiliser au service des hommes frappés par des calamités.



« Ethiopie : MSF reconduit à la frontière ». Pierre Haski, **Libération** (France), 4 décembre 1985 (en français).

**Extrait :**

[...] Rony Brauman crie haut et fort, mais se retrouve largement isolé sur la scène des organisations non-gou-

vernementales. Sur 47 ONG présentes en Ethiopie, pas une seule ne lui emboîte le pas. Son ancienne « filiale » belge critique même les déclarations « tapageuses » de MSF Paris, et fait savoir qu'elle n'est pas concernée par l'expulsion. Son président Philippe Laurent ajoute : « *il n'est pas question de baisser son froc devant des exactions, mais ce genre d'attitude bloque tout. On ne sait que tout n'est pas rose...* »

A Genève, le prudent Comité international de la Croix-Rouge (CICR), principale organisation implantée en Éthiopie, rappelle qu'elle a plusieurs fois protestées officiellement auprès d'Addis-Abeba à la suite « *d'irrégularités* », mais a préféré régler ces différends par le « *dialogue* » avec les autorités. Il faut dire que MSF s'est elle-même quelque peu marginalisée en politisant son action par le biais de Liberté Sans Frontières, sollicitant peu de solidarité chez les autres ONG. MSF a sorti la tête toute seule en prenant le risque de se la faire trancher.

[...]

Le ministère des Relations extérieures a « *déploré* » mardi l'expulsion d'Éthiopie de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières et exprimé sa « *vive préoccupation* » devant la décision des autorités d'Addis-Abeba annoncée lundi soir.

Dans un communiqué, le Quai d'Orsay précise que les médecins de cette organisation ont accompli en Éthiopie, dans des conditions difficiles, une mission de secours et d'assistance qui suscite admiration. Le ministère déplore qu'il ne puisse poursuivre leur mission humanitaire qui avait déjà sauvé des milliers de vies humaines dans ce pays ajoute le communiqué.

On précise d'autre part que la France n'envisage pas d'apporter une aide quelconque au programme de déplacement des réfugiés de la sécheresse vers le sud de l'Éthiopie, envisagé à Addis-Abeba et cause essentielle du contentieux avec Médecins Sans Frontières.



« Addis-Abeba accuse Médecins Sans Frontières de faire de la politique ». Christophe Naigeon (Addis-Abeba), **Libération** (France), 4 décembre 1985 (en français).

**Extrait :**

[...] « *Les petits Tarzan de Rony Brauman ont fait plus de bruit que des miracles* », et Médecins Sans Frontières Éthiopie obéit avant tout à des motivations politiques ; telles sont, en substance, les principales accusations portées par le gouvernement éthiopien à l'encontre de l'organisation humanitaire française.

Berhanu Deressa, commissaire adjoint des opérations d'urgence et de réhabilitation, la RRC éthiopienne, dans un dossier de sept pages longuement mûri qui a commencé à circuler à Addis-Abeba vendredi dernier, prépare point par point les arguments qui allaient justifier, trois jours plus tard, l'expulsion de MSF.

Ce dossier, extrêmement sévère à l'égard de Rony Brauman, le patron de MSF France et de Michel Fizbin, le directeur local, ménage cependant ceux des personnels de MSF qui

se sont strictement consacrés à des opérations de terrain sans entrer dans les considérations politiques. Car le fond de l'affaire est là. Les Éthiopiens, qui soulignent les liens de MSF avec la fondation Liberté Sans Frontières sont convaincus que «*tout le tapage fait par Rony Brauman, cherchant à attirer les médias plus que son dû n'a qu'un seul objectif, préparer les élections législatives françaises*». Procès d'intention sans aucun doute, mais amené par une série d'arguments bien pesés auxquels MSF Éthiopie a bien du mal à répondre. En effet, les chiffres des victimes au cours de transferts de population du nord vers le sud donnés par Rony Brauman dans plusieurs journaux, de 60 à 100 000 morts, sont totalement invérifiables et ne sont, en fait, que des extrapolations des faits ponctuels constatés par les équipes de MSF, c'est-à-dire vingt-sept personnes. Sur un territoire plus de deux fois grand comme la France dont la moitié des millions d'habitants vivent dans le Sud, dans des villages souvent difficiles d'accès, personne n'est en fait capable d'avancer de chiffres. Personne en plus ne connaît d'ailleurs les chiffres de la production agricole ni celui du produit national brut, et l'Éthiopie reste le royaume de l'approximation statistique la plus totale.

«*MSF utilise des événements localisés pour discréditer la politique de réinstallation des paysans dans le Sud*», dit en résumé le dossier du RRC et le commissaire adjoint qui en est l'auteur affirme que «*jamais MSF m'a demandé à se rendre dans les zones de réinstallation pour vérifier ces informations*».

Que le transfert des populations se fasse souvent dans de très mauvaises conditions, personne à Addis-Abeba, aussi bien au sein des quarante-sept organisations gouvernementales qui y ont élu domicile depuis la famine, que dans les milieux gouvernementaux, ne le conteste vraiment. Les trois principes de déplacements, c'est-à-dire, volontariat, maintien des familles unies et transport des seules personnes capables de faire le voyage sans risque de mourir en chemin, sont - tous les témoignages concordent - souvent violés. En fait de volontariat, on voit souvent les miliciens embarquer, gourdin à l'appui, les gens trop affaiblis pour rouler parfois plusieurs jours sans danger bien que dans les sites de réinstallation que l'on a voulu nous montrer, on voit des familles entières heureuses de leur nouveau sort, personne n'est actuellement capable de dire ce qui se passe vraiment et si oui ou non comme l'affirme Rony Brauman, il s'agit de déportations massives et brutales.

Dans le doute, les autres organisations non gouvernementales (ONG), qui travaillent en Éthiopie se taisent. Pas seulement d'ailleurs parce qu'elles ne peuvent honnêtement s'avancer aussi loin que MSF, mais aussi parce que la règle est plutôt «*travaille et tais-toi*» quitte à faire passer l'information par des canaux moins tapageurs.

En tout cas même si chacune des organisations humanitaires est prête à partager en partie certaines craintes des agents de terrain de MSF, tout le monde y compris l'ambassade de France et les Nations unies, s'est désolidarisé de Médecins Sans Frontières. Plus encore que l'obligation de réserve acceptée par tous et que MSF a violé, on reproche à Rony Brauman et à Michel Fiszbin d'avoir voulu imposer à un état souverain ses propres vues et de s'y comporter en «*champion des Droits de l'homme*» au mépris de la vérité.

Faisant remarquer que c'était «*la plus petite ONG qui faisait le plus de bruit*», la RRC, forte de la neutralité probable des autres organisations, a donc décidé de prendre le risque de faire de MSF un martyr. Risque calculé sans doute. Même si la France se retirait à la suite de cet incident, ce qui ne sera certainement pas le cas puisque depuis longtemps l'ambassade a pris ses distances par rapport à MSF, l'Éthiopie ne perdrait pas grand-chose : l'aide française a été cette année équivalente à trois jours de distribution de vivres.

Si cette expulsion alimente les conversations des salons de l'hôtel Hilton d'Addis-Abeba, principal quartier général des ONG d'Éthiopie, le départ de MSF va créer un vide dont il est à parier qu'il sera vite rempli par d'autres. Car ici, la concurrence est farouche entre les organisations non gouvernementales et chacun tient à préserver son drapeau même si, pour cela, on doit un peu fermer les yeux. Et la bouche.



«*100 000 personnes au moins*». **AFP** (France), 19 décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Interrogé sur le fait que les responsables des autres aux organisations humanitaires non-gouvernementales opérant en Éthiopie - il y en a près de 50 - ne se sont pas, à ce jour, associé à la campagne déclenchée par MSF, le Dr Brauman fait remarquer qu'il s'agit d'une «*décision difficile à prendre*» pour les autres ONG, explique-t-il en substance, l'important est de poursuivre le travail sur le terrain et les populations qu'elles soignent sont les otages qu'il leur font conserver le silence, au moins publiquement.

«*L'une des raisons qui a fait prendre cette attitude à l'organisation humanitaire, poursuit le président de Médecins Sans Frontières, est que trois de nos quatre centres se trouvent dans le Wollo. Nos équipes ont été les témoins directs de ces déplacements forcés au cours desquels les familles sont séparées, des malades sur leurs brancards sont embarqués de force, ils n'auraient pas accepté que nous cachions la vérité*».

A ce propos, le Dr Brauman fait remarquer qu'il n'est pas possible à des observateurs étrangers indépendants, notamment les diplomates, de se déplacer librement en Éthiopie. Les journalistes, pour leur part, éprouvent, malgré les affirmations contraires, de grandes difficultés à obtenir des visas que le gouvernement n'accorde que parcimonieusement et suivant des critères non rendus publics.



«**Lettre ouverte** aux ONGs en Éthiopie» Bertrand Desmoulins, coordinateur Medical, Michel Fiszbin, administrateur, MSF France, 13 décembre 1985 (en anglais)

#### Extrait :

[...]

Dans la phase actuelle de récupération et de développement, nous pensons que les bailleurs doivent être infor-

més de la façon dont leurs fonds sont utilisés afin de pouvoir en toute connaissance de cause, décider de ce qu'ils soutiendront ou pas. Ils devraient aussi être informés que les opérations de secours sont entravées par de nouvelles priorités politiques, comme à Kelala où des milliers de morts auraient pu être évitées, ou dans le sud Wolo ou les plaines du nord Shoa, où une grave épidémie décime la population. Aucuns secours médical n'y a été autorisé à ce jour. La liberté de mouvement et d'action pour les ONGS a été réduite à tel point que la confiance réciproque sur laquelle est construite l'assistance privée internationale est maintenant en péril.

Pour toutes ces raisons, nous pensons qu'il est indispensable d'ouvrir les opérations de secours en Ethiopie, aussi bien pour le bien du peuple éthiopien que par respect pour tous ceux qui financent notre cause.

L'ensemble du mouvement international de solidarité court le risque de se retrouver miné par le climat de secret qui enveloppe la question de l'aide en Ethiopie.



**Déclaration des membres du CRDA** [*Christian relief and development association*] sur les réinstallations (draft) 18 décembre 1985 (en anglais).

#### Extraits :

1. Dans les semaines précédentes, divers membres du CRDA ont été accusés publiquement et en privé par MSF de « soutenir » la politique de réinstallation menée par le gouvernement et de ne pas rendre publics les excès de cette politique.
2. La position du CRDA est la suivante : à travers ses membres, il soutient la politique générale de réinstallation, car c'est une politique qui est défendable à la lumière des conditions de sécheresse chronique qui règnent dans le Nord de l'Ethiopie.
3. Cependant, les membres du CRDA sont conscients que la politique de réinstallation est peut-être mal nommée si elle est menée par la contrainte ou si trop de ressources sont détournées des programmes de secours et de réhabilitation au sein desquels les membres du CRDA collaborent avec la RRC.
4. Au-delà, il existe un risque réel que la mauvaise publicité faite par MSF incite les principaux donateurs à réduire leurs engagements à aider l'Ethiopie dans l'immédiat, comme à plus long terme en 1986.
5. En conséquence, les membres du CRDA réaffirment leur engagement à long terme à aider la RRC à répondre aux énormes besoins de l'Ethiopie en 1986. Lorsque les membres rencontreront des difficultés dans leurs programmes, ils continueront à discuter de ces difficultés avec les responsables pertinents aussi bien au niveau régional qu'au niveau national, avec la perspective de les résoudre.
6. En ce qui concerne les allégations de MSF selon lesquelles des milliers de morts ont été causées par la réinstallation, les membres du CRDA insistent sur le fait qu'il est impossible de prouver ou non leur véracité,

étant donné que de nombreuses personnes réinstallées seraient peut-être mortes de faim ou de maladies, si elles étaient restées dans leurs villages ou dans les camps. Les membres du CRDA veulent faire savoir clairement qu'ils n'ont pas l'intention de se laisser détourner de leurs activités de secours et de développement par les problèmes liés au programme de réinstallation du gouvernement éthiopien. Etant donné le déficit alimentaire chronique qui règne en Ethiopie, seul un effort majeur de tous les membres combiné à des programmes d'aide multilatérale et bilatérale peut empêcher une nouvelle famine d'apparaître au milieu de l'année prochaine.

Le CRDA pense qu'en dépit de tous les problèmes posés par la réinstallation, il peut être plus efficace en s'impliquant qu'en boycottant. En tant qu'organisations humanitaires notre premier souci doit être d'aider les populations d'Ethiopie, où qu'elles se trouvent.



**Compte-rendu** du conseil d'administration de MSF France, 4 janvier 1986 (en français).

#### Extrait :

[...] Le CRDA (Christian Relief and Development Association) regroupe plus de 40 ONG travaillant en Ethiopie. Cet organisme a rédigé récemment un communiqué dans lequel il affirme que MSF a accusé en public et en privé les ONG de compromission envers le gouvernement d'Addis. Rony Brauman précise que nous n'avons jamais lancé de telles accusations. Une lettre a été adressée à chaque organisation pour connaître leur position respective face à ce communiqué (cf. lettre jointe).



*Il n'y a que nous qui avons dit quelque chose. Tout le monde nous a craché dessus. Les gens de SCF avaient exactement les mêmes informations que nous. Ils nous en donnaient sur les camps de transit. Ils savaient que les transferts n'étaient pas volontaires, que les familles étaient séparées, que les gens en mouraient. Par contre, ils considéraient que dire ça publiquement ça entraînait un risque d'expulsion et ils ne voulaient pas eux-même prendre ce risque. Ils considéraient que c'était plus important de continuer à travailler car ça allait mieux dans certains endroits. Le CICR n'a jamais rien dit publiquement. Ils n'ont jamais dit à un journaliste: « on est d'accord avec MSF. » Ils ont dit aux journalistes: « on est d'accord mais on ne veut pas que vous le disiez ». C'était l'époque où ils ne disaient rien. Ils ne parlaient pas publiquement. Un ou deux ans après, ils ont été expulsés. Ils avaient un parc de camions de 90 ou 100 camions et ils se sont tout fait confisquer. De toute façon tout le monde s'est tout fait voler. Quant à Concern, je pense que ce sont eux qui nous ont traités le plus de menteurs. Premièrement parce qu'ils travaillaient dans les camps de resettlement [réinstallation] et qu'ils ne voulaient pas dire que ça n'allait pas bien publi-*

quement. Deuxièmement parce qu'ils n'ont pas dû apprécier que Michel Fiszbin répète publiquement quelque chose qu'ils avaient dit pendant la réunion. Pour la majorité des autres, ce n'était pas très difficile de ne pas voir ce qui se passait. On pouvait se contenter de ne voir que le petit enfant en train de mourir.

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Éthiopie MSF France (en français).

 Il n'y a que MSF France qui est parti. Les autres membres de MSF Belgique, MSF Hollande ne sont pas partis. Et les 200 autres ONG ne sont pas parties non plus. De toute façon que MSF France parte ou ne parte pas, il n'y avait pas de différence au niveau de l'aide à la population. MSF France apportait, je ne sais pas moi, 1% de l'aide, donc ça ne changeait rien. C'est complètement différent dans une situation où vous avez 100% de l'aide et vous décidez de partir... Mais là, MSF France a pris la position : « Nous ne voulons pas cautionner un gouvernement ». Je crois que tout le monde savait ce qui se passait. La presse en parlait déjà. Des organisations tout en restant, disaient : « il y a un quelque chose qui ne va pas ». Mais elles ne disaient pas : « vous êtes des communistes donc vous êtes mauvais donc vous ne pouvez prendre que des mauvaises décisions ». Ce qui était un peu la position de MSF France : « vous n'avez pas les moyens de votre politique, au cas où même vos intentions seraient bonnes, vous ne pouvez pas le faire, vous transférez des gens, vous n'avez pas de structures d'accueil, vous les transportez dans des conditions absolument épouvantables, ça ne va pas, vous n'avez pas de solutions ». Mais il n'y avait pas de solutions pour garder les gens non plus. C'était une espèce de casse-tête. Et donc la position commune des ONG a été de ne pas suivre MSF France. Il y a même eu une pétition contre MSF qui a circulé parmi les associations à Addis-Abeba. Je pense que MSF Belgique ou Hollande ne l'ont pas signée, mais la plupart des ONG ont dénoncé l'attitude de Médecins Sans Frontières France.

Philippe Laurent, directeur général, MSF Belgique (en français).

 Je suis absolument convaincu, mais je ne peux pas le démontrer, que si en novembre, après tout le battage de presse qui avait déjà eu lieu, on avait réussi à créer un front des ONG à Addis, on aurait pu retourner la situation. MSF n'aurait pas été expulsé et le gouvernement aurait été obligé de stopper à nouveau ces transferts. J'en suis absolument sûr. D'ailleurs il l'a fait six à huit mois après, mais pendant ces huit mois il y a encore eu des centaines de milliers de personnes qui ont été déportées. On avait vraiment le pouvoir de les faire reculer mais pas tous seuls. Évidemment MSF ne comptait pas. Même aujourd'hui, MSF tout seul c'est pas grand chose. Mais c'est infiniment plus que ça n'était à l'époque. Il y aurait eu MSF, AICF -

Oxfam ce n'était pas pensable - SCF et quelques autres, des gens comme IRC, on les faisait reculer. Parce que la presse était d'accord pour soutenir cette vision de l'Éthiopie. C'est le plus triste de cette affaire, indépendamment de la cruauté des transferts eux-mêmes.

Rony Brauman, président de MSF France (en français)

**Le 12 décembre, MSF demande au Parlement européen son aide pour obtenir un moratoire de trois mois sur les déplacements forcés. Le Parlement critique la politique de déportation de l'Éthiopie et demande aux autorités éthiopiennes d'autoriser MSF à reprendre ses activités.**



« Éthiopie : MSF en appelle au parlement européen ». **Le Quotidien du pharmacien** (France) 12 décembre 1986 (en français).

#### Extrait :

Le Dr Rony Brauman, président de Médecins Sans Frontières vient de demander l'aide au parlement européen pour tenter d'obtenir le gouvernement éthiopien l'arrêt pendant au moins trois mois de déplacements de populations en Éthiopie.

« Ces déplacements effectués arbitrairement dans des conditions effroyables sont devenus la cause numéro un de la mortalité en Éthiopie », a-t-il en effet affirmé, ajoutant que « l'on peut estimer à près de 100 000 les morts qu'ils ont entraînés ».

Le Dr Brauman a, d'autre part, mis en cause le sérieux des missions d'enquête envoyées sur place par les Nations unies et précisé que c'était pour avoir rempli leur devoir humanitaire que vingt-deux Médecins Sans Frontières avaient été expulsés récemment d'Éthiopie.

Plusieurs groupes politiques ont déjà, pour leur part, annoncé leur intention d'ouvrir un débat, en principe aujourd'hui, pour inviter les « Dix » à soutenir cette organisation.



« Éthiopie : Le Parlement européen critique la politique de déportation ». **AFP** (France) Strasbourg, 12 décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

[...] L'assemblée de Strasbourg a lancé un appel aux autorités éthiopiennes pour qu'elles autorisent Médecins Sans Frontières à reprendre ses activités humanitaires en Éthiopie. Cette association a été expulsée à la suite de ses révélations sur les conditions épouvantables de ces déplacements de population.

« Ce programme de réinstallation est essentiellement inspiré par des motifs politiques, notamment par la volonté

de dépeupler des régions contrôlées par les gouvernements autonomistes», estime le parlement européen. Il a demandé la suspension immédiate afin de permettre à une commission d'enquête de recueillir des informations sur les conditions de vie dans le Nord, la situation dans les zones de «repeuplement» et sur le fait de savoir si ces déplacements sont volontaires ici des familles sont séparées. Enfin l'Assemblée a dénoncé les abus dans l'utilisation et la distribution de l'aide communautaire et en a exigé un contrôle plus strict.

Le commissaire européen Lorenzo Natali a déclaré qu'il ne fallait pas mettre systématiquement en cause le bien-fondé de ce «programme de réinstallation», mais les conditions dans lesquelles il est effectué. Il a annoncé qu'il donnerait la semaine prochaine des informations sur les récents développements de la situation en Éthiopie.

**Le 16 décembre, la presse internationale commence à faire état de la défection de Dawit Wolde Giorgis, le responsable de la RRC qui n'a pas regagné l'Éthiopie après un voyage aux Etats-Unis.**



«Éthiopie : l'étrange «disparition» de M. Dawit Wolde Giorgis». **Le Monde** (AP) (France), 17 décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

M. Dawit Wolde Giorgis, directeur de la commission gouvernementale éthiopienne pour l'aide et la réhabilitation (RRC), qui contrôle toute l'aide internationale en faveur de l'Éthiopie, a «disparu» depuis trois semaines au cours d'un voyage dans plusieurs capitales occidentales. Selon le *Sunday Times* de Londres, le directeur de la RRC «cherchait à obtenir l'asile politique aux États-Unis». Parti d'Addis-Abeba 25 octobre dernier pour solliciter des dons en Grande-Bretagne, en Belgique et aux États-Unis, M. Dawit Wolde aurait dû regagner la capitale éthiopienne il y a trois semaines. Possédant une résidence en Grande-Bretagne et une autre sur la côte ouest des États-Unis, il se trouvait à Washington au début novembre et s'est rendu aux Nations unies. «Deux jours après, selon un de ses proches contactés à Nairobi, il s'est rendu en Californie. Puis il est allé à Bruxelles et a disparu peu de temps après.» Nommé directeur de la commission d'aide il y a deux ans, M. Dawit Wolde est commandant dans l'armée éthiopienne. C'est l'une des personnalités les plus en vue du régime et un ami personnel du chef de l'État, le lieutenant-colonel Mengistu Hailé Mariam. Il a été au centre de plusieurs controverses, notamment au sujet du déplacement forcé d'environ un million et demi de personnes vivant dans les provinces du Nord vers le sud et l'ouest du pays, régions plus fertiles. En mai dernier, d'autre part, la RRC a été accusé de détournements et de discriminations dans la distribution de l'aide internationale.



«Le responsable de l'aide éthiopien demanderait asile aux Etats-Unis». Frank J.Prial, **The New York Times** (Etats-Unis), 20 décembre 1985 (en anglais).

#### Extrait :

[...] A Washington, le département d'Etat a nié que M. Dawit, le Commissaire aux secours et à la réhabilitation de gouvernement éthiopien du lieutenant-colonel Mengistu Hailé Mariam, ait demandé refuge. Mais une source haut-placée à Washington a confirmé que M. Dawit se trouvait aux Etats-unis et avait fait savoir qu'il avait l'intention d'y rester.

[...] Des responsables, ici et à Washington ont déclaré que la défection de M. Dawit embarrasserait le gouvernement marxiste éthiopien, qui a des liens étroits avec l'Union soviétique et d'autres Etats du bloc de l'Est. L'éventuelle défection est aussi examinée avec ironie par les responsables des secours qui ont noté que M. Dawit avait critiqué le rôle des Etats-Unis dans l'aide apportée à l'Éthiopie.

**Le 18 décembre, l'équipe de direction de MSF France donne une conférence de presse à Genève, en présence de la représentante de l'Éthiopie auprès de l'ONU, qui affirme que MSF a été expulsée pour ingérence dans les affaires politiques internes du pays.**



«MSF lance un appel pour le respect de la déclaration universelle des Droits de l'Homme en Éthiopie». **AFP**, Genève, 18 décembre 1985 (en français).

#### Extraits :

L'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) a lancé un appel mercredi à Genève, siège de nombreuses organisations internationales, pour le respect en Éthiopie de l'article 13 de la déclaration des Droits de l'homme, interdisant les départs forcés de population.

Dans une conférence de presse, le Dr Rony Brauman, président de MSF qui vient d'être expulsé d'Éthiopie, a ajouté que le plan de déplacements massifs des populations du nord frappées par la famine vers le sud avait causé la mort de 100 000 personnes au moins. Ces déplacements, a-t-il dit, se font sans l'accord des populations vers des camps de transit «qui ressemblent à des camps de concentration», et «sont la première cause de la mortalité du pays».

Pour sa part, le Dr Claude Malhuret, directeur général de MSF et auteur d'un rapport sur «les déportations de masse en Éthiopie», a affirmé que ce plan de déplacement de 1 750 000 personnes allait causer la mort de 300 000 d'entre elles. «Nous assistons à la plus grande opération de déportation depuis le génocide khmer rouge», a-t-il ajouté. Ces propos ont été démentis par Mme Kongit Sinegiorgis, représentante permanente adjointe de l'Éthiopie auprès de l'ONU à Genève, qui assistait à la conférence de presse.

MSF, a-t-elle dit, était « l'une des 48 organisations non-gouvernementales travaillant en Éthiopie et a été expulsé pour ingérence dans les affaires politiques internes du pays ». « Les chiffres cités, a-t-elle ajouté, sont complètement faux, et nous invitons tous les journalistes présents, à se rendre sur place pour le constater par eux-mêmes ».

Le Dr Brauman, qui rencontrait pour la première fois une autorité éthiopienne depuis son expulsion, « a pris acte de cette invitation », tout en précisant que les membres de son organisation, lorsqu'ils travaillaient encore en Éthiopie, n'avaient pas le droit de sortir d'un périmètre strictement limité autour des camps où avaient lieu les opérations de secours.

**Le 19 décembre, le président de MSF France donne une conférence de presse à Nairobi, où il est venu pour accueillir les derniers volontaires, toujours bloqués en Éthiopie. Il souhaite la création d'un front commun des organisations humanitaires.**



« 100 000 personnes au moins ont trouvé la mort au cours des déplacements forcés, selon MSF ». *AFP* (France), Nairobi, 19 décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

La principale cause de mortalité actuelle en Éthiopie « n'est ni la sécheresse, ni la famine mais les déplacements forcés de population organisés par les autorités », a déclaré jeudi à Nairobi le Dr Rony Brauman, président des Médecins Sans Frontières (MSF).

Le Dr Brauman, dont l'organisation a été expulsée d'Éthiopie, le 4 décembre dernier, après plus d'un an de travail sur le terrain, a, d'autre part, affirmé « que 100 000 personnes au moins » avaient trouvé la mort durant leur transfert forcé au Nord du pays - et notamment des provinces du Wollo et du Tigré touchés en 1974 par la sécheresse - vers le sud que les autorités affirment plus fertile.

Récusant l'accusation, et l'une des raisons données à leur expulsion par le gouvernement éthiopien, de s'immiscer dans la politique intérieure de l'Éthiopie, où un régime marxiste pro-soviétique est au pouvoir depuis onze ans, le président de l'organisation humanitaire française a déclaré « ne pas critiquer les déplacements de population en eux-mêmes dès les conditions dans lesquelles ils sont faits ».

Le Dr Brauman était arrivé jeudi à Nairobi pour accueillir les deux derniers membres de MSF encore à Addis-Abeba. Ceux-ci n'étaient cependant pas au rendez-vous n'ayant pu, « à la suite de tracasseries administratives » selon MSF, prendre l'avion. Ils étaient toujours jeudi soir bloqués sans visa de sortie dans la capitale éthiopienne.

Affirmant rendre publique cette information « au nom des principes humanitaires et par respect pour les donateurs », le Dr Brauman a exprimé l'espoir qu'une sorte « de front commun » des organisations humanitaires implantées en

Éthiopie se constituerait afin de faire pression sur le gouvernement d'Addis-Abeba. « Notre but, a-t-il dit, est d'obtenir, d'abord un moratoire immédiat de cette opération de déplacement, puis l'étude des possibilités réelles de réhabilitation des populations dans leur région d'origine et enfin, l'amélioration des sites de repeuplement ».

**MSF France publie un document de quatre pages, expliquant son action en Éthiopie et les raisons de son expulsion, qui est distribué aux donateurs et à la presse.**



« Pourquoi nous avons été expulsés ? » **Document hors-série spécial Éthiopie MSF France**, destiné à la presse et aux donateurs, décembre 1985 (en français).

#### Extrait :

Médecins Sans Frontières a décidé de ne pas taire la vérité sur les conditions de déplacement de population en Éthiopie. Rony Brauman, président de MSF, répond ici à toutes les questions.

L'inacceptable !

On ne peut plus dire, comme on l'a dit après la seconde guerre mondiale, commentant l'incroyable passivité des Européens devant les déportations : « on ne savait pas ! ». On ne peut plus dire, à l'instar de nombre de commentateurs occidentaux, à propos du génocide commis par les nouvelles autorités du Cambodge, de 1975 à 1979 : « on ne savait pas ! ».

On ne peut plus le dire et on ne le dira pas ! Parce qu'il y a toujours les moyens de savoir, quand se perpétuent des crimes à cette échelle.

Et en Éthiopie, tout le monde le sait.

La vocation de Médecins Sans Frontières est de porter, le plus efficacement possible, aide, assistance et protection aux populations victimes de catastrophes naturelles ou de guerre. Et nous l'avons fait - à notre mesure - depuis le début de cette terrible sécheresse qui a vu le monde entier se mobiliser.

Nous l'avons fait en envoyant médecins et infirmières dans les camps-mouroirs comme celui de Korem, en dépêchant des nutritionnistes pour monter et organiser les centres de distribution de nourriture pour les enfants, comme à Sekota ou à Kelala, des nutritionnistes ou des internistes comme à l'hôpital infernal de Kobo.

Des logisticiens ont travaillé sans relâche à Paris, Addis-Abeba et dans les camps pour faire parvenir vivres, matériel et médicaments, par la route, ou par avion et hélicoptère quand les engagements de la guérilla ne permettaient pas un acheminement normal.

Les 74 personnes qui se sont succédées, depuis dix-neuf mois, gardent en mémoire les visions d'épouvante des zombies de la faim, et des petits cadavres ramassés le matin, les décourageant de ces combats contre le froid, le

typhus et le choléra. Mais cela, nous l'avons accepté parce que c'est notre engagement.

Ce que nous n'acceptons pas, en Éthiopie en 1985 comme au Cambodge en 1980, c'est que la raison d'État détourne l'aide pour perpétrer des actions qui vont broyer et détruire des hommes. Ceux-la mêmes qui auraient dû bénéficier de la solidarité. C'est pourquoi à la frontière du Cambodge, en 1980, nous avons organisé une marche pour la survie, témoignant des conditions précaires volontairement entretenues par des autorités conquérantes - sous le regard sceptique bien des organisations et des journalistes - sceptique, jusqu'à ce que William Shacross dénonce la famine organisée que tout le monde connaissait, mais que nul n'osait avouer publiquement.

C'est pourquoi également, cinq ans plus tard, nous avons déclaré les conditions de la déportation en Éthiopie intolérables.

Inacceptables. Et nous l'avons fait savoir : le sacrifice de cette mission a un sens !

**Fin décembre, les autorités étasuniennes dénoncent officiellement, pour la première fois, la politique de déportation menée par le gouvernement éthiopien, faisant état de taux de mortalité alarmant dans les villages de réinstallation.**



« Les Etats-Unis qualifient de tragédie les réinstallations forcées en Ethiopie ». Clyde H. Farnsworth *The New York Times* (Etats-Unis), Washington, 26 décembre 1985 (en anglais).

**Extrait :**

Des responsables de haut niveau de l'aide américaine à l'étranger ont déclaré que les Etats-unis avaient eu connaissance de récits de témoins des conditions choquantes de deux réinstallations dans la province du Gojjam à l'ouest de l'Ethiopie, suggérant l'existence d'une « grande tragédie humaine aux proportions historiques ». Selon M. Peter McPherson, l'administrateur de l'Agence internationale pour le développement, depuis mars « des milliers de personnes sont déjà mortes » dans la région marécageuse de Pawe, à environ 240 kilomètres au nord-ouest d'Addis Abeba.

Ces morts sont dues essentiellement au paludisme, au typhus et à d'autres maladies, a-t-il déclaré. Les deux villages concernés, Pawe 5 et Pawe 7 ont une population totale de 1000 habitants.

M. McPherson a déclaré lundi que l'information venait de membre du personnel du gouvernement américain sur le terrain parlant la langue locale et qui ont interviewé des villageois. Les villageois avaient été transférés de force « souvent sous la menace des armes » des provinces arides du Nord-Est vers les zones de Pawe, a déclaré M. McPherson. Il a ajouté que les villageois n'étaient pas empêchés de partir.

Il a déclaré que l'administration Reagan décrivait cette

situation publiquement parce qu'elle était symptomatique d'un problème beaucoup plus large - ce qu'il appelle la « tragédie humaine » associée à la réinstallation forcée de centaines de milliers de personnes dans une Ethiopie ravagée par la famine.

« Le problème c'est que nous ne savons pas où se trouvent les autres Pawe » a-t-il ajouté « Ni la presse, ni les travailleurs humanitaires n'ont accès librement dans tout le pays. Je suis persuadé que d'autres Pawe existent où des gens meurent, loin des regards. »

Selon lui, ces déclarations ne vont rien changer à la politique américaine d'aide alimentaire. Les Etats-Unis ont fourni cette année un tiers des besoins de l'Ethiopie en nourriture et se sont engagés à fournir la même quantité l'année prochaine, a-t-il affirmé.

Plus de 500 000 personnes ont été transférées ces derniers mois du Nord-Est aride vers des régions plus fertiles dans les régions plus au sud et à l'ouest du pays. Le gouvernement éthiopien a prévu de réinstaller presque trois fois plus de personne dans le cadre de sa politique pour éviter des pénuries de nourriture. Dans certaines des provinces du Nord-Est comme le Tigré et le Wollo, des rebelles combattent le gouvernement marxiste du lieutenant colonel Mengistu Hailé Mariam.

Certains critiques de la réinstallation, comme le Front de libération du peuple du Tigré ont accusé le gouvernement d'essayer de nettoyer la région des rebelles et de ceux qui les soutiennent. Le mois dernier, l'organisation privée de secours française Médecins Sans Frontières a vivement critiqué le programme de réinstallation et déclaré que 100 000 personnes étaient mortes au cours de ces opérations. Le gouvernement éthiopien a expulsé cette organisation ce mois-ci.

M. McPherson n'a pas discuté ces accusations et limité ses critiques aux conditions qui selon lui ont été décrites par les témoins. Plusieurs coups de téléphone ont été donnés à Abebe Beyene, le premier secrétaire de l'ambassade d'Ethiopie, afin d'obtenir sa réaction. Il a refusé de répondre. M. McPherson a déclaré que la situation qui prévaut dans les deux villages de Pawe « avait été portée à l'attention du gouvernement éthiopien ». Il a ajouté : « Nous avons des raisons d'espérer que des mesures en vue de réduire les souffrances seront prises dans certaines régions particulières. »

**Le 13 janvier 1996, MSF Belgique annonce qu'elle a signé un accord l'Ethiopie pour une aide médicale d'un million de dollars. Le directeur des opérations déclare que cette décision ne pose pas de problème éthique à la section belge de MSF.**



« MSF - Belgique engage 1,75 million de dollars pour l'Éthiopie en 1986 ». **AFP** (France), Bruxelles, 14 janvier 1986 (en français).

#### Extrait :

L'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières Belgique a annoncé lundi à Bruxelles qu'elle venait de signer un contrat avec l'Éthiopie prévoyant une aide médicale d'un million de dollars américains, ce qui porte à 1,75 million de dollars son aide à ce pays en 1986.

Trois équipes comprenant notamment quatre médecins et trois infirmières seront envoyées dans les provinces de l'Érythrée et du Tigré, a indiqué un responsable de MSF-Belgique, le Dr Georges Dallemagne [directeur des opérations de MSF Belgique], qui a rappelé qu'un programme de 750 000 dollars avait été déjà prévu par l'organisation au Tigré pour 1986.

MSF Belgique a rompu en avril 1985 ses relations avec MSF France, dont le personnel a été récemment expulsé d'Éthiopie après avoir dénoncé la politique de déplacement des populations dans ce pays.

Le docteur Dallemagne a déclaré à l'AFP que l'organisation belge, pour sa part, « n'avait pas de problème éthique ». « Nous ne collaborons pas avec le gouvernement éthiopien » dans la mise en oeuvre de l'aide sanitaire et les déplacements de population ne concernent pas les provinces du Tigré et de l'Érythrée, les seules où MSF Belgique soit présente, a-t-il dit.

Aux termes de l'accord signé avec le ministère éthiopien de la Santé et la commission éthiopienne de secours et de réhabilitation (RRC), MSF Belgique aidera à reconstruire l'hôpital de Barentu. Le coût total de ce programme est estimé à 990 000 dollars.

MSF Belgique a depuis 1984 des équipes présentes dans le Tigré, à Zenambassa et à Idagahamus, où 15 médecins et infirmières travaillent actuellement. Ce programme est chiffré à 750 000 dollars pour 1986.

#### Le 21 janvier, le gouvernement étasunien critique de nouveau la politique éthiopienne de réinstallation forcée.



« Washington qualifie de « brutale » la politique éthiopienne de réinstallation forcée ». **AFP** (France), Washington, 21 janvier 1985 (en français).

#### Extrait :

Le gouvernement américain a critiqué mardi la politique de réinstallation forcée de populations menée par le gouvernement éthiopien, qu'il a qualifié de « brutale ».

M. Kalb a souligné que le programme de réinstallation forcée a provoqué des morts, mais il a indiqué que les

autorités américaines ne sont pas en mesure d'avancer de chiffres à ce sujet. Du point de vue américain, « il n'y a pas de doute que cette politique est menée de façon dure et brutale », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Bernard Kalb, ajoutant que « les États-Unis ont critiqué à de nombreuses reprises les violations des Droits de l'homme résultant de ce programme forcé et continueront à le faire ». Fin décembre, les autorités américaines avaient fait état d'un taux de mortalité alarmant dans deux villages où des paysans ont été réinstallés de force, dans la région de Pane, au nord-ouest d'Addis-Abeba, exprimant leur conviction que cette situation devait se retrouver ailleurs.

#### Courant janvier 1986, MSF développe au Canada et aux États-Unis sa campagne de dénonciation des déplacements forcés en Éthiopie.



« Les déplacements de population mis en cause par MSF ». **AFP** (France), 23 janvier 1986 (en français).

#### Extrait :

[...] Le président de MSF, M. Rony Brauman, poursuit aux États-Unis la campagne entreprise en Europe par son organisation en faveur d'une suspension de trois mois des mouvements de population, destinée à permettre à une commission d'experts de se prononcer sur leur bien-fondé. Il doit rencontrer au cours des prochains jours des responsables du département d'Etat et des membres du Congrès avant de gagner le Canada.

Selon lui, si un moratoire n'est pas appliqué, les mouvements d'aide et les gouvernements occidentaux se rendront coupables, « par faiblesse » d'apporter leur soutien à ce qui pourrait être décrit dans plusieurs années comme « un des grands massacres de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle ».

M. Brauman a estimé que ces migrations forcées pourraient faire jusqu'à 300 000 victimes, si la totalité des 1,5 à 1,8 million d'habitants des provinces nord sont effectivement déplacées.

M. Brauman, dont l'organisation a été expulsée d'Éthiopie en décembre dernier, a rappelé que les mouvements forcés de population du nord vers le sud de l'Éthiopie avaient repris il y a deux mois. Selon lui, la première migration forcée, lancée par le gouvernement d'Addis-Abeba il y a un an, avait coûté la vie à environ 100 000 personnes, soit 15 à 20 pour cent du total des personnes déplacées.

Dans le cas où les experts jugeraient ces transfèvements nécessaires, MSF a recommandé qu'ils s'appliquent uniquement aux volontaires, que les familles ne soient pas séparées et que le transport et l'accueil des populations s'effectuent dans des conditions sanitaires correctes. [...]



«L'aide occidentale creuse des tombes en Ethiopie», Suzanne Garment. **The Wall Street Journal** (Etats-Unis), 24 janvier 1986 (en anglais).

#### Extrait :

Des chercheurs et des travailleurs humanitaires intervenant sur la famine en Ethiopie sont arrivés hier à Washington avec des nouvelles si terribles que les gens vont désormais tourner en rond en se bouchant les oreilles pour ne pas les entendre. Selon les visiteurs, le programme de réinstallation forcée, qui trouble déjà les Etats-unis et les autres bailleurs de fonds est devenu tellement monstrueux qu'il fait concurrence à la famine elle-même. Pire, le gouvernement utilise l'aide alimentaire pour mettre en oeuvre son effroyable projet.

Les chercheurs détenteurs de ces informations appartiennent au groupe *Cultural Survival*, composé principalement de professeurs de Harvard, qui a interviewé de nombreux réfugiés éthiopiens au Soudan voisin.

Les travailleurs humanitaires qui ont tiré l'alarme sont membres de l'organisation française Médecins Sans Frontières. [...]

A la fin de 1985, des volontaires de MSF en Ethiopie se sont rendus compte que tandis que la famine faisait rage, le gouvernement réinstallait de force une partie importante de la population du Nord du pays vers des sites du Sud-Ouest.

[...] A l'automne, comme la famine commençait à diminuer, les volontaires de MSF se sont sentis un peu plus libres de porter leurs accusations. En novembre dernier, Rony Brauman, le président de MSF était dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba. Pendant sa visite, le docteur Brauman qui a fait ses débuts dans les mouvements politiques radicaux français à la fin des années 60, a attaqué publiquement un responsable au sujet des réinstallations forcées, en demandant, «*pourquoi toutes ces personnes fuient-elles vers les montagnes?*» – «*Parce que des membres de MSF les agitent*» ont répondu les responsables. Les Ethiopiens ont expulsé MSF en décembre.

Maintenant le gouvernement éthiopien demande encore plus d'aide. «*Face à cette demande*» estime le Dr Brauman, «*la seule position morale consiste à faire pression sur le gouvernement éthiopien afin qu'il autorise une mission d'enquête indépendante. Si le gouvernement n'accepte pas, l'aide doit être coupée, non pas en représailles, mais pour le bien de la population*».

Nous, aux Etats-Unis, à gauche comme à droite, pensons être plus réalistes que les cerveaux ramollis qui nous ont poussés jadis à apporter notre aide. Nous avons reconnu, alors que nous dispensions l'argent collecté par le *Live Aid* (mouvement de solidarité humanitaire), que ceux qui gouvernent l'Ethiopie sont loin d'être des braves types. Nous savions qu'ils tuaient des gens, qu'une partie de nos céréales pourrissait sur les quais et qu'une partie encore plus importante était détournée par le parti. Négocier avec eux, pensions-nous, était le prix à payer pour sauver des vies éthiopiennes. Mais le prix est plus élevé que nous ne l'envisagions et plus difficile à accepter: aujourd'hui, notre aide, dispensée libéralement, pourrait coûter plus de

vies qu'elle n'en sauvera. Ce constat frappe au cœur des certitudes sur le comportement humain qui gouvernent notre politique étrangère et, plus généralement notre politique toute entière depuis la seconde guerre mondiale. Mais nous devons l'intégrer, si nous ne voulons pas que notre politique de développement ne dégénère à l'avenir en sentimentalisme. L'année dernière, quand les travailleurs humanitaires nous ont dits que nous représentons «le monde» et nous ont demandés de mettre de l'argent là où nous portaient nos sympathies, nous avons répondu présent. Mais désormais, il s'agit d'apporter une contribution beaucoup plus difficile, et nombreux sont ceux qui s'y refuseront, tout simplement.



Un parlementaire européen prend la défense du programme de transferts de population». **AFP** (France), 25 janvier 1986 (en français).

#### Extrait :

[...] M. Michael McGowan, parlementaire socialiste, a déclaré à l'issue d'une visite dans un camp à l'ouest du pays, que le programme de transfert des populations était une «*démarche positive*» compte-tenu des graves problèmes écologiques qu'affrontent les provinces du Nord. M. McGowan s'en est pris à l'organisation française Médecins Sans Frontières dont les «*affirmations déplorables*» au sujet des déplacements de population ont contribué à affaiblir la volonté des Européens d'aider les autorités éthiopiennes.



«Le président de MSF condamne l'Ethiopie: le déplacement forcé des populations fait encore plus de victimes que la famine.» **Le Devoir** (Canada), 28 janvier 1986 (en français).

#### Extrait :

[...] En conférence de presse, le président de MSF déclare qu'il lui est impossible, devant le cumul des témoignages de première main (médecins, infirmières, réfugiés), de continuer à cautionner une aide servant à «*entretenir les bourreaux*» éthiopiens dont le projet est de reloger dans le sud - la carte du *resettlement* recoupe selon lui est celle des plantations de café - près d'un million et demi de personnes.

MSF est une organisation française fondée en 1971. Le régime Mengistu l'a expulsée en décembre. MSF entendait s'opposer à ce que de très nombreux Ethiopiens du Nord soient «*capturés*», attirés ou de faux prétextes ou par chantage, violentés et expédiés en convois dans des camps de transit où, d'après les chiffres officiels, 15 % d'entre eux trouvent la mort. Notre cri, soutient le Dr Brauman, part de la même réaction que nous avons eue lorsque Bokassa avait massacré des gamins ou que le Guatemala se livrait à des exactions contre sa population indienne.

L'organisme que préside le Dr Brauman - irait-il jusqu'à

suggérer que soit stoppée l'aide à l'Éthiopie? Comme il le fera aujourd'hui à Toronto où il rencontre M. David MacDonald, coordonnateur canadien de secours d'urgence à l'Afrique, le Dr Brauman résume avec prudence les buts de MSF : que tous les pays qui expédient de l'aide à l'Éthiopie fassent pression pour obtenir un moratoire de trois mois sur le *resettlement* (c'est le sens d'une résolution récente du parlement européen, à l'instigation de Madame Simone Veil) ; que demande soit faite à Addis-Abeba d'ouvrir ses frontières à une commission d'enquête, à défaut de quoi, selon MSF des doutes subsisteront sur l'utilisation de l'aide imposante (plus de 2 milliards de dollars en 1985) ne répondant plus à sa finalité première : assurer le mieux-être de la population éthiopienne.

Un reportage tourné en novembre 1985 par des journalistes de l'agence Sigma a servi hier d'illustration à MSF pour établir que de nombreux fugitifs choisissent d'abandonner un pays où les dirigeants violent les conditions qu'ils affirment pourtant respecter : que ce déplacement soit volontaire, qu'il ne disperse pas les familles et qu'il vise des gens « *en bonne condition physique* ».

MSF estime donc que présentement en Éthiopie « *l'aide produit plus de mal que de bien* ».

 J'ai commencé à travailler avec MSF en 1978. Au moment de l'Éthiopie, cela faisait presque neuf ans que j'étais dans le circuit de l'aide humanitaire.

L'Éthiopie a été pour moi un renversement majeur : l'aide en général peut être un instrument de mort, d'oppression, utilisée à l'insu même de ceux qui en sont les opérateurs. Ce retournement là m'est apparu dans toute sa brutalité, sa dureté, au moment de l'Éthiopie, mais dans un processus qui était long. En plus on a risqué délibérément, inconsciemment, la peau de l'association et ça a été pour moi une dépense d'énergie démente. C'est là que j'ai commencé à écrire. Avant, à l'époque du Cambodge, c'était plutôt Malhuret [directeur général de MSF France] qui portait les débats contradictoires. Et à ce moment-là, c'est devenu moi. J'étais président depuis trois ans, mais c'était Malhuret qui était encore le patron. A cette époque, je me suis imposé d'abord à mes propres yeux. J'ai pris la direction de l'opération, parce que ça me passionnait. Il y avait un rapport juif/nazi un peu pathologique dans cette histoire là qui renvoie à des fantasmes dont je me suis défait depuis, mais qui étaient là. Il faut faire la part de ma psychologie, de mon histoire personnelle. [...]

Cette histoire m'avait rendu « marteau ». J'ai continué pendant presque un an à saisir toutes les occasions qui pouvaient se présenter et à les provoquer le cas échéant pour parler de l'Éthiopie et du détournement de l'aide, non pas au sens enrichissement mais au sens politique. J'ai fait des conférences de presse. Moi qui n'en avait fait qu'une pour la marche pour la survie du Cambodge [en 1981], j'en faisais deux par mois, en Afrique, en Italie, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, à Paris, aux États-Unis dans plusieurs universités, à Washington, devant le Refugee Policy Group, tous les différents think tank que je pouvais contacter.

Ça a été féroce. On a eu beaucoup, beaucoup, beaucoup d'ennemis, beaucoup d'attaques. Là où les choses étaient claires, c'est que l'aide avait été utilisée pour les transferts forcés de populations. Ça, personne n'était en mesure de le nier. D'abord les journalistes l'avaient dit avant nous. Simplement nous n'avons fait que rassembler l'ensemble des informations et le dire du point de vue qui était le nôtre, à travers le langage et les principes qui étaient les nôtres. Mais ces informations étaient déjà sorties avant, même si ce n'était pas massif, après la « grande fête de la solidarité. » Ce qui a été renversé, c'était l'image de l'Éthiopie comme une success story. Moi j'arrivais derrière pour dire que c'était un désastre moral, humain. Je me suis fait rudement attaqué par les sections États-Unis et Canada de World Vision, SCF, Oxfam etc. En Angleterre, personne ne voulait me parler directement. J'ai demandé dix rendez-vous à John Simon, le patron de SCF. Même au téléphone, je n'ai pas pu lui parler. De Paris à Londres, il ne voulait pas. Oxfam, c'était encore pire. J'ai rencontré une fois World Vision à Oxford avec Jason Clay qui rentrait de Somalie pour une espèce de symposium dans un important centre universitaire, consacré aux droits des réfugiés, aux Droits de l'homme, au droit humanitaire etc. On a passé une journée dans cette espèce de séminaire, à se faire insulter et à riposter comme on le pouvait contre tout le monde. La majorité de la salle était contre nous parce que l'Éthiopie est un pays qui fascine. Il y avait une vieille famille, de la grande bourgeoisie ou de l'aristocratie anglaise, dont une partie était installée en Éthiopie depuis la fin du siècle dernier et qui était les thuriféraires du régime. Il y avait un de ses rejetons qui était chercheur, sociologue et qui me « cassait du sucre » sur le dos. Aux États-Unis, j'ai fait une conférence un peu improvisée au département d'État. Ils ont su que j'étais là parce que j'avais une conférence la veille. Ils m'ont trouvé à mon hôtel et m'ont demandé de venir pour faire un brief, ce que j'ai trouvé plutôt sympa. Ils ont supprimé leur repas de midi pour dégager une heure pour avoir mon brief. Je le leur ai donné et j'ai vu que je les fâchais, même physiquement. Je voyais les têtes consternées des gens. Il y en avait une partie qui était content, ça se voyait, ils posaient des questions : « c'est très important, une ONG qui réfléchit sur ce qu'elle fait etc... ». Et l'autre qui disait : « mais enfin, vous êtes en train de faire de la politique ! Est-ce que vous avez des preuves de ce que vous racontez ? ». Ils cherchaient tout : les principes, les éléments de preuve. Ils avaient une vision à la fois juridique, et philosophique, abstraite de l'humanitaire. On était vraiment très très attaqués. En revanche, dans l'ensemble, on a été soutenu par la presse. Je crois que c'est ce qui a permis à MSF de franchir ce cap sans y laisser sa peau.

[...] Un mensuel français de musique de rock avait fait un grand papier sur MSF et la question des fonds. Ils étaient à fond pour l'Éthiopie, et disaient : « tout cet argent que MSF a collecté, les Chanteurs pour l'Éthiopie, les Chanteurs Sans Frontières, etc... on se demande bien où c'est parti. » Ils laissaient planer de lourds soupçons sur la gestion de MSF. Je leur ai envoyé une lettre recommandée leur disant que ou bien ils envoyaient un expert comptable dans les 48 heures vérifier la comptabilité de MSF et ils pouvaient en parler ensuite selon les termes du comptable, ou bien ils

cessaient leurs calomnies parce que je les traînerai devant les tribunaux et que la prochaine lettre viendrait de mon avocat. Ca a été le silence complet. J'avais écrit la lettre dans mon coin et une fois qu'elle a été postée, je me suis dit : « Il faudrait peut-être que j'avertisse la directrice financière ! » Je fonctionne un peu comme ça ! Je suis allée la voir et elle a failli s'évanouir. Elle m'a dit : « mais tu es dingue ! tu ne te rends pas compte ! ». Effectivement, je ne me rendais pas compte de ce que c'était qu'une comptabilité ! Je pensais qu'on avait déjà un ordinateur, qu'on sortait le bilan et voilà ! Ca rentrait au jour le jour et on y allait. Elle m'a dit : « mais tu es dingue ! On a un an et demi de retard ! Si des contrôleurs débarquent, je suis dans le pétrin ! » - « Eh bien, ils iront fouiller les factures. De toute façon, on n'a rien détourné, donc ils feront leur boulot. Ca prendra plus de temps, c'est tout. »

Rony Brauman, président MSF France (en français).

**Le 30 janvier, le directeur exécutif du bureau des Nations unies pour les opérations d'urgence en Afrique rejette les conclusions de MSF sur l'Ethiopie, tandis que le représentant de l'ONU en Ethiopie déclare qu'il est impossible de dresser des statistiques.**



« Le taux de mortalité de la famine en Ethiopie est inconnu, selon un expert des Nations unies ». Michael Kallenbach, aux Nations unies, *The Daily Telegraph* (Royaume-uni), 3 février 1986 (en anglais).

#### Extrait :

Les accusations d'une organisation basée à Paris selon lesquelles plus d'Ethiopiens mourraient de la politique de réinstallation forcée menée par le gouvernement que de la famine ont été rejetées par M. Michael Priestley, coordinateur de l'aide des Nations unies en Ethiopie. Commentant les rapports de Médecins Sans Frontières M. Priestley a déclaré : « Il est impossible de déterminer combien de personnes sont vraiment décédées, parce qu'il n'y a pas de données fiables. Il est impossible d'arriver à obtenir des chiffres. »

Mais nous avons dit que la situation pourrait se détériorer d'ici mai.

Dans un rapport intitulé « Déportations de masse en Ethiopie », l'organisation parisienne a affirmé que selon une étude récente du programme du gouvernement marxiste éthiopien, au moins 300 000 personnes mourront probablement dans le processus de réinstallation de 1 500 000 victimes de la famine. Le rapport parlait de milliers de personnes réinstallées sous la menace, de familles séparées, d'utilisation de l'aide alimentaire et des couvertures fournies par l'étranger pour attirer les personnes à déplacer, de conditions de transport et de réinstallation entraînant des maladies et des décès. Le programme de

réinstallation est « l'une des manifestations de violation des Droits de l'homme les plus massives, auxquelles nous ayons assisté » et « il est entrepris avec les fonds et les dons de l'aide internationale ».

[...]

Dans un autre compte-rendu de la situation en Ethiopie publié dans le *Wall Street Journal*, le programme de réinstallation organisé par gouvernement pro-soviétique d'Addis-Abeba a été comparé à l'holocauste commis en Allemagne, sous le régime nazi. M. Priestley, un Britannique, s'oppose à ce point de vue et se dit « horrifié » par certains des récits qu'il a lus décrivant comment le monde extérieur perçoit ce qui se passe en Ethiopie. « Je dois choisir mes mots avec prudence étant donné le contentieux qui règne au sujet de la question de la réinstallation, mais je pense qu'on regarde tout cela plus de l'extérieur que de l'intérieur. Je suis vraiment horrifié. Nous n'avons pas accès aux articles très rapidement en Ethiopie, ils arrivent tard et peut-être ne les recevons-nous pas tous. Mais franchement, j'ai été horrifié par certains des rapports que j'ai lus depuis que je suis arrivé à New York, concernant la perception qu'a l'extérieur de ce qui se passe en Ethiopie. »

[...]

M. Priestley a souligné qu'il était nouveau en Ethiopie et qu'il était donc possible qu'il se trompe. Mais il a défendu le gouvernement éthiopien contre les accusations selon lesquelles il aurait empêché le personnel des Nations unies et d'autres observateurs de pénétrer dans les zones de réinstallations. « Nous avons un accès total partout où nous souhaitons nous rendre, sur instruction directe du président » a-t-il déclaré faisant référence au colonel Mengistu, le chef du gouvernement éthiopien.

M. Maurice Strong, du Canada, du Bureau des Nations unies pour les opérations d'urgence en Afrique, a soutenu le point de vue de M. Priestley et a déclaré : « Le gouvernement (d'Ethiopie) a admis que certaines erreurs avaient été commises, mais toute comparaison avec l'Holocauste est un travestissement pur et simple de la vérité. »

M. Priestley a aussi prévenu que cette année la famine en Ethiopie « allait être pire qu'en 1985 » et qu'entre six et sept millions de personnes « auront besoin d'aide alimentaire et nous aurons besoin de 1 200 000 tonnes de nourriture cette année. »



« Une organisation humanitaire française accusée de partialité ». *The Guardian* (Royaume-uni), 6 février 1986 (en anglais).

#### Extrait :

Le Dr Francis Charhon, directeur des opérations de Médecins Sans Frontières, l'organisation humanitaire française expulsée d'Ethiopie en décembre, n'a aucun regret d'avoir pris une position publique vigoureuse contre la politique du gouvernement. Mais l'expulsion a ravivé la controverse parmi les spécialistes du tiers-monde en France au sujet MSF

et renforcer le sentiment que l'organisation a abandonné sa position initiale de neutralité. [...] Le Dr Charhon affirme que sa position de neutralité est claire puisqu'elle travaille dans des pays aux régimes politiques très variés et des deux côtés des différents conflits, si elle le peut. Quand l'Irak a envahi l'Iran, MSF a offert d'aider les blessés des deux côtés, mais seuls les Iraniens ont accepté. Quelques mois plus tard, quand les relations des Iraniens avec la France ont tourné au vinaigre, MSF s'est retiré. En Angola elle a proposé de travailler des deux côtés, mais n'a été acceptée que par l'Unita, le groupe rebelle soutenu par l'Afrique du sud. Elle travaille avec les deux principaux mouvements d'opposition éthiopiens. Elle a envoyé 250 médecins aux fins fonds des zones rebelles de l'Afghanistan.

L'année dernière, les médecins de MSF ont été expulsés du Guatemala quand ils ont essayé d'aller travailler dans des zones proches de celles où l'armée combattait la guérilla. MSF cite le cas du Guatemala - une expulsion par un gouvernement d'extrême droite - comme preuve de sa neutralité. Le gouvernement du Salvador l'a aussi forcée à se retirer des zones de conflit où elle portait secours à des paysans blessés par l'armée. A la différence d'autres organisations humanitaires qui ont tendance à rester silencieuses sur les contextes politiques. Selon le Dr Charhon « *il n'est plus possible de distribuer l'aide aveuglément. On doit tout simplement cesser de distribuer l'aide et témoigner.* » MSF affirme travailler dans les zones de conflit parce que généralement personne d'autre ne veut y travailler. Au sujet des conditions en Ethiopie, le Dr Charhon repousse les accusations des autres organisations selon lesquelles MSF aurait provoqué elle-même son expulsion. « *Nous l'avons seulement provoquée dans le sens où nous avons pris la parole publiquement. On pense toujours que les choses vont s'améliorer et partir n'est pas chose facile. Mais aucune autre organisation n'a soutenu que nos critiques de la réinstallation étaient fausses. C'est ça la question. On ne peut pas continuer à travailler à n'importe quel prix* » remarque-t-il.

Le fait que MSF ait accepté sans broncher les pressions du gouvernement salvadorien et son intervention auprès des réfugiés nicaraguayens au Honduras, ont entraîné une querelle avec sa branche belge. Cette dernière fournit la majorité des volontaires au Nicaragua, qui ont eu l'impression que le siège parisien entamait un virage politique à droite. Mais le cœur de la controverse concerne la création par MSF, l'an dernier, d'une nouvelle organisation, appelée Liberté Sans Frontières. LSF, dont le conseil d'administration, accueille plusieurs figures de la « nouvelle droite » tels que Jean-François Revel et Jean-Claude Casanova, a pour objectif de contrebalancer le « tiers-mondisme de gauche » qu'elle accuse de vivre du complexe de culpabilité européen qui fait porter à la domination économique occidentale tous les problèmes du tiers-Monde. Jean-François Revel est un pilier de *Résistance internationale*, une organisation très anticommuniste, récemment créée, et Jean-Claude Casanova est membre du *American new right journal commentary*, et du Comité des intellectuels pour une Europe des libertés (Ciel) qui prône la fin du processus d'Helsinki de détente est-ouest jusqu'à ce que les troupes soviétiques quittent l'Afghanistan.

**En février 1986, les autorités éthiopiennes annoncent un arrêt momentané des opérations de réinstallation, et le présente comme le début d'une phase de « consolidation ». Mais la « villagisation » à grande échelle, qui vise à concentrer les populations pour mieux les collectiviser continue. En mars, des milliers d'Ethiopiens fuyant les villages de réinstallation se réfugient en Somalie voisine. Le 22 mars, le chef de l'Etat éthiopien annonce que les transferts dans le sud ne s'opéreront désormais que sur la base du seul volontariat.**



« Affluant en Somalie, des milliers de paysans fuient les nouveaux villages collectifs ». Jacques de Barrin, *Le Monde* (France), Nairobi, 6 mars 1986 (en français).

#### Extrait :

[...] Entre 500 et un millier d'Ethiopiens se réfugient, chaque jour, en Somalie. Au cours des dix dernières semaines, environ 27 000 ont été accueillis dans le camp de Tugwagale, près d'Hargeisa, dans le Nord-Ouest du pays, vient de préciser un responsable local du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR). Ces familles des paysans plutôt aisés, en majorité d'ethnie oromo et pour beaucoup originaire de la région de Harrar et de Jijiga, ont préféré franchir la frontière plutôt que de se grouper en villages, comme les autorités d'Addis-Abeba les « invitaient ».

Ces hommes - le HCR en attend encore plusieurs dizaines de milliers dans les mois à venir - sont des « réfugiés politiques », fait-on remarquer et non plus des victimes de la famine. « *La plupart sont en bonne santé* », ajoute-t-on, bien que certains soient porteurs du choléra. [...]



« Des Ethiopiens risquent leurs vies pour fuir la réinstallation forcée ». Blaine Harden, *The Washington Post* (Etats-Unis), 10 mars 1986 (en anglais).

#### Extrait :

Tandis que la famine en Ethiopie diminue, le programme de réinstallation continue, avec pour objectif de déplacer 1,5 million de personnes d'ici la fin de l'année. Ce programme est devenu, de loin, la question la plus porteuse de contentieux entre l'Ethiopie marxiste et les gouvernements occidentaux et les organisations de secours privées qui fournissent la majorité de l'aide aux victimes de la famine. Le gouvernement éthiopien a suspendu le programme de réinstallation à la fin du mois dernier en réponse aux critiques des bailleurs de fonds occidentaux. Cette suspension, « *pour une période indéfinie* » a été ordonnée « *pour une période de consolidation et pour digérer ce qui a déjà été fait* » a déclaré un responsable d'une organisation d'aide occidentale à *United press international* le week-end dernier à Addis-Abeba.

Selon des responsables humanitaires occidentaux dans la

capitale éthiopienne, les derniers 1 000 déplacés à Asosa, en provenance de la province du Wollo, sont arrivés la dernière semaine de février. Les autorités éthiopiennes, sans annoncer officiellement la suspension, ont déclaré la semaine dernière que les critiques internes et externes avaient forcé le gouvernement à revoir la réinstallation. Mais les responsables humanitaires occidentaux disent que ce sont essentiellement les critiques des bailleurs de fonds extérieurs qui ont imposé la suspension.

[...] Alors que l'Italie et le Canada ont alloué des fonds spécifiques pour soutenir la réinstallation, la plupart des autres pays donateurs ont exprimé des réserves.

Le gouvernement éthiopien a admis que dans le cadre du programme, certains abus avaient été commis par des «fonctionnaires locaux trop zélés». Mais il maintient son idée de transférer les victimes de la famine des hautes terres du Nord ravagées par la sécheresse vers les basses terres fertiles du Sud. Les autorités, pro-soviétiques, ont disqualifié la plupart des critiques de la réinstallation, les décrivant comme motivée par une idéologie occidentale anti-marxiste déguisée en préoccupation humanitaire. Au même moment, le gouvernement éthiopien, a restreint strictement l'accès aux zones de réinstallation.

Les récits recueillis ici dans ce camp de réfugiés vieux de deux mois ne viennent pas de l'extérieur mais de paysans du Wollo et du Tigré, régions du Nord de l'Éthiopie. De treize interviews séparées menées ici, il ressort un récit cohérent, dont les détails sont corroborés par des interviews antérieures menées par des responsables de secours en Éthiopie. La plupart des réfugiés ont raconté qu'ils avaient été «piégés» alors qu'ils se rassemblaient dans les villages après avoir eu vent de promesses diffusées par le gouvernement selon lesquelles la «Croix-Rouge» allait distribuer de la nourriture gratuite. Nombre d'entre eux ont laissé leurs enfants derrière eux, pensant revenir rapidement à la maison. Mais ils ont été encerclés par des soldats éthiopiens et chargés dans des bus ou des hélicoptères et conduits dans des camps de transit. Plusieurs réfugiés racontent avoir vu des soldats abattre des fermiers qui tentaient de prendre la fuite.

Les déplacés décrivent les semaines dans les camps de transit, la pénurie de nourriture, d'eau, de soins médicaux, ainsi que les nombreux décès de maladie. Ils ont ensuite été embarqués dans des avions de transport de marchandises soviétiques de type Antonov ou des bus pour un voyage de 400 à 600 kilomètres vers les camps de réinstallation près d'Asosa et de Gambela, dans le Sud. Plusieurs d'entre eux ont raconté que des gens qui étaient tombés gravement malades pendant le voyage en bus vers le sud ont été jetés hors des véhicules et abandonnés sur le bord de la route.



«Addis-Abeba renoncerait au transfert forcé de populations». **Le Monde** (France), Addis-Abeba, 26 mars 1986 (en français).

#### Extrait :

Le chef de l'État éthiopien, le colonel Mengistu, recevant, le samedi 22 mars, les membres d'une délégation parle-

mentaire canadienne, a assuré que la réinstallation dans le Sud du pays des populations victimes de la sécheresse serait, à l'avenir, opérée sur la base du seul volontariat. Pratiquement interrompu depuis le début de l'année pour une pause de «consolidation», le programme éthiopien de transfert de populations a été l'objet de violentes critiques dans de nombreux pays occidentaux. D'octobre 1984 à décembre 1985, 205 000 familles, soit 594 190 personnes, avaient été déplacées. M. David MacDonald, qui dirigeait la délégation canadienne, a indiqué que le président Mengistu lui avait affirmé que, si des «violations» avait été commises dans le passé, elles étaient le fait de «fonctionnaires trop zélés» et qu'elle ne se reproduiraient plus. Selon plusieurs témoignages, ses déplacements de population - qui n'effectuaient parfois à pied - était organisée par la force et sous la menace. Les responsables éthiopiens indiquent que ce ne sont pas les accusations occidentales de non-respect des Droits de l'homme qui ont momentanément interrompu le programme, mais le coût considérable de celui-ci. Le programme initial, prévoyant le déplacement de 300 000 familles (1,5 million de personnes), représente une charge de 1,2 milliard de dollars pour le budget éthiopien, soit 4 000 dollars par famille pour cinq ans.

**En mars 1986, Claude Malhuret, le directeur général de MSF France a quitté l'association pour occuper la fonction de secrétaire d'État aux Droits de l'homme du nouveau gouvernement français.**

**Le 11 avril, le président Mengistu annonce que près de trois millions de paysans ont déjà été déplacés, tandis que le programme de «villagisation» est de plus en plus critiqué par des organisations de secours, les diplomates basés en Éthiopie et la presse. Toutefois, les chiffres avancés par MSF France continuent à être questionnés, ainsi que sa démarche de prise de parole publique, perçue par certains comme un «coup médiatique».**



«Près de trois millions de paysans déplacés». **AFP** (France), Addis-Abeba, 11 avril 1986 (en français).

#### Extrait :

Le président éthiopien, M. Mengistu, a révélé, jeudi 10 avril, que plus de 2,8 millions de personnes ont été concentrées dans de nouveaux villages depuis que les autorités éthiopiennes ont lancé un programme de regroupement des populations rurales dans des villages. Mené à un rythme accéléré depuis février 1985, ce programme prévoit que 30 millions d'Éthiopiens auront été déplacés en 1995. Le chiffre annoncée par M. Mengistu dépasse toutes les estimations faites jusqu'à présent par les organisations internationales. Pour le chef de l'État éthiopien, il s'agit d'une «activité révolutionnaire» qui contribue à

l'amélioration du niveau de vie des paysans. Le but ultime est, en réalité, la collectivisation des terres. Des mesures coercitives sont employées pour obliger les paysans à quitter leurs habitats traditionnels. Selon de nombreuses organisations humanitaires et sources diplomatiques occidentales à Addis-Abeba, l'ampleur de ce mouvement, qui affecte la quasi-totalité de la population rurale, constitue une menace sans précédent pour l'avenir et la sécurité alimentaire du pays. Les organisations financières internationales craignent, en effet, qu'en privant les paysans d'incitation économique et en ne tenant pas compte des cycles naturels de l'agriculture (l'implantation sur de nouvelles zones est trop massive), les niveaux de production - déjà insuffisants pour nourrir les pays - chutent dangereusement.



«Stratégie ou misère?» Angus Deming et Ray Wilkinson, *Newsweek* (Etats-Unis), 5 mai 1986 (en anglais).

#### Extrait :

[...] Les avis sont partagés: certains responsables américains espèrent que la contre-publicité obligera l'Ethiopie à arrêter le programme, de la même façon que la pression internationale semble avoir conduit le gouvernement à suspendre les très controversées réinstallations forcées pour cause de sécheresse. Fin 1984 et en 1985, l'Ethiopie a déplacé environ 600 000 paysans du North vers les nouvelles terres agricoles du Sud-Ouest du pays. Le père Jack Finucane, responsable d'une organisation de secours irlandaise en Ethiopie, dit que ce qu'il a vu au cours de la visite de 35 camps de réinstallation lui a semblé encourageant. «*Je ne suis pas un apologiste*» dit-il «*mais je vois un bon potentiel et de bonnes chances pour que ces gens parviennent finalement à l'autosuffisance, peut-être en quatre ans*». Mais le projet a été combattu par l'organisation humanitaire française Médecins Sans Frontières (MSF), qui en fin d'année dernière a accusé ce programme de réinstallation d'avoir causé la mort d'au moins 100 000 personnes et d'en avoir mis 300 000 en danger de mort. L'Ethiopie a nié ces accusations et expulsé les volontaires français de MSF du pays, déclarant que le rapport était lié aux récentes élections parlementaires françaises. (Le directeur général de MSF, Claude Malhuret a en fait été nommé secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme dans le nouveau gouvernement de droite français.) Mais le président de MSF, Rony Brauman dément toute motivation politique. Il dit qu'au moins 150 000 Ethiopiens seraient morts au cours du processus de réinstallation et qu'il est «*absolument convaincu*» que son estimation est en-deçà de la réalité. Certains experts n'ont pas le même avis. Philippe Laurent, le président de Médecins Sans Frontières Belgique - une organisation différente - affirme que les chiffres des Français ne sont qu'une «*extrapolation d'une situation très localisée*» et qu'ils sont «*probablement exagérés*».

De ses entretiens avec des douzaines de réfugiés éthio-

piens de la sécheresse et d'organismes donateurs, Ray Wilkinson de *Newsweek* a conclu que le rapport de MSF était basé sur un nombre insuffisant de preuves et que les faits étaient vraiment exagérés. Mais la réalité pure et simple est déjà suffisamment sinistre. Tous les réfugiés rapporte des récits de souffrance.



«Les médecins français combattent des ennemis impitoyables dans le Tiers-monde» Philip Revzia. *The Wall Street Journal* (Etats-Unis), 27 mai 1986 (en anglais).

#### Extrait :

Au cours des années, la politique de MSF s'est déplacée d'un soutien sans questionnement aux régimes du tiers-Monde vers un intérêt croissant pour la défense des Droits de l'homme autant que de l'accès aux soins de santé médicaux. Le directeur de MSF Claude Malhuret est désormais secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme dans le gouvernement conservateur de Jacques Chirac. «*Nous sommes une organisation qui défend les Droits de l'homme, pas seulement des médecins qui vaccinent contre le tétanos*» affirme Rony Brauman, le président de MSF.

Toujours prêts à s'exprimer publiquement Selon le docteur Brauman, cette perception que MSF a d'elle-même est l'une des raisons pour lesquelles l'organisation a pris la parole publiquement au sujet de l'Ethiopie, alors que les autres organisations présentes là-bas sont restées silencieuses. «*Nous avons affaire à des êtres humains et nous mettons en avant certaines idées sur les droits des êtres humains, par exemple celui de vivre et cultiver la terre là où ils le souhaitent. Le gouvernement éthiopien n'est pas d'accord avec cela.*»

Impertinence et goût pour la publicité, qui ne sont pas partagés par les autres organisations d'aide, donnent à MSF une image différente et pas toujours populaire. «*Impulsive*» selon un responsable des Nations unies. «*Plutôt dans la salle des urgences que sur une tâche de développement à long-terme*» résume un responsable d'une autre organisation d'aide. «*Ils sont Français*» affirme un travailleur humanitaire britannique «*inutile d'en savoir plus pour comprendre ...*».

**Les autorités éthiopiennes accusent de détournement de fonds Dawit Wolde Giorgis, l'ancien responsable de la RRC qui a fait défection en décembre 1985, et demande son extradition.**



«L'Éthiopie réclame l'extradition des USA de Dawit Wolde Giorgis» Yves Breheret. **L'Aurore/Le Figaro** (France). 8 mai 1986 (en français)

**Extrait :**

Les autorités éthiopiennes ont demandé aux États-Unis l'extradition de M. Dawit Wolde Giorgis, ancien responsable de la commission pour l'aide et la réhabilitation (RRC), accusé d'avoir détourné «des centaines de milliers de dollars à son profit».

[...] qu'aujourd'hui, le DERG, le «conseil administratif militaire provisoire» au pouvoir, renie son ancien collaborateur et demande «à tous ceux qui défendent la vérité et la justice de collaborer avec le peuple éthiopien de contribuer à ce que ce criminel recherché soit traduit en justice rapidement» est une chose. Mais que l'ex-directeur de la RCC à Addis-Abeba, qui avait entre autres déclarés «*persona non grata*» les Médecins Sans Frontières français, malgré leur dévouement aux malheureux Ethiopiens et parce qu'ils avaient refusé de cautionner la déportation de millions d'entre eux dans les territoires du Sud, soit en disgrâce aujourd'hui au nom de la raison d'État en est une autre.

**Le 21 mai, le responsable du Bureau des opérations d'urgence de l'ONU pour l'Éthiopie lance un appel aux fonds pour financer le transport de l'aide internationale en Ethiopie et donne un avis positif sur les effets à long terme des opérations de réinstallation. Au même moment, l'ancien responsable de la RRC déclare à la presse que la famine relève d'un problème politique et critique la gestion de son gouvernement.**



«Le problème de la sécheresse est un problème politique, selon un ancien responsable éthiopien». **AFP**, New York, 21 mai 1986 (en français).

**Extrait :**

La politique suivie par le gouvernement éthiopien est responsable de la famine qui a régné en Éthiopie au même titre que la sécheresse, estime M. Dawit Wolde, anciens commissaires éthiopiens aux secours et à la réhabilitation, qui a fait défection aux États-Unis.

«Nous appelons cela un problème de sécheresse, mais c'est plus un problème de politique» a-t-il dit au *New York Times* dans sa première interview depuis octobre dernier, date de son départ d'Afrique.

Selon lui, «la sécheresse (de 1984 et 1985) a seulement compliqué la situation. S'il n'y a pas de changement de notre politique, il y aura toujours des millions d'affamés en Éthiopie».

La politique la plus dommageable, a-t-il fait valoir, a été d'avoir découragé l'initiative individuelle, la productivité et l'autosuffisance : «pour un paysan, la révolution c'était

avant tout la question de la terre. Il voulait qu'on la prenne aux propriétaires terriens et qu'on la lui donne, mais au lieu de leur donner des terres individuellement, nous avons collectivisé».

L'effort gouvernemental d'investissements le plus important aujourd'hui continu d'être concentré vers les exploitations agricoles collectives ou étatiques «qui ont prouvé leur échec». La faim et la malnutrition, a poursuivi M. Wolde, s'étaient déjà étendues aux zones rurales plusieurs années avant que l'Éthiopie ne soit affectée par la sécheresse.

[...]

Selon l'ancien responsable éthiopien, seule une petite partie de l'aide occidentale à la famine est détournée du fait de la corruption ou de son utilisation par les militaires. Il a démenti d'autre part les accusations du gouvernement éthiopien selon lesquelles il avait trahi la révolution est détourné des fonds destinés aux secours.

L'aide alimentaire est habituellement réaffectée pour être utilisée dans le programme de réinstallation qui a pour but de déplacer des millions de paysans du nord vers le sud. Selon M. Dawit Wolde, l'aide américaine, à la demande de Washington, n'est pas utilisée dans ce programme. Il a qualifié par ailleurs d'exagérées les estimations faisant état de la mort de 100 000 Ethiopiens en raison de ce programme, chiffre cité par l'organisation humanitaire française Médecins Sans Frontières.

L'ancien commissaire affirme qu'il aurait été exécuté s'il avait osé parler ouvertement de tous ces problèmes lorsqu'il était encore dans son pays. «Les dirigeants (éthiopiens), a-t-il conclu, vivent dans un monde imaginaire créé par nos propres politiques et chimères. Nous ne nous rendons pas compte combien notre peuple souffre».



«Ethiopie : l'ONU lance un appel aux donateurs pour le transport de l'aide internationale». **Le Monde** (France), 23 mai 1986 (en français).

**Extrait :**

M. Michael Priestley, secrétaire général adjoint de l'ONU et responsable du Bureau des opérations d'urgence des Nations unies en Ethiopie, a lancé, mercredi 21 mai à Addis-Abeba, un appel à l'aide aux pays donateurs. Il a indiqué que l'aide en nourriture était garantie pour 1986, mais qu'il manquait 40 millions de dollars en liquide pour la transporter. «Il n'y aura pas de famine généralisée en 1986, mais des poches de malnutrition, notamment dans les provinces du Wollo, du Gondar, de l'Illubabor et du Harrarghe.»

L'aide globale de 600 millions de dollars pour 1986 est bien moins élevée qu'en 1985, mais l'avenir s'annonce meilleur, a affirmé M. Priestley, puisque le prix du café, principal produit d'exportations, va pratiquement doubler. Par ailleurs, le déficit céréalier pourrait se situer entre 100 000 et 400 000 tonnes, si les pluies continuaient, ce qui serait un des meilleurs résultats depuis dix ans. A propos de la «villagisation» menée dans plusieurs provinces, M. Michael

Priestley a estimé qu'il était « *trop tôt pour formuler un jugement* » mais qu'elle représentait « *à long terme un avantage évident* ». La réinstallation des populations frappées par la famine dans les provinces méridionales et occidentales, a ajouté le secrétaire de l'ONU, « *constitue depuis des siècles la réponse de l'Ethiopie à la famine* ». [...]

**Dans son rapport moral à l'assemblée générale, le président de MSF France resitue la prise de position de MSF France sur les opérations de réinstallation forcée en Ethiopie et son expulsion dans le cadre plus large de la responsabilité des organisations humanitaires face au crime.**



**Rapport moral** du président à l'assemblée générale de MSF France, mai 1986 (en français).

#### Extrait :

Au-delà cependant de l'indignation naturelle, ce qui s'est passé en Ethiopie nous renvoie à un certain nombre de questions fondamentales :

Sur le témoignage d'abord. Non pas dans son principe, accepté dans un cadre précis depuis longtemps à MSF, mais dans son application pratique. Où est la limite au-delà de laquelle il devient légitime de prendre la parole lorsque l'on sait que cela signifie l'expulsion des équipes médicales ? A quelle aune mesurer l'intérêt des hommes et des femmes que nous allons secourir ? Dans quelles circonstances le silence, compagnon naturel d'une action neutre sur le terrain, devient-il aveuglement, voire complicité ?

Ces questions en fait, plus qu'à la problématique du témoignage, renvoient à une réflexion sur notre action et sa portée, à une analyse des événements au sein desquels elle s'inscrit. Les rapports très documentés publiés l'année dernière, et particulièrement celui de *Cultural Survival*, ont ainsi permis de mettre à jour la logique profonde de ces exactions, et partant le rôle très important et absolument inédit dévolu aux organisations humanitaires dans ce processus.

Ce n'est assurément pas la première fois dans l'histoire, et surtout pas l'histoire récente du monde qu'un gouvernement s'efforce de ruiner son propre pays. Gageons pourtant qu'un jour, peut-être pas si lointain, l'on s'étonnera que cette entreprise de démolition, broyeuse de vies humaines, ait été financée, au nom de la solidarité, par la communauté internationale.

**En juin, le commissaire-adjoint de la RRC, Berhanu Derhessa, fait à son tour défection et critique aussi la politique de son gouvernement.**



« Nouvelle défection d'un responsable éthiopien de l'action contre la faim ». **AFP**, New York, (Nations-unies), 7 juin 1986 (en français).

#### Extrait :

Pour la seconde fois en quelques mois, un haut responsable éthiopien chargé des opérations de lutte contre la famine dans son pays, a choisi de faire défection en raison de divergences politiques avec son gouvernement. M. Berhanu Deressa, commissaire-adjoint pour les secours et la réinsertion, a annoncé en personne, vendredi à New York, sa décision de ne pas regagner son pays, en déclarant notamment : la situation en Ethiopie « *a atteint un tel degré que je ne peux plus longtemps accomplir mes devoirs de manière acceptable pour ma conscience* ».

[...] Il a affirmé que « *l'efficacité* » de l'organisation dans laquelle il travaillait comme commissaire-adjoint depuis deux ans, a été compromise par les ingérences croissantes d'idéologues incompetents du Parti (unique au pouvoir) qui ont fait une farce de ses efforts humanitaires.

M. Berhanu, qui est âgé de 46 ans, a également déclaré que la « *situation politique en Ethiopie va aujourd'hui de mal en pis. La révolution issue des aspirations anciennes du peuple éthiopien a été pervertie pour servir les intérêts politiques et idéologiques d'une clique qui a continué à fouler aux pieds toutes les valeurs humaines* ». Il a encore affirmé que « *la mort est devenue un phénomène commun en Ethiopie. Des milliers de gens sont en détention. Les arrestations arbitraires, sans le moindre égard pour la justice sont devenues la norme. La preuve en est dans l'emprisonnement de nombreux citoyens qui ont servi leur pays avec honnêteté et dévouement* ».

**En visite aux Etats-Unis le président de MSF France déclare que l'argent collecté par le mouvement de solidarité *Band Aid* est détourné par les autorités éthiopiennes. La polémique avec le leader du *Band Aid* rebondit.**



« Accusations de détournement des fonds du Live Aid ». **The Washington Post** (Etats-Unis) New York, 10 juin 1986 (en anglais).

#### Extrait :

Le gouvernement détourne les fonds du *Live Aid* et d'autres fonds de secours occidentaux pour financer un programme de réinstallation forcée massif qui entraîne la mort de milliers de gens, telle est l'accusation lancée aujourd'hui au cours d'un colloque, par des organisations humanitaires intervenant en Afrique. « *Ces institutions sont complices de génocide. L'ampleur de la famine et des violations des Droits de l'homme en Ethiopie ne peut être comparée qu'aux exactions menées par les Khmers Rouges* » a déclaré le docteur Rony Brauman, président de l'organisation de secours française Médecins Sans Frontières. Un autre membre du

groupe d'organisation a qualifié les efforts du *Live Aid* d'«*aide aveugle*» et d'«*aide naïve*».

Ce colloque était organisé par le magazine de rock'n'roll *Spin*, édité par Bob Guccione Jr., le fils de l'éditeur de *Penthouse*, qui ce mois-ci a présenté un «*exposé*» sur les détournements des fonds du *Live Aid*. *Live Aid*, organisé par Bob Geldof, a collecté 100 millions de dollars en donnant un «*concert planétaire*» à Wembley, en Angleterre et à Philadelphie, participation de l'industrie du disque aux secours aux victimes de la famine en Ethiopie.

Geldof, dans une déclaration écrite, diffusée par son porte-parole à New York, a démenti les accusations des organisations françaises selon lesquelles l'argent du *Live Aid* revenait au gouvernement et les a accusés de faire la promotion du magazine de rock.

Médecins Sans Frontières envoie des médecins et des infirmières dans les pays en guerre mais a été expulsée d'Ethiopie en décembre quand elle s'est opposée au programme de réinstallation forcée. Brauman et deux anthropologues spécialisés dans les problèmes de l'Afrique ont affirmé que les centres d'aide mis en place par des organismes comme l'UNICEF et *Save the Children* étaient utilisés comme «*appâts*» pour attirer les Ethiopiens affamés hors de chez eux. Ils ont raconté que les milices opéraient alors une rafle et obligeaient les gens à monter dans des camions, dans le cadre du programme national massif de réinstallation. Le programme de réinstallation du gouvernement marxiste, insistent-ils transportent les gens dans des camps de concentration puis dans des villages gérés par l'Etat dans des régions inhabitées où ils ne peuvent plus participer à la guerre civile. Selon eux, les gens y meurent de faim, de froid et de maladie. «*Les preuves de détournement de l'aide par le gouvernement sont innombrables*» affirme Jason Clay, un anthropologue et directeur de recherches à *Cultural Survival*, une organisation à but non lucratif qui enquête sur les violations des Droits de l'homme dans les sociétés tribales.

**Le 17 juin, à l'occasion de la visite à Paris du ministre des Affaires étrangères éthiopien, MSF France donne une conférence de presse pour dénoncer le détournement de l'aide internationale en Ethiopie. Le président de MSF France compare la situation dans ce pays à celle du Cambodge sous le régime des Khmers rouges.**



«*Médecins Sans Frontières dénonce un détournement de l'aide internationale en Ethiopie*», *AFP*, Paris, 17 juin 1986 (en français).

**Extrait :**

Médecins Sans Frontières dénonce, à l'occasion de la visite du ministre des Affaires étrangères d'Ethiopie à Paris, l'utilisation de l'aide internationale par le gouvernement de ce pays à des fins de répression.

Selon cette organisation médicale humanitaire française, les témoignages recueillis montrent que ce pays est ainsi en train de vivre une «*situation comparable*» à ce que le Cambodge de Pol Pot a connu.

Des moyens et des fonds de l'aide internationale, qui s'élève à plusieurs millions de dollars, sont utilisés, sous couvert de lutte contre la faim, pour une brutale et tragique mise en coupe de la population, estime MSF.

MSF, qui a tenu mardi une conférence à ce sujet, demande donc à l'occasion de cette visite de M. Goshu Wolde [ministre éthiopien des Affaires étrangères] «*au moment où s'inaugure une semaine des Droits de l'homme à l'UNESCO, l'arrêt des transferts forcés de population dans ce pays et une commission d'enquête indépendante sur l'utilisation de l'aide en Ethiopie*».

«*L'argent de chacun, à titre privé ou de contribuable, de la CEE ou des Nations Unies, sert aujourd'hui à déporter des populations, à les encadrer, leur enrégimenter sous la houlette du parti, la nourriture jouant le rôle d'arme de chantage*», commente auprès de l'AFP, le Dr Rony Brauman, président de MSF.

«*Pire, poursuit le Dr Brauman, dans des régions comme à Harrar, où les paysans, sans être vraiment riches, avaient largement de quoi se nourrir, des villages sont rasés ou "réorganisés", les biens saisis*».

«*Dans la province d'Harrar sur 4 millions de gens, un million et demi de paysans ont été déplacé dans des coopératives ou fermes d'Etat sans nécessité économique, précise-t-il, puisqu'ils produisaient suffisamment pour assurer leur subsistance et même jusqu'à trois fois plus*».

Plus de 50 000 personnes, affirme MSF, ont fui vers la Somalie ces quatre derniers mois pour échapper, non à la famine ou à la sécheresse, mais aux violences exercées contre eux par leur gouvernement (attaques ou destruction de villages, travaux forcés, persécutions religieuses, meurtres, vols, viols répétés, conscriptions forcées etc.). L'aide internationale finance cette «*collectivisation forcée*», cette «*déstructuration agraire*» qui conduit l'Ethiopie à s'enfoncer dans la pénurie, ajoute le Dr Brauman. «*Une situation tragique contre laquelle la communauté internationale et les donateurs se doivent de réagir*» conclut-il.

MSF, rappelle Rony Brauman, a été expulsé d'Ethiopie en décembre pour avoir dénoncé les conditions effroyables dans lesquelles 700 000 personnes avaient été déportées et dans lesquelles 100 000 avaient trouvé la mort.



«*Anti-humanitaires : MSF reprend sa campagne contre l'aide aux Ethiopiens*». Claude Kroës, *L'Humanité* (France), 19 juin 1986 (en français).

**Extrait :**

Rony Brauman, président de Médecins Sans Frontières, a donné mardi une conférence de presse à Paris. Le but en était double.

Chassé d'Ethiopie en décembre dernier pour avoir confondu l'aide humanitaire et propagande, il voulait relancer sa campagne contre le gouvernement d'Addis-Abeba, alors que les organisations internationales, dont récemment l'UNICEF, prennent de nouvelles initiatives en faveur du peuple éthiopien.

Par ailleurs, Rony Brauman était chargé d'une opération de diversion en pleine conférence mondiale de l'ONU sur les sanctions contre Pretoria. Celle-ci se tient actuellement à l'UNESCO, à Paris, et le gouvernement la boude. Seul son ami le secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme, Claude Malhuret - autre dignitaire de MSF - y est apparu pour la forme. Ce qui a fait prononcer un merveilleux lapsus mardi à M. Brauman qui affirmait parler «*au moment où s'inaugure une semaine des Droits de l'homme à l'UNESCO*». Le patron de MSF n'y va pas avec le dos de la cuiller: les transferts de population en Ethiopie, du Nord désertique aux régions fertiles du Sud, se sont traduits par des «*attaques ou destructions de villages, travaux forcés, persécutions religieuses, meurtres, vols, viols répétés, conscriptions forcées*», et l'on en passe. En décembre dernier, il avait dénombré 100 000 morts, ce qui avait mis fin à la patience que manifestait jusque-là Addis-Abeba envers son organisation.

**Le 20 juin, l'ancien responsable de la RRC demande aux Etats-Unis de continuer son aide à l'Ethiopie en s'assurant qu'elle ne soutient pas la politique du régime Mengistu qu'il accuse de vouloir établir un régime de type soviétique.**



«Un dissident éthiopien affirme que Mengistu prépare un Etat communiste», David B. Ottaway, *International Herald Tribune* (Europe) 20 juin 1986 (en anglais).

#### Extrait :

Dawit Wolde Giorgis, l'ancien chef de l'organisation éthiopienne de secours aux victimes de la famine, dans une interview donnée au *Washington Post* cette semaine, a pressé les Etats-Unis de prendre rapidement «*une position très claire et très forte*» à l'encontre du gouvernement du lieutenant-colonel Mengistu Hailé Mariam.

M. Dawit, qui a fait dissidence en octobre à l'occasion d'une tournée en Europe et aux Etats-Unis pour collecter des fonds pour secourir les victimes de la famine a déclaré qu'il était toujours en faveur d'une assistance humanitaire continue des Etats-Unis, à condition qu'elle soit strictement contrôlée et ne soutienne pas la politique socialiste du Colonel Mengistu.

[...] M. Dawit a rompu le silence après que l'Ethiopie l'ait accusé publiquement d'avoir détourné plus de 300 000 dollars donnés par des organismes de secours privés étasuniens et déposés dans des comptes en banque aux Etats-Unis. Il a repoussé ces accusations et a déclaré que

les contributions en dollars avaient été utilisées pour acheter du matériel de secours aux Etats-Unis tandis que les donateurs étaient crédités d'une somme équivalente en monnaie éthiopienne sur leurs comptes à Addis-Abeba. M. Dawit a déclaré qu'il était en désaccord avec la manière dont le gouvernement Mengistu essayait de réinstaller des centaines de milliers de paysans affamés du Nord de l'Ethiopie vers de nouveaux villages dans le Sud.

**Dans les mois qui suivent, MSF poursuit sa campagne de dénonciation de la politique de «villagisation».**



«L'aide française à l'Ethiopie en question» Pierre Haski, *Libération* (France), 16 juillet 1986 (en français).

#### Extrait :

A intervalles réguliers, Médecins Sans Frontières (MSF) lance un cri d'alarme à propos de l'Ethiopie : «*attention génocide !*» Cette position est reprise, au sein du gouvernement, par le secrétaire d'Etat français aux Droits de l'homme, le Dr Claude Malhuret, lui-même ancien dirigeant de MSF. Le Dr Malhuret tente d'obtenir une révision de la politique d'aide française à l'Ethiopie, et a suscité une «*réflexion*» à ce sujet avec le Quai d'Orsay. Il espère la lancer ensuite au niveau européen.

La campagne que poursuit MSF, six mois après son expulsion d'Ethiopie pour avoir dénoncé la politique de déplacements massifs de populations et la «villagisation» forcée (voir ci-dessous), ne fait cependant pas l'unanimité. Récemment encore, Rony Brauman, président de MSF, tenait une conférence de presse pour dénoncer la politique du régime d'Addis-Abeba. Pas ou peu de comptes-rendus dans la presse. De même, aucune des 50 autres organisations humanitaires présentes sur place ne lui a emboîté le pas, ou accepte de suivre MSF quand elle dénonce le risque d'un «*nouveau Cambodge*» en Afrique.

Et pourtant... Récemment encore, l'UNICEF lançait un appel à l'aide pour 15 000 enfants seuls, dont beaucoup ont été séparés de leurs familles lors des déplacements de populations. De même, les accusations de MSF sont renforcées par les déclarations du chef de la commission officielle éthiopienne d'aide et de réhabilitation, Dawit Wolde Giorgis, qui s'est réfugié, ainsi que son adjoint, aux Etats Unis.

Rony Brauman justifie la poursuite de sa campagne par l'accélération de la «villagisation», les nouveaux appels à l'aide de l'Ethiopie, et par l'afflux de nouveaux réfugiés en Somalie. «*Plus de 50 000 personnes ont franchi la frontière et racontent qu'elles ne fuient pas la famine ou la guerre mais la destruction de leurs villages, la saisie des terres, les viols massifs et répétés*» affirme-t-il.

[...] Une croisade de MSF contre les «*marxistes*» éthiopiens? «*MSF porte une part de responsabilité dans le mouvement de solidarité envers l'Ethiopie*, répond Rony

Brauman. *On ne peut pas laisser gâcher cet élan. Après avoir suscité la solidarité, on se doit de raconter la vérité. D'autre part, c'est au nom des Droits de l'homme que nous agissons. C'est un des grands carnages du siècle avec les Khmers rouges.* » Pour le président de MSF, « *l'aide doit être conditionnelle. Elle doit être soumise à l'arrêt des transferts des populations. L'aide fait plus de mal que de bien, elle tue plus qu'elle ne sauve.* »

Cette dernière affirmation fait bondir Jean-Manuel Piétri, secrétaire général de l'Action internationale contre la faim (AICF), principale organisation française présente en Ethiopie. Là où se trouvent les volontaires de l'AICF, dit-il, « *l'aide n'a pas tué* ». L'AICF, présidée par Françoise Giroud, estime, au contraire, qu' « *il ne faut pas abandonner l'Ethiopie* ». « *Témoin des déplacements forcés de populations du nord vers le sud, nos volontaires se sont refusés à intervenir à Makalé, un des principaux centres d'appel de ces déplacements* », explique Jean-Manuel Piétri.

L'AICF intervient au contraire pour fixer les populations du Nord dans leur région, à Rama, une zone qui ne connaît ni déplacements, ni villagisation. « *En Ethiopie, ajoute-t-il, les organisations non-gouvernementales rencontrent à chaque instant la force d'un Etat qui veut tout organiser et tout contrôler. Il rencontre cependant notre propre volonté de contrôler la destination de notre aide. Tous les partenaires de l'aide occidentale ont ce souci.* »

« *Sans naïveté, avec un profond réalisme, l'AICF choisit la voie de l'ouverture. Tout plutôt que le Cambodge et l'Afghanistan, pays qui sont fermés à tous contacts avec les Occidentaux. Un réseau serré de contre-pouvoirs ponctuels s'organise actuellement en Ethiopie. Ces contre-pouvoirs n'empêchent pas l'histoire de l'Ethiopie de se faire sous la poigne d'un parti qui veut renforcer la Nation, constituer un Etat et organiser sa paysannerie. Du moins évite-t-on l'irréversible : la barbarie et la collectivisation généralisées.* »

[...] Après avoir soulevé un vaste mouvement de solidarité, l'Ethiopie est donc au centre de la controverse. A AICF, certains donc portent la mention « *sauf pour l'Ethiopie* », et au sein des organisations concernées, le débat est animé. En l'absence de « *commission d'enquête* » ou d'une liberté de mouvement réelle à l'intérieur du pays, beaucoup ont du mal à se faire une religion : la seule certitude est que le peuple éthiopien n'a pas fini d'en « *baver* », et qu'il est difficile de lui tourner le dos.



« Les organisations humanitaires en Ethiopie : témoins ou complices ? » Laurent Zecchini, *Le Monde* (France), 25 juillet 1986 (en français).

#### Extrait :

L'Ethiopie aurait-elle épuisé les capacités d'indignation et de mobilisation de l'opinion publique internationale ? Lorsque, le 17 juin dernier, l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) lance un nouveau cri d'alarme sur les conditions effroyables dans lesquelles se sont déroulés les transferts de plusieurs centaines de

milliers d'Ethiopiens, et sur le détournement de l'aide internationale, personne ou presque ne s'émeut.

Le 11 juillet, d'Addis-Abeba, le professeur Jean Doresse affirme que le programme gouvernemental de déplacement des populations est « *historiquement et juridiquement fondé et mérite un large soutien international* » et que les critiques à ce sujet ne sont que de la « *propagande* ». Personne ne réagit. Qui a raison, du docteur Rony Brauman, président de MSF, qui compare volontiers l'Ethiopie du président Mengistu au Cambodge de Pol Pot, ou de l'éminent spécialiste dont la position rejoint celle du gouvernement éthiopien ?

[...] Parmi les organisations humanitaires, MSF a choisi de ne plus accepter de cautionner un « *véritable carnage* » qui aurait provoqué de cent mille à cent cinquante mille morts, et de le dénoncer, ce qui a provoqué son expulsion du pays. Mais presque toutes les organisations - une quarantaine - qui restent présentes sur le terrain ont pris le parti de se taire, estimant que leur rôle - sur place - demeure irremplaçable. « *Tout, dit le docteur Jean-Manuel Piétri, secrétaire général d'Action internationale contre la faim (AICF), plutôt que le Cambodge et l'Afghanistan, pays qui se sont fermés à tout contact avec les Occidentaux.* »

La contribution de MSF à l'arrêt momentané des déplacements a été sans aucun doute importante, mais la rigueur lui aurait peut-être commandé de préciser que son chiffre n'est fondé que sur des estimations, des témoignages et d'aléatoires projections mathématiques. Le docteur Rony Brauman veut bien le reconnaître. Reste que des milliers d'Ethiopiens auraient pu être sauvés si les opérations de déplacement de populations n'avaient pas été effectuées avec brutalité et sans aucune préparation. Reste aussi qu'une partie de l'aide internationale est détournée de son objectif, ce qui accroît le nombre des morts.

**Le 8 septembre, l'ambassadeur d'Ethiopie en France fait défection, suivi par le ministre des Affaires étrangères éthiopien qui donne sa démission le 28 octobre et accuse son gouvernement de mener le peuple à la misère et à la destruction.**



« Ethiopie : M. Getachew justifie sa défection par sa conception de la démocratie ». *Le Monde* (France), 10 septembre 1986 (en français).

#### Extrait :

L'ambassadeur d'Ethiopie en France, M. Kebreth Getachew, qui a fait défection la semaine dernière (Le Monde daté 7-8 septembre), a annoncé, le lundi 8 septembre, dans un appel téléphonique à l'AFP, qu'il avait volontairement mis fin à ses fonctions et qu'il ne regagnerait pas Addis-Abeba, justifiant sa décision par sa « *conception de la démocratie et du respect de l'homme* ». Refusant d'indiquer

le nom du pays où il se trouve, M. Getachew a qualifié sa décision de « très pénible », estimant que celle-ci « met fin à un très long service dévoué et loyal à [sa] patrie ».



« Le ministre éthiopien des Affaires étrangères démissionne avec éclat ». **Libération** (France) 28 octobre 1986 (en français).

#### Extrait :

Le ministre éthiopien des Affaires étrangères Goshu Wolde a annoncé sa démission lors d'une conférence de presse donnée à New York. Le colonel Goshu, qui détenait le portefeuille des Affaires étrangères depuis près de quatre ans, a annoncé sa décision à un petit groupe de reporters, dans le hall d'un hôtel situé en face des Nations unies.

« Je ne peux, a-t-il déclaré, continuer en bonne conscience à servir un gouvernement dont la politique à courte vue, doctrinaire et rigide, mène le pays et le peuple à la misère et la destruction et qui a de toute évidence perdu la confiance du peuple et le droit moral de gouverner ».

La démission de Goshu, qui a étudié le droit à l'Université de Yale, intervient après celles du commissaire éthiopien à l'aide internationale et de son adjoint. Il est également le responsable du plus haut rang à protester ainsi contre la politique du gouvernement marxiste actuel. Agé de 45 ans, il n'a pas précisé s'il comptait demander l'asile politique aux Etats-Unis.

**En octobre, le magazine international Reader's Digest publie dans ses éditions anglophones un article du Président de MSF France sur l'instrumentalisation de la famine et les déplacements forcés en Ethiopie. Cet article est repris en décembre dans les éditions en français.**



« Faut-il encore aider l'Ethiopie ? » **Reader's Digest**, décembre 1986 (en français).

#### Extrait :

Dans cet article, Rony Brauman lève le voile sur l'horrible et choquante vérité qui se dissimule derrière le drame éthiopien : une longue liste de mensonges, de détournements et de crimes.

[...] Je suis convaincu qu'il est moralement condamnable d'aider Mengistu et sa clique à poursuivre leurs atrocités. Pendant la famine, des millions de gens, à l'Ouest, ont répondu avec une rare générosité aux appels à l'aide. Certes, ils ont permis à beaucoup d'Ethiopiens de ne pas mourir de faim. Mais aujourd'hui, dans les provinces du Nord, la cause principale de mortalité n'est plus la famine mais le transfert de population.

Ce que j'ai à dire est tragique ; nous avons été trompés. Si les Occidentaux veulent encore sauver des vies humaines

en Ethiopie, ils doivent exiger l'arrêt immédiat des déportations. Si celles-ci devaient continuer, l'aide alimentaire envoyée en Ethiopie ne servirait plus qu'à graisser la machine de guerre de Mengistu.



« Non, l'aide aux victimes de la famine a été correctement utilisée » Peter J. Daviet, **The Washington Post** (Etats-Unis), 4 octobre 1986 (en anglais).

#### Extrait :

[...] « Faut-il encore aider l'Ethiopie ? » : tel était le titre d'une pleine page d'annonce dans le *Post* le 23 septembre. Cette promotion d'un article du *Reader's Digest* prétend que les dons aux victimes de la famine qui ravage l'Ethiopie ont été détourné par le gouvernement de ce pays qui a détourné l'argent la nourriture et le matériel destiné aux affamés. Ce n'est pas vrai. C'est rendre un très mauvais service que de l'affirmer. Nous savons de sources directes que pratiquement aucun des dons effectués à des organisations de volontaires par de généreux américains n'a été détourné mais qu'ils ont été correctement utilisés pour payer de la nourriture, des transports et des fournitures médicales.

[...] Cela ne signifie pas que des événements ne se sont pas déroulés qui doivent être condamnés par la communauté internationale. Cependant les abus commis dans le cadre des réinstallations ont été exagérés et les accusations portées par MSF dans son rapport sont fausses. Le rapport judiciaire le confirme qui déclare que ce rapport est « beaucoup trop basé sur des oui-dires, est dépassé et est critiqué par toutes les organisations de volontaires américaines et tous les groupes religieux travaillant en Ethiopie, par des responsables des Nations unies, ainsi que par des responsables des Etats-Unis. Il s'agit clairement d'une polémique sur laquelle aucun gouvernement avisé ne devrait construire sa politique envers l'Ethiopie... »

[...] L'auteur est le président d'InterAction, une coalition d'organisations privées travaillant dans le tiers-monde.



J'ai fait un papier à la mitrailleuse lourde dans le Reader's digest. Ils l'ont publié en 30 langues, dans toutes leurs éditions, dans le monde entier. Les donateurs ont tous coupé les vivres. AICF, World Vision, SCF USA, ont eu des résultats de collecte de fonds catastrophiques, parce qu'aux Etats-Unis j'ai cartonné. Il y a eu des reportages à la télévision, sur les radios, des interviews. Il y avait un magazine new-yorkais qui en avait après Geldolf, pour des raisons qui ne sont pas forcément honorables. Ils m'ont invité, à venir à New York, une journée, donner une interview. J'ai cogné sur Geldolf comme je pouvais. Je cherchais le procès. Tu vois dans quel état d'esprit on peut se mettre ! Je n'avais pas peur du procès, je le cherchais ! (...) En France, MSF est sorti renforcé de cette histoire. D'abord vis-à-vis de nous même, avec une force de conviction bien

plus grande, ensuite auprès des donateurs. Je ne sais pas pourquoi, sans doute parce qu'on avait dit quelque chose d'inhabituel [...]. Une des raisons pour lesquelles j'ai beaucoup de mal à estimer Bernard Kouchner, c'est que sur cette histoire, la seule chose qu'il a vu, c'est que Médecins Du Monde n'arriverait pas à passer l'hiver. Alors que nous nous pensions que MSF allait se fracasser contre les écueils, lui tout ce qu'il voyait, et il faut reconnaître qu'il était meilleur juge, c'est que MSF était lancé sur une piste de communication tout azimut, parce qu'on cartonnait aussi sur l'Afghanistan. A plusieurs reprises, il a dit : « MSF va dévorer MDM. Dans deux ans MDM n'existe plus ». Il a publié un grand article à la une du Monde, dans lequel il a écrit cette phrase que j'ai encore en tête : « après avoir préparé le marketing de son entrée, MSF a organisé le marketing de sa sortie en Ethiopie ». La seule chose qu'il a dite c'est ça. Alors qu'on était entré en Ethiopie en avril 1984, à une époque où personne n'en parlait, huit mois avant qu'il n'y ait tout ce tintamarre autour de la famine et qu'on est sorti dans les conditions de totale improvisation.

Rony Brauman, président MSF France (en France).

On a reçu beaucoup d'argent. C'était obligatoire de nous d'expliquer auprès du public. Il y a eu beaucoup d'explications publiques, dans les journaux de l'époque pour expliquer pourquoi on avait dit tout ça. C'est après l'Ethiopie qu'on a eu un boom technique au niveau de la collecte de fond. Claude Malhuret [directeur général de MSF France] avait lancé les mailings quelques années auparavant. De deux personnes, le pool « communicant » est passé à quatre ou cinq dès 1986. La directrice du marketing est arrivée.

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

Avec les messages médiatiques et avec les campagnes de récolte de fonds, les mailings qui ont été envoyés avant de dénoncer, MSF Belgique et MSF France d'ailleurs, ont ramassé les plus gros financements qu'elles avaient jamais eues. Pour l'Ethiopie, les dons du public ont doublé ou triplé par rapport à ce qu'on avait jamais eu avant. Je veux dire qu'on ne peut pas faire des appels massifs à la générosité sur une base d'apolitisme et de neutralisme, qui est implicite et puis faire cela ... [dénoncer].

Philippe Laurent, directeur général MSF Belgique (en français).

Le public fait des dons pour l'action de secours, pas pour l'action politique. A peine 1% des Français ont été au courant de ce qu'on a dénoncé. Ils ont donné pour lutter contre la famine. La dénonciation était destinée à toucher les Etats et les organisations internationales, les décideurs, ceux qui pouvaient obliger le gouvernement éthiopien à changer sa politique de transferts forcés.

Claude Malhuret, directeur général de MSF France (en français).

**Le 29 octobre, MSF France organise à Paris un colloque intitulé « Ethiopie : La pitié dangereuse – de l'aide aux victimes à l'aide aux bourreaux » qui suscite débats et controverses dans les médias et dans le monde de l'aide.**



Colloque – Ethiopie : la pitié dangereuse - de l'aide aux victimes à l'aide aux bourreaux». **Dossier de presse**, Comité de vigilance sur les Droits de l'homme en Ethiopie, 29 octobre 1986 (en français).

#### Extrait :

Nouvelle figure emblématique de la solidarité, par l'ampleur de la mobilisation que la famine y a suscitée, et le volume des secours qui y sont parvenus, l'Ethiopie pose aujourd'hui à la communauté internationale de lourdes questions:

600 000 personnes ont été transplantées de force des provinces du Nord vers les basses terres du Sud, dans des conditions effroyables qui ont causé la mort de plus de 100 000 d'entre elles. L'aide internationale a été massivement utilisée comme appât destiné à attirer les paysans sinistrés pour les capturer, et a fourni les moyens pour les déporter vers les nouvelles « zones de peuplement ».

Aujourd'hui ce sont 3 millions de personnes qui ont été arrachées à leurs villages, dans le cadre d'une gigantesque opération de confiscation des terres, du bétail et de l'ensemble des biens des paysans. Cette collectivisation accélérée, appelée « villagisation » doit s'étendre, selon les responsables éthiopiens, à l'ensemble du pays, soit trente-trois millions d'agriculteurs.

L'objectif déclaré de ces mesures est de « créer l'homme nouveau », de « transformer radicalement les campagnes ».

Les premiers résultats ne se sont pas fait attendre:

- plusieurs dizaines de milliers de paysans ont fui vers la Somalie et le Soudan voisins.
- les demandes d'aide alimentaire, témoins de la pénurie, sont aussi importantes qu'au pire moment de la sécheresse (1,2 million de tonnes pour l'année 1986), alors que la

saison des pluies a été bonne et que les pays voisins ont une production alimentaire excédentaire cette année.

Un extraordinaire mouvement de solidarité internationale, sans précédent dans l'histoire de l'humanité, se trouve ainsi retourné contre ceux à qui il devait bénéficier.

Ce qui se passe aujourd'hui en Ethiopie nous ramène au Cambodge des Khmers Rouges. L'utopie meurtrière est en marche. Et l'aide aveugle la fait passer à la vitesse supérieure.

## Ethiopie :

### La pitié dangereuse

De l'aide aux victimes à l'aide aux bourreaux

Colloque

1<sup>ère</sup> partie – Famine, mode d'emploi

Modérateur : Claude Sérillon

9h00-11h00

Rony Brauman (président de Médecins Sans Frontières)

Jason Clay (anthropologue, auteur du rapport «*Famine & politics in Ethiopia*») François Margolin (journaliste et cinéaste, auteur du film «*Falachas*»)

Peter Niggli (auteur du rapport «*Deportation & enforced labor-camps in Ethiopia*») Thierry Wolton (Journaliste et écrivain, co-auteur de «*Silence, on tue*», Grasset) 11h00-11h45

Débat

11h45-12h15

Terfa Dldaba (Front de libération Oromo)

Ande Micael Kahsal (Front populaire de libération de l'Erythrée)

Inqual salomone (Président de la *relief society of Tigray* en Angleterre)

12h15

Clôture de la 1<sup>ère</sup> partie

Laurent Fabius (ancien premier ministre)

2<sup>ème</sup> partie – Silence, on aide

Modérateur : Ralph Pinto

14h30-17h00

André Glucksmann (philosophe et écrivain, co-auteur de «*Silence, on tue*» Grasset)

Gilles Hertzog (Journaliste et écrivain)

Bernard Kouchner (président d'honneur de Médecins du Monde)

Bernard-Henri Lévy (philosophe et écrivain)

Jean-Christophe Rufin (Médecin, auteur du livre : «*Le piège*», chez Lattès)

William Shawcross (Journaliste, auteur de «*Le poids de la pitié*», Balland)

avec la participation de Simone Veil (ancienne présidente du Parlement européen) 17h00-17h45

Débat

7h45

Clôture de la 2<sup>e</sup> partie

Claude Malhuret (secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme)

Sur invitation: Mercredi 29 octobre

Maison de la Chimie, 28 Rue Saint Dominique, 75007 Paris

Organisé par le comité de vigilance sur les Droits de l'homme en Ethiopie



«Action humanitaire et politique : il n'y a pas de bons et de mauvais morts» Bernard Kouchner, *Le Monde* (France), 23 octobre 1986 (en français).

### Extrait :

[...] Nous sommes quelques-uns à nous en réjouir avant de nous en méfier et à déplorer que les thèses en présence et les colloques en préparation réduisent trop singulièrement le propos. Des invectives excessives publiées par une presse complaisante tiennent trop souvent lieu d'arguments. L'amalgame et la caricature seront mal ressentis par un public français ombrageux qui, par nature, se méfiait des solidarités exotiques. Puisque les humanitaires se disputent, ne leur donnons plus les moyens d'agir chez les sous-développés ! Une nécessaire réflexion se transforme en joute éditoriale. Ce n'est pas ce que souhaitaient Glucksmann, Wolton et Rufin, qui ont ouvert les vannes dans leurs récents ouvrages et se trouvent emportés par le torrent.

Aide-t-on la sanglante dictature éthiopienne en empêchant de mourir les Ethiopiens ? A-t-on rendu service à la cause des Droits de l'homme en ameutant les opinions mondiales et en les incitant à secourir les affamés sans dénoncer les déplacements forcés de populations, à l'instar de Bob Geldof qui frôla le prix Nobel et procure, aujourd'hui, de l'urticaire aux nobélisables des bords de Seine ? Notons que la majorité des organisations internationales de secours, comme l'UNICEF ou *Care*, firent de même, qu'elles poursuivent leurs efforts et que Bob Geldof n'a rien d'un suppôt des dictatures, même s'il fit preuve de plus de brio dans l'action que dans la réflexion.

En effet, ces activités de samaritains muets et soumis servent-elles les oppressions du marxisme africain, sous l'inattaquable prétexte de panser des corps meurtris ? Médecins Sans Frontières, qui fit, à grand tapage, le marketing de son entrée en Ethiopie, eut-elle raison de dénoncer les exactions du régime d'Addis-Abeba et de faire alors le marketing de sa sortie ?



«La charité tient colloque». Laurent Joffrin, *Libération* (France), 30 octobre 1986 (en français)

### Extrait :

Le marxisme produit la famine. L'aide humanitaire conforte le totalitarisme. Autour de ces deux axiomes, le comité de vigilance sur les Droits de l'homme en Ethiopie tenait hier à Paris un colloque vigoureusement intitulé «la pitié dangereuse ; de l'aide aux victimes à l'aide aux bourreaux», et financé en partie par le secrétariat aux Droits de l'homme de Claude Malhuret.

Pendant une journée, les vedettes du «charité busi-

ness», Rony Brauman pour Médecins Sans Frontières, ou Bernard Kouchner pour Médecins du monde, ont débattu devant quatre cents personnes avec André Glucksman le polémiste, Bernard-Henri Lévy, le philosophe, ou encore quelques têtes politiques comme Laurent Fabius et Simone Veil. Une discussion dans laquelle la volonté polémique a quelque peu obscurci le débat sur l'aide humanitaire.

Thierry Wolton, co-auteur avec Glucksman du pamphlet «*Silence on tue*», lançait la discussion en affirmant que les grandes famines du siècle étaient marxistes : l'Ukraine des années vingt, la Chine de Mao, le Cambodge des Khmers rouges et aujourd'hui l'Éthiopie de Mengistu. Ouverture abrupte qui lui attirait quelques vertes répliques. «*Comment pouvez-vous parler sérieusement d'un pays où vous avez passé en tour et pour tout quatre jours?*»

En dénonçant l'utilisation de l'aide par les militaires éthiopiens, Rony Brauman indisposait lui aussi une partie de l'assistance, composée des militants des organisations humanitaires mises en cause par ces réquisitoires. «*Combien d'enfants votre départ d'Éthiopie a-t-il tués, faute de soins que vous auriez pu leur dispenser?*», lança-t-on dans la salle, évoquant ainsi le départ de Médecins Sans Frontières d'Éthiopie, expulsée l'année dernière à la suite des critiques publiques qu'elle avait adressées au régime Mengistu.

[...] «*Nous ne pouvions plus travailler, explique Rony Brauman, et sauf à cautionner l'intolérable, nous ne pouvions rester en demeurant silencieux*». Pourtant, aujourd'hui encore, le choix de MSF est loin de faire l'unanimité. Lionel Rotcage, de *Band Aid*, n'y va pas par quatre chemins. «*Les gens de MSF, dit-il, savaient parfaitement ce qui se passait dans le pays quand ils ont décidé d'y venir. Ils ont fait un coup médiatique de leur arrivée en Éthiopie et ont procédé pareillement pour leur sortie, mais que sont devenues depuis les personnes qu'ils avaient prises en charge?*» Et il ajoute : «*En outre, aujourd'hui, les déplacements de populations se sont arrêtés*».

[...] La véhémence des propos, de part et d'autre, cache mal en fait des oppositions qui sont loin d'être de pure méthodologie. En France, surtout, des révisions idéologiques déchirantes s'opèrent depuis plusieurs mois. La création de la fondation Libertés Sans Frontières, à l'initiative des médecins du même nom, dont Claude Malhuret à l'époque d'un des responsables de MSF, a jeté début 1985 un pavé dans la mare paisible des ONG. Le tiers-mondisme a été mis en accusation au nom du néo-libéralisme. Une véritable guerre idéologique entre ONG se déroule depuis.



«**Rapport moral** du président à l'assemblée générale de MSF France», mai 1987 (en français).

#### Extrait :

Rendre intelligible des faits et des mouvements apparemment contradictoires, tenter de préciser les rapports complexes que l'action humanitaire noue avec un régime totalitaire et de repérer la limite, floue mais bien réelle, au delà de laquelle l'aide aux victimes se transforme

insensiblement en soutien aux bourreaux, tels étaient les objectifs du colloque «*Éthiopie, la pitié dangereuse*», organisé à Paris en octobre dernier [1986]. [...] L'élément marquant tient au fait qu'une réflexion de fond sur le rôle de l'aide s'est amorcée au cours de cette année et qu'au moment où l'aide humanitaire apparaît comme un nouveau mode d'engagement, dernière aventure humaine qui vaille d'être vécue, à une période où se multiplient les initiatives humanitaires, quelques uns viennent dire «*attention danger !*». Non pas pour se faire les avocats d'un quelconque repli sur l'hexagone, mais bien au contraire au nom de la solidarité et des Droits de l'homme. L'idée que l'aide humanitaire équivaut mécaniquement à un bienfait va faire long feu. Ce n'est pas de désenchantement qu'il s'agit, ni de désaffection, mais de lucidité, d'une interrogation fondamentale que l'on pourrait au fond résumer en deux questions : quelle est la nature des problèmes auxquels nous nous affrontons, nous en tant que partie du mouvement humanitaire, et comment traitons-nous ces problèmes. Autrement dit, quels résultats pouvons-nous escompter ? A ces questions que j'ai formulées de façon délibérément simpliste, nous devons fournir des réponses, aussi précises et concrètes que possible et ne pas nous contenter d'égrener l'éternel chapelet sur l'avenir du monde, le devoir de solidarité et la morale de l'extrême urgence. Car il ne s'agit pas là de réponses, mais de variations vides sur des thèmes convenus, sans rapport avec les problèmes posés.

**En décembre, Bob Geldof, le leader du *Band Aid*, de passage à Paris, accuse MSF d'être devenu une organisation politique. A l'inverse, à l'occasion des 15 ans de MSF, la presse constate que l'image de l'organisation auprès du public n'a pas souffert des querelles politiques.**



«*Notre devoir est de rester en Éthiopie*». Interview de Bob Geldof par Christiane Chombeau, *Le Monde* (France), 11 décembre 1986 (en français).

#### Extrait :

- Et alors, ces milliers de morts dont parle Médecins Sans Frontières ?

- Je ne dis pas que c'est vrai ; je ne dis pas que c'est faux. Là encore, je constate que les seules personnes à avoir porté de telles accusations et donné le chiffre de cent mille victimes sont de Médecins Sans Frontières. Même les Américains, qui ont une représentation là-bas, n'ont rien dit. Tout le monde se contente de reprendre MSF. J'ai assisté à des convois. Je suis monté dans les avions russes Antonov avec des journalistes anglais. Nous étions libres de nos mouvements et non accompagnés. Nous avons parlé aux gens, mais nous n'avons rien vu de ce que MSF décrit. Là encore, si on admet que c'est vrai, j'estime que notre

devoir est de rester sur place, d'éviter qu'il y ait plus de morts. Que sont devenus ceux qu'aidait MSF après son départ?

C'est vrai que l'accueil des réfugiés dans les zones de déplacement était particulièrement mal organisé. Des associations ont tout de suite réalisé ce qui pouvait se passer : un report des problèmes du nord vers le sud à cause des surpopulations dans un territoire certes fertile, mais limité. Alors, elles ont relevé les manques et commencé à planifier un certain nombre d'investissements pour l'infrastructure et le développement. Le crime aurait été de ne rien faire.

Je comprends l'argument qui consiste à dire : vous aidez dans les zones où se fait cette réinstallation, donc vous aidez le gouvernement d'Addis-Abeba, mais je trouve cela enfantin et pathétique.

- Comment expliquez-vous cette polémique, aujourd'hui, en France,

- Vos philosophes français ont vieilli et sont atteints par le conservatisme de l'âge. Ils n'ont plus l'étincelle d'humanité qu'il y a chez les jeunes et ils trahissent leur jeunesse. Quant à Médecins Sans Frontières, qui a d'ailleurs payé le voyage de Bernard-Henri Lévy en Ethiopie, c'est devenu une organisation politique. Elle soutient l'association Liberté Sans Frontières qui ne cache pas ses options anticommunistes. Nous, je le répète, nous voulons être présents là où les gens ont besoin de nous, sans faire de distinction. C'est un devoir. Et la morale est toujours au-dessus de la politique.



«A quinze ans, Médecins Sans Frontières veut soigner son image». Pierre Haski, *Libération* (France), 22 décembre 1986 (en français).

#### Extrait :

Etonnement, l'image de MSF dans le public ne semble guère avoir pâti des polémiques politiques - très parisiennes, il est vrai - qui ont entouré l'organisation : de la création, l'an dernier, de la fondation Libertés Sans Frontières (LSF), avec un procès en fanfare du tiers-mondisme, de l'entrée de Malhuret au gouvernement, ou des controverses sur l'Ethiopie. Dans leur petit bureau surpeuplé, les responsables de LSF reconnaissent qu'ils étaient, au début, «*en déphasage*» par rapport à l'équipe de MSF. Un «*recentrage technique*» a, depuis, dissipé le malaise. LSF prépare un nouveau colloque, cette fois sur la santé : moins de vagues en perspective.

Quand à Claude Malhuret, que l'on croise encore dans les couloirs de MSF - où travaille toujours son épouse - il pourrait voir, affichée dans un bureau une caricature tirée de *Libération*, dans laquelle le ministre moustachu est accroché au ceinturon d'un gros policier, avec ce commentaire : «*On est peu de chose*»...

Le public ne semble donc guère concerné par les «*recentrages idéologiques*». Il s'attache plutôt à l'image de plus en plus professionnelle, de l'organisation.

#### EPILOGUE

**En 1987, la sécheresse frappe de nouveau l'Ethiopie tandis que la villagisation a déstructuré un peu plus le système agricole. La famine réapparaît. MSF France souhaite intervenir. Les autorités éthiopiennes soumettent leur autorisation à une condition : que l'organisation renie ses positions de 1985 et s'engage désormais au silence. MSF France refuse et n'interviendra pas. La section belge renforce ses activités en cours en Ethiopie.**



En 1986 et en 1987, deux ans de suite il y a eu une nouvelle alerte à la famine en Ethiopie. Je vais voir l'ambassade d'Ethiopie en France pour proposer qu'on y retourne. Sans aucun problème je suis reçue par l'ambassadeur. Il me dit «pas de problème pour que vous y retourniez, mais vous me faites une lettre signée par Médecins Sans Frontières comme quoi tout ce vous avez dit, ce n'était pas vrai et une autre lettre comme quoi vous n'allez rien dire si vous y retournez ». *J'ai arrêté d'aller le voir. Et MSF France n'est pas intervenu.*

Brigitte Vasset, coordinatrice médicale MSF France à Korem d'avril 1984 à mai 1985 puis responsable de programme Ethiopie MSF France (en français).

**La Fondation Liberté Sans Frontières organise encore deux colloques et publie plusieurs ouvrages sur les questions de développement. Elle est finalement dissoute le 28 avril 1989, considérant que les idées qu'elle portait étant désormais largement diffusées.**



«**Rapport moral** du président à l'assemblée générale de MSF France», mai 1987 (en français).

#### Extrait :

On se souvient de l'entrée en scène plutôt bruyante de Libertés Sans Frontières, avec un colloque sur le tiers-mondisme, où la vigueur des arguments ne cédait en rien à celle du ton. Après les premières controverses, les polémiques se sont progressivement apaisées, même si, ici ou là, les échos assourdis de la querelle continuent de résonner. LSF ne fait plus aujourd'hui scandale. On peut s'en réjouir, on peut aussi le déplorer. En fait ce qui est frappant, c'est que la dissipation de cette odeur de soufre ne tient pas à un quelconque renoncement à notre argumentation, mais bien au contraire à la diffusion étonnamment rapide de nos arguments. Loin de moi la tentation de revendiquer pour LSF la paternité de ce renversement de tendance. Reste qu'il est évident, à examiner le mouvement actuel des idées, que le débat feutré qui s'amorçait à

gagné, à la fois en surface et en profondeur, grâce à cette initiative dont l'un des points forts, il faut en convenir, a été de survenir à l'heure.

Un colloque a été organisé en février dernier sur « Santé, médicaments et développement » pour faire le point sur la stratégie des soins de santé primaire. Là encore, il s'agissait – pardonnez-moi - de remettre les pendules à l'heure sur le mythe de l'agent de santé villageois comme pivot du système de santé, ainsi que sur cette fameuse poubelle de nos médicaments que serait le tiers-monde. Non pas pour le simple plaisir de jeter une boule dans un jeu de quilles, mais bien au contraire pour favoriser une réflexion constructive. De l'avis unanime, y compris de certains qui ne s'étaient pas montrés tendres dans le passé, l'objectif a été atteint. [...] Je vous annonce enfin, en primeur, la sortie à l'automne de deux livres importants actuellement en chantier dans le cadre de LSF : le premier, intitulé « le tiers-monde en questions » - avec un S à question - fait le point, dans un langage aussi clair que précis sur les grands problèmes du sous-développement. [...] Le second est un témoignage essentiel sur le Cambodge d'aujourd'hui, sur l'entreprise d'anéantissement de tout un peuple, perpétrée dans l'indifférence du plus grand nombre, et avec le soutien de quelques uns. Tous ceux qui ont suivi de près la controverse sur le détournement de l'aide en Ethiopie retrouveront un langage, des méthodes et des protagonistes familiers.



**Compte- rendu du conseil d'administration** de MSF France, 28 avril 1989 (en français).

**Extrait :**

Dissolution de Liberté Sans Frontières

Rony Brauman fait un point sur Liberté Sans Frontières. La Fondation Liberté Sans Frontières végétait depuis deux ans. Médecins Sans Frontières n'était pas prêt à accepter de nouvelles polémiques, de ce fait l'action de LSF n'était pas libre. De plus, la commission financière de Médecins Sans Frontières avait décidé de diminuer les sommes allouées aux satellites.

Il avait été projeté de dissoudre la Fondation. Les membres du conseil d'administration de la Fondation ont refusé la dissolution mais ont préconisé qu'elle reste en sommeil, ce qui permettrait de la réactiver s'il en était besoin.

Si Médecins Sans Frontières a des choses à dire, elle peut les dire en son nom propre, nous n'avons pas besoin de nous protéger derrière LSF puisque de toute façon c'est Médecins Sans Frontières qui en subira les retentissements.



*Nous nous étions rendus compte que nos idées ne heurtaient plus personne. Elles étaient banalisées. Le tiers-mondisme était mort. Alors qu'en 1985, certains disaient encore que la famine d'Ethiopie était causée par l'ordre mondial et les multinationales, quelques*

*années plus tard, ce type d'analyse n'était plus possible. Et aujourd'hui, il n'y a pas grand monde pour prendre la défense de Mugabe, le dictateur du Zimbabwe ! Bien sûr, LSF n'était qu'un symptôme de cette évolution, pas une cause. Et comme nous ne voulions pas devenir un mini Sciences-Po [Institut d'études politiques] du tiers-monde, notre raison d'être avait disparu.*

Rony Brauman, Président MSF France (en français).

**Entre-temps le dialogue entre les différentes sections de MSF a peu à peu repris. Les 3 et 4 juin 1989. la première convention européenne des Médecins Sans Frontières se déroule à Toulouse. Les politiques de prises de positions publiques des différentes sections restent toutefois hétérogènes.**



**Compte-rendu du conseil d'administration** de MSF France, 27 mars 1987 (en français).

**Extrait :**

Le 28 février s'est tenu à Amsterdam une réunion entre les différentes sections de Médecins Sans Frontières existantes (Hollande, Belgique, Suisse, France). L'objectif de ce rendez-vous était d'harmoniser le travail des différents groupes entre eux et de renouer les contacts entre la France et la Belgique. Cette réunion s'est passée dans un climat d'amitié très favorable à la reprise des relations normales entre tous les MSF.



**Rapport moral** du président à l'assemblée générale de MSF France, 19 et 20 novembre 1988 (en français).

**Extrait :**

Liberté Sans Frontières avait été l'une des raisons de la brouille - délicat euphémisme - avec Médecins Sans Frontières Belgique.

Je crois pouvoir dire aujourd'hui qu'il s'agit d'un chapitre clos de notre histoire commune, les nombreuses réunions de travail et de coordination technique ayant dissipé les malentendus. Cela ne signifie pas que les différentes sections de Médecins Sans Frontières soient des copies conformes les unes des autres, ce n'est certainement pas souhaitable, mais simplement qu'avec une finalité et un langage commun, et de réels liens d'amitié, le soleil brille à nouveau sur l'Europe des Médecins Sans Frontières.



**Compte-rendu de la réunion internationale de Médecins Sans Frontières du 20 décembre 1988 (en français).**

**Extraits :**

Des divergences sont apparues principalement entre la France et les autres sections sur le niveau d'engagement de MSF dans le domaine des Droits de l'homme : En France, l'image de MSF est étroitement associée à la défense et à la promotion des Droits de l'homme au sens large du terme (libertés civiles et politiques.) MSF France assume cette position en se réclamant d'une double filiation : Droits de l'homme et action médicale.

Toutes les sections s'accordent sur la nécessité d'agir lorsque leurs équipes sont confrontées à des atteintes graves aux Droits de l'homme. Deux conditions sont nécessaires : absence d'autres observateurs (organisation de défense des Droits de l'homme, médias) et présence physique de MSF.

Des divergences entre MSF France et les autres sections apparaissent quant aux moyens d'action. MSF France « signe » dans la mesure du possible ses témoignages et veut agir simultanément par voie diplomatique et par voie médiatique. Les autres sections préfèrent utiliser la *silent diplomacy* et le *lobbying*, sans associer publiquement le nom de MSF aux dénonciations.

Chacun prend acte de ces divergences, MSF France souligne la nécessité d'analyser cas par cas les différentes situations, pour adapter la politique de témoignage. Les exemples de l'Éthiopie (campagne de presse de longue haleine par MSF), du Soudan (dénonciation d'un « génocide » par MSF) du Sri Lanka (dénonciations indirectes, non signées) montrent que la palette des possibilités est large.



**Compte-rendu de la Convention européenne des Médecins Sans Frontières, Toulouse, 3 et 4 juin 1989 (en français).**

**Extraits :**

Les 3 et 4 juin dernier s'est tenue à Toulouse la première convention européenne des Médecins Sans Frontières qui réunissait le maximum de personnes de chaque section impliquée dans le fonctionnement de l'association : salariés, bénévoles, permanents ... [...]

Témoignage sur les Droits de l'homme et publicité : « signer ou ne pas signer, là est la question ». Médecins Sans Frontières France dit « oui, sauf exception ». Médecins Sans Frontières Belgique et Hollande disent « non, sauf exception », pour résumer la discussion. Le groupe a reconnu que sur ce sujet les extrêmes se rencontrent. Médecins Sans Frontières France continuera à dénoncer publiquement les violations des Droits de l'homme, Médecins Sans Frontières Belgique et Hollande ne feront ainsi que lorsque la « diplomatie silencieuse » et la divulgation des nouvelles aux médias ne fonctionnera pas, lorsque la situation sera considérée comme extrêmement sérieuse et qu'il n'y aura pas d'autre organisation pour en parler. Si toutes les sec-

tions veulent développer davantage de coopération et s'intégrer davantage, ceci ne peut arriver que lorsque certains accords existent entre elles sur la façon de se comporter en ce qui concerne cette question, de façon à ne pas interférer avec le travail de chacune. Ceci est vu comme un sujet de concessions mutuelles de toutes les sections.

**En juin 1991, MSF France envoie une mission exploratoire en Éthiopie puis en fin d'année lance un programme à Sekota et Lallibella.**



« Éthiopie 1991-1992 ». **Rapport annuel** d'activités, Médecins Sans Frontières, 1991-1992, 29 mai 1992 (en français).

**Extrait :**

À la suite de la chute de Mengistu, une mission exploratoire est envoyée dans ce pays en juin 1991. La chute de Mengistu a en effet libéré des forces centrifuges qui risquent à terme de morceler le pays. L'Érythrée est déjà dans les faits un pays indépendant et un référendum d'autodétermination est prévu pour juin 1993.

Activités : la mission exploratoire identifie le Nord Wollo comme une des zones à risques de déstabilisation. MSF a alors proposé un programme de réhabilitation des structures de santé de Sekota et de Lallibella. Ce programme a débuté à la fin de l'année 1991 et se terminera en juin 1992 à Sekota et en septembre à Lallibella.

[...] Une mission exploratoire à Moyale en avril 1992 auprès de populations déplacées a montré la précarité de leur situation. Une mission d'assistance nutritionnelle devrait démarrer sous peu.

**En 1991, le régime du colonel Mengistu est renversé et le dictateur se réfugie au Zimbabwe. En 1997, le procureur de la Haute-cour centrale éthiopienne lancera contre lui des accusations de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre.**

**En 2006, il sera condamné pour génocide par la justice éthiopienne, par contumace, à une peine de réclusion à perpétuité, qui sera commuée en peine de mort en mai 2008.**